

OBSERVATOIRE
DE LA CULTURE ET
DES COMMUNICATIONS
DU QUÉBEC

O



Statistiques sur l'industrie du film et de la production télévisuelle indépendante

Édition 2007

Québec 

Pour tout renseignement concernant l'ISQ
et les données statistiques qui y sont disponibles,
s'adresser à :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec)
G1R 5T4
Téléphone : (418) 691-2401

ou

Téléphone : 1 800 463-4090
(sans frais d'appel au Canada et aux États-Unis)

Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

Cette publication a été élaborée à l'initiative et sous la
supervision de l'Institut de la statistique du Québec, avec
la collaboration de la Cinémathèque québécoise, de
la Régie du cinéma, et de la Société de développement
des entreprises culturelles.

Cette édition a été produite par
l'Institut de la statistique du Québec.

Les Publications du Québec en assurent la diffusion.
1500-D, boul. Charest Ouest, 1^{er} étage
Québec (Québec)
G1N 2E5

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
3^e trimestre 2007
ISBN : 978-2-551-23591-9 (version imprimée)
ISBN : 978-2-550-50835-9 (PDF)

© Gouvernement du Québec

Toute reproduction est interdite
sans l'autorisation expresse de
l'Institut de la statistique du Québec.

Septembre 2007



AVANT-PROPOS

Voici la publication *Statistiques sur l'industrie du film et de la production télévisuelle indépendante* qui remplace l'ouvrage publié auparavant sous le titre *Statistiques sur l'industrie du film*. Ce changement de nom reflète la volonté de l'Observatoire de la culture et des communications du Québec de répondre concrètement à l'intérêt des utilisateurs pour des statistiques fiables sur la production télévisuelle.

Tout comme les précédentes, la présente édition ne contient que les indicateurs principaux. Ainsi, toutes les données disponibles font l'objet d'une publication séparée.

Le premier objectif de la publication demeure la présentation d'un bilan statistique de l'industrie du film et de la production télévisuelle indépendante au Québec, et les nombreux tableaux qu'elle contient, portant sur les cinq dernières années, permettent de suivre l'évolution de l'industrie. Quant à sa présentation, elle vise à en simplifier la consultation et à la rendre agréable et pratique. La publication présente d'abord les données relatives à la production cinématographique et télévisuelle indépendante, puis le financement de ces productions et les résultats de la distribution des films en salle. Viennent ensuite les données sur l'infrastructure cinématographique, les résultats de l'exploitation et de la diffusion des films en salle jusqu'à l'ultime étape de la vie d'un film, c'est-à-dire sa conservation. On y trouvera également des comparaisons avec l'industrie cinématographique d'autres pays. De plus, cette année, la publication présente de nouveaux tableaux offrant plus de détails sur le financement de la production cinématographique et télévisuelle, de même qu'une analyse des dépenses des ménages en services audiovisuels.

Cet ouvrage est le fruit de la collaboration de nombreux partenaires dont s'est entouré l'Institut de la statistique du Québec, l'instigateur et le coordonnateur du projet : la Régie du cinéma ainsi que la Cinémathèque québécoise participent à la planification du contenu et fournissent les données statistiques, tandis que la Société de développement des entreprises culturelles collabore à l'analyse et à l'interprétation des statistiques. Tous ont participé à sa rédaction à titre de rédacteur ou de corédacteur.

Les concepteurs de cet ouvrage souhaitent que les lecteurs aient autant de plaisir à le consulter qu'ils en ont eu à le réaliser.

Le directeur général,



Yvon Fortin

Cette publication a été
réalisée par :

Benoit Allaire, responsable de projet
Denis Chalifour, technicien en administration
Observatoire de la culture et des communications du Québec
Institut de la statistique du Québec

Sous la direction de :

Dominique Jutras, directeur
Observatoire de la culture et des communications du Québec
Institut de la statistique du Québec

Ont apporté leur précieuse collaboration :

Jean-Pierre Gagnon, Régie du cinéma
Marielle Audet et Godi Sagou, Société de développement des
entreprises culturelles
Carole Line Robert, Michel Martin et Pierre Véronneau
Cinémathèque québécoise
Jocelyne Tanguay, pour la révision linguistique
Institut de la statistique du Québec
Marie-Ève Cantin et Claudette D'Anjou, pour la mise en page
Institut de la statistique du Québec
Sylvie Jean,
Institut de la statistique du Québec

Mireille Laforce,
Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Remerciements :

Nous tenons à remercier chaleureusement l'Association des
propriétaires de cinémas et ciné-parcs du Québec pour leur
collaboration enthousiaste à l'enquête auprès des cinémas et
ciné-parcs.

Pour tout renseignement concernant
le contenu de cette publication :

Observatoire de la culture et des communications du Québec
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec) G1R 5T4
Téléphone : (418) 691-2414
Télécopieur : (418) 643-4129

Photo de la couverture :

Bon cop Bad cop

Abréviations et symboles

%	Pour cent ou pourcentage
n	Nombre
..	Donnée non disponible
...	N'ayant pas lieu de figurer
—	Néant ou zéro
—	Donnée infime

x	Donnée confidentielle
e	Donnée estimée
r	Donnée révisée
k	Millier
M	Million



TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE 1	La production cinématographique	11
CHAPITRE 2	Le financement	21
CHAPITRE 3	Le classement des films	35
CHAPITRE 4	La distribution	43
CHAPITRE 5	L'infrastructure d'exploitation	55
CHAPITRE 6	Les résultats d'exploitation	65
CHAPITRE 7	Les autres marchés du film	83
CHAPITRE 8	Les dépenses des ménages.....	89
CHAPITRE 9	Le patrimoine cinématographique	97
CHAPITRE 10	Le cinéma dans le monde.....	113
CHAPITRE 11	Les mesures fiscales relatives à l'industrie du film	119

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1.1 Nombre de longs métrages produits, selon le principal marché, Québec, 2002-2006	12	Tableau 1.12 Nombre de productions entièrement québécoises et de coproductions, selon le principal marché, Québec, 2005 et 2006	17	Tableau 3.2 Nombre de films classés, destinés à être présentés en public, selon la catégorie de classement, Québec, 2006	37
Tableau 1.2 Nombre de longs métrages produits, selon le marché et le genre, Québec, 2005 et 2006	13	Tableau 2.1 Productions cinématographiques et télévisuelles, données générales selon le type de production, Québec, 2004-2005 à 2006-2007	24	Tableau 3.3 Nombre de films classés, destinés à être présentés en public, selon la langue, Québec, 2006	38
Tableau 1.3 Nombre de productions considérées comme le premier long métrage d'un cinéaste, selon le marché, Québec, 2002-2006	13	Tableau 2.2 Documentaires, données générales selon le format, Québec, 2004-2005 à 2006-2007	25	Tableau 3.4 Nombre de films classés, destinés au visionnement privé, selon la catégorie de classement, Québec, 2006	39
Tableau 1.4 Nombre de longs métrages produits, selon le format, le marché et le genre, Québec, 2005 et 2006	13	Tableau 2.3 Productions télévisuelles, données générales selon le genre, Québec, 2004-2005 à 2006-2007	27	Tableau 3.6 Répartition des films en exploitation, selon le pays d'origine, Québec, 2002-2006	41
Tableau 1.5 Nombre de longs métrages produits, selon la langue, Québec, 2002-2006	14	Tableau 2.4 Productions télévisuelles selon le format, Québec, 2006-2007	28	Tableau 4.1 Revenus bruts des distributeurs selon la catégorie de permis, Québec, 2002-2006	45
Tableau 1.6 Répartition des productions entièrement québécoises et des coproductions, Québec, 2002-2006	15	Tableau 2.5 Coproductions cinématographiques et télévisuelles, données générales selon le type de production, Québec, 2004-2005 à 2006-2007	30	Tableau 4.2 Revenus bruts déclarés par les titulaires d'un permis de distributeur délivré par la Régie du cinéma, par catégorie de permis et selon le marché, Québec, 2006	45
Tableau 1.7 Proportion des productions entièrement québécoises et de coproductions, Québec, 2002-2006	16	Tableau 2.6 Productions cinématographiques et télévisuelles, structure de financement selon le type de production, Québec, 2006-2007	31	Tableau 4.3 Nombre de distributeurs titulaires d'un permis général, par tranche de revenus, selon le marché, Québec, 2006	46
Tableau 1.8 Nombre de productions entièrement québécoises et de coproductions de longs métrages destinés aux cinémas, Québec, 2002-2006	16	Tableau 2.7 Productions cinématographiques et télévisuelles, financement public selon le type de production, Québec, 2004-2005 à 2006-2007	32	Tableau 4.4 Résultats d'exploitation des cinémas et des ciné-parcs, selon la catégorie de permis du distributeur, Québec, 2006	47
Tableau 1.9 Proportion des productions entièrement québécoises et de coproductions de longs métrages destinés au cinéma, Québec, 2002-2006	16	Tableau 2.8 Productions cinématographiques et télévisuelles, répartition du financement public selon le type de production, Québec, 2006-2007	33	Tableau 4.5 Nombre moyen de copies par film destinées aux cinémas et ciné-parcs, selon le pays d'origine, Québec, 2002-2006	50
Tableau 1.10 Nombre de productions entièrement québécoises et de coproductions de longs métrages destinés à la télévision, Québec, 2002-2006	17	Tableau 2.9 Productions cinématographiques et télévisuelles, financement fédéral et provincial selon le type de production, Québec, 2004-2005 à 2006-2007	33	Tableau 4.6 Nombre de copies de films distribuées aux cinémas et ciné-parcs, selon le pays d'origine des films et la langue, Québec, 2002-2006	51
Tableau 1.11 Proportion des productions entièrement québécoises et de coproductions de longs métrages destinés à la télévision, Québec, 2002-2006	17	Tableau 3.1 Nombre de films classés, Québec, 2002-2006	36	Tableau 4.7 Nombre de copies de films distribuées aux cinémas et ciné-parcs, selon le pays d'origine des films et la catégorie de distributeur, Québec, 2002-2006	53

Tableau 4.8 Nombre de films présentés dans les salles de cinéma et les ciné-parcs, selon le pays d'origine des films, Québec, 2002-2006	54	Tableau 6.2 Projections selon la langue et la catégorie de classement des films, Québec, 2002-2006	68	Tableau 7.2 Nombre de commerces de détail de matériel vidéo, selon le stock de vidéocassettes et de DVD, Québec, 2002-2006	84
Tableau 4.9 Nombre de nouveautés présentées dans les salles de cinéma et les ciné-parcs, selon le pays d'origine des films, Québec, 2002-2006	54	Tableau 6.3 Assistance selon la langue et la catégorie de classement des films, Québec, 2002-2006	70	Tableau 7.3 Nombre de commerces de détail de matériel vidéo, par région administrative, Québec, 2006	86
Tableau 5.1 Nombre d'établissements et de permis selon la catégorie d'établissement, Québec, 2002-2006, au 31 décembre	56	Tableau 6.4 Recettes selon la langue et la catégorie de classement des films, Québec, 2002-2006	72	Tableau 7.4 Nombre de commerces de détail de matériel vidéo, selon le stock de vidéocassettes et de DVD, par région administrative, Québec, 2006	86
Tableau 5.2 Répartition des établissements, des écrans et des fauteuils selon le réseau de cinémas, Québec, 2006	57	Tableau 6.5 Assistance, recettes et projections, selon le pays d'origine des films, Québec, 2006	74	Tableau 7.5 Commercialisation des films et des programmes télévisés sur support vidéo, Québec, 2006 et avril 1989 à décembre 2006	87
Tableau 5.3 Répartition des établissements selon le nombre d'écrans en activité, Québec, au 31 janvier 2007	58	Tableau 6.6 Assistance, recettes et projections dans les cinémas, par région administrative, Québec, 2006	76	Tableau 7.6 Nombre de films et de programmes télévisés commercialisés sur support vidéo à l'exception des coffrets, selon l'année de production, Québec, 2006	88
Tableau 5.4 Nombre annuel moyen d'établissements, d'écrans et de fauteuils, Québec, 2002-2006	59	Tableau 6.7 Films à succès, en ordre décroissant de l'assistance, toutes origines confondues, Québec, du 1 ^{er} janvier 2004 au 31 décembre 2006	78	Tableau 8.1 Dépenses moyennes des ménages au titre de certaines activités, en dollars constants de 2002, Québec, 1997-2005	90
Tableau 5.5 Nombre total de salles de cinéma et de fauteuils, Québec, 1985-2006	60	Tableau 6.8 Films à succès, en ordre décroissant de l'assistance, films québécois seulement, Québec, du 1 ^{er} janvier 2004 au 31 décembre 2006	79	Tableau 8.2 Part des dépenses moyennes des ménages au titre de certaines activités, en dollars constants de 2002, Québec, 1997-2005	91
Tableau 5.6 Taux d'occupation des cinémas selon le nombre d'écrans, Québec, 2002-2006	61	Tableau 6.9 Films à succès, en ordre décroissant de l'assistance, films québécois seulement, Québec, du 1 ^{er} janvier 1985 au 31 décembre 2006	80	Tableau 8.3 Dépenses moyennes des ménages au titre de certaines activités selon le revenu du ménage, Québec, 2005	93
Tableau 5.7 Nombre d'établissements et d'écrans, par région administrative, Québec, 2002-2006	62	Tableau 6.10 Films à succès, en ordre décroissant de l'assistance, toutes origines confondues, Québec, du 1 ^{er} janvier 1985 au 31 décembre 2006	81	Tableau 8.4 Part des dépenses moyennes des ménages au titre de certaines activités selon le revenu du ménage, Québec, 2005	94
Tableau 5.8 Nombre d'établissements et d'écrans par 100 000 habitants selon la région administrative, Québec, 2002-2006	64	Tableau 7.1 Nombre de commerces de détail de matériel vidéo, selon le caractère de l'activité, Québec, 2002-2006	84		
Tableau 6.1 Évolution de l'assistance, du nombre de projections, du prix d'entrée moyen et du nombre de fauteuils disponibles, salles de cinéma, Québec, 1985-2006	66				

Tableau 8.5 Dépenses moyennes des ménages au titre de certaines activités culturelles selon le statut familial du répondant, Québec, 2005	95	Tableau 10.1 Production de longs métrages destinés au cinéma, 2002-2006	114	Tableau 11.3 Ventilation des dépenses de doublage selon le premier marché des productions cinématographiques et télévisuelles et la catégorie de contrat, Québec, 2006-2007	121
Tableau 8.6 Part des dépenses moyennes des ménages au titre de certaines activités selon le statut familial du répondant, Québec, 2005	95	Tableau 10.2 Nombre d'écrans de cinéma et de ciné-parc, 2002-2006	114	Tableau 11.4 Ventilation des dépenses de doublage selon le premier marché et la catégorie des productions cinématographiques et télévisuelles, Québec, 2006-2007	122
Tableau 9.1 Progression des collections de films et bandes vidéo de la Cinémathèque québécoise, 2001-2002 à 2005-2006	99	Tableau 10.3 Assistance dans les salles de cinéma et les ciné-parcs, 2002-2006	115	Tableau 11.5 Productions cinématographiques et télévisuelles doublées selon l'année de doublage et l'année financière de la certification, Québec, de 1998 à 2007	122
Tableau 9.2 Progression des collections afférentes au film de la Cinémathèque québécoise, 2001-2002 à 2005-2006	100	Tableau 10.4 Indice de fréquentation des salles de cinéma, 2002-2006	115	Tableau 11.6 Premier marché des productions cinématographiques et télévisuelles doublées selon l'année de doublage, Québec, 2006-2007	123
Tableau 9.3 Bilan de la fréquentation aux projections publiques et festivals à la Cinémathèque québécoise, 2005-2006	103	Tableau 10.5 Part des recettes des films nationaux dans leur propre marché, 2002-2006	115	Tableau 11.7 Productions cinématographiques et télévisuelles et montant du crédit d'impôt attribué selon l'année de tournage, Québec, de 1998 à 2007	123
Tableau 9.4 Bilan de la fréquentation aux autres activités de la Cinémathèque québécoise, 2005-2006	107	Tableau 10.6 Panorama statistique de l'industrie cinématographique, 2006	116	Tableau 11.8 Productions cinématographiques et télévisuelles visées, par année de tournage selon le pays d'origine, Québec, de 1998 à 2007	124
Tableau 9.5 Nombre de films reçus au dépôt légal, Québec, 2006	111	Tableau 11.1 Productions ¹ cinématographiques et télévisuelles doublées selon le premier marché et le format, Québec, 2006-2007	120		
Tableau 9.6 Nombre d'éléments physiques reçus au dépôt légal selon le format, Québec, 2006	112	Tableau 11.2 Productions ¹ cinématographiques et télévisuelles doublées selon la valeur des contrats, les dépenses admissibles, le crédit d'impôt et le premier marché, Québec, 2006-2007	120		



Rêves de poussière
Laurent Salgues



LISTE DES FIGURES

Figure 1.1 Nombre de longs métrages produits, selon le principal marché, Québec, 2002-2006	12	Figure 3.3 Nombre de longs métrages classés, destinés au visionnement privé, Québec, 2002-2006	37	Figure 4.6 Nombre de copies de films destinées aux cinémas et ciné-parcs selon la langue, Québec, 2002-2006	51
Figure 1.2 Nombre de productions entièrement québécoises et de coproductions, Québec, 2002-2006	12	Figure 3.4 Longs métrages destinés à être présentés en public, selon le classement, Québec, 2006	37	Figure 4.7 Nombre de copies de films destinées aux cinémas et ciné-parcs, selon la catégorie de distributeurs, Québec, 2002-2006	52
Figure 2.1 Valeur de la production selon le type de production, Québec, 1996-1997 à 2006-2007	23	Figure 3.5 Longs et courts métrages destinés à être présentés en public, selon la langue, Québec, 2006	38	Figure 5.1 Nombre d'établissements et de permis selon la catégorie d'établissement, Québec, 31 décembre 2006	56
Figure 2.2.1 Répartition des documentaires selon le format, Québec, 2006-2007	26	Figure 3.6 Longs et courts métrages destinés au visionnement privé, selon le classement, Québec, 2006	39	Figure 5.2 Répartition des établissements, des écrans et des fauteuils des cinémas et ciné-parcs selon le réseau, Québec, 2006	57
Figure 2.2.2 Répartition du coût de production des documentaires selon le format, Québec, 2006-2007	26	Figure 3.7 Longs et courts métrages destinés au visionnement privé, selon la langue, Québec, 2006	40	Figure 5.3 Cinémas et ciné-parcs selon le nombre d'écrans en activité, Québec, 31 janvier 2007	58
Figure 2.3.1 Répartition des productions télévisuelles selon le genre, Québec, 2006-2007	28	Figure 3.8 Films en exploitation dans les cinémas et ciné-parcs, selon le pays d'origine, Québec, 2006	41	Figure 5.4 Nombre annuel moyen d'établissements et d'écrans en activité, Québec, 1980-2006	59
Figure 2.3.2 Répartition du coût des productions télévisuelles selon le genre, Québec, 2006-2007	28	Figure 4.1 Revenus bruts des distributeurs selon la catégorie de permis, Québec, 2002-2006	45	Figure 5.5 Nombre annuel moyen d'écrans de cinéma et de fauteuils par écran, Québec, 1980-2006	60
Figure 2.4.1 Répartition des productions télévisuelles selon le format, Québec, 2006-2007	29	Figure 4.2 Nombre de distributeurs titulaires d'un permis général, par tranche de revenus, Québec, 2004, 2005 et 2006	46	Figure 5.6 Nombre moyen d'écrans en activité par établissement, par région administrative, Québec, 2006	63
Figure 2.4.2 Répartition du coût des productions télévisuelles selon le format, Québec, 2006-2007	29	Figure 4.3 Répartition de l'assistance, des recettes et des projections dans les cinémas et les ciné-parcs, selon la catégorie de permis du distributeur, Québec, 2006	47	Figure 5.7 Nombre moyen d'écrans de cinémas et de ciné-parcs en activité par 100 000 habitants selon la région administrative, 2006	63
Figure 2.5 Financement de la production cinématographique et télévisuelle, Québec, 2006-2007	34	Figure 4.4 Nombre moyen de copies par film destinées aux cinémas et ciné-parcs selon le pays d'origine, Québec, 2002-2006	48	Figure 6.1 Évolution de l'assistance, du nombre de projections et du nombre de fauteuils disponibles dans les salles de cinéma, Québec, 1985-2006 (1985=100)	66
Figure 3.1 Nombre de longs métrages classés, destinés à être présentés en public, Québec, 2006	36	Figure 4.5 Films mis en circulation au cours de l'année et films projetés dans les cinémas et les ciné-parcs, Québec, 2002-2006	49		
Figure 3.2 Nombre de longs métrages classés, destinés à être présentés en public, Québec, 2002-2006	36				

Figure 6.2 Assistance au cinéma, Québec, 1937-2006	67	Figure 6.9 Nombre de films présentés dans les cinémas et les ciné-parcs, selon le classement, Québec, 2006	76	Figure 8.2 Évolution des dépenses moyennes des ménages pour les services audiovisuels et les autres loisirs culturels, en dollars constants de 2002, Québec, 1997-2005	91
Figure 6.3 Projections selon la langue, Québec, 2002-2006	68	Figure 7.1 Commerces de détail de matériel vidéo selon le caractère de l'activité et le stock de vidéocassettes et de DVD, Québec, 2006	84	Figure 8.3 Répartition des dépenses en services audiovisuels selon l'activité, Québec, 1997 et 2005	92
Figure 6.4 Projections selon la langue et le classement, Québec, 2006	69	Figure 7.2 Nombre d'attestations délivrées pour les films commercialisés sur support vidéo selon le pays d'origine, Québec, 2006	85	Figure 8.4 Répartition des dépenses en services audiovisuels selon l'activité et le revenu du ménage, Québec, 2005	93
Figure 6.5 Assistance selon la langue de projection des films, Québec, 2002-2006	71	Figure 8.1 Évolution des dépenses moyennes des ménages pour les services audiovi- suels et l'achat d'équipement télévisuel, en dollars constants de 2002, Québec, 1997-2005	90	Figure 8.5 Répartition des dépenses en services audiovisuels selon l'activité et le statut familial, Québec, 2005	96
Figure 6.6 Assistance selon la langue et la catégorie de classement des films, Québec, 2006	71				
Figure 6.7 Répartition des projections selon le pays producteur, Québec, 2006	75				
Figure 6.8 Répartition de l'assistance selon le pays producteur, Québec, 2006	75				



Sur la trace d'Igor Rizzi

Noël Mitrani

Photo : Noël et Véronique Mitrani



CHAPITRE 1

LA PRODUCTION CINÉMATOGRAPHIQUE

Pierre Véronneau

En 2006, 98 longs métrages (de 60 minutes et plus) ont été produits, soit 10 de plus que le nombre révisé de l'année précédente, qui atteint maintenant 88 titres. L'année s'est achevée avec la réalisation de 33 films destinés à une exploitation en salles. On compte également 19 longs métrages réalisés pour la télévision et 46 dont le marché est davantage celui des cir-

cuits parallèles (marché de niche) et du DVD. Néanmoins, si on les compare à la moyenne des 10 dernières années, qui est de 29 films, 29 productions télévisuelles et 14 productions pour les autres fenêtres de diffusion, soit une moyenne de 72 films par année, ces résultats indiquent une tendance globale à la hausse. L'avènement de la vidéo numérique de tous formats et

la possibilité d'effectuer de façon plus simple toute la postproduction ont probablement contribué fortement à l'augmentation du nombre de longs métrages dont le premier marché n'est ni la salle ni la télévision. Leur croissance s'avère d'ailleurs exponentielle. Si, l'an dernier, ceux-ci représentaient près du quart de la production, ils en approchent la moitié en 2006.



La peau et les os – après, ...
Hélène Bélanger Martin
Photo : Sébastien Raymond

Tableau 1.1

Nombre de longs métrages produits, selon le principal marché, Québec, 2002-2006

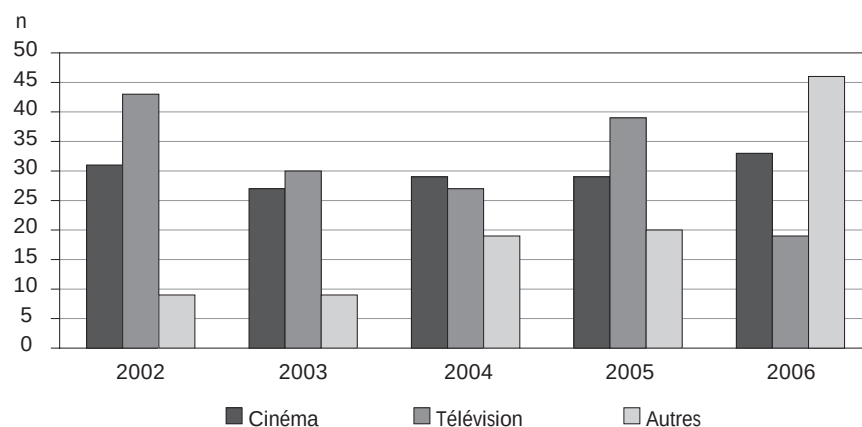
Année	Cinéma	Télévision	Autres	Total
	n			
2002	31	43	9	83
2003	27	30	9	66
2004	29 ^r	27	19 ^r	75 ^r
2005	29 ^r	39 ^r	20 ^r	88 ^r
2006	33	19	46	98

Source : SODEC.

Compilation : SODEC.

Figure 1.1

Nombre de longs métrages produits, selon le principal marché, Québec, 2002-2006

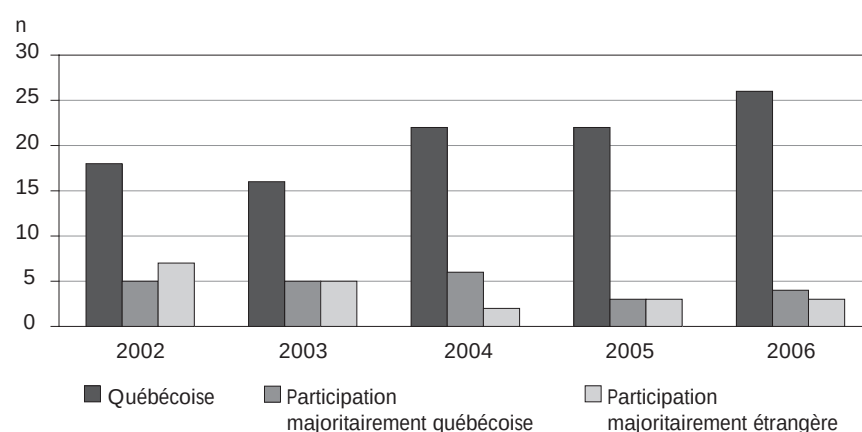


Source : SODEC.

Compilation : SODEC.

Figure 1.2

Nombre de productions entièrement québécoises et de coproductions, Québec, 2002-2006



Source : SODEC.

Compilation : SODEC.

La production professionnelle de films pour exploitation dans les salles de cinéma s'est accrue légèrement par rapport à l'année précédente. Par contre, le nombre de téléfilms ou de documentaires de plus de 60 minutes destinés à la télédiffusion connaît un renversement de tendance, la nette hausse de l'an dernier (39 productions) reculant en 2006 (19 productions). D'ailleurs, sur une décennie et d'une année à l'autre, on observe des fluctuations plus grandes du côté de la télévision que de celui des salles.

Genre

Le nombre d'œuvres de fiction a augmenté : on en compte 54, soit 3 de plus que l'année précédente révisée, alors que l'on compte 44 documentaires, soit 9 de plus qu'en 2005. On aura noté l'absence des docu-fictions. La répartition des genres entre le documentaire et la fiction se rapproche, alors qu'au cours des 4 années précédentes, la fiction dominait largement, occupant même jusqu'aux deux tiers de la production.

Langue

La répartition des œuvres selon la langue de production confirme la primauté du français comme langue de tournage. On observe une hausse importante par rapport à l'année précédente. Près des deux tiers des productions sont tournées en français, soit 60 longs métrages. L'anglais est utilisé sur 17 plateaux (soit 17 % des productions), alors que 21 productions (22 %) se font dans d'autres langues comportant souvent le français. Il faut noter la présence d'un fort contingent de 5 productions tournées en tout ou en partie en créole par des réalisateurs de la communauté haïtienne. De 1997 à 2006, on a tourné, annuellement, en moyenne 42 longs métrages en langue française, 22 en langue anglaise et 8 en d'autres langues. La tendance a varié au cours

des 5 dernières années. Ainsi, la moyenne annuelle de 2002 à 2006 est de 51 productions en français, de 18 en anglais et de 13 en d'autres langues.

Support de tournage

La révolution numérique se confirme. Plus de 70 % des tournages ont été effectués à l'aide d'équipement numérique : 70 longs métrages ont utilisé cette technologie, dont 16 en haute définition (HD), soit le double d'en 2005, 21 autres ont été tournés sur pellicule photographique 35 mm, 2 en Super 35, alors que le format Super 16 a été employé dans 4 productions et le 16 mm, dans une production ancienne achevée cette année. Ainsi, 21 % des longs métrages ont utilisé la pellicule 35 mm, un recul par rapport aux 23 % de 2005 et aux 27 % de 2004. Il faut noter que la vidéo analogique est tombée en désuétude et que la haute définition, avec sa diversité des formats HD, prend sa place sur tous les marchés.

Tableau 1.2

Nombre de longs métrages produits, selon le marché et le genre, Québec, 2005 et 2006

Année	Fiction	Documentaire	Docu-fiction	Animation	Autres	Total
n						
2005	50 ^r	35 ^r	2 ^r	1	–	88 ^r
Cinéma	27 ^r	1	–	1	–	29 ^r
Télévision	14 ^r	24 ^r	1 ^r	–	–	39 ^r
Autres	9 ^r	10 ^r	1 ^r	–	–	20 ^r
2006	53	45	–	–	–	98
Cinéma	29	4	–	–	–	33
Télévision	1	18	–	–	–	19
Autres	23	23	–	–	–	46

Source : SODEC.

Compilation : SODEC.

Tableau 1.3

Nombre de productions considérées comme le premier long métrage d'un cinéaste, selon le marché, Québec, 2002-2006

Année	Cinéma	Télévision	Autres	Total
n				
2002	10	16	7	33
2003	8	8	5	21
2004	11 ^r	8 ^r	9 ^r	28 ^r
2005	8 ^r	7	11 ^r	26 ^r
2006	15	9	28	52

Source : SODEC.

Compilation : SODEC.

Tableau 1.4

Nombre de longs métrages produits, selon le format, le marché et le genre, Québec, 2005 et 2006

Année	Cinéma		Télévision			Autres			Total
	Fiction	Documentaire	Fiction	Documentaire	Autres	Fiction	Documentaire	Autres	
	n								
2005	28 ^r	1	14 ^r	24	1	9 ^r	10 ^r	1	88 ^r
35 mm	17 ^r	–	2	–	–	1	1 ^r	–	21 ^r
Super 35	1	–	–	–	–	–	–	–	1
16 mm	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Super 16	1	–	4	–	–	–	–	–	5 ^r
HD	2 ^r	–	4 ^r	–	–	1 ^r	1 ^r	–	8
Vidéo	–	–	–	–	–	–	– ^r	–	–
Numérique	7 ^r	1	4 ^r	24	1	7 ^r	8 ^r	1	53 ^r
2006	29	4	1	18	–	23	23	–	98
35 mm	18	–	–	1	–	2	–	–	21
Super 35	2	–	–	–	–	–	–	–	2
16 mm	–	–	–	–	–	1	–	–	1
Super 16	2	2	–	–	–	–	–	–	4
HD	7	1	–	2	–	3	2	–	15
Vidéo	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Numérique	–	1	1	15	–	17	21	–	55

Source : SODEC.

Compilation : SODEC.

Tableau 1.5

Nombre de longs métrages produits, selon la langue, Québec, 2002-2006

Année	Français	Anglais	Autres	Total
			n	
2002	49	20	3 (français/anglais) 1 (espagnol) 1 (japonais) 1 (naxi) 1 (français/espagnol) 1 (français/anglais/hébreu/arabe) 1 (français/créole) 1 (français/sussu) 1 (français/italien/anglais) 1 (anglais/irlandais) 2 (plusieurs)	83
2003	43	18	3 (français/anglais) 1 (anglais/espagnol) 1 (français/innu/algonquin/russe)	66
2004	51 ^r	13 ^r	4 (français/anglais) 1 (arabe) 1 (arménien) 1 (français/russe) 1 (hébreu/anglais/allemand) 1 (portugais/espagnol) 1 (tibétain) 1 (anglais/cr)	75 ^r
2005	52 ^r	21 ^r	6 (français/anglais) 1 (français/créole) 1 (français/anglais/créole) 1 (français/anglais/hindi/kannada) 1 (anglais/allemand) 1 (anglais/espagnol/hébreu) 1 (anglais/espagnol) 1 (anglais/japonais) 1 (anglais/suédois) 1 (mandarin)	88 ^r
2006	60	17	6 (français/anglais) 3 (créole) 2 (français/créole) 1 (français/espagnol) 1 (français/espagnol/anglais) 1 (français/japonais) 1 (français/kabyle) 1 (français/peul/bambara) 1 (espagnol) 1 (inuktituk) 1 (mandarin) 1 (anglais/bengali) 1 (anglais/népalais)	98

Source : SODEC.

Compilation : SODEC.

LE CINÉMA

En 2006, (année du *copyright* apparaissant au générique), 33 films destinés aux salles de cinéma commerciales ont été achevés, soit 4 titres de plus qu'en 2005, et cela dépasse de façon significative le volume annuel moyen de production des 10 dernières années (29 films). Dans ce lot, on trouve 4 documentaires, une hausse significative pour cette catégorie de productions. Ce changement est en partie attribuable à l'ouverture de la SODEC à investir dans des projets de longs métrages documentaires.

On constate une remontée des premières œuvres de nouveaux cinéastes; 15 ont été réalisées, un record pour les 15 dernières années. Cette fois, les premières œuvres prennent un poids significatif et elles représentent 44 % des films réalisés pour l'exploitation en salles commerciales.

Cette année, 20 films destinés aux salles de cinéma ont été tournés avec la pellicule 35 mm (dont deux en Super 35 mm), – une augmentation par rapport à 2005 – ce qui représente 67 % des films produits pour le cinéma, soit le même pourcentage que l'an dernier. L'usage de la pellicule argentique 16 mm remonte, contre toute attente, avec 4 titres, soit 13 % des films tournés en Super 16, comparativement à 1 seul l'année précédente. Par contre, on note une hausse du côté du numérique alors que 9 productions utilisent cette technologie (29 % des films), comparé à 8 en 2005, la quasi totalité en HD toutefois. Une fois les étapes de post-production complétées, le film est généralement transféré sur de la pellicule 35 mm afin de permettre son exploitation en salle.

Les nouveaux procédés numériques séduisent autant les cinéastes

Tableau 1.6

Répartition des productions entièrement québécoises et des coproductions, Québec, 2002-2006

Année	Productions québécoises	Coproductions à participation majoritairement québécoise	Coproductions à participation majoritairement étrangère	Coproductions en parts égales	Total		Principaux partenaires	Total coproduction	
								n	%
2002	65	7	9	2	83		France	8	18
							Royaume-Uni	3	21,7
							Canada (Ontario)	3	
							Canada (Alberta)	1	
							Canada (Manitoba)	1	
							Canada (Nouveau-Brunswick)	1	
							Chili	1	
							Chine	1	
							Espagne	1	
							Grande-Bretagne	1	
							Islande	1	
							Japon	1	
							Sénégal	1	
							Suisse	1	
2003	49	8	7	2	66		France	8	17
							Grande-Bretagne	3	25,8
							Canada (Nouveau-Brunswick)	2	
							Canada (Ontario)	2	
							Autriche	1	
							Canada (Alberta)	1	
2004	65 ^r	7	3	—	75 ^r		France	7	10
							Grande-Bretagne	4	13,3 ^r
							Allemagne	1	
							Espagne	1	
							Israël	1	
2005	68 ^r	12 ^r	7 ^r	1	88 ^r		Canada (Ontario)	7	20 ^r
							France	5	22,7 ^r
							Allemagne	3	
							Suisse	2	
							Autriche	1	
							Canada (Manitoba)	1	
							Canada (Nouveau-Brunswick)	1	
							Grande-Bretagne	1	
							Japon	1	
2006	86	6	5	1	98		France	5	12
							France/Belgique	1	12,2
							France/Belgique/ Luxembourg	1	
							Canada (Ontario)/ Danemark	1	
							Canada (Nouveau-Brunswick)	2	
							Canada (Terre-Neuve)	1	

Source : SODEC.

Compilation : SODEC.

Tableau 1.7

Proportion des productions entièrement québécoises et de coproductions, Québec, 2002-2006

Année	Productions québécoises	Coproductions
	%	
2002	78,3	21,7
2003	74,2	25,8
2004	86,7 ^r	13,3 ^r
2005	77,3	22,7
2006	87,8	12,2

Source : SODEC.

Compilation : SODEC.

Tableau 1.8

Nombre de productions entièrement québécoises et de coproductions de longs métrages destinés aux cinémas, Québec, 2002-2006

Année	Total	Productions québécoises	Coproductions			
			À participation majoritairement québécoise	À participation majoritairement étrangère	À parts égales	Total
2002	31	18	5	7	1	13
2003	27	16	5	5	1	11
2004	30 ^r	22 ^r	6	2	—	8
2005	29 ^r	22 ^r	3 ^r	3 ^r	1	7 ^r
2006	33	26	4	3	—	7

Source : SODEC.

Compilation : SODEC.

Tableau 1.9

Proportion des productions entièrement québécoises et de coproductions de longs métrages destinés au cinéma, Québec, 2002-2006

Année	Productions québécoises	Coproductions
	%	
2002	58,1	41,9
2003	59,3	40,7
2004	73,3	26,7
2005	75,9 ^r	24,1 ^r
2006	78,8	21,2

Source : SODEC.

Compilation : SODEC.

confirmés que ceux qui se trouvent en début de carrière; 5 cinéastes confirmés (dont 4 en HD) et 5 débutants (tous en HD) y ont fait appel.

On compte 24 films tournés en français, soit le même nombre que l'année précédente. Aussi, 8 films ont été tournés en anglais, soit 3 de plus qu'en 2005, et 1 a été tourné en anglais et en français. On trouve aussi, accompagnant ou non le français ou l'anglais, plusieurs langues dont l'inuktitut, le mandarin et l'espagnol. Au total, 74 % des films ont donc été tournés en français.

Par ailleurs, 29 productions entièrement québécoises ou coproductions majoritairement québécoises, soit 3 documentaires et 26 fictions, ont reçu le soutien financier de l'État québécois et sont de ce fait soumises au dépôt légal. De ce nombre, 13 sont des premiers longs métrages, soit 10 de langue française et 3 de langue anglaise. Du point de vue des formats, 19 sont en 35 mm, dont 2 sont en Super 35, 3 sont en Super 16 mm et 7 sont sur support numérique, dont 6 HD.

Enfin, parmi les 33 films terminés en 2006, on compte 8 coproductions (2 de plus que l'année précédente), soit un total de 24 % de la production; 4 films ont été financés par des sources majoritairement québécoises et 4 autres ont bénéficié d'investissements majoritairement étrangers. Cette année, aucune coproduction n'est à parts égales entre le Québec et l'étranger. Mentionnons que l'année a été marquée par une coproduction minoritaire avec la France, 4 avec plus d'un pays (dont 3 à majorité étrangère) et 3 avec d'autres provinces canadiennes, dont 2 avec le Nouveau-Brunswick et 1 avec Terre-Neuve, la plupart du temps avec un financement majoritairement québécois.

LA TÉLÉVISION

L'année 2006 a été marquée par un net recul du côté de la télévision. On compte 19 longs métrages, soit 2 téléfilms (long métrage de fiction tourné pour la télévision) et 17 documentaires. La baisse est régulière depuis 5 ans. Ce résultat se démarque de la moyenne des 5 dernières années, alors qu'on dénombre en moyenne 8 téléfilms et 18 documentaires.

La situation du documentaire a quand même reculé, car 17 titres ont été produits en 2006, comparativement à 24 l'année précédente et 18 en 2004. Parmi ces documentaires, 9 ont été réalisés par des entreprises de production privées, 3 ont été produits par le bureau de Montréal de l'Office national du film du Canada (ONF) et 5 autres ont été réalisés en coproduction entre une entreprise privée et l'ONF. Les longs métrages documentaires, bien qu'ils soient rarement diffusés dans leur version longue à la télévision, ont été regroupés dans cette section puisque leur premier marché est généralement la télévision.

Parmi les œuvres pour la télévision, 13 ont été tournées en français (dont 11 documentaires et 2 téléfilms), alors que 2 documentaires ont été tournés en anglais, 2 en français et en anglais et 2 en plusieurs langues (français, anglais, espagnol). Alors que l'année précédente, on comptait 9 productions télévisuelles en langue anglaise, on observe une fluctuation en 2006. La moyenne des 5 années précédentes est de 4 téléfilms et 2 documentaires en anglais, alors que cette année, il n'y a aucun téléfilm et 4 documentaires.

Pour sa part, le marché de la télévision compte 9 premières réalisations, toutes en documentaire. Il s'agit d'une bonne augmentation si l'on compare

Tableau 1.10

Nombre de productions entièrement québécoises et de coproductions de longs métrages destinés à la télévision, Québec, 2002-2006

Année	Total	Productions québécoises	Coproductions			
			À participation majoritairement québécoise	À participation majoritairement étrangère	En parts égales	Total
			n			
2002	43	40	2	1	–	3
2003	30	25	2	2	1	5
2004	27	25	1	1	–	2
2005	39 ^r	28 ^r	7	4	–	11
2006	19	18	1	–	–	1

Source : SODEC.

Compilation : SODEC.

Tableau 1.11

Proportion des productions entièrement québécoises et de coproductions de longs métrages destinés à la télévision, Québec, 2002-2006

Année	Productions québécoises	Coproductions
	%	
2002	93,0	7,0
2003	83,3	16,7
2004	92,6	7,4
2005	71,8 ^r	28,2 ^r
2006	94,7	5,3

Source : SODEC.

Compilation : SODEC.

Tableau 1.12

Nombre de productions entièrement québécoises et de coproductions, selon le principal marché, Québec, 2005 et 2006

Année	Cinéma	Télévision	Autres	Total
n				
2005				
Québécoises	22 ^r	28 ^r	18 ^r	68 ^r
Coproductions	7	11	2	20 ^r
À majorité québécoise	3 ^r	7	2	12 ^r
À majorité étrangère	3 ^r	4	–	7 ^r
À part égale	1	–	–	1
2006				
Québécoises	26	18	45	89
Coproductions	7	1	1	9
À majorité québécoise	4	1	–	5
À majorité étrangère	3	–	–	3
À part égale	–	–	1	1

Source : SODEC.

Compilation : SODEC.

LISTE DES TITRES ET DES RÉALISATEURS, 2005

Longs métrages destinés au cinéma

<i>1st Bite</i>	Hunt Hoe
<i>4th Life, The</i>	François Miron
<i>À force de rêves</i>	Serge Giguère
<i>Backup Man, The</i>	Doug Sutherland
<i>Belle bête, La</i>	Karim Hussein
<i>Black Eyed Dog</i>	Pierre Gang
<i>Bon cop bad cop</i>	Érik Canuel
<i>Cheech</i>	Patrice Sauvé
<i>Citadelle assiégée, La</i>	Philippe Calderon
<i>Comme tout le monde</i>	Pierre-Paul Renders
<i>Congorama</i>	Philippe Falardeau
<i>Dans les villes</i>	Catherine Martin
<i>Délivrez-moi</i>	Denis Chouinard
<i>Duo</i>	Richard Ciupka
<i>Esprit des lieux, L'</i>	Catherine Martin
<i>Guide de la petite vengeance</i>	Jean-François Pouliot
<i>Journals of Knud Rasmussen</i>	Norman Cohn / Zacharias Kunuk
<i>Ma fille, mon ange</i>	Alexis Durand-Brault
<i>Nos voisins Dhantsu</i>	Alain Chicoine
<i>Passenger, The</i>	François Rotger
<i>Peau et les os – après..., La</i>	Hélène Bélanger Martin
<i>Planète blanche, La</i>	Jean Lemire / Thierry Piantanida / Thierry Ragobert
<i>Point, The</i>	Joshua Dorsey
<i>Puffball</i>	Nicholas Roeg
<i>Rage de l'ange, La</i>	Dan Bigras
<i>Rechercher Victor Pellerin</i>	Sophie Deraspe
<i>Rêves de poussière</i>	Laurent Salgues
<i>Roméo et Juliette</i>	Yves Desgagnés
<i>Sur la trace d'Igor Rizzi</i>	Noël Mitrani
<i>Tous les autres sauf moi</i>	Ann Arson
<i>Un dimanche à Kigali</i>	Robert Favreau
<i>Vie secrète des gens heureux, La</i>	Stéphane Lapointe
<i>Young Triffie</i>	Mary Walsh

Longs métrages destinés à la télévision

<i>Accros de l'anachronisme, Les</i>	Richard Angers
<i>Barbiers – une histoire d'hommes</i>	Claude Demers
<i>Blues de l'orient, Le</i>	Florence Strauss
<i>Bombay Calling</i>	Ben Addelman, Sarnir Mallal
<i>Chez Schwartz</i>	Gary Beitel
<i>Côté obscur de la dame blanche, Le</i>	Patricio Henriquez
<i>Fugitif ou les vérités d'Hassan, Le</i>	Jean-Daniel Lafond
<i>Génie du crime</i>	Louis Bélanger
<i>Homme de cuivre – Vic Vogel</i>	Rénald Bellemare
<i>Marie-Antoinette</i>	Francis Leclerc, Yves Simoneau
<i>Mystères sanglants de l'OTS, Les</i>	Yves Boisset
<i>Notre père</i>	Marie-Julie Dallaire
<i>Panache</i>	André-Line Beauparlant
<i>Parents de la DPJ</i>	Joël Bertomeu
<i>¿!Revolucion!?</i>	Charles Gervais
<i>Tabac, la conspiration</i>	Nadia Collot
<i>Voyage de Nadia, Le</i>	Carmen Garcia, Nadia Zouaoui
<i>Waban-Aki: People from Where the Sun Rises / Waban-Aki : people du soleil levant</i>	Alanis Obomsawin
<i>Wal-Town</i>	Sergeo Kirby

ce résultat à celui de 2005, alors qu'il y avait 7 premières œuvres. Cela constitue 47 % de la production télévisuelle et marque un spectaculaire renversement de tendance, car depuis 4 ans, le pourcentage était passé de 37 % (en 2002) à 27 %, à 30 %, puis à 18 % (en 2005).

On compte 13 productions, 11 documentaires et 2 fictions ayant reçu le soutien financier de l'État québécois et qui sont, de ce fait, soumises au dépôt légal. De ce lot, 5 sont des premiers longs métrages, 10 sont de langue française, 2 sont en anglais et une est en français et en espagnol. Elles sont toutes sur support numérique, dont deux en HD.

Cette année, la télévision compte 2 coproductions, un retour à une tendance à la baisse des partenariats internationaux observée depuis 1994, après une surprenante hausse l'an dernier à 11 titres.

Le tournage en vidéo numérique, qui compte 19 titres dont 3 en HD, domine largement ce segment de la production et la vidéo analogique est totalement abandonnée. C'est en documentaire qu'il est le plus utilisé – 18 productions dont 2 en HD – à l'aide de ce support, soit la quasi-totalité de la production télévisuelle. Le tournage en vidéo numérique occupe ainsi 95 % de la production. Il s'agit d'un développement majeur, car auparavant leur nombre tournait autour de 75 %. Par ailleurs, il y a une production documentaire sur pellicule 35 mm.

LES AUTRES MARCHÉS

On assiste à une forte augmentation du nombre de longs métrages destinés au marché des salles non commerciales (salles parallèles, musées,

etc.), au marché de la location ou de la vente directe, ou à d'autres marchés spécialisés. En effet, 46 productions ont été classées dans ce lot, comparativement à 19 l'année précédente, dont 23 fictions et 23 documentaires. De ce nombre, 28 sont des premières œuvres qui sont toutes tournées en numérique, sauf 2 en 35 mm. Ce phénomène des autres marchés s'explique notamment de trois façons. Premièrement, on observe une augmentation du nombre de films à petit budget réalisés de manière artisanale, souvent avec des caméras miniDV numérique et sans le soutien des institutions publiques ou du crédit d'impôt. Viennent ensuite une production destinée à la communauté culturelle haïtienne (7 titres) et un nombre significatif de longs métrages documentaires (22 titres) et de fiction qui n'ont pas une réelle exploitation commerciale – dont parfois une version plus courte existe pour la télévision dans le cas des documentaires – mais qui sont projetés pour certains dans une salle spécialisée et qui connaissent surtout une diffusion sporadique et parallèle.

Parmi ces productions, 43 ont fait usage de caméras numériques, dont 5 en HD, 2 sur pellicule 35 mm et 1 en 16 mm. Enfin, on compte dans ce groupe 28 productions tournées en français, 11, en anglais, 6, en créole et 1, en espagnol.

Par ailleurs, 10 productions, 8 documentaires et 2 fictions ont reçu le soutien financier de l'État québécois et sont, de ce fait, soumises au dépôt légal. Parmi celles-ci, 4 sont des premiers longs métrages, 9 sont de langue française et 1 est en français et en espagnol; sauf 1 en 35 mm, elles sont toutes sur support numérique, mais aucune en HD.

Longs métrages destinés aux autres marchés

Amour, mensonges et conséquences
Anus horribilis, L'
Arts de la résistance, Les
Atheism
Be Smile: The Stories of two Urban Inuit
Bluff sou bluff
Bobby
Brainwash?
Cadavres exquis première édition
Cavaliers de la canette
Cerbères à l'horizon
Cercles vicieux
Confession des masques
Coupure, La
Descendant, The
Désœuvrés, Les
Échangistes
Entrez... c'est ouvert!
Gason Makoklen 1
Gason Makoklen 2
Heads of Control: The Gorul Baheu
Brain Expedition
Illusion tranquille, L'
J'irai danser sur vos barrages
Khanh Ma: These Places we Call Home
Killing Time
Lézaureil kilyve
Malléables journées
Martin Clear: The Whole Story
Mur, Le
My Cultural Divide
Nestor et les oubliés
Porte de Fersein, La
Poupée Graal
Pourquoi le dire ?
Pourrions-nous vivre ensemble ?
Prenez vos places
Punk le vote
Rallye Aïcha des gazelles
Spartiates, Les
Tiens ferme
Touche pas à mon homme
Trajectoire sauvage
Ultime marche, L'
Un fleuve humain
Une rame à l'eau
Year Before, The

Jean Alix Holdman
 Bruno Dubuc
 Alexandra Guité
 Julian Samuel
 Robert Lewis
 Wilfort Estimable
 François Blouin
 Jean-Pierre Roy, Jésus Javia Mendez
 collectif
 Louis Champagne
 Jean Gagné, Serge Gagné
 Patrick Hébert
 Ian Lauzon
 Jean Châteauvert
 Philippe Spurrell
 René Bail
 Simon Boisvert
 Magella Hébert
 Wilfort Estimable
 Wilfort Estimable
 Pat Tremblay

Joanne Marcotte
 Jean Gagné, Serge Gagné
 Anna Fahr
 Annika Gustafson
 Charles Barabé
 Charles Barabé
 Martin Leclerc
 Mario Calvé, Anne-Marie Turcotte
 Faisal Lutchmedial
 Benoît Pilon
 Éric Campeau, Simon Tardif
 Brigitte Nadeau
 Hélène Duchesneau
 Philippe Lesage
 Marc Thomas-Dupuis
 Éric Denis
 Éric Delpech
 Michel Drapeau
 Sébastien Patenaude
 Jean Rony Lubin
 Michel Juliani, France Lebel
 Jean-Guillaume Caplain
 Sylvain L'Espérance
 Jean-François Boudreault
 Katie McKenna

LISTE DES LONGS MÉTRAGES DOCUMENTAIRES

Production privée ou indépendante

Accros de l'anachronisme, Les
Arts de la résistance, Les
Atheism
Barbiers – une histoire d'hommes
Be Smile: The Stories of two Urban Inuit
Brainwash?
Cerbères à l'horizon
Chez Schwartz
Citadelle assiégée, La
Confession des masques
Entrez... c'est ouvert!
Esprit des lieux, L'
Homme de cuivre – Vic Vogel
Illusion tranquille, L'
J'irai danser sur vos barrages
Khanh Ma: These Places we Call Home

Richard Angers
 Alexandra Guité
 Julian Samuel
 Claude Demers
 Robert Lewis
 Jean-Pierre Roy, Jésus Javia Mendez
 Jean Gagné, Serge Gagné
 Gary Beitel
 Philippe Calderon
 Ian Lauzon
 Magella Hébert
 Catherine Martin
 Rénaud Bellemare
 Joanne Marcotte
 Jean Gagné, Serge Gagné
 Anna Fahr

Production privée ou indépendante (suite)

<i>Mur, Le</i>	Mario Calvé, Anne-Marie Turcotte
<i>My Cultural Divide</i>	Faisal Lutchmedial
<i>Mystères sanglants de l'OTS, Les</i>	Yves Boisset
<i>Nestor et les oubliés</i>	Benoît Pilon
<i>Notre père</i>	Marie-Julie Dallaire
<i>Panache</i>	André-Line Beauparlant
<i>Parents de la DPJ</i>	Joël Bertomeu
<i>Planète blanche, La</i>	Jean Lemire / Thierry Piantanida / Thierry Ragobert
<i>Poupée Graal</i>	Brigitte Nadeau
<i>Pourrons-nous vivre ensemble ?</i>	Philippe Lesage
<i>Punk le vote</i>	Éric Denis
<i>Rallye Aïcha des gazelles</i>	Éric Delpech
<i>¿!Revolución!?</i>	Charles Gervais
<i>Spartiates, Les</i>	Michel Drapeau
<i>Tiens ferme</i>	Sébastien Patenaude
<i>Trajectoire sauvage</i>	Michel Juliani, France Lebel
<i>Ultime marche, L'</i>	Jean-Guillaume Caplain
<i>Un fleuve humain</i>	Sylvain L'Espérance
<i>Une rame à l'eau</i>	Jean-François Boudreault
<i>Year Before, The</i>	Katie McKenna

Productions de l'Office national du film (ONF)

<i>Bombay Calling</i>	Ben Addelman, Samir Mallal
<i>Côté obscur de la dame blanche, Le</i>	Patricio Henriquez
<i>Waban-Aki: People from Where the Sun</i>	Alanis Obomsawin
<i>Rises / Waban-Aki : peuple du soleil levant</i>	

Coproductions entre un producteur privé et l'ONF

<i>À force de rêves</i>	Serge Giguère
<i>Blues de l'orient, Le</i>	Florence Strauss
<i>Fugitif ou les vérités d'Hassan, Le</i>	Jean-Daniel Lafond
<i>Peau et les os – après ..., La</i>	Hélène Bélanger Martin
<i>Tabac, la conspiration</i>	Nadia Collot
<i>Voyage de Nadia, Le</i>	Carmen Garcia, Nadia Zouaoui
<i>Wal-Town</i>	Sergeo Kirby

CORRECTIONS DE LA LISTE DES PRODUCTIONS DE 2005

Longs métrages destinés au cinéma

<i>C'est beau une ville la nuit</i>	Richard Bohringer
<i>De ma fenêtre, sans maison...</i>	Maryanne Zéhil
<i>Filles du botaniste, Les</i>	Dai Sijie
<i>Manga Latina: Killer on the Loose</i>	Henrique Vera-Villanueva
<i>Secret de ma mère, Le</i>	Ghyslaine Côté 2005

Longs métrages destinés à la télévision

<i>Fatal Trust</i>	Philippe Gagnon
<i>Flirting with Danger</i>	Richard Roy
<i>Gardiens en prison</i>	Réjean Chayer
<i>Live Once, Die Twice</i>	Stefan Pleszczynski
<i>Living with the Enemy</i>	Philippe Gagnon

Longs métrages destinés aux autres marchés

<i>Barmaids</i>	Simon Boisvert
<i>Convoitises</i>	Jean Alix Holmand
<i>Projet banlieue</i>	Alexis Côté, Louis-Paul Legault, Martin L'Écuyer

CORRECTIONS DE LA LISTE DES PRODUCTIONS DE 2004

Longs métrages destinés au cinéma

<i>Year in the Death of Jack Richards, A</i>	Benjamin P. Paquette
--	----------------------

Longs métrages destinés aux autres marchés

<i>Jeunesse dans l'ombre</i>	Gervais Germain
------------------------------	-----------------

LES MAISONS DE PRODUCTION

Au total, 83 maisons de production privées québécoises ont travaillé à la réalisation des 98 longs métrages, ce qui inclut les 7 coproductions de l'ONF avec des entreprises de production privée, auxquels s'ajoutent 3 productions exclusivement de l'Office national du film du Canada. Bien que parfois elles se retrouvent en coproduction avec une ou plusieurs autres compagnies québécoises ou étrangères, la vaste majorité, c'est-à-dire 73 d'entre elles, n'ont travaillé que sur 1 production. C'est le cas de *Park-ex Pictures*, productrice du plus grand succès de l'histoire du cinéma québécois *Bon cop bad cop*. Dans l'année, 1 entreprise a produit 4 projets (*Incendo Productions*), 1 en a produit 3 (*Max Films*) et 7 autres ont réalisé 2 productions (*ACPAV*, *Coop Vidéo*, *Productions Équinoxe*, *Productions Cocagne*, *Aviva Communications*, *Christal Films* et *Cinémaginaire*).

Une année de croissance

La production en 2006 s'inscrit sous le signe du développement, avec cependant des transformations. Le volume de la production de longs métrages documentaires continue de croître tout comme celui du long métrage de fiction. Dans les deux cas, la présence du film destiné aux marchés secondaires se fait sentir. L'usage du numérique comme format de production poursuit sa lancée pendant que l'usage du HD augmente, alors qu'on observe la complète disparition de la vidéo analogique et du 16 mm. Enfin, on relève qu'à l'instar des productions commerciales, le volume des premières œuvres continue de croître (plus de la moitié des œuvres), alors que l'année précédente les premiers longs métrages représentaient 30 % de la production.

CHAPITRE 2

LE FINANCEMENT

Dominique Jutras et Godi Sagou

NOUVEAUTÉS

Plusieurs personnes, dont les participants au Comité consultatif sur le cinéma, l'audiovisuel et la radiodiffusion qui conseille l'Observatoire de la culture et des communications sur les besoins statistiques en ces domaines, ont exprimé le souhait que les données sur le financement de la production cinématographique et télévisuelle soient davantage détaillées. Nous publions, dans le présent ouvrage, des tableaux qui respectent la structure utilisée depuis 1991-1992, afin d'assurer une continuité des séries annuelles. Nous avons aussi élaboré de nouveaux tableaux avec le souci d'offrir un traitement évolutif des trois dernières années, soit de 2004-2005 à 2006-2007.

Parmi ces nouveautés, vous trouverez, entre autres, un traitement distinctif des productions entièrement québécoises et des coproductions. De plus, concernant les documentaires, l'information est ventilée selon le format

(émission unique, minisérie et série) tandis que dans le cas des productions télévisuelles, nous introduisons une subdivision supplémentaire par genre (fiction, magazine et variétés). Enfin, aux habituelles catégories long métrage de fiction, court et moyen métrage de fiction, documentaire et production télévisuelles, nous avons ajouté une cinquième catégorie, soit l'animation.

Cette information inédite permettra aux lecteurs et aux membres de l'industrie de mieux suivre et de comprendre l'évolution de la production cinématographique et télévisuelle.

Afin de ne pas alourdir la publication, les tableaux détaillés, notamment ceux concernant les structures financières, sont présentés dans l'annexe statistique qui fait l'objet d'un cahier distinct. Nous vous invitons à la consulter pour approfondir l'analyse en fonction de vos besoins.



Cheech
Patrice Sauvé
Photo : Bertrand Calmeau

AVERTISSEMENT MÉTHODOLOGIQUE

- Les tableaux présentés ici portent sur le financement de la production cinématographique et télévisuelle indépendante. Ils sont le fruit d'une compilation faite à partir de la structure de financement de chacune des productions qui ont fait appel au programme de crédits d'impôt du Québec, entre 2004-2005 et 2006-2007, et qui ont obtenu de la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) une décision préalable favorable rendue en vertu du Règlement sur la reconnaissance d'un film comme film québécois, aux fins de l'application des règles du crédit d'impôt remboursable. Les analyses sont réalisées à partir de la date de traitement des dossiers, date qui ne correspond pas nécessairement à celle de la réalisation de l'œuvre. Les fluctuations annuelles de la production doivent donc être interprétées avec prudence.
- Ce sont exclusivement les entreprises indépendantes de production qui peuvent accéder à ce crédit d'impôt. Par conséquent, les données relatives au financement des productions internes des sociétés d'État, telles que la Société Radio-Canada et Télé-Québec, ainsi que des chaînes spécialisées ou des télédiffuseurs privés, tels que TVA et Télévision Quatre-Saisons, sont exclues.
- Les données présentées dans le présent chapitre ne tiennent pas compte des productions provenant de l'étranger qui auraient eu accès au crédit d'impôt pour services de production cinématographique ou télévisuelle ni au crédit d'impôt pour le doublage. Les résultats de ces crédits d'impôt sont présentés au dernier chapitre.
- La Direction générale de l'aide fiscale aux entreprises culturelles de la SODEC analyse, année après année, un volume important de projets. Un projet obtient d'abord une décision préalable favorable (DPF). En de rares occasions, celle-ci peut être révisée notamment à cause d'une modification au nombre d'épisodes d'une série ou de l'ajout d'une bonification qui occasionne une variation significative du montant du crédit d'impôt. Une fois terminée, la production doit obtenir la certification finale. À cette étape, certains projets qui ne répondent plus aux critères établis pour diverses raisons peuvent faire l'objet d'une révocation de la décision rendue préalablement.
- Finalement, le nouveau système de compilation des données fait apparaître une information absente des analyses précédentes. Il s'agit du surfinancement qui provient de quelques productions qui déclarent un financement supérieur aux coûts de production de l'œuvre. Cela met en évidence le pouvoir de négociation de quelques maisons de production qui parviennent à financer leur produit sur les marchés et à dégager un bénéfice sur ces productions. À l'occasion, il s'agit de quelques centaines de dollars ou moins, plus rarement les sommes sont plus significatives. Nous avons ajouté, dans les principaux tableaux, une ligne pour indiquer la valeur de ce surfinancement parce qu'il est impossible de le ventiler dans la structure de production. Nous avons procédé de cette manière car notre principale préoccupation est de disposer de la valeur exacte des coûts de production. Enfin, il faut souligner que le surfinancement a un faible impact sur les totaux, puisqu'il constitue moins de 1 % de l'ensemble des devis de production.



Tous les autres sauf moi

: Ann Arson

Photo : Julie D'Amour-Léger



SOMMAIRE

En 2006-2007, la production cinématographique et télévisuelle compte 438 nouvelles productions, qui ont bénéficié du crédit d'impôt du Québec. La baisse par rapport à 2005-2006 (533 productions) est principalement due à la diminution de la production télévisuelle, qui est passé de 296 à 225 productions.

La valeur de la production reste stable. Bien qu'inférieure aux sommets des années 2002-2003 et 2003-2004 (916 M\$ et 1 070 M\$), la valeur de la production en 2006-2007 (788,6 M\$) se situe dans la moyenne des 10 dernières années (788,3 M\$).

La production de longs métrages est à la hausse, affichant 33 œuvres soutenues et une valeur des coûts de production de 146 M\$ en 2006-2007. En revanche, les productions télévisuelles (438,5 M\$) et l'animation (75 M\$) ont connu des reculs importants. Pour 2006-2007, ces deux catégories ont des volumes de productions inférieurs à la moyenne des 10 dernières années. Dans le cas du documentaire, on note un maintien de la valeur de production, mais une diminution du nombre de titres, ce qui entraîne une hausse significative des devis moyens.

En excluant les courts et moyens métrages, qui constituent une catégorie à part, les coûts moyens de production sont tous en hausse par rapport à la moyenne des 5 dernières années.

LES LONGS MÉTRAGES DE FICTION

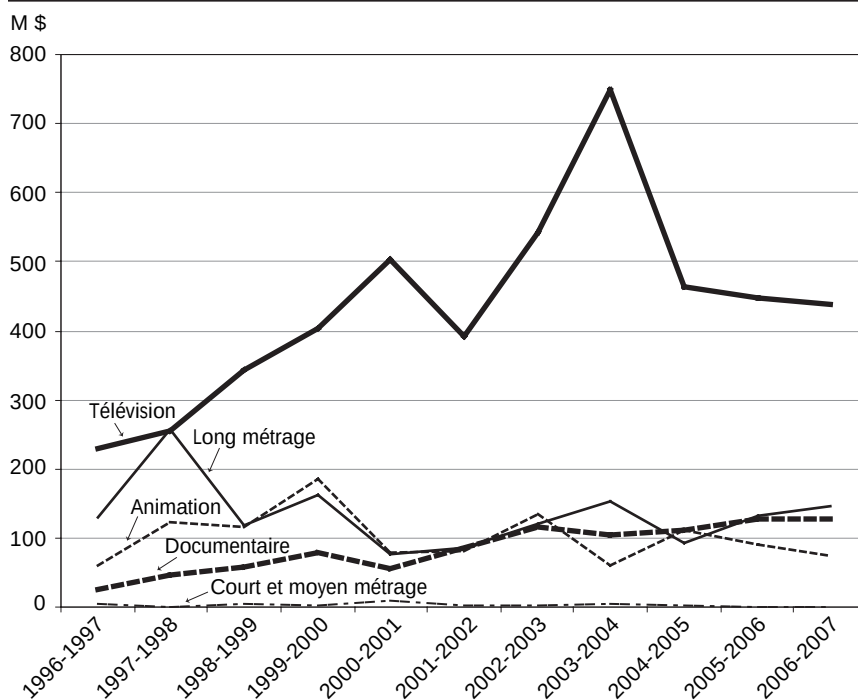
En 2006-2007, le crédit d'impôt pour la production cinématographique ou télévisuelle québécoise a contribué à la production de 33 longs métrages de fiction, tels qu'ils sont définis aux fins du crédit d'impôt et compilés pour cette étude, soit 4 de plus qu'en 2005-2006. La production est donc à la hausse. La moyenne annuelle, relevée depuis 10 ans, est de 30 longs métrages.

En 2006-2007, la production de longs métrages totalise 146,5 M\$. Le devis moyen de production se stabilise, atteignant 4,4 M\$, alors qu'il était de 4,5 M\$ l'année précédente et de 3,5 M\$ en 2004-2005.

Parmi les 33 longs métrages de fiction, on compte 15 coproductions. Ainsi, 45 % des films ont fait l'objet d'une coproduction, comparative à 35 % en 2005-2006 et à 27 % en 2004-2005. Le nombre de coproductions est à la hausse et il est passé, entre 2005-2006 et 2006-2007, de 10 à 15.

Le devis total des coproductions (voir le tableau sur la coproduction) est passé de 71 M\$ à 84,4 M\$. On le voit, la coproduction permet de produire des films au budget plus élevé. Incidemment, en 2006-2007, le devis moyen d'une coproduction est de 5,6 M\$ comparé à 3,4 M\$ pour une production entièrement québécoise. D'une manière générale, l'apport des coproducteurs à ces films fluctue annuellement selon la nature de la collaboration entre la maison de

Figure 2.1
Valeur de la production selon le type de production, Québec, 1996-1997 à 2006-2007



Note : On constate une hausse importante des productions ayant bénéficié du crédit d'impôt en 2003-2004. Cette hausse est en partie due à l'anticipation de la baisse du taux de crédit d'impôt annoncé par le gouvernement (Discours du budget, 12 Juin 2003).

Les filiales des télédiffuseurs généralistes ont eu, de juin 1998 au 31 mars 2003, un accès limité au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique ou télévisuelle québécoise. De plus, entre juillet 1999 et le 31 mars 2003, ces mêmes filiales ont eu plein accès au crédit d'impôt pour des productions de fiction destinées aux marchés d'exportation, et non diffusées à l'antenne des télédiffuseurs québécois avant trois ans.

Source : SODEC.

Tableau 2.1

Productions cinématographiques et télévisuelles¹, données générales selon le type de production, Québec, 2004-2005 à 2006-2007

	Unité	Moyenne 10 ans	Moyenne 5 ans	2004-2005	2005-2006	2006-2007
Longs métrages						
Nombre	n	30	31	26	29	33
Coût de production	\$	134 290 752	128 910 455	91 959 270	131 935 731	146 514 687
Crédit d'impôt du Québec	\$	16 358 638	17 010 175	14 559 827	14 185 819	17 152 859
Coût de production moyen	\$	4 361 710	4 189 543	3 536 895	4 549 508	4 439 839
Courts et moyens métrages						
Nombre	n	11	10	5	5	4
Coût de production	\$	2 853 506	1 758 538	1 488 976	887 912	667 036
Crédit d'impôt du Québec	\$	322 009	240 861	129 288	99 170	77 164
Coût de production moyen	\$	277 812	192 434	297 795	177 582	166 759
Documentaires						
Nombre	n	141	174	171	184	163
Coût de production	\$	91 470 861	117 870 801	112 277 307	128 301 298	127 903 053
Crédit d'impôt du Québec	\$	13 323 011	17 161 792	15 004 790	15 964 842	19 285 931
Coût de production moyen	\$	641 348	677 955	656 592	697 290	784 681
Productions télévisuelles						
Nombre	n	230	283	265	296	225
Coût de production	\$	453 954 138	528 593 554	464 890 915	448 006 013	438 562 261
Crédit d'impôt du Québec	\$	59 763 089	68 173 336	58 291 226	58 552 250	52 470 417
Coût de production moyen	\$	2 019 627	1 861 013	1 754 305	1 513 534	1 949 166
Animation						
Nombre	n	19	18	20	19	13
Coût de production	\$	105 762 458	94 309 175	111 523 685	91 241 917	75 003 903
Crédit d'impôt du Québec	\$	8 927 901	6 665 443	6 746 755	6 693 177	5 751 710
Coût de production moyen	\$	5 939 154	5 181 598	5 576 184	4 802 206	5 769 531
Total						
Nombre	n	431	516	487	533	438
Coût de production	\$	788 331 715	871 442 525	782 140 153	800 372 871	788 650 939
Crédit d'impôt du Québec	\$	98 694 648	103 813 599	94 731 886	95 495 257	94 738 081
Coût de production moyen	\$	1 828 652	1 689 497	1 606 037	1 501 638	1 800 573

1. Les résultats de l'exercice 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007 tiennent compte respectivement de 18, 20 et 19 projets, qui ont donné lieu à des révisions de décisions préalables émises au cours des années précédentes. Comme la règle appliquée dans le traitement des données consiste à comptabiliser l'écart entre la décision originale et la décision révisée, le projet révisé n'est pas dénombré une seconde fois.

Source : SODEC.

production québécoise et son partenaire étranger. En effet, une production d'initiative québécoise, donc majoritaire, nécessitera une plus faible contribution du coproducteur étranger, tandis que lorsque la production est minoritaire, la contribution étrangère est beaucoup plus importante.

Sur la période 2004-2007, on note une croissance de la valeur des pré-ventes aux distributeurs, qui indique un changement dans la relation entre

les producteurs et les distributeurs. La principale explication de cette hausse de 2006-2007 est attribuable aux coproductions. L'engagement des distributeurs reflète la volonté de mettre en marché des films à plus gros budget ayant un potentiel de carrière internationale. Par ailleurs, on constate une diminution des prêts, qui n'ont été attribués au cours des deux dernières années qu'aux coproductions. Enfin, on note une importante augmentation des investissements publics directs de

la SODEC et de Téléfilm Canada (voir l'annexe).

LES COURTS ET MOYENS MÉTRAGES DE FICTION

Il apparaît qu'il y a de moins en moins de courts et moyens métrages de fiction qui font l'objet d'une demande de crédit d'impôt. Cela ne signifie pas que le volume de production diminue. Tout au contraire, d'autres

indices, comme le nombre de courts métrages soutenus par la SODEC dans son programme régulier et dans le Programme d'aide aux jeunes créateurs, font état d'un volume croissant de productions.

En fait, il est probable que l'une des explications de ce faible nombre de courts et moyens métrages réside dans le rapport coût/bénéfice lié au crédit d'impôt. Étant donné la petite taille de certaines structures de production, la charge de travail liée aux exigences administratives, réglementaires et fiscales peut parfois être perçue comme un obstacle auquel s'ajoutent les honoraires de vérification comptable et de gestion de la SODEC.

D'autre part, l'analyse de la structure de financement nous montre que le court et moyen métrage de fiction fait souvent appel aux différés. Cette forme de financement vient réduire les frais de main-d'œuvre engagés et donc la valeur potentielle du crédit d'impôt. Cette particularité diminue le rapport coût/bénéfice pour bon nombre d'entreprises de production de courts et moyens métrages de fiction.

Il faut également rappeler que dans l'évaluation du volume de ces productions, la catégorie à laquelle elles appartiennent est assez restrictive. En effet, les courts et moyens métrages d'animation et de documentaires sont compilés dans des catégories distinctes.

On dénombre respectivement 5 et 4 courts métrages de fiction admis en 2005-2006 et en 2006-2007. Le devis moyen est de 178 124 \$ en 2005-2006 et de 166 159 \$ en 2006-2007. Les structures de financement font apparaître une baisse de l'engagement des producteurs et des commandites sur la période 2004-2005 à 2006-2007. En fait,

le financement des courts et moyens métrages repose essentiellement sur le soutien public et principalement sur celui de la SODEC.

Malgré le petit nombre apparent de productions dans ces tableaux, il semble que la production québécoise soit tout de même dynamique, notamment pour alimenter les nouvelles fenêtres de diffusions numériques. Le financement atypique des courts et

moyens métrages rend les données du crédit d'impôt insuffisantes pour dresser un portrait complet de ce segment d'activités.

Afin d'encourager la production, le 20 février 2007, le gouvernement a autorisé l'accès à la bonification de langue française aux courts et moyens métrages de fiction, faisant passer le taux effectif de 14,58 % à 19,69 % du devis de production.

Tableau 2.2

Documentaires, données générales selon le format, Québec, 2004-2005 à 2006-2007

Catégorie	Unité	2004-2005	2005-2006	2006-2007
Émission unique				
Nombre	n	94	101	104
Coût de production	\$	37 207 166	34 044 892	49 369 073
Crédit d'impôt du Québec	\$	5 865 441	5 184 261	8 650 950
Coût de production moyen	\$	395 821	337 078	474 703
Financement public	%	39,9	45,9	40,7
Long métrage				
Nombre	n	6	4	3
Coût de production	\$	2 175 882	4 523 159	1 445 148
Crédit d'impôt du Québec	\$	420 435	299 192	255 686
Coût de production moyen	\$	362 647	1 130 790	481 716
Financement public	%	65,4	24,3	51,8
Minisérie				
Nombre	n	26	34	17
Coût de production	\$	23 819 759	30 389 413	29 985 956
Crédit d'impôt du Québec	\$	1 991 960	3 052 773	4 246 273
Coût de production moyen	\$	916 145	893 806	1 763 880
Financement public	%	26,0	28,0	36,3
Série				
Nombre	n	45	45	39
Coût de production	\$	49 074 500	59 343 834	47 102 876
Crédit d'impôt du Québec	\$	6 726 954	7 428 615	6 133 022
Coût de production moyen	\$	1 090 544	1 318 752	1 207 766
Financement public	%	33,8	33,7	36,3
Total	n	171	184	163
Coût de production	\$	112 277 307	128 301 298	127 903 053
Crédit d'impôt du Québec	\$	15 004 790	15 964 842	19 285 931
Coût de production moyen	\$	656 592	697 290	784 681
Financement public	%	34,8	35,3	38,2

Source : SODEC.

LES DOCUMENTAIRES

Depuis 10 ans, la production de documentaire est en constante augmentation. Malgré un léger recul par rapport à 2005-2006 (128,3 M\$), la production se maintient au sommet, affichant une valeur totale de 127,9 M\$ en 2006-2007.

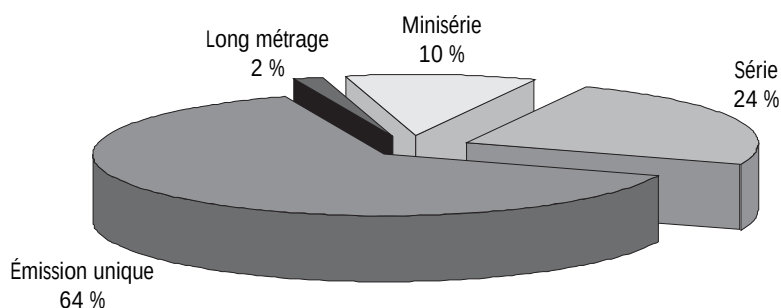
Certes, le nombre d'œuvres diminue de 184 à 163 en un an, mais le devis moyen qui passe de 697 000 \$ à 784 000 \$ a permis de maintenir au même niveau le volume global de production. Même si cette croissance des devis moyens est due à un petit nombre de projets ambitieux, particulièrement dans les miniséries, la tendance à la hausse se confirme pour la troisième année consécutive.

Le détail de la structure de financement (voir l'annexe) fait apparaître un écart important entre le financement des coproductions et celui des productions entièrement québécoises. Les préventes sont la source principale de financement des coproductions. Elles représentent 70 % du financement national en 2004-2005, 61 % et 42 % les deux années subséquentes, alors que les documentaires entièrement québécois comptent sur un apport beaucoup plus important des investisseurs (SODEC, Fond canadien de télévision, producteurs et autres).

En 2006-2007, la participation étrangère (voir le tableau sur la coproduction) a fortement chuté, affichant seulement 9 coproductions comparativement à 26 et 28 les 2 années précédentes. Néanmoins, on remarque que les coproductions documentaires disposent de budgets nettement plus ambitieux, puisqu'en 2006-2007, le devis moyen d'une coproduction est de 2,6 M\$, contre 676 000 \$ pour les documentaires entièrement québécois.

Figure 2.2.1

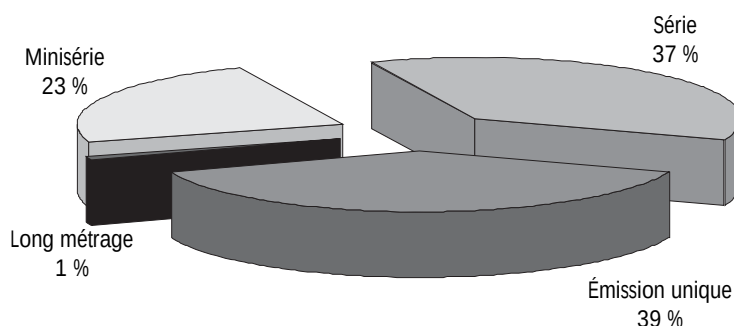
Répartition des documentaires selon le format, Québec, 2006-2007



Source : SODEC.

Figure 2.2.2

Répartition du coût de production des documentaires selon le format, Québec, 2006-2007



Source : SODEC.

Nous publions pour la première fois des compilations selon les différents formats de diffusion des documentaires. Ainsi, les 163 productions documentaires de 2006-2007 se répartissent entre 3 longs métrages documentaires destinés à une exploitation en salles, 104 émissions uniques, 17 miniséries et 39 séries. L'année précédente, on comptait 4 longs métrages, 101 émissions uniques, 34 miniséries et 45 séries, soit un total de 184 productions.

Les données n'étant disponibles que pour 3 ans, il est trop tôt pour tirer des conclusions et obtenir une analyse pertinente de l'évolution historique par format. On pourra se rapporter aux annexes pour une analyse des changements survenus au cours de ces 3 années.

Tableau 2.3

Productions télévisuelles, données générales selon le genre, Québec, 2004-2005 à 2006-2007

Catégorie	Unité	2004-2005	2005-2006	2006-2007
Fiction				
Nombre	n	87	90	73
Coût de production	\$	336 042 291	299 862 065	299 604 424
Crédit d'impôt du Québec	\$	39 431 519	38 393 903	33 323 414
Coût de production moyen	\$	3 862 555	3 331 801	4 104 170
Financement public	%	33,0	39,1	31,4
Magazine				
Nombre	n	113	120	88
Coût de production	\$	63 392 078	86 304 958	91 399 209
Crédit d'impôt du Québec	\$	9 486 081	12 031 757	12 978 279
Coût de production moyen	\$	560 992	719 208	1 038 627
Financement public	%	32,5	30,7	28,3
Variété				
Nombre	n	65	86	64
Coût de production	\$	65 456 546	61 838 990	47 558 628
Crédit d'impôt du Québec	\$	9 373 627	8 126 590	6 168 724
Coût de production moyen	\$	1 007 024	719 058	743 104
Financement public	%	26,7	30,3	27,0
Total				
Nombre	n	265	296	225
Coût de production	\$	464 890 915	448 006 013	438 562 261
Crédit d'impôt du Québec	\$	58 291 226	58 552 250	52 470 417
Coût de production moyen	\$	1 754 305	1 513 534	1 949 166
Financement public	%	32,1	36,3	30,3

Source : SODEC.

LES PRODUCTIONS TÉLÉVISUELLES

La production télévisuelle en 2006-2007 s'élève à 438,6 M\$, une valeur inférieure à 2005-2006 et 2004-2005 alors que la production totalisait 563 M\$ et 543 M\$. Après les sommets de 2002-2003 et 2003-2004, on assiste à une baisse.

Dans la structure de financement, on remarque une baisse des préventes aux distributeurs, particulièrement marquée dans les séries de fiction. Par contre, les télédiffuseurs québécois ont raffermi leurs préachats, qui sont passés de 36 % à 43 % du financement national. Les apports en services des télédiffuseurs connaissent par contre d'importantes fluctuations annuelles.

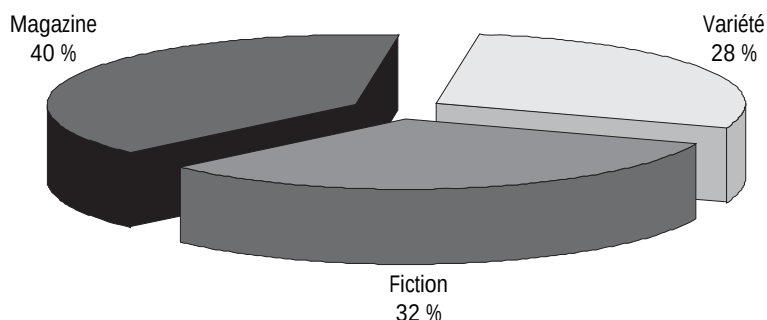
Les nouveaux tableaux, selon le genre et le format, mettent en lumière divers phénomènes intéressants. Par exemple, les émissions uniques de fiction ont des devis de production moyens équivalant à environ 50 % des devis moyens des longs métrages. En 2006-2007, le devis moyen d'une émission



Black Eyed Dog
Pierre Gang

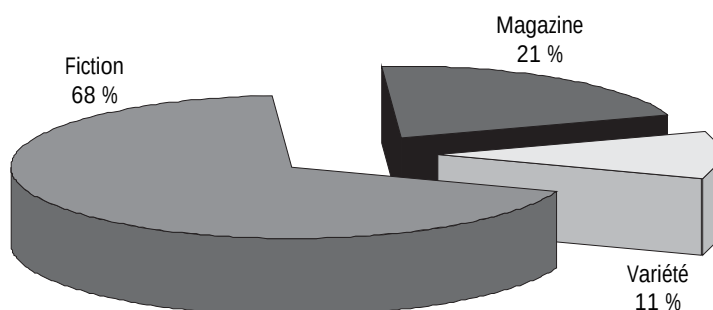


Figure 2.3.1
Répartition des productions télévisuelles selon le genre, Québec, 2006-2007



Source : SODEC.

Figure 2.3.2
Répartition du coût des productions télévisuelles¹ selon le genre, Québec, 2006-2007



1. Seul les catégories admissibles au crédit d'impôt pour la production cinématographique et télévisuelle, sont présentes.

Source : SODEC.

Tableau 2.4
Productions télévisuelles¹ selon le format, Québec, 2006-2007

	Unité	Émission unique	Minisérie	Série
Productions	n	54	23	148
Coût de production	\$	62 521 957	87 388 556	288 651 748
Coût de production moyen	\$	1 157 814	3 799 502	1 950 350

1. Seul les catégories admissibles au crédit d'impôt pour la production cinématographique et télévisuelle, sont présentes.

Source : SODEC.

unique de fiction pour la télévision est de 2,2 M\$; la même année, le devis moyen d'un long métrage est de 4,4 M\$. Cet écart semble être relativement similaire pour les années antérieures.

En 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007, on compte respectivement 265, 296 et 225 productions télévisuelles. Pour la dernière année, cela représente 54 émissions uniques, 23 miniséries et 148 séries.

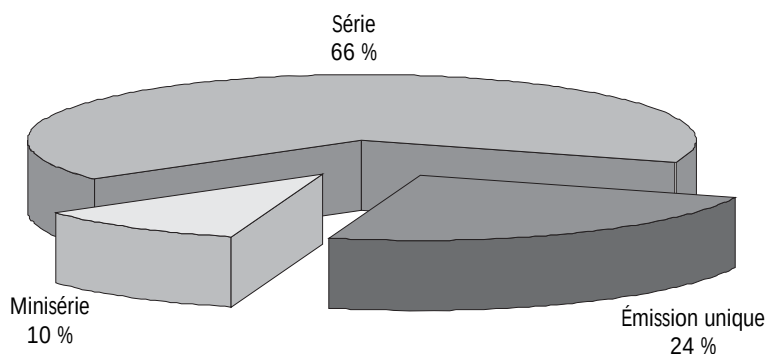
En 2006-2007, les maisons de production ont obtenu des crédits d'impôt pour 73 émissions de fiction, 88 magazines et 64 émissions de variétés, soit un total de 225 émissions.

Les 73 fictions télévisuelles comprennent 24 émissions uniques, 10 miniséries et 39 séries pour lesquelles les devis moyens sont respectivement de 2,2 M\$, de 8,3 M\$ et de 4,2 M\$. Alors que les devis moyens des émissions uniques et des séries connaissent une légère fluctuation annuelle, les devis moyens des miniséries ont connu une hausse importante, passant de 4,4 M\$ en 2004-2005 à 8,3 M\$ en 2006-2007.

Ajoutons à cela le magazine, qui se décline uniquement sous forme de séries. On y observe une baisse du nombre de productions et une hausse des devis moyens. En 2004-2005, on en comptait 113, dont le devis moyen est de 560 992 \$. En 2006-2007, on comptabilise 88 magazines, dont le devis moyen est de 1 M\$.

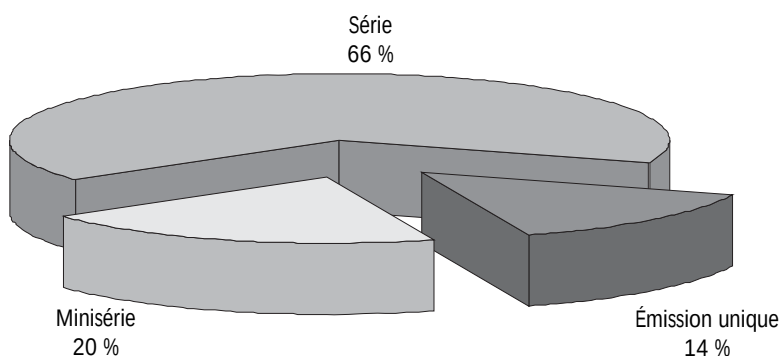
Cette baisse du nombre de magazines ayant obtenu un crédit d'impôt semble être due à deux principales raisons. D'abord, la production interne des télédiffuseurs semble être à la hausse, mais ceux-ci ne sont pas admissibles à la mesure fiscale. Par ailleurs, on constate un déplacement

Figure 2.4.1
Répartition des productions télévisuelles selon le format, Québec, 2006-2007



Source : SODEC.

Figure 2.4.2
Répartition du coût des productions télévisuelles¹ selon le format, Québec, 2006-2007



1. Seul les catégories admissibles au crédit d'impôt pour la production cinématographique et télévisuelle, sont présentes.

Source : SODEC.



1st Bite
Hunt Hoe

des heures de diffusion des magazines, hors seuls les magazines diffusés aux heures de grande écoute sont admissibles aux crédits d'impôt.

Quant aux 64 émissions de variétés, elles sont composées de 30 émissions uniques, dont le devis moyen est de 320 490 \$, de 13 miniséries, dont le devis moyen est de 364 634 \$ et 21 séries, dont le devis moyen est de 1,6 M\$ (voir l'annexe). D'une manière générale, on constate une baisse de la production de variétés et de leurs devis moyens pour l'année 2006-2007. La valeur de la production de variétés est passée de 65,4 M\$ en 2004-2005 à 47,5 M\$ en 2006-2007. Quant aux devis moyens, ils sont passés de 1 M\$ (2004-2005) à 743 000 dollars (2006-2007).

Alors que le devis moyen des miniséries de fiction est fortement à la hausse, celui des miniséries de variétés est en baisse. Alors qu'il s'établissait à 902 563 \$ en 2004-2005, puis à 460 201 \$, il n'est plus que de 364 634 \$ en 2006-2007.

L'ANIMATION

La production moyenne en œuvres d'animation des 10 dernières années s'établit à 19, ce qui correspond au volume de 2004-2005 (20 productions) et de 2005-2006 (19 films). Cependant, en 2006-2007, on observe un recul, soit 13 productions pour une valeur de 75 M\$. Cette dernière année est marquée par un devis moyen à la hausse. Il est de 5,8 M\$, comparativement à 4,8 M\$ l'année précédente.

À cause du faible volume de production annuelle, il n'est pas possible de publier une ventilation par format de production. Toutefois, les nouveaux tableaux permettent de confirmer ce que chacun savait déjà, c'est-à-dire

Tableau 2.5

Coproductions cinématographiques et télévisuelles, données générales selon le type de production, Québec, 2004-2005 à 2006-2007

	Unité	2004-2005	2005-2006	2006-2007
Longs métrages				
Nombre total	n	7	10	15
Majoritairement québécois	n	5	4	6
Coût de production	\$	27 434 809	70 978 408	84 422 707
Apport des coproducteurs	\$	15 028 836	49 897 449	48 723 860
Coût de production moyen	\$	3 919 258	7 097 841	5 628 180
Part du devis des coproductions dans l'ensemble des productions	%	29,8	53,8	57,6
Courts et moyens métrages				
Nombre total	n	—	—	—
Majoritairement québécois	n	—	—	—
Coût de production	\$	—	—	—
Apport des coproducteurs	\$	—	—	—
Coût de production moyen	\$	—	—	—
Part du devis des coproductions dans l'ensemble des productions	%	—	—	—
Documentaires				
Nombre total	n	26	28	9
Majoritairement québécois	n	3	6	5
Coût de production	\$	32 789 352	41 668 673	23 828 653
Apport des coproducteurs	\$	21 375 883	25 634 932	12 307 171
Coût de production moyen	\$	1 261 129	1 488 167	2 647 628
Part du devis des coproductions dans l'ensemble des productions	%	29,2	32,5	18,6
Productions télévisuelles				
Nombre total	n	21	18	23
Majoritairement québécoise	n	10	10	12
Coût de production	\$	124 959 316	63 822 322	126 240 952
Apport des coproducteurs	\$	62 325 490	35 719 382	73 499 973
Coût de production moyen	\$	5 950 444	3 545 685	5 488 737
Part du devis des coproductions dans l'ensemble des productions	%	26,9	14,2	28,8
Animation				
Nombre total	n	14	13	8
Majoritairement québécoise	n	3	3	1
Coût de production	\$	97 995 918	70 696 032	57 327 711
Apport des coproducteurs	\$	62 042 555	45 999 853	38 249 895
Coût de production moyen	\$	6 999 708	5 438 156	7 165 964
Part du devis des coproductions dans l'ensemble des productions	%	87,9	77,5	76,4
Nombre total	n	68	69	55
Majoritairement québécoise	n	21	23	24
Coût de production	\$	283 179 395	247 165 435	291 820 023
Apport des coproducteurs	\$	160 772 764	157 251 616	172 780 899
Coût de production moyen	\$	4 164 403	3 582 108	5 305 819
Part du devis des coproductions dans l'ensemble des productions	%	36,2	30,9	37,0

Source : SODEC.

que l'animation se fait principalement en coproduction. En 2006-2007, 62 % des œuvres d'animation sont des coproductions et en 2004-2005, cette part atteignait 70 %. De même, les devis totaux des coproductions constituent 76 % de la valeur totale de la production d'animation en 2006-2007. Cette part était de 88 % en 2004-2005.

COPRODUCTION

En 2006-2007, la valeur des coproductions atteint 292 M\$, comparativement à 247 M\$ en 2005-2006 et s'établit à 37 % de la valeur de production totale. Au cours de la dernière année, les coproductions ont été moins nombreuses, soit 55 en 2006-2007 contre 69 en 2005-2006. L'augmentation des devis de production a cependant compensé cette baisse.

Il est intéressant d'observer les devis moyens selon la catégorie de production. Ainsi, en 2006-2007, le devis moyen d'un long métrage entièrement québécois était de 3,4 M\$ alors que celui d'une coproduction était de 5,6 M\$. La même année, le devis moyen d'un documentaire entièrement québécois était de 0,7 M\$ et celui d'une coproduction était de 2,6 M\$. Pour une production télévisuelle entièrement québécoise, le coût moyen était de 1,5 M\$ et pour une coproduction, de 5,5 M\$. Enfin, une œuvre d'animation entièrement québécoise coûtait en moyenne 3,5 M\$ et une coproduction, 7,2 M\$. (Voir les annexes pour plus de détails.)

L'apport des coproducteurs est toujours aussi essentiel. Cette année, il représente 172 M\$, soit 61% des coproductions, 73,5 M\$ en production

télévisuelle, 48,7 M\$ en long métrage, 38,2 M\$ en animation et 12,3 M\$ en documentaire. La participation des coproducteurs dans l'ensemble de la production cinématographique et télévisuelle est en hausse, passant de 161 M\$ en 2004-2005 à 173 M\$ en 2006-2007. L'apport aux différentes catégories est irrégulier et peut varier, du simple au double, d'une année à l'autre.

Entre 2005-2006 et 2006-2007, le nombre de coproductions a augmenté concernant les longs métrages et les productions télévisuelles, passant respectivement de 10 à 15 et de 18 à 23 productions. Seulement 9 documentaires ont été coproduits en 2006-2007, contre 28 l'année précédente. Concernant l'animation, on constate une diminution des coproductions cette année. L'animation est une catégorie particulièrement sensible à la participation des coproducteurs, puisque la valeur des coproductions représente plus des deux tiers de la production.

STRUCTURE DE FINANCEMENT

Les tableaux suivants présentent un résumé des structures de financement 2006-2007, en fonction des différentes catégories de production. Les tableaux détaillés sont présentés dans l'annexe statistique.

Dans le cas du long métrage de fiction, on observe un renforcement de la participation des investisseurs, essentiellement celle des institutions publiques. Il y a aussi un accroissement des préachats par les distributeurs (préventes), dont la plus grande part concerne des projets en coproduction.

Dans le contexte d'une baisse importante du nombre de productions documentaires, associée essentiellement à la baisse des coproductions, la part attribuable aux investissements a augmenté, principalement à cause de quelques productions particulièrement coûteuses. On note aussi une stabilité des préventes en valeur absolue, mais en baisse par rapport au devis total (voir l'annexe).

Il est aussi intéressant de signaler que la part des préventes dans les productions télévisuelles est à la hausse et a atteint 50 % des devis en 2006-2007. Toutefois, cela ne reflète pas une augmentation des apports, mais plutôt une stabilité des préventes dans un contexte de diminution de la production (voir l'annexe).

Enfin, en animation, la baisse du volume de production a une incidence sur la structure de financement et tout particulièrement sur les préventes, qui sont à la baisse.

FINANCEMENT PUBLIC

En 2006-2007, le financement public global représente 34 % du coût des productions cinématographiques et télévisuelles, soit 267,7 M\$. Cette part du financement public varie d'une catégorie à l'autre. En 2006-2007, le financement public représente :

- 48 % du devis des longs métrages;
- 67 % du devis des courts et moyens métrages;

Tableau 2.6

Productions cinématographiques et télévisuelles, structure de financement selon le type de production, Québec, 2006-2007

	Longs métrages		Courts et moyens métrages		Documentaires		Productions télévisuelles		Animation	
	n	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%
A. Investissement	70 991 517	72,6	409 338	61,4	47 265 093	39,8	93 795 097	25,4	11 247 372	30,6
B. Montants différés	1 303 944	1,3	128 306	19,2	273 285	0,2	150 373	0,04	—	—
C. Autres apports	7 963 793	8,1	129 392	19,4	31 456 596	26,5	89 286 779	24,2	11 038 678	30,0
D. Préventes	17 531 573	17,9	—	—	39 641 875	33,4	185 551 665	50,3	14 467 958	39,4
Part nationale (A-D)	97 790 827	100,0	667 036	100,0	118 636 849	100,0	368 783 914	100,0	36 754 008	100,0
E. Coproducteurs	48 723 860		—		12 307 171		73 499 973		38 249 895	
Financement total	146 514 687		667 036		130 944 020		442 283 887		75 003 903	

Source : SODEC.

Tableau 2.7

Productions cinématographiques et télévisuelles, financement public selon le type de production, Québec, 2004-2005 à 2006-2007

	Unité	Moyenne 10 ans	Moyenne 5 ans	2004-2005	2005-2006	2006-2007
Longs métrages						
Nombre	n	30	31	26	29	33
Coût de production	\$	134 290 752	128 910 455	91 959 270	131 935 731	146 514 687
Financement public total	%	40,0	49,0	55,4	42,6	48,1
Investissements publics directs ¹	%	23,0	32,0	33,6	27,8	33,5
Financement public indirect ²	%	17,0	17,0	21,7	14,7	14,6
Courts et moyens métrages						
Nombre	n	11	10	5	5	4
Coût de production	\$	2 853 506	1 758 538	1 488 976	887 912	667 036
Financement public total	%	41,0	58,0	32,4	66,8	67,0
Investissements publics directs ¹	%	19,0	27,0	14,0	26,8	39,7
Financement public indirect ²	%	22,0	31,0	18,4	39,9	27,1
Documentaires						
Nombre	n	141	174	171	184	163
Coût de production	\$	91 470 861	117 870 801	112 277 307	128 301 298	127 903 053
Financement public total	%	38,0	37,0	34,8	35,3	38,2
Investissements publics directs ¹	%	11,0	9,0	7,9	8,6	8,8
Financement public indirect ²	%	27,0	28,0	26,9	26,6	29,4
Productions télévisuelles						
Nombre	n	230	283	265	296	225
Coût de production	\$	453 954 138	528 593 554	464 890 915	448 006 013	438 562 261
Financement public total	%	30,0	30,0	32,1	36,3	30,3
Investissements publics directs ¹	%	6,0	6,0	5,6	7,7	5,3
Financement public indirect ²	%	24,0	24,0	26,5	28,6	24,9
Animation						
Nombre	n	19	18	20	19	13
Coût de production	\$	105 762 458	94 309 175	111 523 685	91 241 917	75 003 903
Financement public total	%	15,0	14,0	12,5	14,3	17,1
Investissements publics directs ¹	%	1,0	1,0	0,7	0,2	0,9
Financement public indirect ²	%	14,0	13,0	11,8	14,2	16,2
Total						
Nombre	n	431	516	487	533	438
Coût de production	\$	788 331 715	871 442 525	782 140 153	800 372 871	788 650 939
Financement public total	%	31,1	32,2	32,4	34,7	33,7
Investissements publics directs ¹	%	9,0	9,7	8,5	10,3	10,7
Financement public indirect ²	%	22,1	22,5	23,9	24,4	22,9

1. Investissements publics directs : SODEC, Téléfilm Canada, Minitraité et ONF.

2. Financement public indirect : Crédit d'impôt du Québec, crédit d'impôt du Canada, Fond canadien de télévision (part publique), commandites publiques, autres apports publics.

Source : SODEC.

- 38 % du devis des documentaires;
- 30 % du devis des productions télévisuelles;
- 17 % du devis de l'animation.

Toutefois, il faut noter que cette évaluation de la part du financement public est basée sur le financement total des productions, ce qui comprend l'apport des coproducteurs étrangers. La part du financement public, lorsque ce dernier est établi uniquement sur le financement national, change considérablement. Ainsi, le financement public constitue 72 % du financement national des longs métrages de fiction, 67 % des courts et moyens métrages, 42 % des documentaires, 36 % des productions télévisuelles et 35 % de l'animation.

Le financement public évalué ici tient uniquement compte de l'aide à la production. Selon les catégories, d'autres aides peuvent être attribuées pour la distribution ou la diffusion en fonction des fenêtres de diffusion (salles, festivals, télévision, marchés secondaires). Il faut donc rappeler qu'il ne s'agit pas du soutien public global à l'industrie cinématographique et télévisuelle, mais uniquement du financement à la production.

Tableau 2.8

Productions cinématographiques et télévisuelles, répartition du financement public selon le type de production, Québec, 2006-2007

	\$	%
Longs métrages	70 503 699	26,3
Courts et moyens métrages	445 566	0,2
Documentaires	50 032 308	18,7
Productions télévisuelles	133 890 966	50,0
Animation	12 825 309	4,8
Total	267 697 847	100,0

Source : SODEC.

Le financement public (267,7 M\$) provient d'investissements publics directs, soit 85,2 M\$ et du financement public indirect, soit 182,5 M\$.

- L'investissement public direct est constitué des sources suivantes : financement de la SODEC, de Téléfilm Canada (y compris le minitraité) et de l'ONF.
- Le financement public indirect est composé des sources suivantes : le crédit d'impôt du Québec, le crédit d'impôt du Canada, la part publique du Fonds canadien de télévision – 53,3 % en 2004-2005, 51,2 % en 2005-2006, 45,2 % en 2006-2007 –, les commandi-

tes publiques et les autres apports publics.

L'examen de la répartition de cet argent public indique que les sommes versées sont principalement destinées à la production télévisuelle (50 %) et aux longs métrages (26 %), puis viennent le documentaire (19 %), l'animation (5 %) et enfin les courts et moyens métrages (0,2 %).

Rappelons que le financement public est majoritairement constitué de mesures fiscales dont le montant est déterminé en fonction de dépenses de main-d'œuvre et des coûts de production.

Tableau 2.9

Productions cinématographiques et télévisuelles, financement fédéral¹ et provincial² selon le type de production, Québec, 2004-2005 à 2006-2007

	2004-0005		2005-2006		2006-2007	
	Fédéral	Provincial	Fédéral	Provincial	Fédéral	Provincial
Longs métrages	25 673 279	25 393 827	28 581 041	27 349 330	35 607 927	34 893 372
Courts et moyens métrages	52 999	337 827	60 058	315 670	11 151	342 164
Documentaires	20 251 638	17 570 215	25 537 404	18 828 452	26 780 313	21 877 201
Productions télévisuelles	88 695 328	59 288 226	99 191 942	60 915 750	79 122 974	53 677 917
Animation	6 469 520	6 864 305	6 434 257	6 777 177	7 073 599	5 751 710
Total³	141 142 764	109 454 400	159 804 702	114 186 378	148 595 963	116 542 364

1. Financement fédéral : Téléfilm Canada, Minitraité, ONF, Fonds canadien de télévision (part publique), et crédit d'impôt du Canada.

2. Financement provincial : SODEC et Crédit d'impôt du Québec.

3. Certaines contributions publiques, qui sont parfois fédérales et parfois provinciales (commandites publiques et autres apports publics), n'ont pas été comptabilisées.

Source : SODEC.

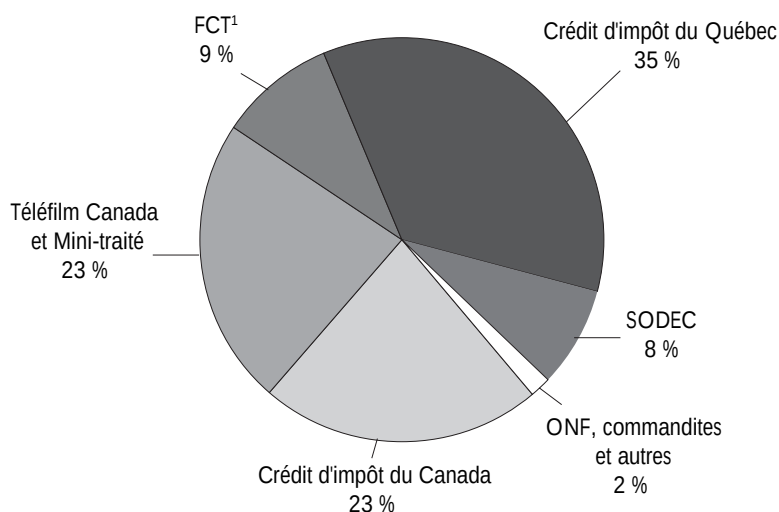
Les aides fédérales sont équivalentes aux aides provinciales en long métrage et en animation. L'aide fédérale est, en revanche, plus importante en documentaire et en production télévisuelle où le Fonds canadien de télévision joue un rôle central.

Pour l'année 2006-2007, la participation du gouvernement fédéral dans la production cinématographique et télévisuelle s'élève à 148,6 M\$ (Téléfilm Canada, y compris le minitraité, ONF, crédit d'impôt du Canada et part publique du Fonds canadien de télévision). La participation du Québec, pour la même période, est de 116,5 M\$ (SODEC et crédit d'impôt du Québec).

Les bonifications spécifiques – à la langue française pour le long métrage et le documentaire unique, à la production régionale, aux effets spéciaux et à l'animation informatique – et les différentes modalités de calcul des coûts admissibles génèrent une certaine variation du taux de crédit d'impôt. Ainsi, en 2006-2007, le crédit d'impôt du Québec pour le long métrage de fiction totalise 17,1 M\$ et constitue 17,5 % de la part nationale du devis. Le montant du crédit d'impôt pour le documentaire est de 19 M\$ et constitue 16,3 % du devis québécois. Le crédit d'impôt pour les courts et moyens métrages est de 77 164 \$, soit un taux de crédit d'impôt de 11,6 %, et celui de la production télévisuelle est de 52,5 M\$, soit un taux de crédit d'impôt de 14,2 %. Enfin le crédit d'impôt en animation est de 5,7 M\$, ce qui constitue 15,6 % de la part nationale du devis. (Voir l'annexe.)

Figure 2.5

Financement de la production cinématographique et télévisuelle, Québec, 2006-2007



1. Le Fonds canadien de télévision est alimenté en partie par les entreprises de distribution de radiodiffusion (EDR) et par le gouvernement fédéral. En 2006-2007, la contribution de ce dernier équivalait à 45,2 % du Fonds.

Source : SODEC.



Délivrez-moi

: Denis Chouinard

: Photo : Bertrand Calmeau

CHAPITRE 3

LE CLASSEMENT DES FILMS

Benoit Allaire

Le mandat de la Régie du cinéma comprend notamment la responsabilité de classer tous les films exploités sur le marché québécois. Le classement est fait, dans un premier temps, par catégorie d'âge des spectateurs auxquels les films s'adressent et, dans un deuxième temps, selon que le film sera présenté en public ou commercialisé sur support vidéo pour visionnement privé. Par ailleurs, il faut préciser que le nombre de films classés ne correspond pas nécessairement à celui des films sortis au Québec. En

effet, une production peut être classée plus d'une fois si elle est soumise à la Régie dans une version en langue différente ou d'une durée qui varie de plus ou moins cinq minutes par rapport à toute autre version classée précédemment.

LE NOMBRE DE FILMS CLASSÉS

En 2006, la Régie du cinéma a procédé au classement de 22 829 films, soit 18 797 longs métrages, 3 369 courts métrages et 663 films annon-

ces. Par rapport aux 19 806 films classés en 2005, ce total représente 15,3 % de plus. Cette augmentation de 3 023 films est principalement attribuable aux longs métrages, dont le nombre est passé de 16 440 en 2005 à 18 798 en 2006 (hausse de 2 357 films, soit 14,3 %). Le nombre de courts métrages est passé de 2 796 à 3 369, soit une augmentation de 20,5 %, tandis que 663 films annoncés ont été classés en 2006 comparativement à 570 en 2005, soit une hausse de 16,3 %.



Congorama, Philippe Falardeau
Photo : Louise Archambault

Tableau 3.1

Nombre de films classés¹, Québec, 2002-2006

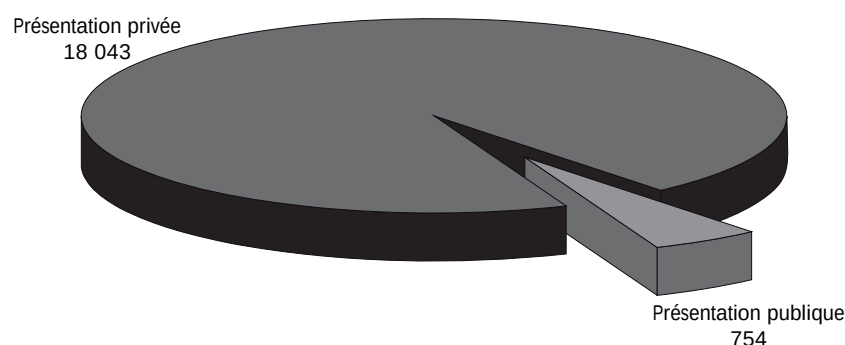
	2002	2003	2004	2005	2006
	n				
Longs métrages	12 239	14 319	14 812	16 440	18 797
Présentation publique	576	637	670	687	754
Visionnement privé	11 663	13 682	14 142	15 753	18 043
Courts métrages	1 352	1 268	1 660	2 796	3 369
Présentation publique	38	42	44	39	36
Visionnement privé	1 314	1 226	1 616	2 757	3 333
Films annonces	574	604	571	570	663
Présentation publique	574	604	571	570	663
Visionnement privé	—	—	—	—	—
Total	14 165	16 191	17 043	19 806	22 829

1. Un film peut avoir été classé plusieurs fois en fonction de la langue et du métrage.

Source : Régie du cinéma.

Figure 3.1

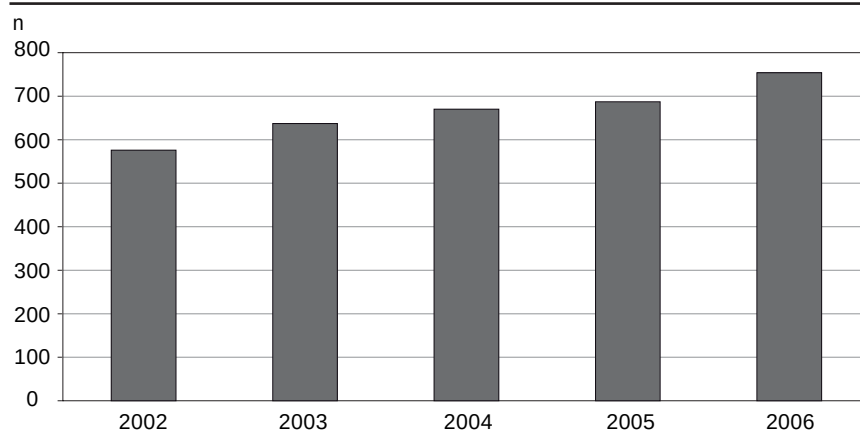
Nombre de longs métrages classés, destinés à être présentés en public, Québec, 2006



Source : Régie du cinéma.

Figure 3.2

Nombre de longs métrages classés, destinés à être présentés en public, Québec, 2002-2006



Source : Régie du cinéma.

Par ailleurs, le taux de croissance annuel moyen du nombre de films classés entre 2002 et 2006 est de 12,7 %. Durant cette période, ce taux est de 11,3 % pour ce qui est des longs métrages, de 25,6 % concernant les courts métrages et de 3,7 % en matière de films annonces. L'importante augmentation du nombre de courts métrages observée en 2005 et 2006 poursuit la tendance à la hausse amorcée en 2004. Rappelons qu'entre 1999 et 2003, ce taux était négatif, soit de - 5,9 %.

Comme en 2005, la hausse du nombre de longs métrages classés (2 357 de plus en 2006) est essentiellement attribuable aux films destinés au visionnement privé, puisque leur nombre est passé de 15 753 en 2005 à 18 043 en 2006, soit 2 290 films de plus. Toutefois, le nombre de longs métrages destinés à la présentation publique a augmenté de 9,8 %, passant de 687 à 754. Il s'agit d'une augmentation un peu plus forte puisque le taux de croissance annuel moyen des 5 années précédentes pour cette catégorie de films est de 7,0 %. De 2002 à 2006, les longs métrages destinés au visionnement privé, qui expliquent approximativement 97 % des hausses annuelles du nombre de longs métrages classés, ont un taux de croissance annuel moyen de 11,5 %. Ce taux est de 7,0 % pour ce qui est des longs métrages destinés à la présentation publique. Bien que ce taux soit inférieur à celui des longs métrages destinés au visionnement privé, il s'agit d'une consolidation de la reprise amorcée en 2001 après 10 années de décroissance continue. À titre de comparaison, mentionnons que la Régie du cinéma avait classé, en 1992, 1 960 longs métrages destinés à la présentation publique.

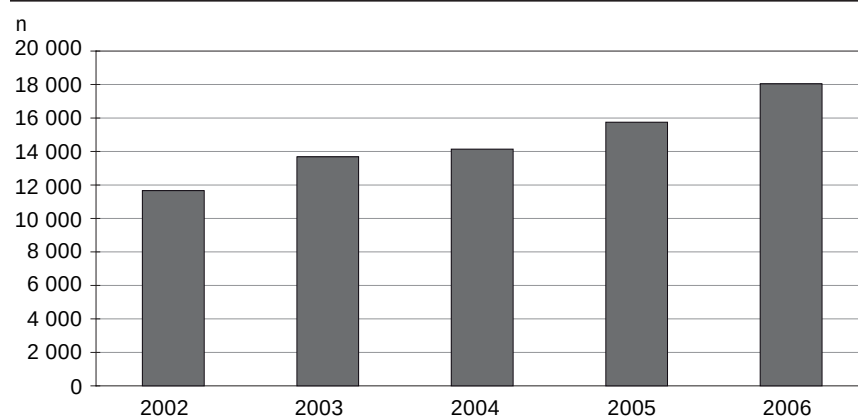
Encore une fois, en 2006, la croissance du nombre de courts métrages s'explique par la forte hausse des courts métrages destinés au visionnement privé, qui sont passés de 2 757 à 3 333. Par rapport à l'augmentation spectaculaire de 70,6 % en 2005, soit la plus forte hausse observée depuis 1998, il s'agit d'un certain ralentissement – variation de 20,9 % – de la tendance haussière amorcée en 2004. Cette tendance pourrait s'expliquer en partie par la mise en marché en format DVD de plusieurs courts métrages produits dans les dernières années. Alors que le taux de croissance annuel moyen de cette catégorie de films était de 15,8 % entre 2001 et 2005, la hausse est plus marquée de 2002 à 2006, soit un taux de croissance annuel moyen de 26,2 %. Quant aux courts métrages destinés à la présentation publique, la Régie du cinéma en classe 36 en 2006, soit 3 de moins qu'en 2005. De 2002 à 2006, cette catégorie de courts métrages connaît un taux de croissance annuelle moyen de – 1,3 %. Enfin, 663 films annonces ont été classés en 2006, soit 93 de plus qu'en 2005. Pendant la période de 2002 à 2006, cette catégorie de classement connaît un taux de croissance annuel moyen de 3,7 %.

LA PRÉSENTATION PUBLIQUE

Si l'on étudie les films classés par la Régie sous l'angle du marché visé et en excluant les films annonces, 754 longs métrages et 36 courts métrages – soit un total de 790 films – étaient destinés à une présentation publique.

Figure 3.3

Nombre de longs métrages classés, destinés au visionnement privé, Québec, 2002-2006



Source : Régie du cinéma.

Tableau 3.2

Nombre de films classés¹, destinés à être présentés en public, selon la catégorie de classement, Québec, 2006

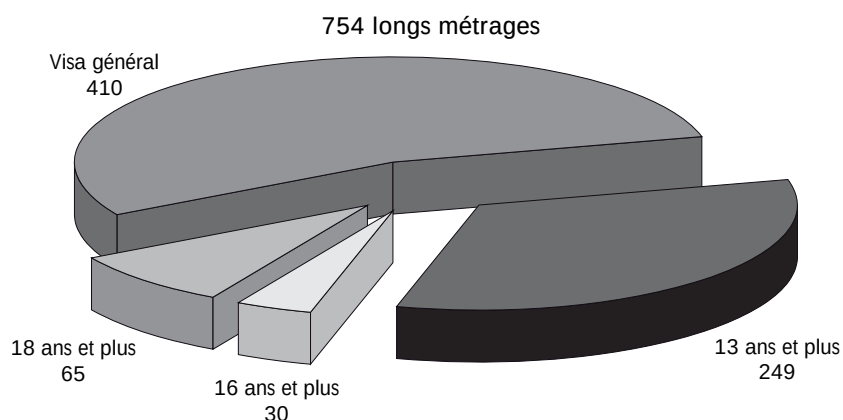
	Longs métrages		Courts métrages		Total	
	n	%	n	%	n	%
Visa général	410	54,4	36	100,0	446	56,5
13 ans et plus	249	33,0	–	–	249	31,5
16 ans et plus	30	4,0	–	–	30	3,8
18 ans et plus	65	8,6	–	–	65	8,2
Total	754	100,0	36	100,0	790	100,0

1. Un film peut avoir été classé plusieurs fois en fonction de la langue et du métrage.

Source : Régie du cinéma.

Figure 3.4

Longs métrages destinés à être présentés en public, selon le classement, Québec, 2006



Source : Régie du cinéma.

Tableau 3.3

Nombre de films classés¹, destinés à être présentés en public, selon la langue, Québec, 2006

	Longs métrages		Courts métrages		Total	
	n	%	n	%	n	%
Langue française	351	46,6	26	72,2	377	47,7
Langue anglaise	372	49,3	8	22,2	380	48,1
Bilingue	—	—	—	—	—	—
Langue étrangère	31	4,1	2	5,6	33	4,2
Total	754	100,0	36	100,0	790	100,0

1. Un film peut avoir été classé plusieurs fois en fonction de la langue et du métrage.

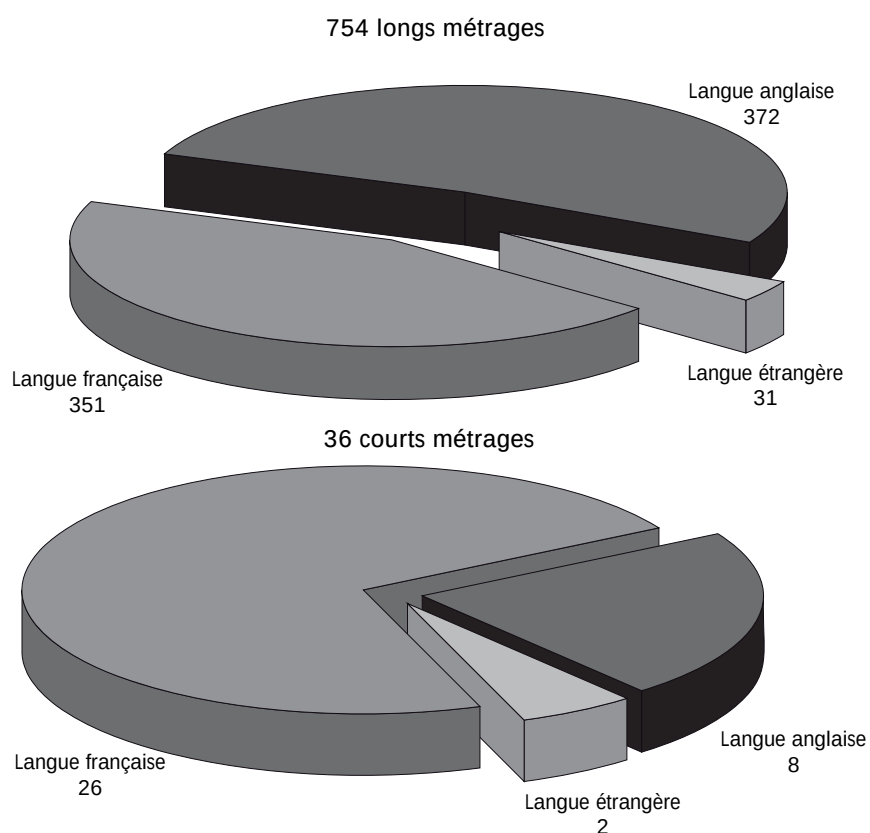
Source : Régie du cinéma.

En ce qui concerne les 754 longs métrages, 54,4 % d'entre eux ont obtenu un visa général, 33,0 % ont été classés dans la catégorie « 13 ans et plus », 4,0 %, dans celle des « 16 ans et plus » et, enfin, 8,6 %, dans la catégorie « 18 ans et plus ».

Par ailleurs, la ventilation selon la langue permet d'observer que 46,6 % des longs métrages (351) destinés à être présentés en public étaient en français, comparativement à 49,3 % (372) en anglais. Quant aux 31 longs métrages en langue étrangère, ils représentaient 4,1 % des films classés en 2006.

Figure 3.5

Longs et courts métrages destinés à être présentés en public, selon la langue, Québec, 2006



Source : Régie du cinéma.

LE VISIONNEMENT PRIVÉ

Au même titre que les films destinés à être présentés en public, les films commercialisés sur support vidéo pour le visionnement privé doivent être classés par la Régie du cinéma.

Ainsi, en 2006, la Régie a classé 18 043 longs métrages et 3 333 courts métrages, soit un total de 21 376 films destinés au visionnement privé, comparativement à 18 510 en 2005.

Concernant les longs métrages, 48,7 % (8 781) ont obtenu un visa général, 13,8 % (2 494) ont été classés dans la catégorie « 13 ans et plus », 2,3 % (414), dans la catégorie « 16 ans et plus » et, enfin, 34,8 % (6 285), dans celle des « 18 ans et plus ».

Tableau 3.4

Nombre de films classés¹, destinés au visionnement privé, selon la catégorie de classement, Québec, 2006

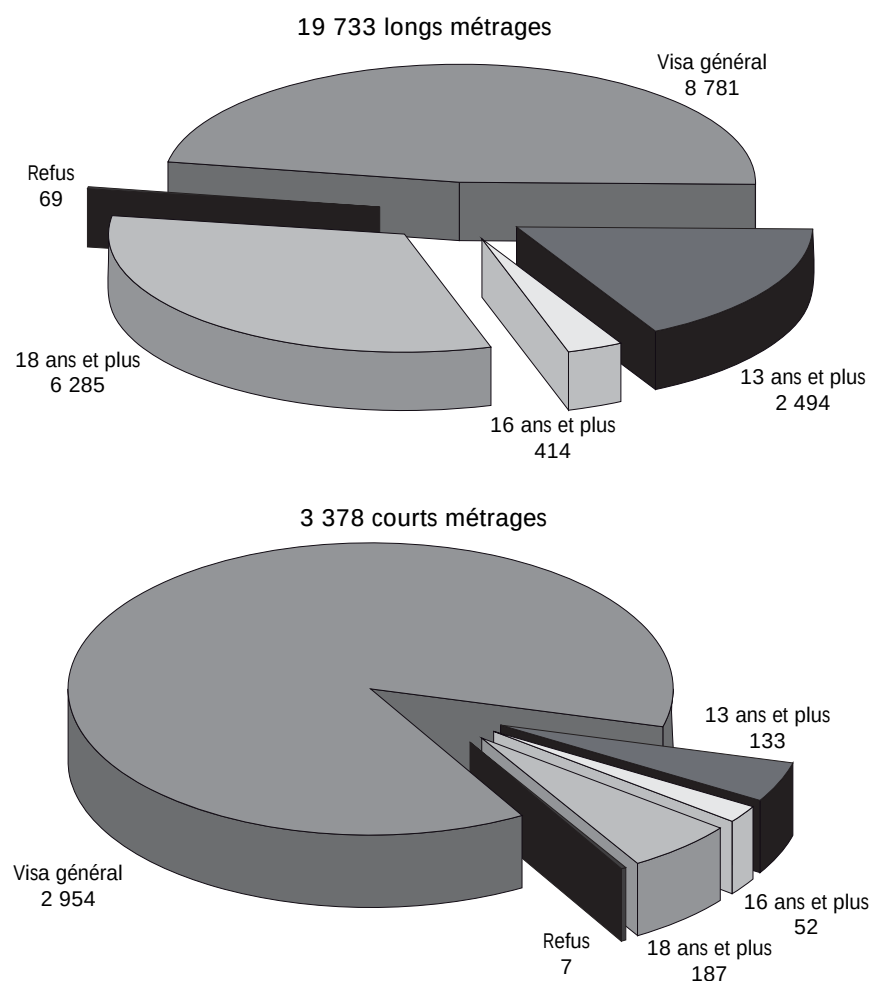
	Longs métrages		Courts métrages		Total	
	n	%	n	%	n	%
Visa général	8 781	48,7	2 954	88,6	11 735	54,9
13 ans et plus	2 494	13,8	133	4,0	2 627	12,3
16 ans et plus	414	2,3	52	1,6	466	2,2
18 ans et plus	6 285	34,8	187	5,6	6 472	30,3
Refus	69	0,4	7	0,2	76	0,4
Total	18 043	100,0	3 333	100,0	21 376	100,0

1. Un film peut avoir été classé plusieurs fois en fonction de la langue et du métrage.

Source : Régie du cinéma.

Figure 3.6

Longs et courts métrages destinés au visionnement privé, selon le classement, Québec, 2006



Source : Régie du cinéma.

Tableau 3.5
Nombre de films classés¹, destinés au visionnement privé, selon la langue,
Québec, 2006

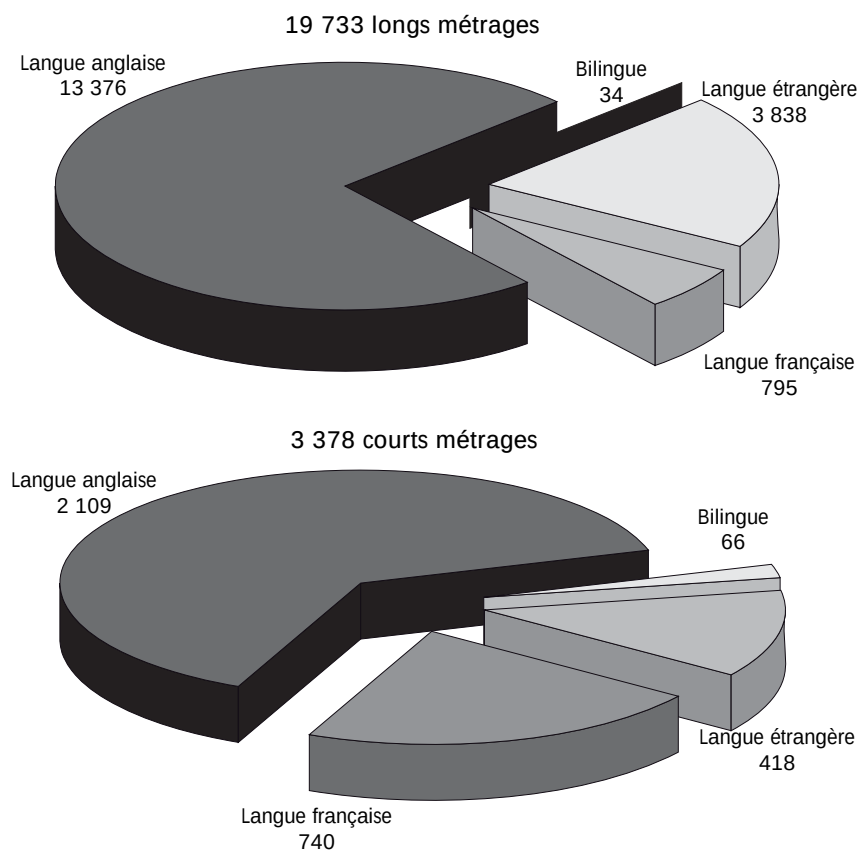
	Longs métrages		Courts métrages		Total	
	n	%	n	%	n	%
Langue française	795	4,4	740	22,2	1 535	7,2
Langue anglaise	13 376	74,1	2 109	63,3	15 485	72,4
Bilingue	34	0,2	66	2,0	100	0,5
Langue étrangère	3 838	21,3	418	12,5	4 256	19,9
Total	18 043	100,0	3 333	100,0	21 376	100,0

1. Un film peut avoir été classé plusieurs fois en fonction de la langue et du métrage.

Source : Régie du cinéma.

En 2006, le nombre de longs métrages destinés au visionnement privé dans une langue autre que le français ou l'anglais s'élève à 3 838, comparativement à 4 122 en 2005. Parmi les 18 043 longs métrages classés en 2006 se trouvent également 795 films en français (4,4 %), 13 376 en anglais (74,1%) et, enfin, 34 qui sont considérés comme bilingues (0,2 %).

Figure 3.7
Longs et courts métrages destinés au visionnement privé, selon la langue,
Québec, 2006



Source : Régie du cinéma.



La Belle bête
Karim Hussein

LE NOMBRE DE FILMS EN EXPLOITATION DANS LES CINÉMAS ET LES CINÉ-PARCS

En 2006, 617 films ont été présentés dans les salles de cinéma et les ciné-parcs du Québec, comparativement à 596 en 2005. Après une baisse de 5,2 % en 2005, cette hausse de 3,5 % ramène l'offre de films à un niveau semblable à celui de la moyenne des 5 dernières années, qui

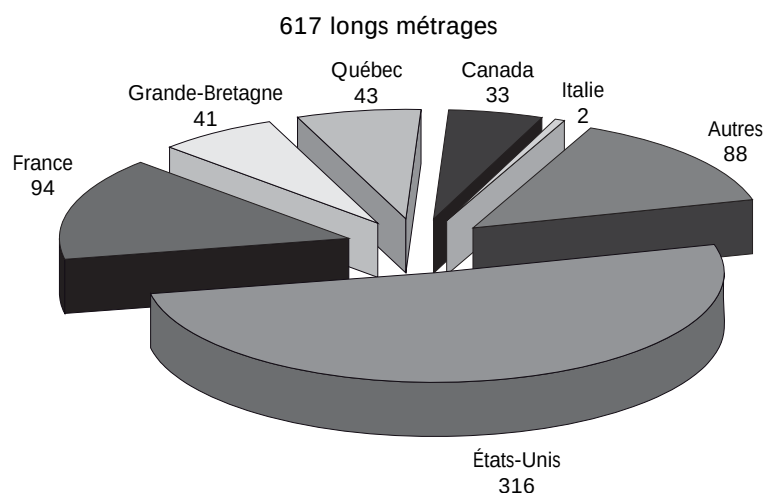
est de 612 films. La période de 2002 à 2006 affiche toutefois un taux de croissance annuel moyen négatif de 0,1 %. L'évolution de la moyenne du nombre de films en exploitation va dans le même sens que celle que l'on observe à partir de 1993. En effet, après la moyenne de 839 films entre 1985 et 1991, et après l'année exceptionnelle de 1992 durant laquelle 1 023 films – nombre record – ont été exploités, on note une diminution

importante de 24,2 % de la moyenne des films présentés par dans les cinémas et les ciné-parcs entre 1993 et 2006.

Si l'on examine maintenant la provenance des films présentés de 2002 à 2006, on constate d'abord que le cinéma états-unien a relevé la tête en gagnant 5,2 points de pourcentage par rapport au plancher historique de 46,0 % de tous les films en exploitation au Québec atteint en 2005. Il s'agit de la première hausse de la part les films des États-Unis depuis 2001. L'année 2006 a été quelque peu décevante pour le cinéma québécois, qui accapare 7,0 % du nombre de films en exploitation en 2006, soit une diminution de 1,1 point de pourcentage par rapport à 2005. Il s'agit de la deuxième baisse consécutive de la part québécoise dans le nombre de films en exploitation. Rappelons que cette part a atteint son plus haut sommet en 2004, soit 9,5 %.

Figure 3.8

Films en exploitation dans les cinémas et ciné-parcs, selon le pays d'origine, Québec, 2006



Source : Régie du cinéma.

Tableau 3.6

Répartition des films en exploitation¹, selon le pays d'origine, Québec, 2002-2006

Pays	2002		2003		2004		2005		2006	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
États-Unis	332	53,6	307	51,3	317	50,4	274	46,0	316	51,2
France	93	15,0	97	16,2	84	13,4	84	14,1	94	15,2
Grande-Bretagne	37	6,0	37	6,2	36	5,7	35	5,9	41	6,6
Québec	40	6,5	42	7,0	60	9,5	48	8,1	43	7,0
Canada ²	33	5,3	39	6,5	42	6,7	40	6,7	33	5,3
Italie	12	1,9	8	1,3	14	2,2	8	1,3	2	0,3
Autres	72	11,6	69	11,5	76	12,1	107	18,0	88	14,3
Total	619	100,0	599	100,0	629	100,0	596	100,0	617	100,0

1. Programmes simples seulement.

2. Excluant le Québec.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.



À force de rêves
Serge Giguère

CHAPITRE 4

LA DISTRIBUTION

Benoit Allaire

Au Québec, en vertu de l'article 102 de la Loi sur le cinéma, « nul ne peut, sur une base commerciale, posséder, vendre, louer, prêter ou échanger des copies de films, à moins d'être titulaire d'un permis de distributeur ». De plus, en vertu de l'article 108 de la même Loi, « le titulaire d'un permis de distributeur doit, conformément aux règlements de la Régie, transmettre

à celle-ci, au plus tard le 31 janvier de chaque année, un rapport financier pour l'année précédente ». Ce rapport doit indiquer séparément les revenus bruts réalisés au Québec et qui proviennent :

1. de la distribution de films dans un lieu de présentation de films en public;
2. de la vente, de la location, du prêt ou de l'échange de matériel à un commerçant de détail;
3. de toute autre activité de distribution dans le domaine du cinéma.

Enfin, soulignons qu'il existe au Québec deux catégories de permis de distributeur : le permis général et le permis spécial.



Bon cop bad cop

Érik Canuel

Photo : Attila Dory

Liste des sociétés membres de la MPEAA et des sociétés accréditées auprès de la Régie, 1^{er} janvier 1987

Sociétés membres de la MPEAA	Sociétés accréditées auprès de la Régie
Buena Vista International Inc.	Buena Vista Home Video Buena Vista Pictures Distribution Inc. Distribution de films Buena Vista Canada inc.
Columbia Pictures Industries Inc. MGM/UA Communications Co.	Columbia Pictures Industries Inc. Divertissements MGM/UA du Canada inc.
Orion Pictures Corporation	Orion Pictures Distribution (Canada) Inc.
Paramount Pictures Corporation	Paramount Pictures (Canada) Inc.
Twentieth Century Fox International Corp.	Twentieth Century Fox (Canada) Ltd.
Universal International Films Inc.	MCA Divertissements sur films du Canada inc.
Warner Bros. Inc.	Warner Bros. Canada Inc. Warner Bros. Entertainment Inc.

PERMIS GÉNÉRAL PAR OPPOSITION AU PERMIS SPÉCIAL DE DISTRIBUTEUR

Conformément à la Loi sur le cinéma, le permis général de distributeur est la règle et il ne peut être délivré qu'aux entreprises reconnues comme étant « québécoises » au sens de la Loi. Parallèlement aux entreprises québécoises titulaires d'un permis général de distributeur, les *majors* américains poursuivent leurs activités de distribution au Québec, en vertu d'une entente entre le ministre de la Culture et des Communications et la Motion Picture Export Association of America (MPEAA), entente intervenue en octobre 1986 et renouvelée en 1992. Celle-ci, reconnue par la Loi sur le cinéma, prévoit la délivrance d'un permis spécial de distributeur à l'un des *majors* signataires de l'entente initiale (ou une société affiliée accréditée) pour chaque film qu'il soumet à la Régie et dont il est reconnu, selon les termes de l'entente, être le producteur ou le titulaire des droits mondiaux de distribution.



The Backup Man
Doug Sutherland

LES REVENUS BRUTS DES DISTRIBUTEURS

En 2006, les revenus bruts de l'ensemble des distributeurs s'élevaient à 523,0 M\$, soit une diminution de 6,4 % par rapport aux 559,0 M\$ enregistrés en 2005. Il s'agit de la seconde baisse annuelle consécutive depuis 2000. Cet épisode baissier contraste nettement avec la période d'expansion qu'a connue l'industrie de 2000 à 2004, alors que le taux de croissance annuelle moyen pour cette période était de 16,5 %.

Les revenus bruts des titulaires d'un permis général sont passés de 325,1 M\$ en 2005 à 290,9 M\$ en 2006, soit une baisse de 9,8 % ou 31,8 M\$. Tout comme en 2005, la diminution des revenus des distributeurs titulaires d'un permis général explique presque entièrement la baisse des revenus de l'ensemble des distributeurs (36,0 M\$). Le taux de croissance annuelle moyen des revenus bruts des titulaires d'un permis général, en ce qui concerne la période 2002-2006, est de -0,3 %, tandis que pour ce qui est des revenus bruts des titulaires d'un permis spécial, ce taux atteint 1,8 %. Par ailleurs, les titulaires d'un permis spécial ont accru leur part de marché pour une deuxième année consécutive en gagnant 2,1 points de pourcentage. Ce résultat reflète en partie le ralentissement de l'assistance aux films québécois en 2006, mais il ne faut pas oublier que les revenus provenant des cinémas et des ciné-parcs ne représentent que 21,3 % des revenus bruts des distributeurs en 2006.

Tableau 4.1

Revenus bruts des distributeurs selon la catégorie de permis, Québec, 2002-2006

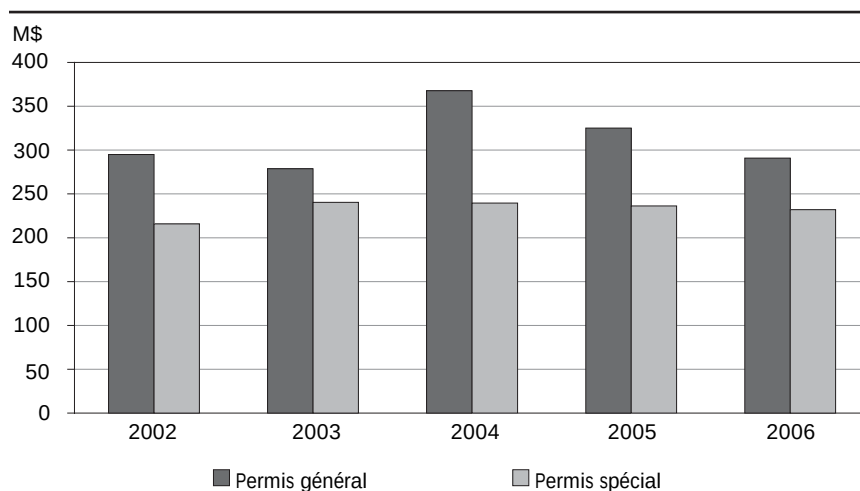
Année	Titulaires d'un permis général ¹		Titulaires d'un permis spécial		Total	
	M\$	%	M\$	%	M\$	%
2002	294,9	57,8	215,8	42,2	510,7	100,0
2003	278,8	53,7	240,3	46,3	519,1	100,0
2004	367,7	60,5	239,6	39,5	607,3	100,0
2005	325,1	57,9	236,4	42,1	561,4	100,0
2006	290,9	55,6	232,1	44,4	523,0	100,0

1. Seule une entreprise québécoise peut être titulaire d'un permis général de distributeur.

Source : Régie du cinéma.

Figure 4.1

Revenus bruts des distributeurs selon la catégorie de permis, Québec, 2002-2006



Source : Régie du cinéma.

Tableau 4.2

Revenus bruts déclarés par les titulaires d'un permis de distributeur délivré par la Régie du cinéma, par catégorie de permis et selon le marché, Québec, 2006

Marché	Titulaires d'un permis général ¹		Titulaires d'un permis spécial		Total	
	M\$	%	M\$	%	M\$	%
Distribution pour salles et commerces vidéo	254,3	87,4	232,1	100,0	486,5	93,0
Distribution pour salles	41,1	14,1	70,1	30,2	111,2	21,3
Distribution relative au commerce de détail de matériel vidéo	213,2	73,3	162,0	69,8	375,3	71,7
Autres marchés	36,6	12,6	—	—	36,6	7,0
Total	290,9	100,0	232,1	100,0	523,0	100,0

1. Seule une entreprise québécoise peut être titulaire d'un permis général de distributeur.

Source : Régie du cinéma.

Tableau 4.3

Nombre de distributeurs¹ titulaires d'un permis général, par tranche de revenus, selon le marché, Québec, 2006

Marché	Tranche de revenus (k\$)					Total ²
	0-99	100-499	500-999	1 000-10 000	Plus de 10 000	
	n					
Salles	3	2	–	3	–	8
Commerces de détail de matériel vidéo	66	11	6	10	4	97
Autres marchés	9	2	1	1	–	13
Salles et commerces de détail de matériel vidéo	6	–	–	1	–	7
Salles et autres marchés, sauf les commerces de détail de matériel vidéo	4	–	–	1	–	5
Commerces de détail de matériel vidéo et autres marchés, sauf les salles	6	1	1	2	–	10
Tous les marchés	5	2	3	4	3	17
Total	99	18	11	22	7	157

1. Seule une entreprise québécoise peut être titulaire d'un permis général de distributeur.

2. Le nombre total de distributeurs est ici inférieur au nombre de permis généraux en vigueur parce que, dans certains cas, aucun revenu n'a été déclaré relativement à un permis en vigueur.

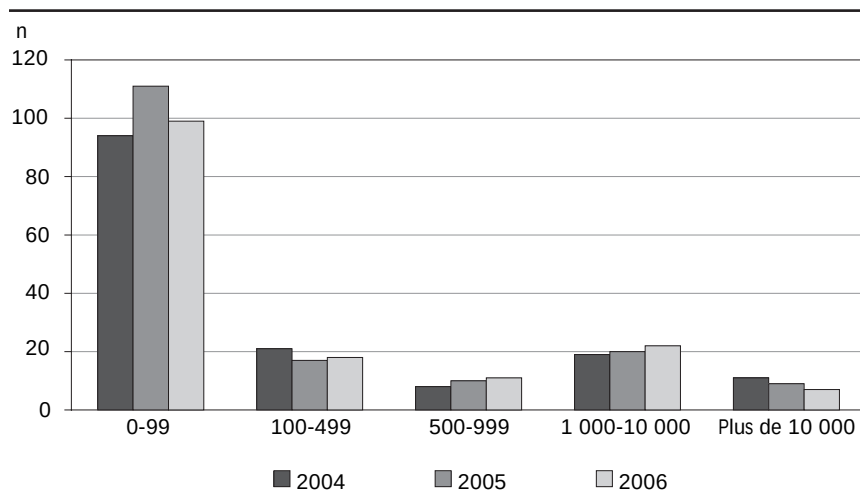
Source : Régie du cinéma.

Lorsqu'on ventile les revenus bruts des distributeurs selon les marchés, les titulaires d'un permis spécial ont récolté 53,4 M\$, en 2005, dans les salles de cinéma et 70,1 M\$ en 2006; quant à la distribution relative au commerce de détail de matériel vidéo, elle leur a rapporté 183,0 M\$ et 162,0 M\$ au cours des mêmes années. En comparaison, les distributeurs titulaires d'un permis général ont généré 48,6 M\$, en 2005, et 41,1 M\$, en 2006, sur le marché des salles de cinéma, soit respectivement 14,8 % et 14,1 % de leurs revenus totaux. La distribution relative au commerce de détail de matériel vidéo est toujours leur principale source de revenus, soit 213,2 M\$ et 73,3 % du total en 2006, un peu moins cependant qu'en 2005, alors qu'elle représentait une part de 76,3 %, soit 250,7 M\$.

En 2006, 157 distributeurs titulaires d'un permis général (10 de moins qu'en 2005) ont déclaré des revenus à la Régie du cinéma. De ce nombre, 128 ont eu des revenus inférieurs à 1 million de dollars, 22, entre 1 et 10 millions – soit 2 de plus qu'en 2005 – et, enfin, 7 ont touché des revenus supérieurs à 10 millions, soit 2 de moins qu'en 2005.

Figure 4.2

Nombre de distributeurs titulaires d'un permis général, par tranche de revenus, Québec, 2004, 2005 et 2006



Source : Régie du cinéma.

LE MARCHÉ DE LA DISTRIBUTION POUR LES CINÉMAS ET LES CINÉ-PARCS

Les données de l'enquête menée par l'Institut de la statistique du Québec auprès des salles de cinéma et des ciné-parcs, en collaboration avec la Régie du cinéma, permettent de segmenter les parts de marché selon les types de distributeurs.

Ainsi, en 2006, 16,7 millions de spectateurs sur un total de 24,8 millions, soit 67,2 %, ont visionné des films distribués par les titulaires d'un permis spécial. Quant aux films mis en circulation par les titulaires d'un permis général, ils représentent 32,8 % de l'assistance totale, soit 8,1 millions de spectateurs. Les distributeurs titulaires d'un permis général ont donc vu leur part de marché rétrécir de 10,2 points de pourcentage en 2006, puisque celle-ci était de 43,0 % en 2005. Cette baisse fait suite à une diminution de 2,8 points de pourcentage de 2004 à 2005. Les recettes étant directement proportionnelles à l'assistance, la répartition est à peu près la même, à savoir 67,1 % des recettes lorsque le film était distribué par un titulaire de permis spécial et 32,9 %, par un titulaire de permis général.

Quant au nombre de projections, qui est de 1 000 043 en 2006, la proportion est de 65,2 % contre 34,8 % en faveur des distributeurs titulaires d'un permis spécial.

Tableau 4.4

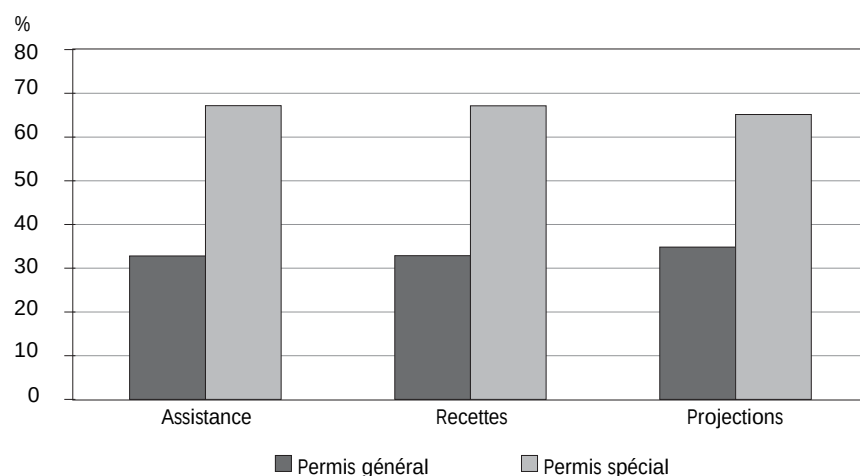
Résultats d'exploitation des cinémas et des ciné-parcs, selon la catégorie de permis du distributeur, Québec, 2006

Catégories	Assistance		Recettes		Projections	
	k	%	k\$	%	n	%
Permis général	8 148,6	32,8	54 264,3	32,9	348 317	34,8
Langue française	6 639,0	81,5	42 847,9	79,0	275 994	79,2
Autres langues	1 509,6	18,5	11 416,4	21,0	72 323	20,8
Permis spécial	16 684,8	67,2	110 854,0	67,1	651 726	65,2
Langue française	11 511,2	69,0	72 306,1	65,2	462 510	71,0
Autres langues	5 173,6	31,0	38 547,9	34,8	189 216	29,0
Total	24 833,4	100,0	165 118,3	100,0	1 000 043	100,0

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 4.3

Répartition de l'assistance, des recettes et des projections dans les cinémas et les ciné-parcs, selon la catégorie de permis du distributeur, Québec, 2006



Source : Régie du cinéma.

LES COPIES DE FILMS DESTINÉES AUX CINÉMAS ET AUX CINÉ-PARCS

Pour la troisième année consécutive, l'Observatoire de la culture et des communications du Québec présente des statistiques sur la circulation des copies de films destinées aux cinémas et aux ciné-parcs. Les statistiques de l'année 2004 à ce sujet incluaient aussi les copies destinées aux lieux polyvalents. Cela introduisait certaines distorsions lorsque le nombre de copies était mis en relation avec d'autres statistiques de l'exploitation cinématographique qui concernaient uniquement les cinémas et les ciné-parcs. Ce problème a été corrigé dans l'édition 2006.

Ces statistiques sont basées sur le nombre d'attestations délivrées par la Régie du cinéma pour chaque titre de film selon les formats utilisés pour la diffusion publique. Seuls les films de « sexualité explicite » ont été exclus. En ce qui concerne la répartition des copies de films selon l'année, c'est la mise en circulation des copies qui a été prise en compte, ce qui signifie que, dans le cas de certains films, il est possible que des copies aient été mises en circulation pendant plus d'une année.

Ces films sont considérés comme des « nouveautés ». Il ne s'agit donc pas seulement de primeurs, puisque de nouvelles copies de certains films ayant terminé leur carrière commerciale sont parfois mises en circulation au cours de l'année de référence. Par exemple, une copie du film *Citizen Kane*, produit en 1941 et classé en 1969 par la Régie du cinéma, a été mise en circulation en 2005 et projetée dans un cinéma la même année. De tels cas sont cependant exceptionnels.

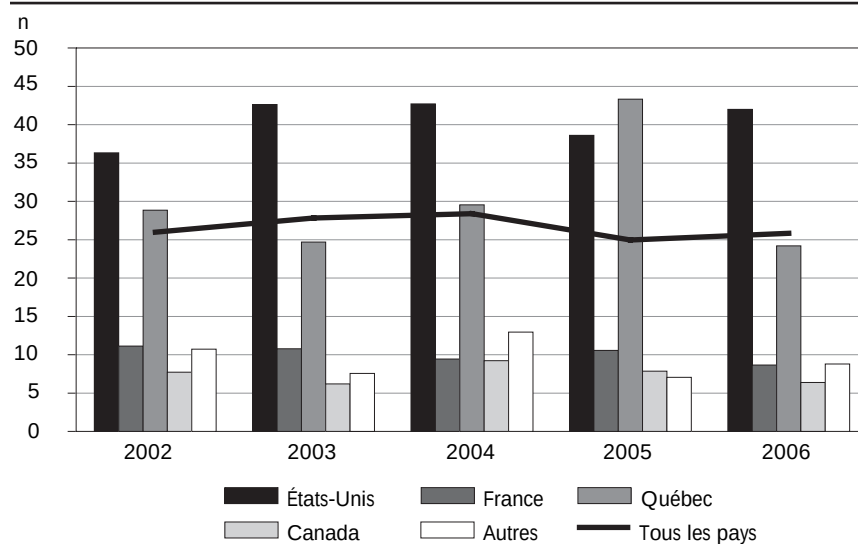
L'ÉVOLUTION DU NOMBRE MOYEN DE COPIES PAR FILM

De 2002 à 2006, le nombre moyen de copies par film est passé de 26,0 à 25,8, soit un taux de croissance annuelle moyen de - 0,2 %. Contrairement à 2005, on observe en 2006 une hausse du nombre de copies par film, celui-ci passant de 24,9 à 25,8; il s'agit d'une augmentation de 3,6 %. En 2005, la baisse avait été de 12,1 %. Bien qu'il s'agisse de deux aspects de l'exploitation qui ne sont pas directement comparables, il est intéressant de noter que tout comme en 2005, la variation du nombre de copies par film est accompagnée d'une variation semblable du nombre de projections en 2006, soit 5,2 %

par rapport à 2005. (Voir le chapitre 6 pour obtenir de plus amples détails sur le nombre de projections.) Parallèlement à l'augmentation du nombre de projections, la hausse du nombre d'écrans est évidente, grâce à une variation exceptionnelle de 4,0 % par rapport à 2005, soit 31 écrans. Légère hausse du nombre de copies mises en circulation, augmentation du nombre de projections, développement de l'infrastructure, diminution de l'assistance de 5,6 % : l'année 2006 reste une année au bilan mitigé pour l'exploitation cinématographique au Québec où l'offre tend à se modifier dans le sens d'une exploitation accrue d'un moins grand nombre de films.

Figure 4.4

Nombre moyen de copies par film destinées aux cinémas et ciné-parcs selon le pays d'origine, Québec, 2002-2006



Source : Régie du cinéma.

Parmi les 700 films en exploitation dans les cinémas et les ciné-parcs au Québec en 2002, on compte 357 nouveautés¹, soit 51,0 % de tous les films, tandis qu'en 2006, cette proportion s'est élevée à 65,6 %, soit 426 nouveautés parmi les 649 films en exploitation au cours de la même année. Cette part de plus en plus grande des nouveautés dans l'offre cinématographique se traduit également par des taux de croissance opposés. En effet, le taux de croissance annuelle moyen de l'ensemble des titres de films en exploitation a été de - 1,9 % pour la période 2002-2006, donc une décroissance, tandis que celui des nouveautés a atteint 4,5 %.

Ce phénomène pourrait indiquer que, depuis 2002, l'industrie cinématographique arrive à maintenir sa situation

en raison de la production et de la mise en circulation plus fréquente de nouveautés et, conséquemment, d'une durée de vie à l'écran écourtée, bien que cet aspect soit difficile à mesurer.

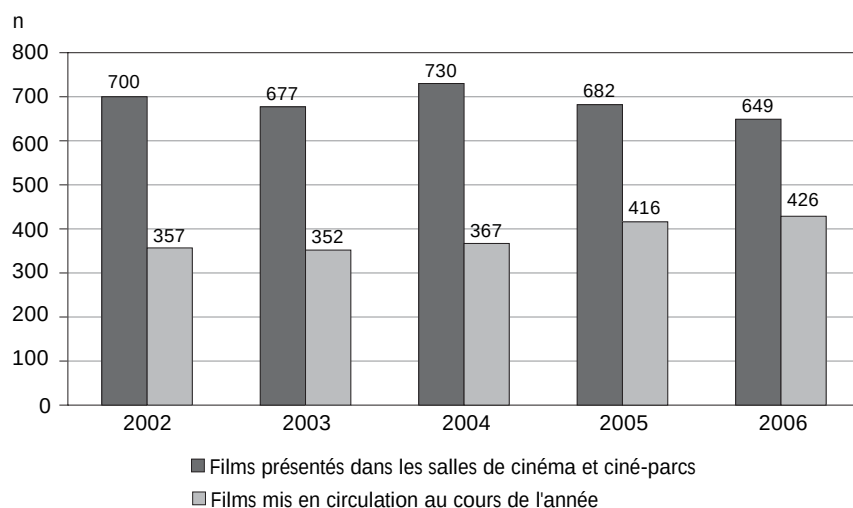
La diminution du nombre de films en exploitation en 2006, par rapport à 2005, conjuguée à l'augmentation du nombre de nouveautés, a renforcé cette tendance et fait passer la part des nouveautés de 61,0 % à 65,6 %. À l'exception de la France – 8 films de plus – tous les pays ont vu le nombre de leurs films diminuer, la catégorie « autres pays » enregistrant la plus forte baisse, soit 19 films de moins qu'en 2005. L'offre québécoise a chuté de 8,5 %, tandis que l'offre états-unienne a diminué de 2,8 %. Rappelons que l'offre globale, c'est-

à-dire tous les films mis en circulation en 2006, a reculé de 4,8 %.

En ce qui concerne les nouveautés, l'offre québécoise est passée de 31 à 37 films, une hausse de 19,4 % par rapport à 2005, tandis que le nombre total de nouveautés a crû de 2,4 %. Les nouveautés françaises et états-uniennes ont grimpé respectivement de 18,6 % et 5,2 %, tandis que les nouveautés canadiennes ont chuté de 18,5 % et celles des autres pays, de 11,2 %.

La part des nouveautés maintient une tendance positive de 2002 à 2006, soit un taux de croissance annuelle moyen de 6,5 %. Le taux est également positif pour tous les pays. Il est de 4,8 % pour les films états-uniens, 9,3 % pour les films français, 8,3 % pour les films québécois, 1,2 % pour les films canadiens (sans le Québec) et 8,6 % pour l'ensemble des autres pays.

Figure 4.5
Films mis en circulation au cours de l'année et films projetés dans les cinémas et les ciné-parcs, Québec, 2002-2006



Source : Régie du cinéma.

Par ailleurs, au-delà du nombre moyen de copies par titre de film, il est intéressant de souligner l'étonnante étendue de cette distribution où l'on compte pas moins de 104 films ayant une seule copie mise en circulation en 2006, tandis que 211 copies du film *Da Vinci Code* ont été diffusées la même année. De 2002 à 2006, les films comportant le plus grand nombre de copies sont des films états-uniens, soit *Harry Potter et la chambre des secrets* (223 copies), *Harry Potter et le prisonnier d'Azkaban* (216 copies), *La matrice rechargée* (215 copies) et *Da Vinci Code* (211 copies). Parmi les films québécois, ceux pour lesquels le plus grand nombre de copies ont été mises en circulation au cours de la

1. Donnée révisée

même période sont : *Maurice Richard* (171 copies), *Les Boys 4* (141 copies), *Les invasions barbares* (139 copies) et *Bon Cop Bad Cop* (137 copies).

Ces derniers éléments révèlent également que le nombre moyen de copies par film varie notablement selon l'origine des films. Ainsi, en 2006, en ce qui concerne les films états-uniens, 41,9 copies par film en moyenne ont été mises en circulation, tandis qu'il y a eu 24,2 copies par film québécois, 8,4 copies par film français, 7,5 copies par film provenant des autres provinces canadiennes et, enfin, 9,1 de copies par film d'une autre origine. Rappelons que le nombre moyen de copies par film, pour l'ensemble des films, était de 25,8 en 2006.

L'année 2006 marque donc un certain recul des productions québécoises, puisque en 2005, le nombre moyen de copies par film québécois était de 43,3. Il s'agissait de la première an-

née où ce paramètre était supérieur à celui des films états-uniens.

Cette répartition n'est évidemment pas stable dans le temps et la comparaison des taux de croissance annuelle moyens durant la période 2002-2006 révèle des mouvements importants dans l'offre de films sur le marché québécois. Le taux de croissance annuelle moyen du nombre moyen de copies par film états-unien est de 3,6 %, un taux sensiblement supérieur à celui de l'ensemble des films, qui est de - 0,2 %. Le recul des films québécois en 2006 se confirme aussi en ce qui concerne le nombre moyen de copies par film, puisque leur taux de croissance est négatif, soit - 4,3 %. Les films canadiens présentent un taux de - 0,6 %, celui des films français est de - 6,9 % et celui des films d'une autre origine est de - 4,1 %.

LA RÉPARTITION DES COPIES DE FILMS SELON LES PAYS

De 2002 à 2006, 50 871 copies de films ont été mises en circulation au Québec. En 2006 seulement, ce nombre s'élevait à 11 006, tandis qu'il était de 9 279 en 2002, ce qui équivaut à un taux de croissance annuelle moyen de 4,4 %. Ce taux, supérieur à celui du nombre moyen de copies par film (- 0,2 %), s'explique par la croissance simultanée du nombre de nouveautés mises en circulation au cours de cette période (4,5 %).

Les films états-uniens constituent la plus grande part des copies de films mises en circulation au cours de l'année, soit 77,3 % en 2006. Il s'agit d'un gain de 5,5 points de pourcentage par rapport à 2005. Depuis 5 ans, cette part est de 76,0 % en moyenne et le taux de croissance annuelle moyen du nombre de copies de films états-uniens, soit 4,4 %, est égal à celui de l'ensemble des pays.

En 2006, le nombre de copies de films québécois a chuté de 33,4 % et a ramené le taux de croissance annuelle moyen à 5,6 %. La part des productions québécoises dans le nombre total de copies est à l'avant; elle a perdu 4,8 points de pourcentage, passant de 12,9 % à 8,1 %. Ce sont les copies de films provenant des autres provinces canadiennes qui obtiennent la plus faible part, soit 1,5 % en 2006. Il s'agit d'une baisse par rapport à 2002, alors que cette part était de 1,7 %. Toutefois, le faible nombre de copies d'origine canadienne (sans le Québec) mises en circulation annuellement ne permet pas de dégager de conclusion quant à une éventuelle tendance.

Tableau 4.5

Nombre moyen de copies par film destinées aux cinémas et ciné-parcs, selon le pays d'origine, Québec, 2002-2006

Pays	2002	2003	2004	2005	2006
n					
États-Unis	36,3	42,6	42,7	38,6	41,9
France	11,1	10,8	9,4	10,6	8,4
Québec	28,8	24,7	29,6	43,3	24,2
Canada ¹	7,7	6,2	9,2	7,9	7,5
Autres	10,7	7,6	12,9	7,0	9,1
Tous les pays	26,0	27,8	28,4	24,9	25,8

1. À l'exception du Québec.

Source : Régie du cinéma.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 4.6

Nombre de copies de films distribuées aux cinémas et ciné-parcs, selon le pays d'origine des films et la langue¹, Québec, 2002-2006

Pays	2002		2003		2004		2005		2006	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
États-Unis	7 154	77,1	7 929	81,0	7 601	73,0	7 453	71,8	8 508	77,3
Langue française	4 930	68,9	5 605	70,7	5 319	70,0	5 318	71,4	6 036	70,9
Autres langues	2 224	31,1	2 324	29,3	2 282	30,0	2 135	28,6	2 472	29,1
France	556	6,0	549	5,6	462	4,4	624	6,0	586	5,3
Langue française	513	92,3	522	95,1	432	93,5	557	89,3	567	96,8
Autres langues	43	7,7	27	4,9	30	6,5	67	10,7	19	3,2
Québec	721	7,8	691	7,1	1 182	11,3	1 343	12,9	895	8,1
Langue française	703	97,5	649	93,9	1 166	98,6	1 327	98,8	741	82,8
Autres langues	18	2,5	42	6,1	16	1,4	16	1,2	154	17,2
Canada ²	162	1,7	161	1,6	304	2,9	212	2,0	166	1,5
Langue française	94	58,0	112	69,6	218	71,7	146	68,9	100	60,2
Autres langues	68	42,0	49	30,4	86	28,3	66	31,1	66	39,8
Autres	686	7,4	461	4,7	867	8,3	747	7,2	851	7,7
Langue française	428	62,4	275	59,7	579	66,8	413	55,3	541	63,6
Autres langues	258	37,6	186	40,3	288	33,2	334	44,7	310	36,4
Total	9 279	100,0	9 791	100,0	10 416	100,0	10 379	100,0	11 006	100,0
Langue française	6 668	71,9	7 163	73,2	7 714	74,1	7 761	74,8	7 985	72,6
Autres langues	2 611	28,1	2 628	26,8	2 702	25,9	2 618	25,2	3 021	27,4

1. La catégorie « Autres langues » comprend les films en anglais, les films dans une autre langue que le français ou l'anglais et les films sous-titrés.

2. À l'exception du Québec.

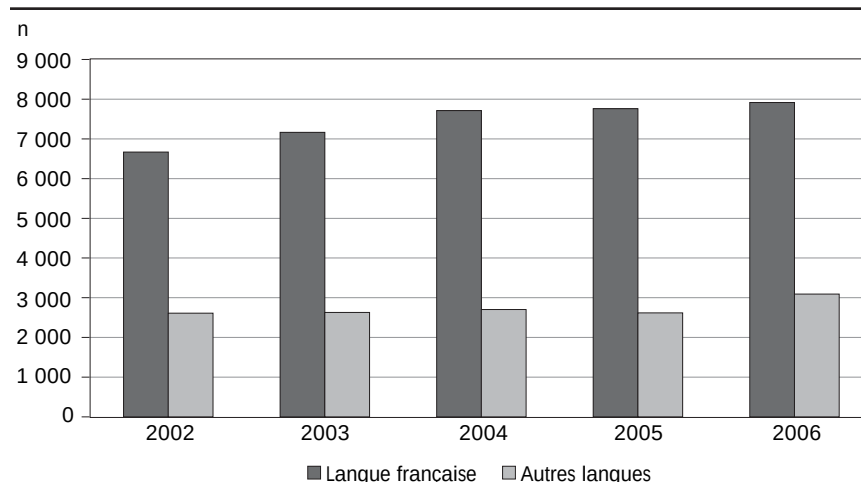
Source : Régie du cinéma.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Le nombre de copies de films d'origine française mises en circulation au Québec a diminué en 2006 en atteignant un total de 586 copies. Ce nombre s'élevait à 624 copies en 2005. Leur part dans l'ensemble est donc revenue au niveau de 2003, soit 5,3 %. La part des copies de toute autre origine a légèrement grimpé en 2006, passant de 7,2 % en 2004 à 7,7 %. Le taux de croissance de ces copies demeure tout de même supérieur à celui de l'ensemble des films en atteignant 5,5 % durant la période 2002-2006.

Figure 4.6

Nombre de copies de films destinées aux cinémas et ciné-parcs selon la langue, Québec, 2002-2006



Source : Régie du cinéma.

Par ailleurs, le nombre de copies de films en français mises en circulation au cours de l'année a augmenté en moyenne de 4,6 % par année, de 2002 à 2006, tandis que le nombre de copies de films dans une autre langue a crû de 3,7 % par année au cours de la même période. De 2002 à 2006, l'écart s'est élargi régulièrement entre le nombre de copies en français et le nombre de copies dans une autre langue, 5,2 % en moyenne annuellement. Par exemple, en 2002 on comptait 6 668 copies en français et 2 611 copies dans une autre langue – un écart de 4 057 copies – tandis qu'en 2006, on en comptait respectivement 7 985 et 3 021, soit un écart de 4 964 copies. En points de pourcentage, l'écart passe de 43,7 points en 2002 à 45,1 points en 2006.

Toutefois, il faut noter l'effet important du film à succès *Bon Cop Bad Cop* sur la répartition des copies de films selon la langue, puisque que celui-ci a été considéré comme un film d'une « autre langue » par la Régie du cinéma.

LA RÉPARTITION DES COPIES DE FILMS SELON LA CATÉGORIE DE DISTRIBUTEURS

Comme nous l'avons expliqué au début du présent chapitre, la Loi sur le cinéma encadre la distribution des films au Québec. Comme on pouvait s'y attendre, la répartition des copies de films selon la catégorie reflète cet encadrement. Ainsi, les détenteurs de permis spécial ont distribué en moyenne 60,0 % des copies de films au cours des 5 dernières années. En 2006 cependant, cette proportion était de 62,2 %, tandis qu'elle était de 57,4 % en 2002. La répartition

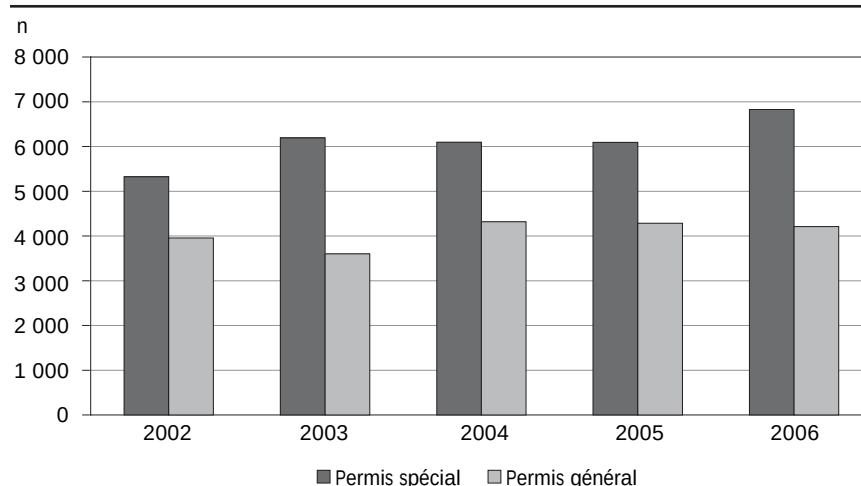
des copies de films entre les deux catégories de distributeurs varie donc très peu d'une année à l'autre.

Naturellement, les copies de films états-uniens sont distribuées pour la plupart par les titulaires de permis spécial, soit 75,9 % en 2006 et une moyenne de 73,7 % au cours de la période 2002-2006. Il semble que l'année 2003 marque le début de nouvelles façons de faire de la part des distributeurs titulaires de permis spécial, puisque leur part dans la distribution de films états-uniens a augmenté de près de 9 points de pourcentage au cours de cette année et que cette hausse s'est maintenue depuis. Les copies de films français, québécois et canadiens ont été distribuées le plus souvent par les titulaires de permis général. Les films d'autres pays distribués par des titulaires de permis spécial sont des films provenant de pays anglo-saxons et dont les droits de distribution ont été acquis par ces distributeurs.

Ce sont les films provenant d'une autre origine qui affichent les plus grandes variations dans la répartition du nombre de copies selon la catégorie de permis. Par exemple, en 2002, 45,9 % des copies de ces films étaient mises en circulation par les titulaires de permis général, tandis qu'en 2005, cette part grimpait à 61,6 %; elle a été de 52,7 % en 2003, 47,3 % en 2004 et 54,4 % en 2006. Dans cette catégorie, qui regroupe un petit nombre de copies de films provenant de nombreux pays, il est normal que la répartition selon la catégorie de permis de distributeur varie beaucoup. De manière générale, à tout le moins de 2002 à 2006, les films provenant des pays anglo-saxons (Australie, Grande-Bretagne, Nouvelle-Zélande et Irlande) et du Japon sont distribués par les titulaires de permis spécial, tandis que ceux qui proviennent d'autres pays sont mis en circulation par les titulaires de permis général.

Figure 4.7

Nombre de copies de films destinées aux cinémas et ciné-parcs, selon la catégorie de distributeurs, Québec, 2002-2006



Source : Régie du cinéma.

Tableau 4.7

Nombre de copies de films distribuées aux cinémas et ciné-parcs, selon le pays d'origine des films et la catégorie de distributeur¹, Québec, 2002-2006

Pays	2002		2003		2004		2005		2006	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
États-Unis	7 154	77,1	7 929	81,0	7 601	73,0	7 453	71,8	8 508	77,3
Permis spécial	4 835	67,6	5 973	75,3	5 583	73,5	5 679	76,2	6 454	75,9
Permis général	2 319	32,4	1 956	24,7	2 018	26,5	1 774	23,8	2 054	24,1
France	556	6,0	549	5,6	462	4,4	624	6,0	586	5,3
Permis spécial	118	21,2	—	—	57	12,3	89	14,3	—	—
Permis général	438	78,8	549	100,0	405	87,7	535	85,7	586	100,0
Québec	721	7,8	691	7,1	1 182	11,3	1 343	12,9	895	8,1
Permis spécial	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Permis général	721	100,0	691	100,0	1 182	100,0	1 343	100,0	895	100,0
Canada ²	162	1,7	161	1,6	304	2,9	212	2,0	166	1,5
Permis spécial	—	—	—	—	—	—	38	17,9	—	—
Permis général	162	100,0	161	100,0	304	100,0	174	82,1	166	100,0
Autres	686	7,4	461	4,7	867	8,3	747	7,2	851	7,7
Permis spécial	371	54,1	218	47,3	457	52,7	287	38,4	388	45,6
Permis général	315	45,9	243	52,7	410	47,3	460	61,6	463	54,4
Total	9 279	100,0	9 791	100,0	10 416	100,0	10 379	100,0	11 006	100,0
Permis spécial	5 324	57,4	6 191	63,2	6 097	58,5	6 093	58,7	6 842	62,2
Permis général	3 955	42,6	3 600	36,8	4 319	41,5	4 286	41,3	4 164	37,8

1. Seule une entreprise québécoise peut être titulaire d'un permis général de distributeur.

2. À l'exception du Québec.

Source : Régie du cinéma.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.



Comme tout le monde
Pierre-Paul Renders

Tableau 4.8

Nombre de films présentés dans les salles de cinéma et les ciné-parcs, selon le pays d'origine des films, Québec, 2002-2006

Pays	2002	2003	2004	2005	2006
	n				
États-Unis	402	377	409	353	343
France	98	101	89	88	96
Québec	40	42	61	47	43
Canada ¹	33	39	41	41	33
Autres	127	118	130	153	134
Total	700	677	730	682	649

1. À l'exception du Québec

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec

Tableau 4.9

Nombre de nouveautés présentées dans les salles de cinéma et les ciné-parcs, selon le pays d'origine des films, Québec, 2002-2006

Pays	2002	2003	2004	2005	2006
	n				
États-Unis	197	186	178	193	203
France	50	51	49	59	70
Québec	25	28	40	31	37
Canada ¹	21	26	33	27	22
Autres	64	61	67	106	94
Total	357	352	367	416	426

1. À l'exception du Québec

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec



Rechercher Victor Pellerin

· Sophie Deraspe

· Photo : Roger Proulx

CHAPITRE 5

L'INFRASTRUCTURE D'EXPLOITATION

Benoit Allaire

L'évolution de l'infrastructure cinématographique au Québec en 2006 se caractérise par la fin de la période de stagnation des années 2001 à 2005, grâce à l'augmentation du nombre de cinémas et d'écrans. Ce développement est d'autant plus remarquable qu'il se produit dans le contexte d'une baisse généralisée de l'assistance aux films.

LES PERMIS D'EXPLOITATION

En vertu de la Loi sur le cinéma en vigueur au Québec, la Régie du cinéma a pour mandat de délivrer les

permis d'exploitation des lieux publics de présentation de films. Il existe trois catégories de permis : salle de cinéma, ciné-parc et lieu polyvalent. Par exemple, un musée qui diffuse un film lors d'une exposition est considéré comme un lieu polyvalent selon la Régie du cinéma et il lui faut obtenir un permis d'exploitation. Quelle que soit la catégorie du lieu de présentation, un permis est nécessaire pour chaque écran.

Au 31 décembre 2006, la Régie du cinéma a délivré 1 030 permis à 300 établissements pour l'année en cours,

soit une moyenne de 3,4 permis par établissement. Par rapport à la même date en 2005, le nombre de cinémas a augmenté de 2,3 %, passant de 129 à 132, ce qui explique en partie la hausse de 4,2 % du nombre d'établissements, passé de 288 à 300. En 2006, on observe une troisième année consécutive où l'on compte plus de lieux polyvalents que de cinémas. Le nombre de permis délivrés aux lieux polyvalents a même augmenté de 9,5 %, passant de 148 en 2005 à 162 en 2006. Le nombre de permis délivrés aux cinémas a suivi la même tendance, passant de 819 à 839, soit



Young Triffie
Mary Walsh

une hausse de 2,4 %. Quant aux ciné-parcs, le nombre d'établissements est passé de 17 à 15 après 4 années de stabilité. Le nombre de permis délivrés aux ciné-parcs a également diminué, passant de 34 à 29. Depuis 2002,

le nombre de permis par cinéma a augmenté : il était de 6,4 en moyenne en 2006 comparativement à 5,9 en 2002. Durant la même période, chaque année, on compte environ 2 permis par ciné-parc et 1 permis par

lieu polyvalent. De 2002 à 2006, le nombre d'établissements a augmenté de 2,9 % en moyenne chaque année. Cette croissance est attribuable aux hausses annuelles moyennes de 6,3 % du nombre de lieux polyvalents. De leur côté, les cinémas et les ciné-parcs ont connu des baisses annuelles moyennes respectives de 0,2 % et 3,1 %. Pendant ce temps, le nombre de permis a augmenté en moyenne de 2,0 % par année. Cette augmentation s'explique par les hausses annuelles moyennes de 1,5 % du nombre des permis délivrés aux cinémas et de 7,1 % concernant les lieux polyvalents. Pour leur part, les ciné-parcs enregistrent une baisse annuelle moyenne de 5,9 % du nombre de permis.

Tableau 5.1

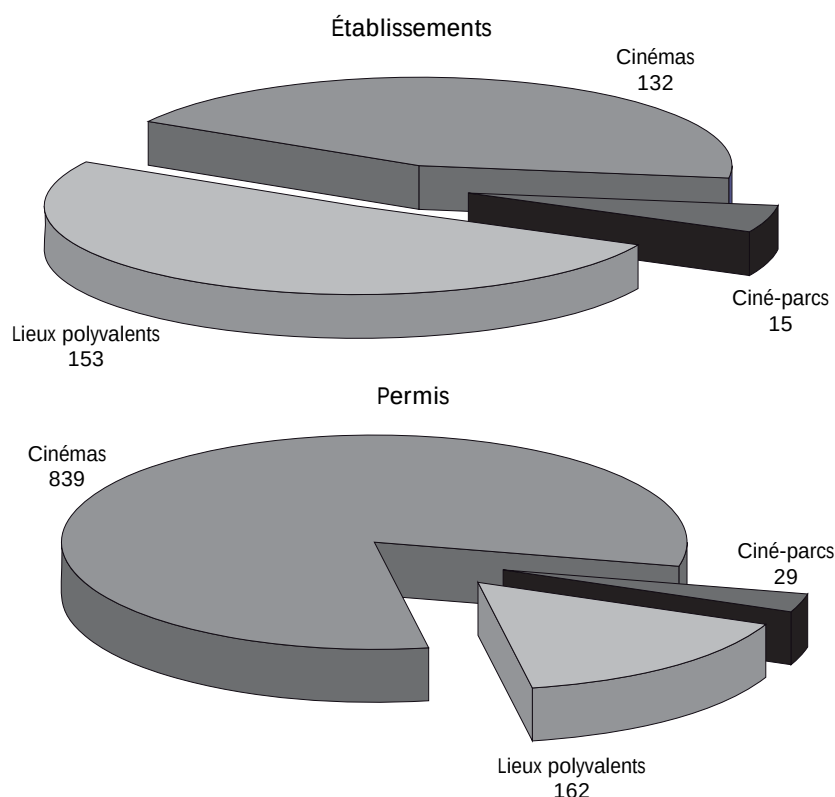
Nombre d'établissements et de permis selon la catégorie d'établissement, Québec, 2002-2006, au 31 décembre

	2002	2003	2004	2005	2006
	n				
Établissements	270	290	296	288	300
Cinémas	133	138	135	129	132
Ciné-parcs	17	17	17	17	15
Lieux polyvalents	120	135	144	142	153
Permis	951	994	1 006	1 001	1 030
Cinémas	791	818	818	819	839
Ciné-parcs	37	37	37	34	29
Lieux polyvalents	123	139	151	148	162

Source : Régie du cinéma.

Figure 5.1

Nombre d'établissements et de permis selon la catégorie d'établissement, Québec, 31 décembre 2006



Source : Régie du cinéma.

Note : La suite du présent chapitre ne retiendra plus les lieux d'exploitation polyvalents, puisque leur activité principale n'est pas la présentation de films en public. À moins d'avis contraire, seuls les cinémas et les ciné-parcs seront donc pris en compte.

LES PROPRIÉTAIRES D'ÉTABLISSEMENTS

L'acquisition des cinémas Famous Players par Cinéplex, en 2005, a radicalement modifié le portrait de la propriété des établissements cinématographiques, au point qu'il n'était plus possible de procéder à une simple mise à jour de nos données concernant les propriétaires de cinémas et de ciné-parcs. Tout comme dans l'édition 2006 de *Statistiques sur l'industrie du film et de la production télévisuelle indépendante*, au lieu de regrouper les établissements selon leur propriétaire, nous l'avons fait selon leur appartenance ou leur participation à un réseau. Ces regroupements ont l'avantage de mieux décrire la réalité des cinémas indépendants tout en montrant l'importance de la

chaîne Cinéplex au Québec. Évidemment, les comparaisons avec les données des années antérieures sont impossibles.

En 2006, les cinémas et les ciné-parcs indépendants comptaient 99 établissements, soit 67,3 % de tous les établissements cinématographiques. Toutefois, leur part du nombre d'écrans ne s'élève qu'à 43,4 % et celle du nombre de fauteuils de cinéma se situe à 34,7 %, une part un peu moins importante que celle de Cinéplex, qui est de 36,2 %.

Les cinémas indépendants sont surtout des établissements ayant un nombre d'écrans restreint et des salles de petite taille. Ainsi, on y compte seulement 161 fauteuils par écran en moyenne, tandis que les cinémas Cinéplex et Guzzo en ont respectivement 229 et 228. Le réseau Ciné Entreprises en dénombre 208 et on en compte 161 pour les cinémas RGFM.

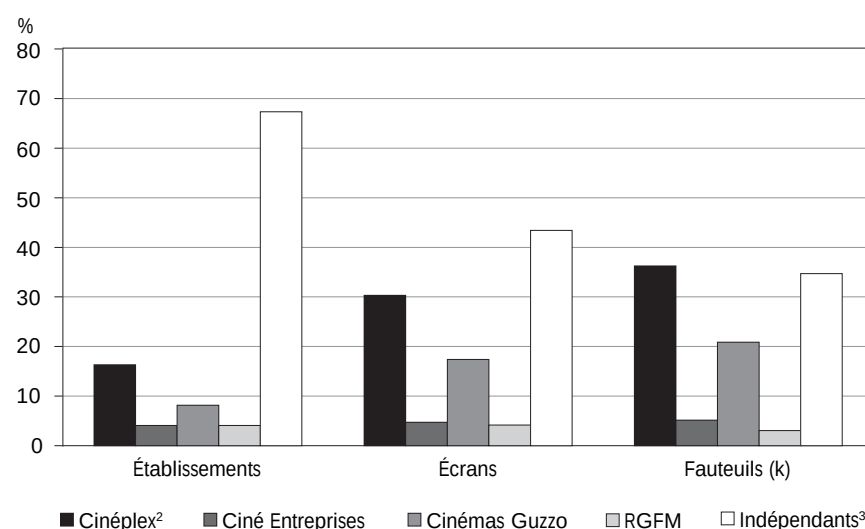
De plus, la répartition du nombre d'écrans par établissement révèle deux classes d'établissements selon les réseaux. Les cinémas Cinéplex et Guzzo présentent un portrait simi-

laire, ayant respectivement 11 et 12 écrans par cinéma, tandis que les cinémas indépendants ont en moyenne 4 écrans. Les cinémas RGFM et Ciné Entreprises présentent une structure semblable avec respectivement 8 et 7 écrans par cinéma.

Comparativement à 2005, Cinéplex a perdu 21 écrans en 2006 et Guzzo en a gagné 16. Les cinémas indépendants ont ajouté 26 écrans, Ciné-Entreprise en a gagné 6 tandis que le réseau RGFM en compte 7 de moins.

Figure 5.2

Répartition des établissements, des écrans et des fauteuils¹ des cinémas et ciné-parcs selon le réseau, Québec, 2006



1. Les fauteuils ne se rapportent qu'aux cinémas.

2. Comprend les établissements appartenant à Cinéplex et Fortune.

3. Comprend un établissement appartenant à la chaîne AMC.

Source : Régie du cinéma.

Tableau 5.2

Répartition des établissements, des écrans et des fauteuils selon le réseau de cinémas¹, Québec, 2006

	Cinéplex ²		Ciné Entreprises		Cinéma Guzzo		RGFM		Indépendants ³		Total	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Cinémas et ciné-parcs												
Établissements	24	16,3	6	4,1	12	8,2	6	4,1	99	67,3	147	100,0
Écrans	263	30,3	41	4,7	151	17,4	36	4,1	377	43,4	868	100,0
Cinémas												
Établissements	23	17,4	6	4,5	12	9,1	4	3,0	87	65,9	132	100,0
Écrans	261	31,1	41	4,9	151	18,0	31	3,7	355	42,3	839	100,0
Fauteuils (k)	59,8	36,2	8,5	5,2	34,4	20,9	5,0	3,0	57,3	34,7	164,9	100,0
Ciné-parcs												
Établissements	1	6,7	—	—	—	—	2	13,3	12	80,0	15	100,0
Écrans	2	6,9	—	—	—	—	5	17,2	22	75,9	29	100,0

1. Établissements ayant un permis valide au 31 décembre 2006.

2. Comprend les établissements appartenant à Cinéplex et Fortune.

3. Comprend un établissement appartenant à la chaîne AMC.

Source : Régie du cinéma.

Tableau 5.3

Répartition des établissements selon le nombre d'écrans¹ en activité,
Québec, au 31 janvier 2007

Nombre d'écrans	Cinémas	Ciné-parcs	Cinémas et ciné-parcs	
	n		n	%
1	24	4	28	20,3
2	11	9	20	14,5
3	13	1	14	10,1
4	8	—	8	5,8
5	6	1	7	5,1
6	8	—	8	5,8
7	8	—	8	5,8
8	11	—	11	8,0
9	4	—	4	2,9
10	5	—	5	3,6
11	1	—	1	0,7
12	4	—	4	2,9
13	1	—	1	0,7
14	5	—	5	3,6
16	7	—	7	5,1
17	2	—	2	1,4
18	4	—	4	2,9
22	1	—	1	0,7
Total	123	15	138	100,0

1. Le nombre d'écrans en activité peut être moindre que le nombre de permis en vigueur et, par conséquent, le nombre d'établissements aussi.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

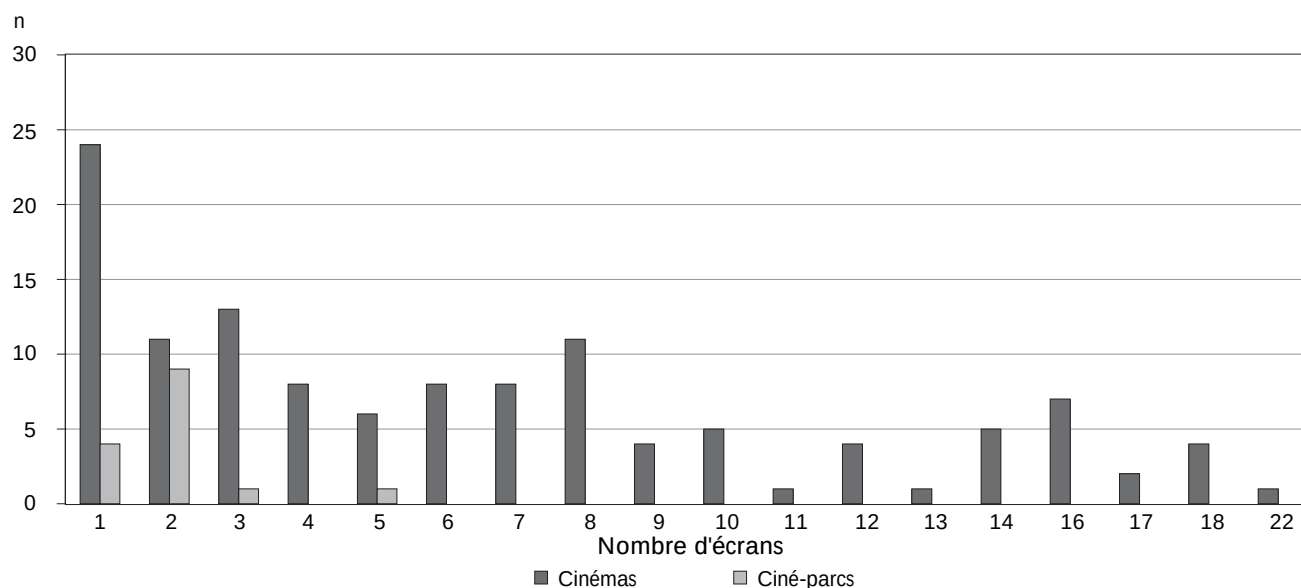
LES COMPLEXES MULTISALLES

Si l'on ne considère que les établissements en activité au 31 janvier 2007, quelques changements sont survenus par rapport aux établissements en activité au 23 janvier 2006. En effet, le nombre de cinémas comptant moins de 8 écrans est passé de 75 à 78. Quant aux cinémas ayant 8 écrans et plus, leur nombre est passé de 44 à 45. En fait, la situation de janvier 2007 est sensiblement la même qu'en janvier 2006 en ce qui concerne le nombre d'établissements en activité.

Les cinémas de 8 écrans et plus regroupent 68,9 % de tous les écrans de cinéma en activité en janvier 2007, tandis que cette proportion était de 68,6 % l'année précédente. Pour ce qui est des cinémas comprenant 3 écrans et moins, ils représentent 39,0 % de tous les cinémas en activité au 31 janvier 2006, par rapport à 38,7 % en janvier 2006, tandis que la part des établissements de 16 écrans et plus est passée de 10,1 % à 11,4 %.

Figure 5.3

Cinémas et ciné-parcs selon le nombre d'écrans en activité, Québec, 31 janvier 2007



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

LES CINÉMAS ET LES CINÉ-PARCS

Contrairement au nombre de permis dont les données sont compilées au 31 décembre de chaque année, le nombre moyen d'établissements en activité (moyenne des 12 mois de l'année) révèle un portrait plus juste du développement réel de l'infrastructure cinématographique. Ainsi, on remarque une hausse du nombre moyen de cinémas et de ciné-parcs, qui passe de 123 établissements en 2005 à 127 en 2006. Cela s'explique par l'augmentation du nombre de cinémas (de 110 à 115) et la baisse du nombre de ciné-parcs (de 13 à 12). Quant au nombre moyen d'écrans pour l'ensemble des établissements, il a connu une hausse importante de 31 écrans, soit 777 en 2005 et 808 en 2006. Le nombre d'écrans des ciné-parcs a toutefois diminué de 28 à 25.

En ce qui concerne les cinémas, le nombre moyen d'écrans est passé de 749 à 783 entre 2005 et 2006, soit

une augmentation de 4,5 % et un taux de croissance annuel moyen pour la période 2002-2006 de 1,3 %. Il s'agit donc d'une brusque augmentation dans le contexte de stabilité de

l'infrastructure qui a prévalu depuis le début des années 2000. En effet, on peut distinguer quatre périodes bien distinctes quant à la croissance du nombre d'écrans au Québec.

Tableau 5.4

Nombre annuel moyen¹ d'établissements, d'écrans et de fauteuils, Québec, 2002-2006

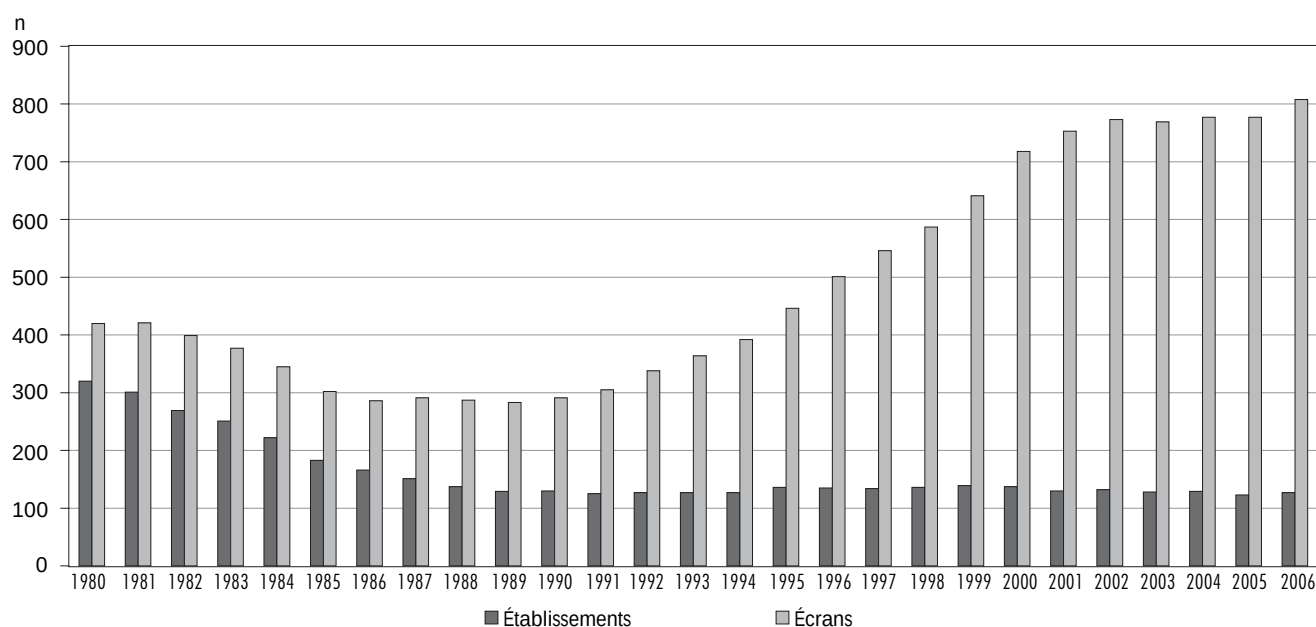
	2002	2003	2004	2005	2006
	n				
Cinémas et ciné-parcs					
Établissements	132	128	129	123	127
Écrans	773	769	777	777	808
Écrans par établissement	5,9	6,0	6,0	6,3	6,4
Cinémas					
Établissements	118	115	115	110	115
Écrans	743	742	746	749	783
Écrans par établissement	6,3	6,5	6,5	6,8	6,8
Fauteuils (k)	152,3	151,5	151,2	150,8	158,2
Fauteuils par écran	205	204	203	201	202
Ciné-parcs					
Établissements	14	13	14	13	12
Écrans	30	27	31	28	25
Écrans par établissement	2,1	2,1	2,2	2,2	2,1

1. Moyenne des données compilées mensuellement au cours de l'année.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 5.4

Nombre annuel moyen d'établissements et d'écrans en activité, Québec, 1980-2006



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 5.5

Nombre total de salles de cinéma et de fauteuils, Québec, 1985-2006

	Salles de cinéma n	Fauteuils k	Fauteuils par salle n
1985	248	106,5	429
1986	229	95,3	416
1987	243	92,6	381
1988	246	89,9	365
1989	247	83,8	339
1990	250	81,8	327
1991	267	83,4	312
1992	301	88,1	293
1993	323	88,9	275
1994	349	91,1	261
1995	403	99,3	246
1996	463	107,1	231
1997	509	109,9	216
1998	547	115,0	210
1999	602	124,0	206
2000	683	139,3	204
2001	722	146,9	204
2002	743	152,3	205
2003	742	151,5	204
2004	746	151,2	203
2005	749	150,8	201
2006	783	158,2	202

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

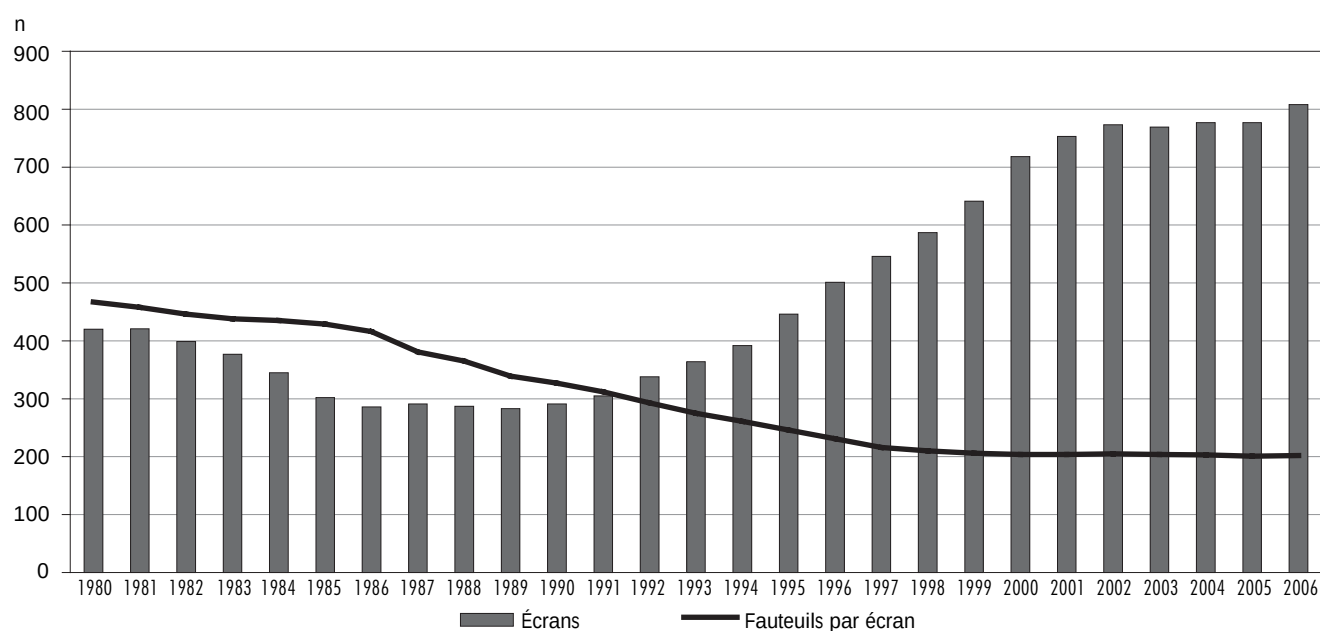
Tout d'abord une première période caractérisée par un déclin prononcé de 1980 à 1986, alors que le taux de croissance annuel moyen (TCAM) était de - 6,2 %. Ensuite, on observe une seconde période relativement stable qui s'étend de 1986 à 1990 (TCAM = 0,4 %), qui est elle-même suivie d'une longue période de forte croissance débutant en 1990 et se terminant en 2002 (TCAM = 8,5 %).

LE NOMBRE MOYEN D'ÉCRANS PAR CINÉMA ET LE NOMBRE DE FAUTEUILS PAR SALLE

Comme le nombre de cinémas a varié au même rythme que celui des écrans (hausse de 4,5 %), le nombre moyen d'écrans par cinéma est resté inchangé en 2006, soit 6,8. Comparativement à 2002, où l'on comptait 6,3 écrans en moyenne par cinéma, il s'agit d'une hausse de 8,1 %. Le taux de croissance annuel moyen du nombre d'écrans par cinéma pendant

Figure 5.5

Nombre annuel moyen d'écrans de cinéma et de fauteuils par écran, Québec, 1980-2006



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

la période 2002-2006 est de 2,0 %. Le nombre moyen d'écrans par ciné-parc a diminué en 2006, passant de 2,2 à 2,1.

Bien que la tendance ait été lourde quant à la réduction de la taille des salles de cinéma durant les années 1980 et 1990, le nombre de fauteuils par écran est maintenant stabilisé. En effet, de 1980 à 1998, le nombre de fauteuils par écran diminuait en moyenne de 4,3 % par année. Pendant la période 1998-2006, il a fléchi d'à peine 0,5 % annuellement. En 2006, le nombre de fauteuils par écran était de 202, comparativement à 201 en 2005.

LE TAUX D'OCCUPATION SELON LE NOMBRE D'ÉCRANS

Si le nombre d'écrans influence en partie le taux d'occupation des cinémas, les cinémas ayant un grand nombre d'écrans présentent en effet un taux d'occupation supérieur à celui des petits cinémas depuis le début de cette série statistique (2001); toutes les catégories de cinémas ont connu une diminution de leur taux d'occupation en 2006, à l'exception des cinémas comptant de 4 à 6 écrans.

Les cinémas ayant le plus faible taux d'occupation sont ceux qui n'ont qu'un seul écran, soit 9,3 % en 2006, tandis que ceux pour lequel ce taux est le plus élevé sont les cinémas de 10 écrans ou plus (12,0 %). Concernant l'ensemble des cinémas, le taux est de 11,8 % en 2006, tandis qu'il était de 13,3 % en 2005, soit une baisse de près de 1,4 point de pourcentage. Les cinémas de 2 ou 3 écrans, qui ont toujours eu un taux d'occupation supérieur aux autres de 2001 à 2005, ont connu une baisse notable de ce taux en 2006, soit 4,4 points de pourcentage, passant de 14,9 % à 10,5 %.

Tableau 5.6

Taux d'occupation des cinémas selon le nombre d'écrans, Québec, 2002-2006

Nombre d'écrans	2002				
	%				
1 seul écran	10,9	11,0	9,9	9,9	9,3
2-3 écrans	16,4	15,7	15,4	14,9	10,5
4-6 écrans	13,6	12,0	11,4	11,3	11,2
7-9 écrans	15,4	14,5	13,6	13,4	11,9
10 écrans et plus	15,6	15,5	14,6 ^r	13,5	12,0
Tous les cinémas	15,3	14,8	14,0	13,3	11,8

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Au cours de la période 2002-2006, ce sont les cinémas n'ayant qu'un seul écran qui ont connu la plus faible baisse de leur taux d'occupation, en ne perdant que 1,6 point de pourcentage, tandis que le taux d'occupation des cinémas comprenant de 2 à 3 écrans a diminué de 6,0 points de pourcentage, la plus grande part de cette baisse s'étant réalisée en 2006. De façon générale, le taux d'occupation des grands cinémas, ceux de

7 écrans ou plus, est plus élevé que celui des petits cinémas. En moyenne, de 2002 à 2006, les taux d'occupation des cinémas de 7 à 9 écrans et celui des cinémas de 10 écrans ou plus ont été respectivement de 13,8 % et 14,1 %. Exception à la règle, les cinémas comptant 2 ou 3 écrans ont un taux d'occupation moyen de 14,6 %, tandis que celui de l'ensemble des cinémas est de 13,8 % pour la même période.



Nos voisins Dhantsu
Alain Chicoine

Tableau 5.7

Nombre d'établissements et d'écrans, par région administrative, Québec, 2002-2006

Région administrative	2002	2003	2004	2005	2006
n					
Bas-Saint-Laurent					
Établissements en activité	8	8	9	8	8
Écrans	19	20	22	23	22
Saguenay-Lac-Saint-Jean					
Établissements en activité	7	7	7	7	7
Écrans	22	22	22	22	22
Capitale-Nationale					
Établissements en activité	8	8	8	8	8
Écrans	75	76	77	77	77
Mauricie					
Établissements en activité	6	6	6	6	6
Écrans	30	30	30	30	30
Estrie					
Établissements en activité	5	5	5	5	5
Écrans	25	26	30	31	32
Montréal					
Établissements en activité	25	24	24	23	23
Écrans	206	209	209	205	213
Outaouais					
Établissements en activité	6	6	6	6	7
Écrans	33	33	33	33	35
Abitibi-Témiscamingue					
Établissements en activité	7	7	6	6	6
Écrans	15	15	16	16	16
Côte-Nord					
Établissements en activité	3	3	3	3	3
Écrans	7	8	8	8	8
Nord-du-Québec					
Établissements en activité	2	2	2	2	2
Écrans	2	2	2	2	2
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine					
Établissements en activité	6	6	7	5	6
Écrans	8	7	8	5	7
Chaudière-Appalaches					
Établissements en activité	9	8	8	8	8
Écrans	33	34	34	34	34
Laval					
Établissements en activité	5	5	4	3	3
Écrans	57	51	45	42	42
Lanaudière					
Établissements en activité	5	5	5	5	5
Écrans	39	42	43	43	43
Laurentides					
Établissements en activité	9	9	9	10	10
Écrans	50	50	51	57	66
Montréal					
Établissements en activité	19	18	19	18	17
Écrans	139	131	129	130	133
Centre-du-Québec					
Établissements en activité	3	3	4	4	5
Écrans	14	16	21	22	27

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

LES ÉTABLISSEMENTS ET LES ÉCRANS EN RÉGION

Quelques régions ont connu des modifications quant au nombre moyen de cinémas ou d'écrans en activité en 2006. La région de Montréal compte encore 23 établissements en 2006, mais 8 écrans se sont ajoutés, soit un total de 213. La région des Laurentides a gagné 9 écrans et compte toujours 10 établissements, tandis que la région Centre-du-Québec compte 1 établissement et 5 écrans de plus. En Montérégie, il y a 1 établissement de moins, mais 3 écrans de plus. Pour sa part, la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine compte 1 établissement et 2 écrans de plus, tout comme l'Outaouais. Enfin, la région du Bas-Saint-Laurent comprend 1 écran de moins et l'Estrie en compte 1 de plus. La situation demeure inchangée dans les autres régions.

L'évolution, selon les régions, du nombre d'écrans en activité par 100 000 habitants, entre 2001 et 2006, montre que le développement des infrastructures a été relativement plus important dans certaines régions périphériques que dans les grands centres. Ce mouvement a ralenti en 2006 puisque, compte tenu de leur population, ces régions ont connu des hausses moins fortes. Ainsi, les augmentations du nombre d'écrans les plus sensibles pour la période 2002-2006 sont celles des régions du Centre-du-Québec



The 4th Life
François Miron

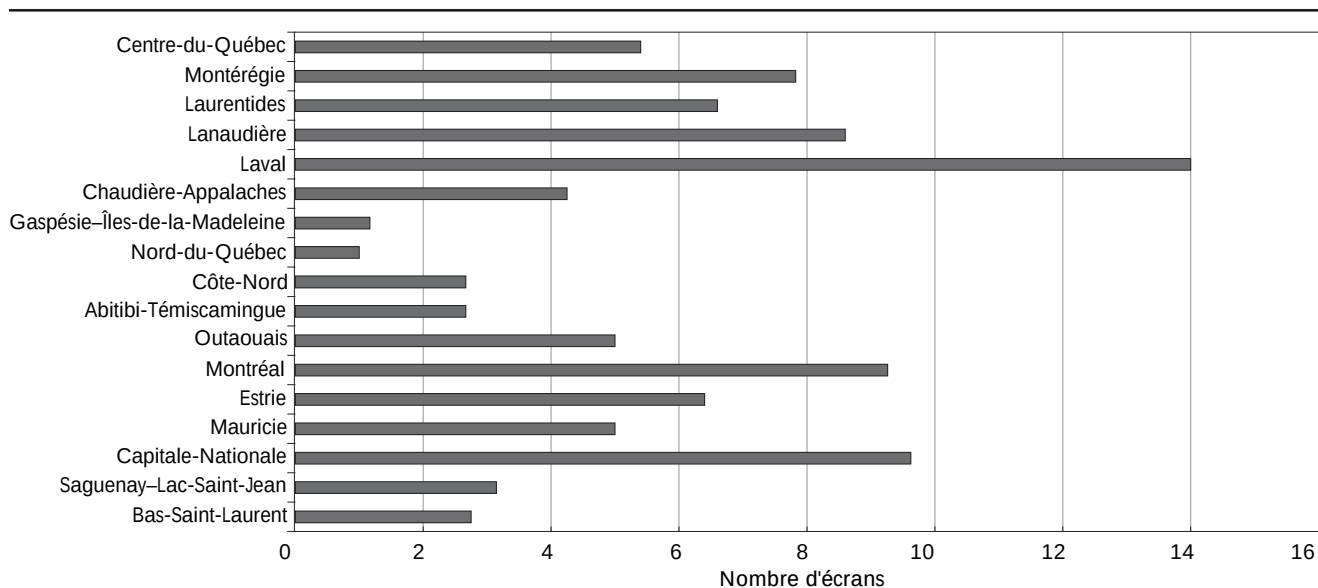
(5,5 écrans de plus par 100 000 habitants), des Laurentides (2,4 écrans) et de la Côte-Nord (1,3 écrans). À l'inverse, la région de Laval poursuit sa descente, affichant une diminu-

tion 4,7 écrans par 100 00 personnes par rapport à 2002, alors qu'elle était la région où le nombre d'écrans par rapport à sa population était le plus élevé. En 2006, elle occupe le

6^e rang. Dans l'ensemble du Québec et durant la même période, le nombre moyen d'écrans en activité par 100 000 habitants est passé de 10,4 à 10,6.

Figure 5.6

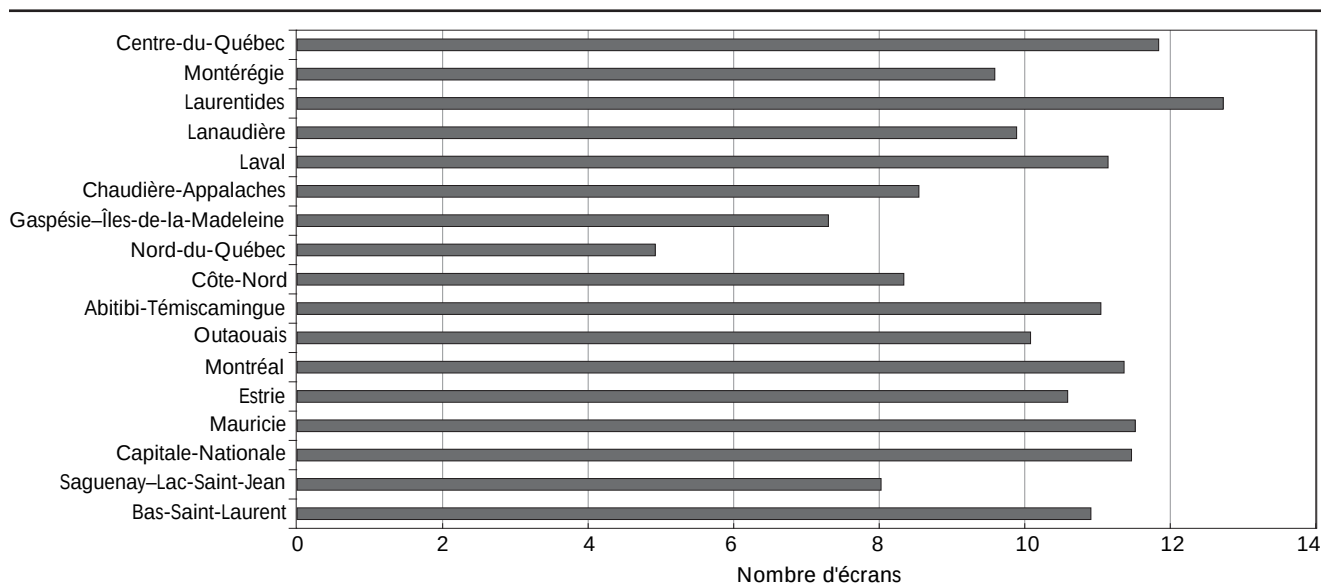
Nombre moyen d'écrans en activité par établissement, par région administrative, Québec, 2006



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 5.7

Nombre moyen d'écrans de cinémas et de ciné-parcs en activité par 100 000 habitants selon la région administrative, 2006



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 5.8

Nombre d'établissements et d'écrans par 100 000 habitants selon la région administrative, Québec, 2002-2006

Région administrative	2002	2003	2004	2005	2006
	n				
Bas-Saint-Laurent					
Établissements en activité	4,0	4,0	4,5	4,0	4,0
Écrans	9,4	9,9	10,9	11,4	10,9
Saguenay-Lac-Saint-Jean					
Établissements en activité	2,5	2,5	2,5	2,5	2,6
Écrans	7,8	7,9	7,9	8,0	8,0
Capitale-Nationale					
Établissements en activité	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2
Écrans	11,5	11,5	11,6	11,5	11,5
Mauricie					
Établissements en activité	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3
Écrans	11,5	11,6	11,6	11,5	11,5
Estrie					
Établissements en activité	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7
Écrans	8,5	8,8	10,1	10,3	10,6
Montréal					
Établissements en activité	1,3	1,3	1,3	1,2	1,2
Écrans	11,1	11,2	11,1	10,9	11,4
Outaouais					
Établissements en activité	1,8	1,8	1,8	1,8	2,0
Écrans	10,0	9,9	9,7	9,7	10,1
Abitibi-Témiscamingue					
Établissements en activité	4,7	4,8	4,1	4,1	4,1
Écrans	10,1	10,3	11,0	11,0	11,0
Côte-Nord					
Établissements en activité	3,0	3,1	3,1	3,1	3,1
Écrans	7,0	8,2	8,3	8,3	8,3
Nord-du-Québec					
Établissements en activité	5,0	5,0	5,0	5,0	4,9
Écrans	5,0	5,0	5,0	5,0	4,9
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine					
Établissements en activité	6,1	6,2	7,2	5,2	6,3
Écrans	8,1	7,2	8,3	5,2	7,3
Chaudière-Appalaches					
Établissements en activité	2,3	2,0	2,0	2,0	2,0
Écrans	8,4	8,7	8,6	8,6	8,5
Laval					
Établissements en activité	1,4	1,4	1,1	0,8	0,8
Écrans	15,8	14,2	12,3	11,3	11,1
Lanaudière					
Établissements en activité	1,2	1,2	1,2	1,2	1,1
Écrans	9,6	10,4	10,4	10,1	9,9
Laurentides					
Établissements en activité	1,9	1,8	1,8	2,0	1,9
Écrans	10,3	10,2	10,2	11,2	12,7
Montérégie					
Établissements en activité	1,4	1,3	1,4	1,3	1,2
Écrans	10,4	9,8	9,5	9,5	9,6
Centre-du-Québec					
Établissements en activité	1,3	1,3	1,8	1,8	2,2
Écrans	6,3	7,1	9,3	9,7	11,8
Le Québec					
Établissements en activité	1,8	1,7	1,7	1,7	1,7
Écrans	10,4	10,3	10,3	10,3	10,6

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

CHAPITRE 6

LES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Benoit Allaire

Les résultats d'exploitation cinématographique de 2006 connaissent une baisse marquée par rapport à ceux de 2005 et poursuivent ainsi le fléchissement observé après l'année exceptionnelle que représente 2002. L'assistance baisse de 5,6 % et se situe à 24,8 millions d'entrées, tandis que les recettes fondent de 5,7 % et atteignent 165,1 M\$. Ces résultats sont

semblables à ceux de 2001 où l'assistance a été de 27,7 millions et les recettes se sont élevées à 166,0 M\$. Cette performance mitigée pourrait être attribuable au recul important qu'a connu le cinéma québécois par rapport à 2005, en passant de 5,0 millions à 2,9 millions d'entrées, soit une baisse de 41,7 %. Le prix moyen du billet est resté stable à 6,65 \$.

Le constat des dernières années quant à la saturation de l'industrie reste encore valable en 2006, le développement inattendu de l'infrastructure n'ayant pas entraîné une réponse positive des spectateurs. Un excellent indicateur de l'offre cinématographique est le nombre de fauteuils disponibles, c'est-à-dire le nombre de fauteuils mis à la disposition des



Ma fille, mon ange
Alexis Durand-Brault

Tableau 6.1

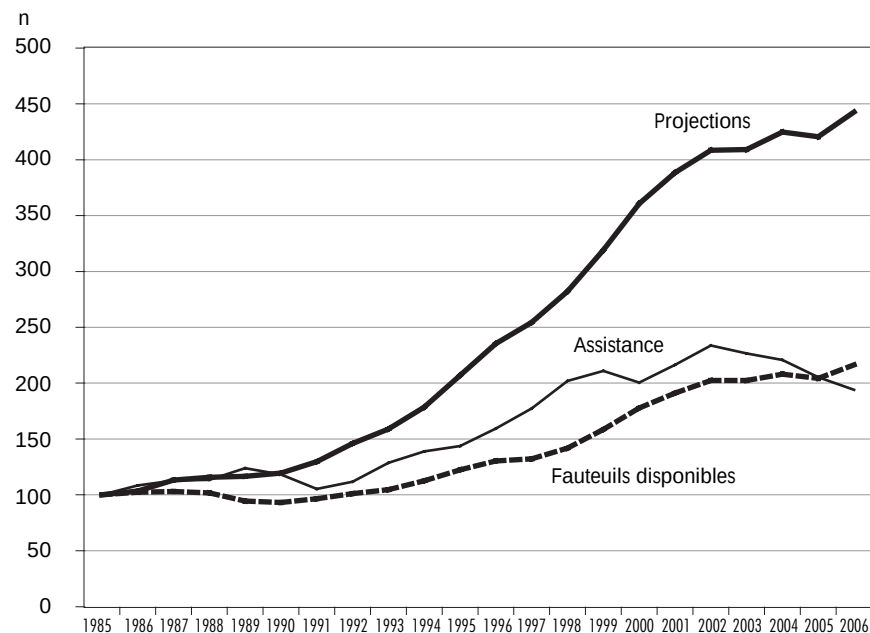
Évolution de l'assistance, du nombre de projections, du prix d'entrée moyen et du nombre de fauteuils disponibles, salles de cinéma, Québec, 1985-2006

Année	Assistance k	Projections n	Prix d'entrée moyen \$	Fauteuils disponibles k	Taux d'occupation %
1985	12 510,7	225 121	4,22	94 638,1	13,2
1986	13 557,5	232 644	4,04	96 792,3	14,0
1987	14 119,9	254 745	4,27	97 534,1	14,5
1988	14 186,3	260 447	4,74	96 348,4	14,7
1989	15 490,7	262 320	5,05	89 374,2	17,3
1990	14 779,4	268 932	5,31	88 094,2	16,8
1991	13 179,8	292 128	5,28	91 235,3	14,4
1992	13 990,7	328 537	5,08	95 613,0	14,6
1993	16 101,8	357 931	5,16	98 949,8	16,3
1994	17 379,4	401 992	5,15	106 615,4	16,3
1995	17 979,2	465 931	4,92	115 924,3	15,5
1996	19 927,9	529 811	4,87	123 277,4	16,2
1997	22 176,8	572 517	5,08	125 031,3	17,7
1998	25 271,0	635 343	5,13	134 280,5	18,8
1999	26 397,8	718 500	5,34	149 933,7	17,6
2000	25 084,4	811 942	5,70	168 280,4	14,9
2001	27 077,5	874 444	5,97	180 804,4	15,0
2002	29 235,9	919 446	6,12	191 449,4	15,3
2003	28 344,0	921 211	6,16	191 599,6	14,8
2004	27 621,6	956 379	6,30	196 921,2	14,0
2005	25 691,5	947 077	6,65	193 386,1	13,3
2006	24 263,4	996 889	6,65	204 770,7	11,8

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6.1

Évolution de l'assistance, du nombre de projections et du nombre de fauteuils disponibles dans les salles de cinéma, Québec, 1985-2006 (1985=100)



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

spectateurs à chaque projection. Par exemple, 2 projections dans une salle de 500 fauteuils représentent 1 000 fauteuils disponibles. En suivant l'évolution de cet indicateur sur une longue période, on constate que le nombre de fauteuils disponibles augmente annuellement de 3,7 % en moyenne entre 1985 et 2006. Ce taux de croissance est supérieur à celui de l'assistance, qui est de 3,2 % durant la même période et, en conséquence, le taux d'occupation (l'assistance en fonction du nombre de fauteuils disponibles) affiche une diminution annuelle moyenne de 0,5 %. En fait, le taux d'occupation des salles de cinéma en 2006, soit 11,8 %, est le plus bas jamais enregistré depuis le début de cette série statistique en 1985, et de loin. Le taux le plus bas précédent était justement celui de 1985, soit 13,2 %. C'est aussi la première fois que l'indice des fauteuils disponibles descend sous celui de l'assistance (figure 6.1). Cette diminution moyenne du taux d'occupation, relative à l'ensemble de la période, masque cependant un changement important survenu à la fin des années 1990. En effet, de 1985 à 1999, le taux d'occupation a connu une croissance annuelle moyenne de 2,1 %, tandis que de 1999 à 2006, ce taux a baissé de 5,5 % par année en moyenne.

En somme, l'évolution de l'exploitation cinématographique au Québec depuis 1985 se caractérise par une première période de relative stabilité jusqu'en 1992, alors que l'offre (les fauteuils disponibles) commence à tirer la demande (l'assistance) vers le haut. Cette situation, où l'on assiste à une croissance notable de la demande, prévaut jusqu'à la fin des années 1990. À partir de 2000, la croissance continue de l'offre, bien qu'elle soit un peu moins forte, est accompagnée par une demande chaotique, à la baisse depuis 2003.

LES PROJECTIONS CINÉMATOGRAPHIQUES

En 2006, les films à l'affiche dans les ciné-parcs et les salles de cinéma du Québec sont projetés sur les écrans 1 000 043 fois, ce qui représente, par rapport à 2005, une augmentation du nombre de projections cinématographiques de 5,2 %. Rappelons qu'en 2005, le nombre de projections avait baissé de 1,0 % par rapport à 2004. En fait, si la seconde moitié des années 1990 (1995 à 2000) affichait un taux de croissance annuelle moyen très élevé, soit 11,6 %, de 2000 à 2006, l'augmentation annuelle moyenne s'est contractée à 3,4 %.

L'augmentation, en 2006, de 49 414 projections par rapport à 2005 pourrait s'expliquer en partie par la variation du nombre d'écrans en activité, puisque celui-ci a aussi augmenté en 2006, passant de 777 à 808. Ainsi, la hausse du nombre moyen de projections par écran – de 1 223 en 2005 à 1 238 en 2006 – témoigne d'une utilisation un peu plus intensive des infrastructures en place.

La croissance de la proportion des projections cinématographiques en langue française au Québec a légèrement reculé en 2006, après une hausse appréciable en 2005. Affichant un taux de 73,8 %, l'année 2006 marque en effet une baisse de 0,7 points de pourcentage par rapport à l'année précédente, mais elle établit tout de même un nouveau record grâce à 738 504 projections en français.

Rappelons que depuis 1985, le nombre de projections en langue française a crû de 8,8 % par année en moyenne, tandis que la croissance annuelle moyenne de l'ensemble des projections a été de 7,2 %. Ce rythme

Figure 6.2

Assistance au cinéma¹, Québec, 1937-2006

1. Il n'y a pas eu d'enquête en 1971.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, de 1975 à 2006.

Statistique Canada (63-207), de 1937 à 1974.



La Planète blanche

Jean Lemire, Thierry Piantanida et Thierry Ragobert

Photo : Remy Marion

Tableau 6.2

Projections selon la langue et la catégorie de classement des films, Québec, 2002-2006

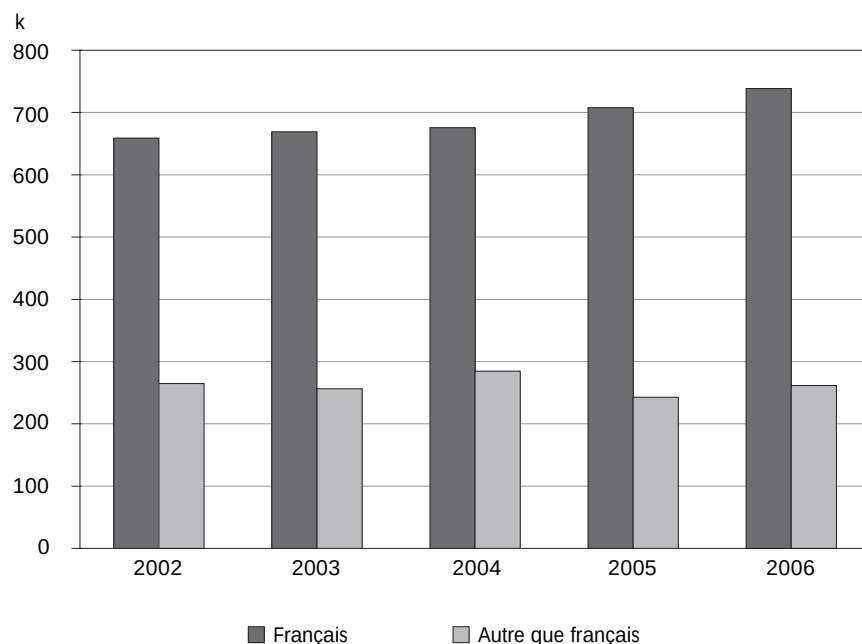
	2002		2003		2004		2005		2006	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Projections	923 755		925 072		960 372		950 629		1 000 043	
Français	659 094	71,3	668 937	72,3	675 633	70,4	707 985	74,5	738 504	73,8
Cinémas	654 978	99,4	665 309	99,5	671 867	99,4	704 536	99,5	735 442	99,6
Ciné-parcs	4 116	0,6	3 628	0,5	3 766	0,6	3 449	0,5	3 062	0,4
Autre que français	264 661	28,7	256 135	27,7	284 739	29,6	242 644	25,5	261 539	26,2
Cinémas	264 468	99,9	255 902	99,9	284 512	99,9	242 541	100,0	261 447	100,0
Ciné-parcs	193	0,1	233	0,1	227	0,1	103	—	92	—
Visa général	565 533	61,2	579 221	62,6	669 804	69,7	554 509	58,3	580 566	58,1
Cinémas	563 011	99,6	577 822	99,8	667 521	99,7	553 320	99,8	579 155	99,8
Ciné-parcs	2 522	0,4	1 399	0,2	2 283	0,3	1 189	0,2	1 411	0,2
13 ans et plus	323 197	35,0	319 266	34,5	263 407	27,4	364 631	38,4	368 552	36,9
Cinémas	321 494	99,5	316 807	99,2	261 718	99,4	362 298	99,4	366 885	99,5
Ciné-parcs	1 703	0,5	2 459	0,8	1 689	0,6	2 333	0,6	1 667	0,5
16 ans et plus	30 317	3,3	24 712	2,7	25 314	2,6	28 669	3,0	41 910	4,2
Cinémas	30 233	99,7	24 709	100,0	25 293	99,9	28 639	99,9	41 834	99,8
Ciné-parcs	84	0,3	3	—	21	0,1	30	0,1	76	0,2
18 ans et plus ¹	4 708	0,5	1 873	0,2	1 847	0,2	2 820	0,3	9 015	0,9

1. Catégorie de classement réservée aux cinémas.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6.3

Projections selon la langue, Québec, 2002-2006



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

de croissance supérieur a permis à la proportion de projections en langue française de passer de 53,5 % en 1985 à 73,8 % en 2006.

La répartition du nombre de projections selon la catégorie de classement montre que les films classés « visa général » continuent d'occuper la plus grande part des écrans des ciné-parcs et des salles de cinéma du Québec, mais ils ont été moins projetés en 2006. La catégorie des films « pour tous » enregistre une diminution pour une deuxième année consécutive, soit 580 566 projections, et comptent pour 58,1 % de l'ensemble des projections. Rappelons que de 2004 à 2005, la part des films classés « visa général » avait chuté de 69,7 % à 58,3 %.

La part des films qui s'adressent aux personnes de « 13 ans et plus » connaît une légère baisse de 1,5 point de pourcentage par rapport à l'année précédente, tandis que la projection

des films classés « 16 ans et plus » gagne 1,2 point de pourcentage et que les projections des films pour adultes, « 18 ans et plus », présentent une augmentation de 0,6 point de pourcentage par rapport à 2005.

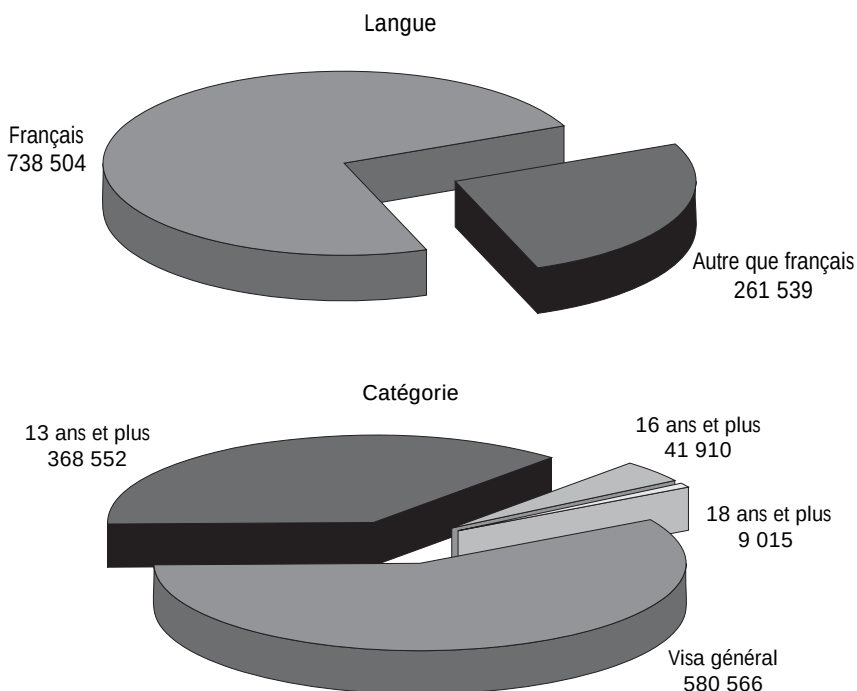
La répartition des projections selon le classement montre que la place que gagnaient chaque année les films « pour tous » et « 13 ans et plus » reste toujours très importante, soit 94,9 % en 2006, mais qu'elle cesse de croître et connaît même une légère diminution depuis 2004, où elle a atteint le sommet de 97,2 %.

L'ASSISTANCE

En 2006, on compile 24,8 millions d'entrées dans les ciné-parcs et les salles de cinéma du Québec, ce qui représente une baisse de l'assistance de 5,6 % par rapport aux 26,3 millions d'entrées de l'année 2005. Si l'on se reporte aux 29,9 millions d'entrées de 2002, une année record, on enregistre donc une baisse de l'assistance pour une quatrième année consécutive. Même s'il s'agit de bons résultats, il semble que se confirme une tendance à la baisse qui pourrait devenir inquiétante pour l'industrie. Il faut se rappeler que l'année 2002, celle du film *Un homme et son péché*, est exceptionnelle : pour connaître une assistance comparable, il faut remonter plus de 45 ans en arrière, à la fin des années 1950, années de l'invasion télévisuelle. On constate que l'assistance de 2006 représente une baisse de 17,1 % comparativement à 2002, soit une décroissance annuelle moyenne de 4,6 %.

En 2006, l'assistance aux projections en langue française a baissé légèrement par rapport à 2005, en passant de 19,3 millions à 18,2 millions d'entrées. Il s'agit d'une diminution

Figure 6.4
Projections selon la langue et le classement, Québec, 2006



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

de 6,4 %. À l'inverse, l'assistance aux projections de films dans les autres langues augmente légèrement, passant de 26,3 % à 26,9 % de l'assistance totale.

Entre 2002 et 2006, le taux de croissance annuelle moyen de l'assistance aux projections en français est négatif : - 3,9 %. Dans un contexte de baisse générale de la fréquentation des cinémas, il s'agit d'une bonne performance, puisque que le taux est de - 4,6 % pour l'ensemble des projections et de - 6,3 % pour les projections dans une autre langue que le français. Il faut se rappeler que la part de l'assistance aux projections en français était de 63,6 % en 1996. Cette dernière a crû à un rythme annuel moyen de 1,9 point de pourcentage jusqu'en 2002, une année record d'assistance au cinéma au Québec. Depuis 2002, la

part de l'assistance aux projections en français est demeurée relativement stable en 2003 et 2004, mais a continué de progresser en 2005 et 2006, affichant des proportions respectives de 73,7 % et 73,1 % de l'assistance.

Encore plus que les cinémas qui affichent, en 2006, une baisse de l'assistance, les ciné-parcs voient diminuer le nombre d'entrées dans une proportion de 8,1 % par rapport à 2005. Leurs 569,9 milliers d'entrées correspondent à 50,5 milliers d'entrées de moins qu'en 2005 et 87,2 milliers de moins que la moyenne annuelle depuis 2002. Il s'agit en fait de la plus faible assistance observée depuis au moins 1996. L'assistance dans les ciné-parcs passe de 2,4 % de l'assistance globale en 2005, à 2,3 % en 2006. Cette importante baisse en 2006, après une période d'accalmie

ces dernières années, réanime la tendance négative dans les ciné-parcs. En effet, si pour l'ensemble de la période 1996-2006, le taux de croissance annuelle moyen est de - 4,6 %, on observe des périodes bien distinctes au cours de cette décennie. Tout d'abord une forte tendance baissière entre 1996 et 2000, où le taux de croissance descend à - 9,2 %, une seconde période qui s'étend de 2000 à 2004, où le taux devient même positif (2,5 %) et, finalement, deux dernières années difficiles qui font redescendre la croissance dans les valeurs négatives, soit un taux de - 10,5 % de 2004 à 2006.

Reculant à près de 14,1 millions d'entrées, l'assistance aux films « pour tous » connaît en 2006 une baisse de 5,9 % par rapport à 2005. La proportion des entrées de cette catégorie de films par rapport à l'assistance globale reste à peu près inchangée, présentant une baisse de 0,2 points de pourcentage avant d'atteindre un

plancher de 56,7 %. Il s'agit de la plus faible proportion depuis 2000, où elle était de 54,0 %. Suivant la tendance générale, l'assistance aux films classés « 13 ans et plus » diminue, quant à elle, de 0,7 million d'entrées, soit de 7,0 % par rapport aux 10,5 millions d'entrées de 2005. De 40,0 % en 2005, la part des entrées de cette catégorie de films dans l'assistance globale reste stable à 39,4 % en 2006. L'assistance à ces deux catégories de films varie beaucoup d'année en année. Pendant la période 2002-2006, on remarque, par exemple, des variations importantes de décroissance de 25,7 % (2005) et de croissance de 12,9 % (2004) dans la catégorie des films « pour tous », et de 41,7 % au chapitre de la diminution la plus importante (2002) et de 42,8 % quant à la plus forte augmentation (2005) dans la catégorie des films « 13 ans et plus ». Mais, au bout du compte, cette ample variation est principalement le fait d'une assistance qui alterne, selon l'offre, entre ces

deux catégories de films qui retiennent ensemble, depuis 2002, entre 96,2 % et 96,9 % de l'assistance globale.

En 2006, l'assistance aux films classés « 16 ans et plus » augmente dans une proportion de 0,8 % par rapport à 2005, et l'auditoire des films classés « 18 ans et plus » passe de 74,4 milliers à 210,2 milliers d'entrées. Rappelons qu'en 2004, l'assistance aux films réservés aux adultes avait connu son niveau le plus bas, soit 58 milliers d'entrées. Ces deux catégories de films comptent pour 3,3 % de l'assistance globale annuelle moyenne entre 2002 et 2006.

En 2006, le nombre d'entrées aux ciné-parcs et dans les salles de cinéma par rapport à la population québécoise indique, pour une quatrième année consécutive, une baisse notable. Après l'augmentation constante du nombre d'entrées par habitant entre 1991 (1,9 entrée) et le taux record de 2002 (4,0 entrées), une légère

Tableau 6.3

Assistance selon la langue et la catégorie de classement des films, Québec, 2002-2006

	2002		2003		2004		2005		2006	
	k	%	k	%	k	%	k	%	k	%
Assistance	29 941,9		29 021,3		28 333,2		26 311,9		24 833,3	
Français	21 263,5	71,0	20 519,2	70,7	19 647,7	69,3	19 385,6	73,7	18 150,2	73,1
Cinémas	20 592,9	96,8	19 877,3	96,9	18 962,8	96,5	18 775,7	96,9	17 589,1	96,9
Ciné-parcs	670,6	3,2	641,9	3,1	684,9	3,5	609,9	3,1	561,1	3,1
Autre que français	8 678,5	29,0	8 502,1	29,3	8 685,5	30,7	6 926,3	26,3	6 683,1	26,9
Cinémas	8 643,0	99,6	8 466,7	99,6	8 658,8	99,7	6 915,8	99,8	6 674,3	99,9
Ciné-parcs	35,5	0,4	35,4	0,4	26,7	0,3	10,5	0,2	8,8	0,1
Visa général	18 909,8	63,2	17 851,8	61,5	20 147,2	71,1	14 963,2	56,9	14 075,4	56,7
Cinémas	18 437,4	97,5	17 649,7	98,9	19 691,1	97,7	14 774,1	98,7	13 836,2	98,3
Ciné-parcs	472,4	2,5	202,1	1,1	456,1	2,3	189,1	1,3	239,2	1,7
13 ans et plus	9 902,0	33,1	10 422,3	35,9	7 366,1	26,0	10 521,4	40,0	9 788,9	39,4
Cinémas	9 672,7	97,7	9 947,2	95,4	7 114,5	96,6	10 090,8	95,9	9 462,6	96,7
Ciné-parcs	229,3	2,3	475,1	4,6	251,6	3,4	430,6	4,1	326,3	3,3
16 ans et plus	976,9	3,3	685,8	2,4	761,1	2,7	752,9	2,9	758,9	3,1
Cinémas	972,6	99,6	685,7	100,0	757,2	99,5	752,2	99,9	754,5	99,4
Ciné-parcs	4,3	0,4	0,1	—	4,0	0,5	0,7	0,1	4,4	0,6
18 ans et plus ¹	153,2	0,5	61,4	0,2	58,7	0,2	74,4	0,3	210,2	0,8

1. Catégorie de classement réservée aux cinémas.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

baisse en 2003 ramène ce taux à 3,9 entrées et à 3,8 entrées en 2004, tandis que l'année 2005 affiche un taux d'assistance de 3,5 entrées par habitant et l'année 2006, de 3,2 entrées par habitant.

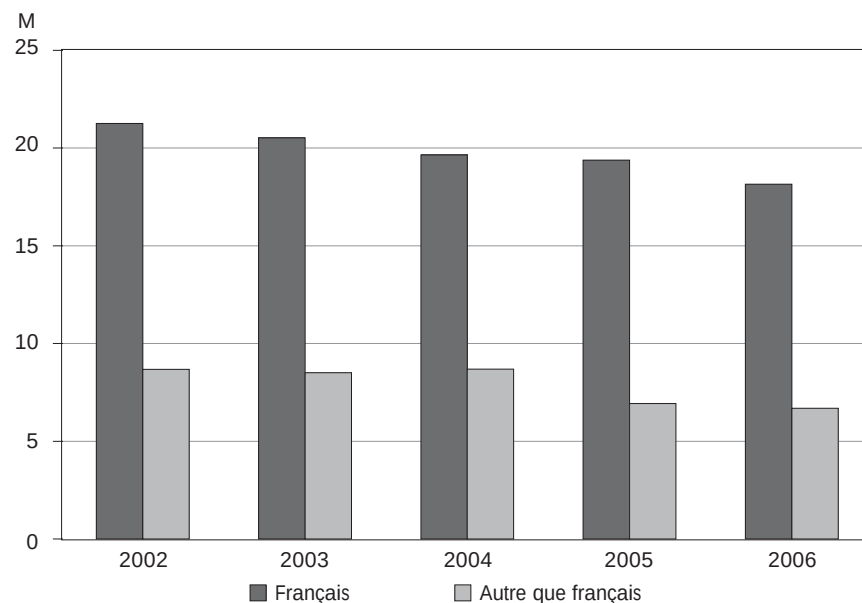
LES RECETTES AU GUICHET

Tout comme l'assistance, les recettes diminuent pour une quatrième année consécutive et passent de 175,1 M\$ en 2005 à 165,1 M\$ en 2006. Cette baisse de 5,7 % est semblable à celle de l'assistance (- 5,6 %). Ce faible écart s'explique par la stabilité du prix moyen de l'entrée, soit de 6,65 \$ (avant taxes) pour les deux années. Pendant la période 2002-2006, la décroissance continue de l'assistance et le rythme plus faible de l'augmentation du prix moyen de l'entrée (2,1 % par année en moyenne) entraîne une diminution annuelle moyenne des recettes de 2,6 %. Durant cette période, la moyenne des recettes s'établit à 176,3 M\$. Les recettes de 2006 sont donc de 6,8 % inférieures à la moyenne des 5 dernières années.

Les recettes au guichet découlant des projections de films en langue française diminuent de 6,5 % en 2006 par rapport à 2005, ce qui représente, comme l'assistance à ces films, une quatrième baisse en autant d'années. La proportion des recettes des films projetés en français par rapport aux recettes totales baisse de 0,7 point de pourcentage, soit de 70,4 % en 2005 à 69,7 % en 2006. Les recettes relatives aux films projetés dans une autre langue que le français diminuent, quant à elles, de 3,7 % en 2006 par rapport à l'année précédente. Au cours des 5 dernières années, le taux de croissance annuelle moyen des recettes au guichet des films en français a été de - 2,0 %, tandis que les films dans les autres langues ont connu un taux de croissance de - 3,9 %.

Figure 6.5

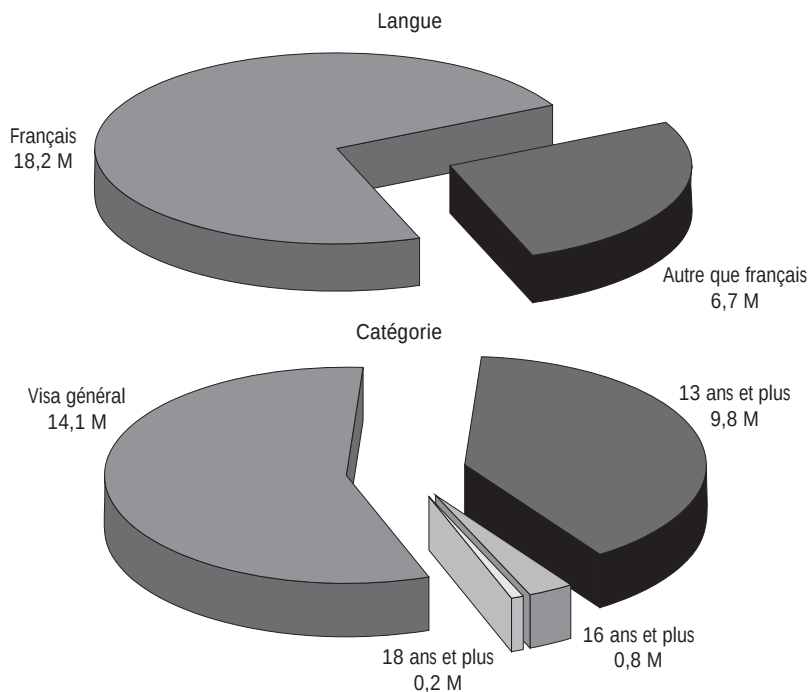
Assistance selon la langue de projection des films, Québec, 2002-2006



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6.6

Assistance selon la langue et la catégorie de classement des films, Québec, 2006



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Pendant cette même période, les projections en français, qui attirent en moyenne 71,5 % de l'assistance globale, génèrent en moyenne 68,7 % des recettes totales, tandis que les projections dans une autre langue que le français – qui retiennent 28,5 % de l'assistance – génèrent 31,3 % des recettes. L'écart, selon la langue de projection, entre la proportion de l'assistance et celle des recettes s'explique par le fait que le prix moyen d'accès aux films en français est moins élevé, d'une part, et qu'il augmente moins rapidement, d'autre part, que le prix moyen des projections dans les autres langues. En 2002, le prix moyen d'un billet pour une projection en français était de 5,88 \$, soit 0,67 \$ de moins que le prix moyen d'un billet pour une projection dans une autre langue. Depuis, l'écart s'est agrandi et en 2006, il en coûtait en moyenne 6,34 \$ pour assister à un film en français et 7,48 \$ pour visionner un film dans une autre langue, soit 1,13 \$ de plus, tout comme en 2005.

Encore plus que les recettes des salles de cinéma, les recettes des ciné-parcs ont plongé, passant de 4,2 M\$ en 2005 à 3,8 M\$ en 2006, soit une baisse de 8,1 %. La part des recettes des ciné-parcs par rapport à l'ensemble passe de 2,4 % en 2005 à 2,3 % en 2006, ce qui l'éloigne encore un peu plus de la part record de 4,4 % en 1997.

Tout comme l'assistance, évidemment, les recettes des films « pour tous » ont notablement reculé en 2006 et se sont établies à 90,7 M\$, soit une baisse de 6,9 % par rapport aux recettes de 2005. Par ailleurs, ces films procurent 54,9 % des recettes totales en 2006, diminuant de 0,7 point de pourcentage la part de cette catégorie. La ventilation des recettes au guichet en fonction de la catégorie de films permet également de constater que les recettes des projections des films classés « 13 ans et plus » sont restées relativement stables. En effet, les recettes passent de 71,7 M\$ en

2005 à 67,5 M\$, soit une baisse de 5,9 %, mais la part de ces projections demeure pratiquement inchangée : 41,0 % en 2005 et 40,9 % en 2006.

Malgré les importantes variations annuelles des recettes engendrées par les catégories « pour tous » et « 13 ans et plus », il reste que, conformément à l'assistance qu'elles attirent ensemble, elles génèrent la plus grande part des recettes. En 2006, ces deux catégories de films, qui attirent 96,1 % de l'auditoire, cumulent 158,3 M\$ au guichet, soit 95,8 % de l'ensemble des recettes. De 2002 à 2006, les films « 13 ans et plus » enregistrent une variation annuelle moyenne des recettes positive, à savoir 1,8 %, tout comme les films « 18 ans et plus », soit un taux de 10,7 %. Dans ce dernier cas, le taux de croissance positif exceptionnel s'explique entièrement par la forte hausse de 2006. Concernant la même période, les films classés « pour tous » connaissent un taux de croissance annuelle

Tableau 6.4

Recettes selon la langue et la catégorie de classement des films, Québec, 2002-2006

	2002		2003		2004		2005		2006	
	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%
Recettes	183 503,4		179 177,5		178 680,3		175 052,5		165 118,3	
Français	125 024,6	68,1	122 587,7	68,4	119 272,7	66,8	123 181,3	70,4	115 154,0	69,7
Cinémas	120 658,7	96,5	118 246,1	96,5	114 719,4	96,2	119 091,2	96,7	111 390,5	96,7
Ciné-parcs	4 365,9	3,5	4 341,6	3,5	4 553,3	3,8	4 090,1	3,3	3 763,5	3,3
Autre que français	58 478,7	31,9	56 589,9	31,6	59 407,5	33,2	51 871,2	29,6	49 964,3	30,3
Cinémas	58 239,1	99,6	56 339,5	99,6	59 213,5	99,7	51 791,7	99,8	49 894,2	99,9
Ciné-parcs	239,7	0,4	250,3	0,4	194,0	0,3	79,5	0,2	70,1	0,1
Visa général	113 366,5	61,8	107 574,7	60,0	124 873,0	69,9	97 401,6	55,6	90 710,5	54,9
Cinémas	110 321,6	97,3	106 255,5	98,8	121 892,9	97,6	96 159,2	98,7	89 117,1	98,2
Ciné-parcs	3 044,9	2,7	1 319,2	1,2	2 980,1	2,4	1 242,4	1,3	1 593,4	1,8
13 ans et plus	62 865,2	34,3	66 517,7	37,1	48 466,2	27,1	71 738,6	41,0	67 540,7	40,9
Cinémas	61 331,7	97,6	63 245,6	95,1	46 723,1	96,4	68 817,2	95,9	65 332,4	96,7
Ciné-parcs	1 533,5	2,4	3 272,1	4,9	1 743,1	3,6	2 921,5	4,1	2 208,3	3,3
16 ans et plus	6 268,6	3,4	4 683,4	2,6	4 951,9	2,8	5 397,9	3,1	5 359,7	3,2
Cinémas	6 241,4	99,6	4 682,8	100,0	4 927,9	99,5	5 392,1	99,9	5 327,8	99,4
Ciné-parcs	27,2	0,4	0,6	—	24,1	0,5	5,7	0,1	31,9	0,6
18 ans et plus ¹	1 003,0	0,5	401,7	0,2	389,1	0,2	514,4	0,3	1 507,3	0,9

1. Catégorie de films réservée aux cinémas.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

moyen négatif, soit – 5,4 %. Les films « pour tous » et « 13 ans et plus » génèrent aussi, en moyenne, 60,6 % et 36,0 % respectivement des 176,3 M\$ de recettes annuelles moyennes pendant cette période.

Les recettes des films classés « 16 ans et plus » diminuent, quant à elles, de 38,2 milliers de dollars en 2006, ce qui constitue une baisse de 0,7 % par rapport à 2005. Pour ce qui est des films classés « 18 ans et plus », les recettes augmentent de 193,0 % et s'établissent à 1,5 M\$.

Par rapport à la population du Québec, les recettes diminuent encore en 2006. De 23,04 \$ par habitant en 2005, elles passent à 21,58 \$ en 2006, c'est-à-dire qu'elles connaissent une réduction de 6,3 %. Ainsi, après des recettes estimées à 22,44 \$ par personne en 2001, la période 2002-2006 montre un taux de croissance annuelle moyen de – 3,3 %, ce qui est bien différent du taux de 9,5 % de la période 1995-2001.

De 184 \$ en 2005, les recettes par projection glissent à 165 \$ en 2006, soit une réduction de 10,3 %. Malgré la légère augmentation des recettes par projection en 2002 et 2003, le taux de croissance annuelle moyen des recettes par projection de 2002 à 2006 présente une valeur négative, soit – 4,5 %. Par ailleurs, ce même taux relatif au nombre de projections par écran montre, durant la même période, une croissance de 0,9 %, une situation qui va dans le même sens que la tendance observée depuis au moins 1975. Le taux de croissance annuelle moyen est de 2,3 % en ce qui concerne le nombre de projections par écrans pour la période 1975-2006.

LES RÉSULTATS SELON LE PAYS D'ORIGINE¹

Après l'année lumineuse que constitue 2005 dans l'histoire du cinéma québécois, 2006 marque un repli certain de la performance des films québécois au guichet. Voyons donc comment se répartissent les résultats d'exploitation selon le pays d'origine des films.

Les films états-uniens, qui continuent de dominer l'offre, connaissent un regain important en affichant 76,5 % des projections totales, c'est-à-dire une proportion supérieure de 6,3 points de pourcentage à celle de 2005. Cette part accrue des projections totales, qui était tout de même de 79,5 % en 2001, indique une pause dans le mouvement à la baisse qui, entre 2001 et 2005, a réduit de 9,3 points de pourcentage la part des projections des films de nos voisins du Sud. Par ailleurs, pendant que les salles de cinéma et les cinéparcs enregistrent, en 2006, 49 605 projections de plus que l'année précédente, soit une hausse de 5,2 %, elles offrent 97 242 projections de plus qu'en 2005 en ce qui a trait aux films en provenance des États-Unis, ce qui équivaut à une augmentation de 14,6 %. Le nombre de projections de films provenant de la France a diminué en 2006 : elles ont représenté 5,0 % de toutes les projections. Cette part était de 5,5 % en 2005.

L'offre pour les films produits au Québec est de plus en plus importante : sa part des projections est passée de 5,6 % en 2001 à 7,8 % en 2002, à 10,6 % en 2003 et à 12,2 % en 2004 pour atteindre 15,8 % en 2005. Toutefois, en 2006, cette proportion recule à 10,0 %. De 149 798 pro-

jections en 2005, les films québécois passent à 99 524, soit une baisse de 33,6 %. Les productions cinématographiques du Canada, en excluant le Québec, ont connu une baisse importante de leur part des projections totales, passant de 1,6 % en 2005 à 0,9 % en 2006. Par ailleurs, la part des projections de films provenant d'autres pays s'est améliorée, passant de 6,9 % en 2005 à 7,7 % en 2006.

En ce qui a trait à la demande cinématographique, c'est-à-dire l'assistance, et aux recettes qui en découlent, on observe les mêmes tendances que pour l'offre. En 2006, la part des films états-uniens dans l'assistance globale passe de 68,6 % à 76,7 %, soit une augmentation de 8,1 points de pourcentage (1 015 944 entrées) et d'un gain de recettes de 7,9 points de pourcentage (6,1 M\$).

Après avoir connu une hausse de 17 686 entrées et un gain de 501 900 \$ en 2005, comparative-ment à 2004, les films français ont mis fin à cette reprise en 2006. En effet, le nombre de projections a diminué de 4,5 % en 2006, tandis que l'assistance et les recettes ont baissé respectivement de 13,0 % et de 15,7 %.

Quant aux productions québécoises, elles présentent une baisse des recettes de 40,4 % par rapport à 2005. L'assistance aux films québécois a diminué quant à elle de 41,7 % au cours de la même période. De leur côté, après deux années de croissance notable, les productions du Canada ont connu une baisse importante, alors qu'elles ont vu leur assistance décroître de 47,8 % en 2006. Les recettes et le nombre de projections ont décliné respectivement de 40,7 %

1. Les résultats par pays d'origine excluent les données relatives aux programmes doubles présentant des films d'origines différentes.

et de 41,7 %. Leur part de l'assistance s'établit à 0,7% en 2006, soit 0,6 point de pourcentage de moins qu'en 2005. Par ailleurs, la part des films provenant des autres pays, dans l'assistance globale, s'est maintenue à 7,0 %. Pour ces films, tant le nombre de projections que l'assistance et les recettes ont reculé en 2006, affichant des diminutions respectives de 17,6 %, 5,4 % et 7,6 %.

La tendance selon laquelle, depuis 1997, l'assistance par projection est toujours plus élevée pour les films québécois – sauf en 2000 – se maintient toujours en 2006. Tandis que l'on compte en moyenne 24,8 entrées par projection pour l'ensemble des films, l'assistance à chaque projection d'une production du Québec a été en effet de 29,1 entrées, soit un peu moins qu'en 2005 (33,1 entrées par projection). Le nombre d'entrées a été de 24,9 à une projection états-unienne, en baisse de 2,1 entrées; de 19,1 à un film français, une baisse de 1,9 entrée; et de 19,7 à une production canadienne, une hausse de 2,4 entrées. Concernant les films des autres pays, on comptait 22,5 entrées par projection, soit une baisse de 5,5 entrées par rapport à 2005.

LES DONNÉES RÉGIONALES

Afin de respecter les règles en matière de protection des renseignements confidentiels, soulignons d'abord que les données régionales ne tiennent compte que des salles de cinéma. En effet, le nombre restreint de cinéparcs dans chaque région ne permet pas de divulguer de résultats pour ce type d'établissements.

Les régions de Montréal, de la Montérégie et de la Capitale-Nationale continuent d'attirer la plus forte assistance, soit respectivement 30,2 %, 15,5 % et 12,5 % de toute

Tableau 6.5

Assistance, recettes et projections, selon le pays d'origine des films¹, Québec, 2006

Pays	Assistance		Recettes		Projections	
	n	%	k\$	%	n	%
États-Unis	18 985 774	76,7	126 983 630	77,2	763 884	76,5
France	957 581	3,9	6 005 869	3,7	50 145	5,0
Québec	2 893 923	11,7	18 805 840	11,4	99 524	10,0
Canada ²	178 932	0,7	1 208 984	0,7	9 064	0,9
Autres	1 725 040	7,0	11 507 331	7,0	76 543	7,7
Total	24 741 250	100,0	164 511 654	100,0	999 160	100,0

1. Pour les programmes simples et ceux de plus d'un film ayant le même pays d'origine.

2. Excluant le Québec.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.



Guide de la petite vengeance

Jean-François Pouliot

Photo : Philippe Bossé

l'assistance. Conformément à la tendance observée depuis 2000, la répartition de l'assistance selon les régions connaît peu de changements en 2006.

Ainsi, la part de la région de Montréal, qui avait diminué à chaque année depuis 2000, connaît une hausse de 0,7 point de pourcentage en 2006. La Montérégie n'enregistre aucun

changement à ce chapitre, tandis que la région de la Capitale nationale poursuit sa descente, accusant une perte de 0,3 point de pourcentage. À l'inverse, les régions de Laurentides et Centre-du-Québec ont augmenté leur part de 0,3 point de pourcentage. Les régions de Lanaudière et du Saguenay-Lac-Saint-Jean ont respectivement perdu 0,2 et 0,1 point de pourcentage.

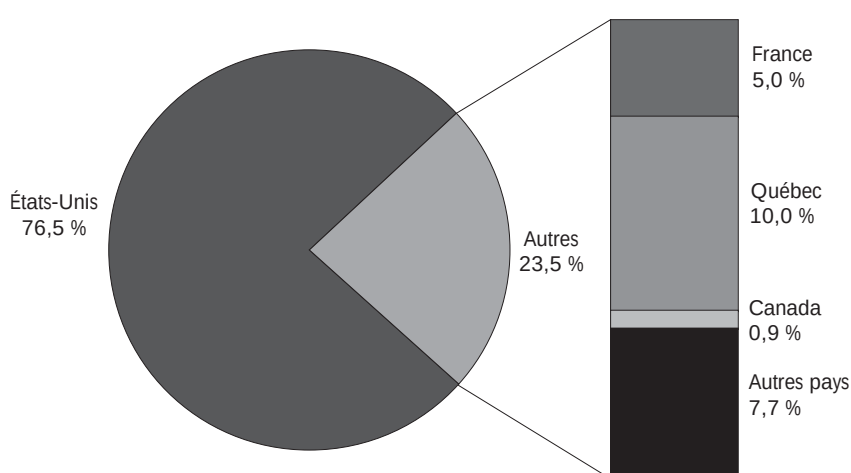
En considérant le nombre d'entrées par habitant selon les régions, on peut mieux saisir l'effet de la proximité et du développement des infrastructures cinématographiques sur l'assistance. Tandis que, pour l'ensemble de la population québécoise, on compte 3,2 entrées par personne dans les salles de cinéma en 2006, on en dénombre 4,5 dans la Capitale-Nationale et 4,1 à Montréal, mais 0,6 dans la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et 1,5 au Bas-Saint-Laurent.

En 2006, la région de Montréal et la Montérégie ont bénéficié respectivement de 29,7 % et 16,7 % de l'ensemble des projections. À elles seules, ces deux régions cumulent près de la moitié des projections, soit 46,4 %. Il s'agit d'une proportion inchangée par rapport à 2005. C'est toutefois la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine qui connaît la plus forte croissance du nombre de projections en 2006, soit 62,0 %. Viennent ensuite le Centre-du-Québec et les Laurentides, qui affichent une croissance de 23,8 % et 18,8 % respectivement en ce qui a trait aux projections. À l'inverse, c'est la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean qui affiche la plus faible performance en ce qui a trait au nombre de projections : une diminution de 9,5 %. Rappelons que pour l'ensemble du Québec, le nombre de projections dans les cinémas a augmenté de 5,3 % en 2006.

En 2006, la hausse de 5,3 % du nombre de projections et la baisse de 5,3 % du nombre d'entrées entraînent la réduction du nombre moyen d'entrées par projection (de 24,2 à 20,7) dans les salles de cinéma du Québec, soit une chute de 14,7 % par rapport à 2005 ou 3,6 entrées de moins en moyenne par projection. Il s'agit de la seconde plus forte baisse annuelle de toute la période 2002-2006. La réduction du nombre d'en-

Figure 6.7

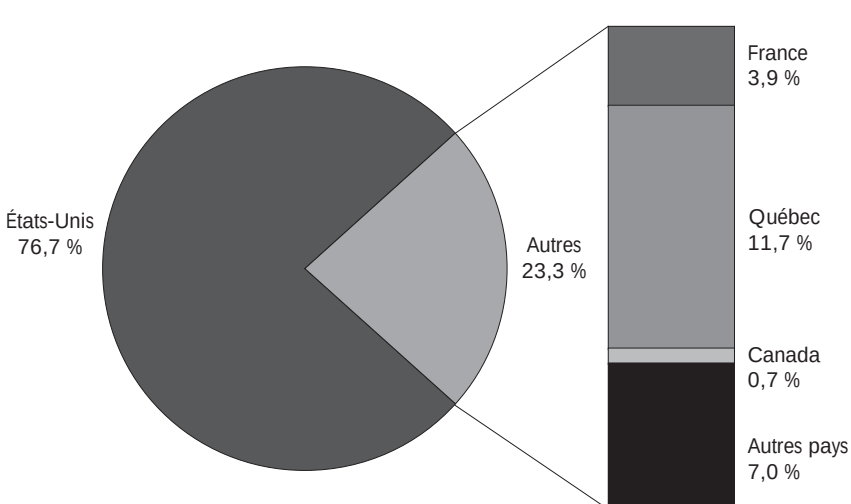
Répartition des projections selon le pays producteur, Québec, 2006



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6.8

Répartition de l'assistance selon le pays producteur, Québec, 2006



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

trées par projection est observable dans la plupart des régions, à l'exception du Saguenay-Lac-Saint-Jean où l'assistance par projection gagne 0,4 entrée. Les régions qui présentent le plus grand nombre d'entrées par projection sont la Capitale nationale (27,8), le Saguenay-Lac-Saint-Jean (27,0), Lanaudière (26,5) et Montréal (26,2).

Depuis 2002, le nombre d'entrées par projection dans les salles de cinéma du Québec diminue annuellement de 10,2 % en moyenne. Cette décline atteint 13,6 % en Abitibi-Témiscamingue et 10,8 % dans les Laurentides. Aucune région n'affiche un taux de croissance annuelle positif pour cette période.

LE NOMBRE DE FILMS DIFFÉRENTS PRÉSENTÉS AU QUÉBEC

Au Québec, l'offre cinématographique est en bonne partie déterminée par les différents types d'établissements. Certains exploitants présentent uniquement des primeurs qui tiennent l'affiche pendant un certain temps, d'autres sont des « cinémas de répertoire » dont la programmation change quotidiennement et d'autres encore se consacrent exclusivement aux films classés « 18 ans et plus ». En 2006, 649 films sont projetés sur les écrans des salles de cinéma et des ciné-parcs du Québec, soit une baisse de 4,8 %. Le nombre de films classés « visa général » a diminué de 8,6 %, tandis que le nombre de films classés « 13 ans et plus » a augmenté de 3,9 %. Au total, le nombre de films de ces deux catégories a reculé de 4,5 %. Le nombre de films classés « 16 ans et plus » s'est accru de 8,3 % tandis que celui des films « 18 ans et plus » a reculé de 9,5 %. Cela dit, entre 2002 et 2006, seule la catégorie des films classés « pour tous » enregistre un taux de croissance annuelle moyen positif, soit 0,7 %. Le nombre de films des catégories « 13 ans et plus », « 16 ans et plus » et « 18 ans et plus » présentés sur les écrans du Québec révèle des taux de croissance annuelle moyen négatifs de - 2,8 %, - 3,5 % et - 7,5 %.

Tableau 6.6

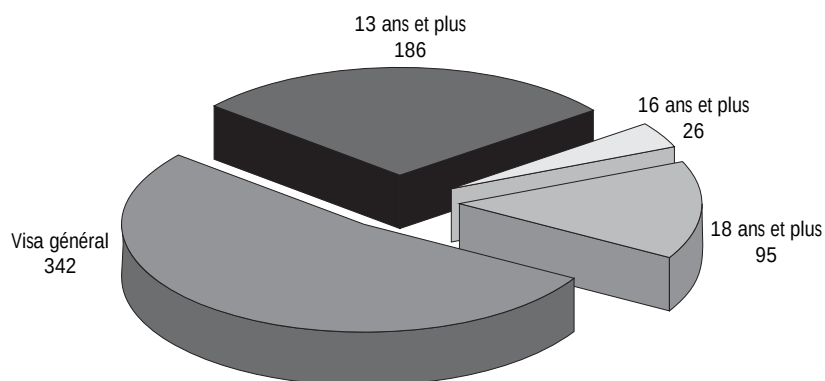
Assistance, recettes et projections dans les cinémas, par région administrative, Québec, 2006

Région administrative	Assistance		Recettes		Projections	
	k	%	k\$	%	n	%
Bas-Saint-Laurent	310,8	1,3	1 606,1	1,0	16 640	1,7
Saguenay-Lac-Saint-Jean	547,3	2,3	3 223,8	2,0	20 283	2,0
Capitale-Nationale	3 039,5	12,5	19 237,0	11,9	109 204	11,0
Mauricie	661,8	2,7	4 011,3	2,5	30 040	3,0
Estrie	877,5	3,6	5 388,9	3,3	41 741	4,2
Montréal	7 758,3	32,0	58 107,0	36,0	296 451	29,7
Outaouais	1 030,7	4,2	6 793,3	4,2	45 266	4,5
Abitibi-Témiscamingue	253,1	1,0	1 362,5	0,8	15 615	1,6
Côte-Nord	x	x	x	x	x	x
Nord-du-Québec	x	x	x	x	x	x
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	60,3	0,2	345,2	0,2	2 604	0,3
Chaudière-Appalaches	578,6	2,4	3 435,0	2,1	34 403	3,5
Laval	x	x	x	x	x	x
Lanaudière	1 320,1	5,4	8 023,9	5,0	49 727	5,0
Laurentides	1 559,1	6,4	9 081,9	5,6	68 800	6,9
Montérégie	3 770,9	15,5	24 197,8	15,0	166 221	16,7
Centre-du-Québec	596,1	2,5	3 779,1	2,3	28 858	2,9
Total	24 263,4	100,0	161 284,7	100,0	996 889	100,0

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6.9

Nombre de films présentés dans les cinémas et les ciné-parcs, selon le classement, Québec, 2006



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 6.7

Nombre de films présentés dans les salles de cinéma et ciné-parcs, selon la catégorie, Québec, 2002-2006

Catégorie	2002	2003	2004	2005	2006
	n				
Visa général	332	341	385	374	342
13 ans et plus	208	203	196	179	186
16 ans et plus	30	27	26	24	26
18 ans et plus	130	106	123	105	95
Total	700	677	730	682	649

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

LES FILMS À SUCCÈS

Le classement des films est effectué à partir de l'assistance aux projections en salle durant une période de 3 ans qui s'étend du 1^{er} janvier 2004 au 31 décembre 2006. Le film *Bon Cop Bad Cop* occupe le premier rang avec 1,3 million d'entrées, suivi par *Spider Man 2* (1,2 million) et *Harry Potter et la coupe de feu* (1,1 million). C'est la première fois qu'un film québécois atteint le premier rang au palmarès. Au 4^e rang, on trouve *Shrek 2*, qui a attiré 1,1 million de spectateurs, tandis qu'aux 5^e et 6^e rangs figurent *Da Vinci Code* (1,0 million) et *Pirates des Caraïbes : Le coffre du mort* (1,0 million). Parmi les 50 films à succès de cette période se trouvent 10 autres films réalisés au Québec, dont *C.R.A.Z.Y.* (9^e), *Aurore* (11^e), *Maurice Richard* (14^e) *Camping Sauvage* (15^e) et *Horloge biologique* (18^e). Pendant cette période, 40 films québécois comptent plus de 50 000 entrées au guichet, soit une moyenne de 279 964 entrées. Ce sont 4 films de plus et 59 710 entrées en moyenne de moins que pendant la période 2003-2005.



La Citadelle assiégée

Philippe Calderon

(Titre au Québec : La cité interdite)



Tableau 6.8

Films à succès¹, en ordre décroissant de l'assistance, toutes origines confondues, Québec, du 1^{er} janvier 2004 au 31 décembre 2006

Rang	Titre du film	Pays	Projections	Assistance	Recettes
			n		\$
1	Bon Cop Bad Cop	Québec	29 430	1 318 801	8 969 702
2	Spider-Man 2	États-Unis	22 098	1 198 313	7 538 317
3	Harry Potter et la coupe de feu	États-Unis	17 363	1 131 259	7 389 390
4	Shrek 2	États-Unis	26 258	1 120 825	6 702 478
5	Da Vinci Code	États-Unis	22 436	1 018 660	7 153 710
6	Pirates des Caraïbes: Le coffre du mort	États-Unis	21 924	1 017 653	6 791 787
7	Harry Potter et le prisonnier d'Azkaban	États-Unis	21 595	981 515	6 053 475
8	Star Wars épisode III - La revanche des Sith	États-Unis	15 922	850 738	6 236 521
9	C.R.A.Z.Y.	Québec	21 017	785 601	5 213 017
10	L'ère de glace: La fonte	États-Unis	18 666	764 530	4 718 571
11	Aurore	Québec	16 269	706 811	4 439 950
12	King Kong	Nouvelle-Zélande	11 993	641 972	4 263 544
13	Les Boys 4	Québec	16 046	626 489	3 923 690
14	Maurice Richard	Québec	18 378	589 795	3 805 889
15	Camping sauvage	Québec	14 743	574 810	3 540 009
16	Le seigneur des anneaux: Le retour du roi	États-Unis	13 684	567 005	3 568 123
17	Casino Royale	États-Unis	12 376	551 759	3 993 785
18	Horloge biologique	Québec	16 019	543 361	3 592 100
19	La guerre des mondes	États-Unis	12 972	538 552	3 750 572
20	Clic	États-Unis	15 114	507 145	3 227 849
21	Madagascar	États-Unis	15 357	503 776	3 120 698
22	Troie	Grande-Bretagne	9 899	482 002	3 239 368
23	Ma vie en cinémascope	Québec	13 519	477 695	2 922 351
24	Mission: Impossible III	États-Unis	14 424	473 924	3 342 541
25	Les chroniques de Narnia: L'armoire magique	États-Unis	14 496	463 589	2 999 446
26	X-Men - L'engagement ultime	États-Unis	14 046	457 309	3 261 000
27	L'autre belle-famille	États-Unis	11 215	456 084	3 106 251
28	Dans une galaxie près de chez vous	Québec	9 139	454 101	2 598 427
29	les 50 premiers rendez-vous	États-Unis	11 638	441 248	2 716 096
30	Hitch	États-Unis	12 772	439 048	2 983 468
31	La mort dans la peau	États-Unis	11 295	437 579	2 863 962
32	Le jour d'après	États-Unis	11 203	437 251	2 900 992
33	Batman: Le commencement	États-Unis	11 405	422 774	3 008 142
34	Fahrenheit 9/11	États-Unis	8 901	421 367	2 877 432
35	Le survenant	Québec	11 125	415 598	2 591 964
36	L'aviateur	États-Unis	8 933	411 331	2 784 724
37	The Passion of the Christ	États-Unis	9 762	411 079	2 677 344
38	Les Incroyable	États-Unis	12 353	407 432	2 556 822
39	M. et Mme Smith	États-Unis	10 228	389 292	2 760 257
40	Souvenirs de Brokeback Mountain	États-Unis	10 386	384 283	2 628 324
41	Les robots	États-Unis	10 078	378 491	2 376 562
42	Le retour de Superman	États-Unis	11 486	373 861	2 693 895
43	Les quatre fantastiques	États-Unis	10 224	367 594	2 388 500
44	Les choristes	France	10 444	364 086	2 286 584
45	La fille à un million de dollars	États-Unis	11 773	353 403	2 402 869
46	Huit en-dessous	États-Unis	10 345	352 412	2 107 766
47	Les bagnoles	États-Unis	12 465	342 457	2 026 967
48	Gang de requins	États-Unis	12 480	333 701	1 950 387
49	Garçons sans honneur	États-Unis	10 333	331 415	2 311 528
50	Le papillon bleu	Québec	7 917	327 389	1 809 753

1. Films présentés en programme simple.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 6.9

Films à succès¹, en ordre décroissant de l'assistance, films québécois seulement, Québec, du 1^{er} janvier 2004 au 31 décembre 2006

Rang	Titre du film	Projections	Assistance	Recettes
		n		\$
1	Bon Cop Bad Cop	29 430	1 318 801	8 969 702
2	C.R.A.Z.Y.	21 017	785 601	5 213 017
3	AUORE	16 269	706 811	4 439 950
4	Les Boys 4	16 046	626 489	3 923 690
5	Maurice Richard	18 378	589 795	3 805 889
6	Camping sauvage	14 743	574 810	3 540 009
7	Horloge biologique	16 019	543 361	3 592 100
8	Ma vie en cinémascope	13 519	477 695	2 922 351
9	Dans une galaxie près de chez vous	9 139	454 101	2 598 427
10	Le survenant	11 125	415 598	2 591 964
11	Le papillon bleu	7 917	327 389	1 809 753
12	Nouvelle-France	8 731	317 558	1 980 510
13	Le secret de ma mère	11 826	302 254	1 862 294
14	Elles étaient cinq	9 990	296 573	1 870 744
15	Elvis Graton XXX: La vengeance d'Elvis Wong	7 722	292 327	1 767 359
16	Maman Last Call	9 886	255 289	1 599 801
17	Les voleurs d'enfance	7 594	246 438	1 569 360
18	Le dernier tunnel	7 676	240 414	1 486 544
19	Monica la Mitraïlle	7 894	235 187	1 450 375
20	Idole instantanée	8 296	208 749	1 290 078
21	Les aimants	6 528	185 510	1 185 986
22	L'audition	7 621	184 250	1 175 145
23	Un dimanche à Kigali	5 929	145 558	921 132
24	L'incomparable mademoiselle C.	5 317	135 986	697 440
25	Roméo et Juliette	4 000	116 360	750 499
26	Nez rouge	3 712	107 911	625 409
27	La grande séduction	3 858	107 486	572 650
28	Les invasions barbares	5 476	105 543	650 880
29	C'est pas moi c'est l'autre	4 349	100 725	607 709
30	La vie avec mon père	4 385	98 279	616 939
31	La vie secrète des gens heureux	5 231	95 041	607 191
32	Mémoire affectives	3 660	91 625	561 382
33	Guide de la petite vengeance	4 763	77 330	499 270
34	Daniet et les superdogs	3 062	75 286	399 742
35	La neuvaine	2 264	68 390	415 385
36	La rage de l'ange	3 025	63 226	388 182
37	Familia	2 937	62 006	387 866
38	Histoire de famille (parties 1 et 2)	2 382	59 434	357 486
39	Congorama	2 561	52 252	338 458
40	Annie Brocoli dans les fonds marins	1 895	51 141	260 829
41	Cheech	3 161	43 512	282 783
42	Délivrez-moi	2 521	42 663	268 522
43	Duo	3 463	40 098	229 387
44	Saint-Martyrs-des-Damnés	1 897	36 699	250 286
45	Que Dieu bénisse l'Amérique	1 663	32 825	204 093
46	Dans l'œil du chat	1 705	32 789	208 172
47	Jack Paradise - Les nuits de Montréal	1 807	26 377	158 417
48	Sans elle	1 577	22 464	136 581
49	Gaz Bar Blues	830	21 755	130 242
50	Kamataki	579	15 355	113 022

1. Films présentés en programme simple.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 6.10

Films à succès¹, en ordre décroissant de l'assistance, toutes origines confondues, Québec, du 1^{er} janvier 1985 au 31 décembre 2006

Rang	Titre du film	Année ²	Pays	Projections	Assistance	Recettes
				n		\$
1	Titanic	1997	États-Unis	28 650	3 286 173	17 145 929
2	Harry Potter à l'école des sorciers	2001	États-Unis	27 205	1 619 496	9 294 863
3	Le seigneur des anneaux: La communauté de l'anneau	2001	États-Unis	18 292	1 528 814	9 547 443
4	Spider-Man	2002	États-Unis	25 651	1 506 653	9 392 205
5	Le seigneur des anneaux: Le retour du roi	2003	États-Unis	20 518	1 407 929	8 887 986
6	Star Wars épisode 1: La menace fantôme	1999	États-Unis	29 003	1 382 054	7 985 647
7	Le seigneur des anneaux: Les deux tours	2002	États-Unis	16 585	1 355 269	8 426 880
8	Un homme et son péché	2002	Québec	22 528	1 341 602	8 121 715
9	Harry Potter et la chambre des secrets	2002	États-Unis	19 811	1 339 287	7 724 294
10	Bon Cop Bad Cop	2006	Québec	29 430	1 318 801	8 969 702
11	Le parc Jurassique	1993	États-Unis	16 093	1 198 556	6 118 239
12	Spider-Man 2	2004	États-Unis	22 098	1 198 313	7 538 317
13	La grande séduction	2003	Québec	25 291	1 197 818	7 265 438
14	Harry Potter et la coupe de feu	2005	États-Unis	17 363	1 131 259	7 389 390
15	Les Boys	1997	Québec	16 809	1 125 182	6 101 639
16	Shrek 2	2004	États-Unis	26 258	1 120 825	6 702 478
17	Les Boys 2	1998	Québec	15 144	1 039 578	5 425 318
18	Da Vinci Code	2006	États-Unis	22 436	1 018 660	7 153 710
19	Pirates des Caraïbes: Le coffre du mort	2006	États-Unis	21 924	1 017 653	6 791 787
20	Harry Potter et le prisonnier d'Azkaban	2004	États-Unis	21 595	981 515	6 053 475
21	Le sixième sens	1999	États-Unis	16 276	935 373	5 277 129
22	Les invasions barbares	2003	Québec	24 342	913 946	5 656 928
23	Les Boys III	2001	Québec	17 154	910 743	5 432 499
24	Le roi lion	1994	États-Unis	16 490	860 143	3 844 990
25	Seul au monde	2000	États-Unis	16 443	859 435	5 319 439
26	Star Wars épisode III - La revanche des Sith	2005	États-Unis	15 922	850 738	6 236 521
27	Armageddon	1998	États-Unis	14 717	827 413	4 323 141
28	Retour vers le futur II	1989	États-Unis	6 728	818 495	4 038 933
29	Independence Day	1996	États-Unis	12 422	804 619	4 112 217
30	Les Pierrafeu	1994	États-Unis	10 124	802 368	3 994 328
31	Star Wars épisode II - L'attaque des clones	2002	États-Unis	15 671	789 396	5 306 787
32	C.R.A.Z.Y.	2005	Québec	21 017	785 601	5 213 017
33	Les 101 dalmatiens	1996	États-Unis	12 027	783 822	3 432 470
34	Indiana Jones et la dernière croisade	1989	États-Unis	6 189	771 293	4 202 653
35	L'ère de glace: La fonte	2006	États-Unis	18 666	764 530	4 718 571
36	Mission: impossible 2	2000	États-Unis	15 671	748 123	4 451 827
37	La matrice rechargée	2003	États-Unis	15 425	744 063	5 109 798
38	Gladiateur	2000	États-Unis	16 813	744 058	4 501 488
39	Forrest Gump	1994	États-Unis	14 236	734 248	3 875 647
40	Madame Doubtfire	1993	États-Unis	11 534	730 876	3 911 517
41	Mission: Impossible	1996	États-Unis	11 202	722 356	3 673 671
42	Il faut sauver le soldat Ryan	1998	États-Unis	11 815	719 234	3 904 051
43	Histoire de jouets 2	1999	États-Unis	14 509	717 774	3 454 672
44	Aurore	2005	Québec	16 269	706 811	4 439 950
45	Le monde perdu: Jurassic Park	1997	États-Unis	12 906	685 531	3 640 831
46	Tornade	1996	États-Unis	11 176	678 722	3 440 756
47	Pirates des Caraïbes - La malédiction de la perle noire	2003	États-Unis	15 166	675 491	4 171 291
48	Dr Seuss: Le grincheux qui voulait gâcher Noël	2000	États-Unis	13 026	667 256	3 579 941
49	Hommes en noir	1997	États-Unis	13 631	657 661	3 362 439
50	Astérix et Obélix: Mission Cléopâtre	2002	France	18 447	651 582	3 746 280

1. Films présentés en programme simple seulement.

2. Année de la première projection en salle au Québec.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 6.11

Films à succès¹, en ordre décroissant de l'assistance, films québécois seulement, Québec, du 1^{er} janvier 1985 au 31 décembre 2006

Rang	Titre du film	Année ²	Projections	Assistance	Recettes
			n		\$
1	Un homme et son péché	2002	22 528	1 341 602	8 121 715
2	Bon Cop Bad Cop	2006	29 430	1 318 801	8 969 702
3	La grande séduction	2003	25 291	1 197 818	7 265 438
4	Les Boys	1997	16 809	1 125 182	6 101 639
5	Les Boys 2	1998	15 144	1 039 578	5 425 318
6	Les invasions barbares	2003	24 342	913 946	5 656 928
7	Les Boys III	2001	17 154	910 743	5 432 499
8	C.R.A.Z.Y.	2005	21 017	785 601	5 213 017
9	Aurore	2005	16 269	706 811	4 439 950
10	Les Boys 4	2005	16 046	626 489	3 923 690
11	Elvis Gratton II, miracle à Memphis	1999	10 657	609 463	3 367 160
12	Le déclin de l'empire américain	1986	6 872	608 126	2 760 246
13	Cruising Bar	1989	7 947	591 620	3 086 162
14	Maurice Richard	2005	18 378	589 795	3 805 889
15	Camping sauvage	2004	14 743	574 810	3 540 009
16	Horloge biologique	2005	16 019	543 361	3 592 100
17	Ma vie en cinémascope	2004	13 519	477 695	2 922 351
18	Mambo Italiano	2003	15 307	466 914	2 744 088
19	La vie après l'amour	2000	12 798	458 743	2 604 496
20	Dans une galaxie près de chez vous	2004	9 139	454 101	2 598 427
21	C't'à ton tour, Laura Cadieux	1998	8 808	423 655	2 238 344
22	Le survenant	2005	11 125	415 598	2 591 964
23	Jésus de Montréal	1989	5 609	390 594	1 977 960
24	Nez rouge	2003	11 581	389 730	2 315 060
25	Ding et Dong le film	1990	4 304	372 221	2 027 335
26	Nuit de noces	2001	10 313	357 453	2 139 008
27	L'odyssée d'Alice Tremblay	2002	11 639	347 666	1 974 876
28	Louis 19 - Le roi des ondes	1994	6 330	332 783	1 672 064
29	La papillon bleu	2004	7 917	327 389	1 809 753
30	Nouvelle-France	2004	8 731	317 558	1 980 510
31	Le secret de ma mère	2006	11 826	302 254	1 862 294
32	Elles étaient cinq	2004	9 990	296 573	1 870 744
33	Elvis Gratton XXX: La vengeance d'Elvis Wong	2004	7 722	292 327	1 767 359
34	Sur le seuil	2003	8 585	274 839	1 755 821
35	Laura Cadieux... La suite	1999	9 363	269 083	1 377 286
36	Matusalem	1993	3 757	255 435	1 080 176
37	Maman Last Call	2005	9 886	255 289	1 599 801
38	La mystérieuse mademoiselle C.	2002	6 335	250 957	1 192 715
39	Les voleurs d'enfance	2005	7 594	246 438	1 569 360
40	La Florida	1993	4 770	246 097	1 260 877
41	La grenouille et la baleine	1988	3 325	240 863	944 951
42	Le dernier tunnel	2004	7 676	240 414	1 486 544
43	Monica la Mitraïlle	2004	7 894	235 187	1 450 375
44	Bach et Bottine	1986	2 792	228 537	832 830
45	Un zoo la nuit	1987	3 851	223 913	1 038 712
46	L'homme idéal	1996	4 321	219 879	1 129 967
47	L'art de la guerre	2000	7 426	214 048	1 299 356
48	Idole instantanée	2005	8 296	208 749	1 290 078
49	Moïse: L'affaire Roch Thériault	2002	5 892	207 512	1 246 471
50	Liste noire	1995	4 900	202 843	1 043 600

1. Films présentés en programme simple seulement.

2. Année de la première projection en salle au Québec.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.



Un dimanche à Kigali
Robert Favreau

CHAPITRE 7

LES AUTRES MARCHÉS DU FILM

Benoit Allaire

Depuis le début des années 1980, l'exploitation des produits cinématographiques s'est profondément modifiée et l'exclusivité des nouvelles productions, accordée auparavant aux salles de cinéma pendant des mois, est maintenant réduite à quelques semaines. La prolifération du magnétoscope au cours des années 1980, la pénétration de la câblodistribution et de ses canaux spécialisés,

la télévision à la carte ou la vidéo sur demande, les technologies – telles que le DVD (*digital versatile disk*) et la diffusion par satellite de plus en plus populaire – ont contribué à leur façon au développement de ce qu'on appelle aujourd'hui le « cinéma maison ». De plus, les améliorations techniques apportées au téléviseur lui-même (son et image numériques) en font une fenêtre grâce à laquelle on peut joindre

le consommateur de films en utilisant différents canaux de transmission.

Malheureusement, ces canaux de transmission se sont multipliés plus rapidement que les statistiques qui s'y rapportent. Dans le présent chapitre, nous présentons les seules données dont nous disposons sur les clubs vidéo et la commercialisation des films sur support vidéo.



Roméo et Juliette
Yves Desgagnés

Tableau 7.1

Nombre de commerces de détail de matériel vidéo, selon le caractère de l'activité, Québec, 2002-2006

	2002	2003	2004	2005	2006
	n				
Commerces	4 983	4 915	5 125	5 031	5 130
Activité principale	963	946	905	962	1 004
Activité secondaire	4 020	3 969	4 220	4 069	4 126

Source : Régie du cinéma.

Tableau 7.2

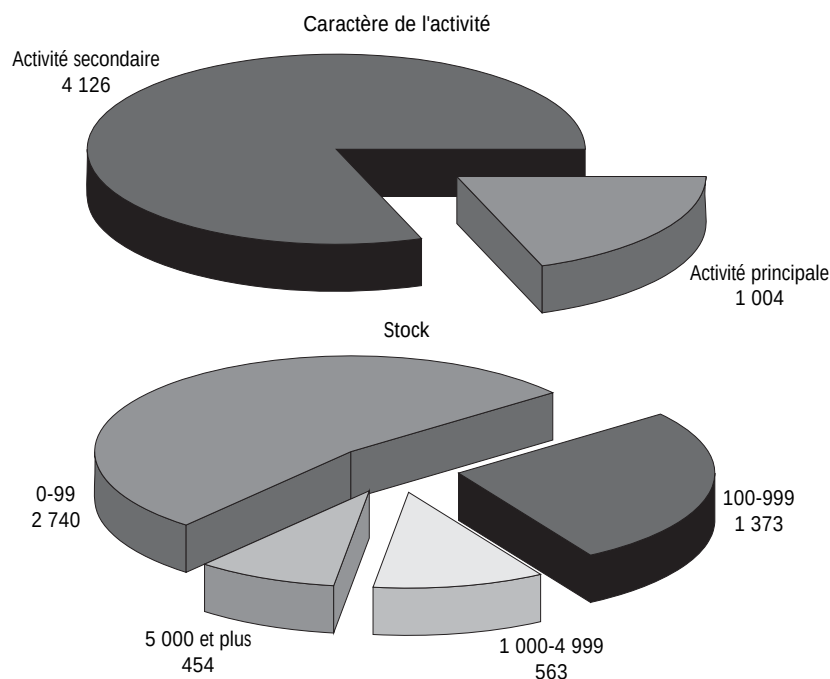
Nombre de commerces de détail de matériel vidéo, selon le stock de vidéocassettes et de DVD, Québec, 2002-2006

Nombre de cassettes et de DVD	2002	2003	2004	2005	2006
	n				
0-99	2 180	2 097	2 471	2 508	2 740
100-999	1 674	1 662	1 562	1 470	1 373
1 000-4 999	673	679	627	596	563
5 000 et plus	456	477	465	457	454
Total	4 983	4 915	5 125	5 031	5 130

Source : Régie du cinéma.

Figure 7.1

Commerces de détail de matériel vidéo selon le caractère de l'activité et le stock de vidéocassettes et de DVD, Québec, 2006



Source : Régie du cinéma.

LE MARCHÉ DE LA VIDÉO

Présentement, les seules données fiables concernant l'offre dans ce secteur d'activité émanent de la Régie du cinéma, qui a notamment pour mandat de délivrer les permis nécessaires aux établissements de commerce de détail de matériel vidéo.

LE COMMERCE DE DÉTAIL

En 2006, on dénombrait au Québec 5 130 établissements de commerce de détail de matériel vidéo. Pour 1 004 d'entre eux (19,6 %), ce type de commerce constitue l'activité principale, tandis qu'il ne représente qu'une activité secondaire pour les 4 126 autres (80,4 %). Passant de 5 031 à 5 130, le nombre d'établissements a crû de 2,0 %. Cette hausse est surtout attribuable aux établissements dont l'activité principale est le commerce de matériel vidéo, soit les clubs vidéo, puisque leur nombre est passé de 962 en 2005 à 1 004 en 2006, soit une augmentation de 4,4 %. En ce qui concerne les établissements pour lesquels le commerce de matériel vidéo constitue une activité secondaire, une hausse de 1,4 % est observable puisqu'ils sont passés de 4 069 à 4 126. Leur taux de croissance annuelle moyen est de 0,7 % pour la période 2002-2006, comparativement à 1,0 % pour les clubs vidéo. En fait, l'année 2006 marque une reprise certaine de la croissance du nombre de clubs vidéo après les années de déclin du début de la décennie.

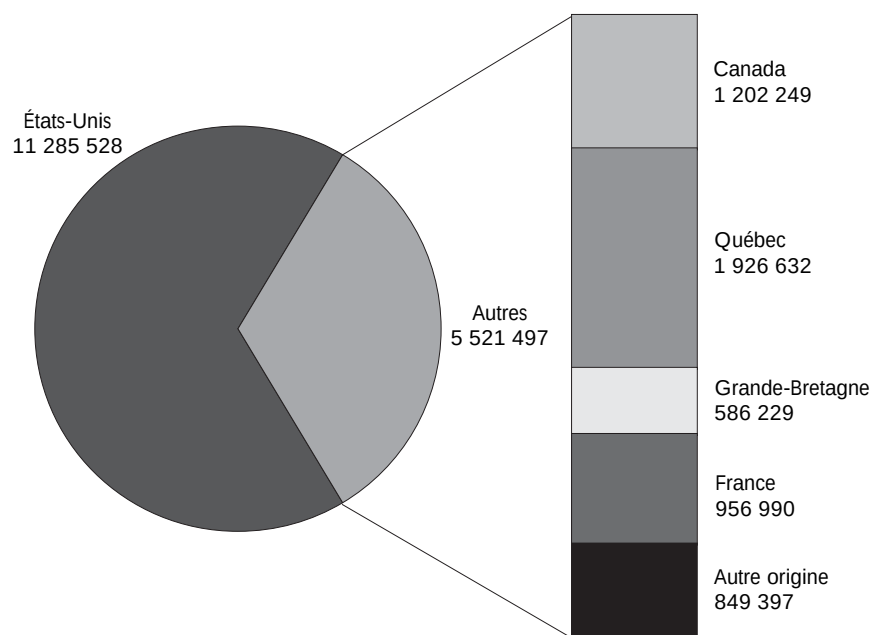
Depuis 1992, première année pour laquelle nous disposons de données quant au nombre d'établissements de location de matériel vidéo, tous les types d'établissements ont connu une période de croissance suivie d'une lente décroissance. En ce qui concerne les clubs vidéo, leur nombre a crû de

1,3 % annuellement en moyenne de 1992 à 1996, tandis que de 1996 à 2005, celui-ci a diminué en moyenne de 3,0 % chaque année. Quant aux autres établissements de location de matériel vidéo, leur nombre a augmenté de 10,5 % par année, en moyenne, de 1992 à 1997 pour ensuite baisser de 1,9 % annuellement de 1997 à 2005.

L'année 2006 vient donc confirmer la reprise amorcée en 2005. Toutefois, l'absence de données fiables sur la location de matériel vidéo nous empêche d'interpréter correctement cette tendance. Il peut s'agir autant d'une reprise du marché de la location de films que d'une fragmentation de cette industrie.

Figure 7.2

Nombre d'attestations délivrées pour les films commercialisés sur support vidéo selon le pays d'origine, Québec, 2006



Source : Régie du cinéma.



La rage de l'ange

Dan Bigras

Photo : Nicole Rivelli

Tableau 7.3

Nombre de commerces de détail de matériel vidéo, par région administrative, Québec, 2006

Région administrative	Total	Type de service		Caractère de l'activité	
		Vente et location	Vente exclusivement	Principale	Secondaire
		n			
Bas-Saint-Laurent	221	158	63	17	204
Saguenay–Lac-Saint-Jean	226	135	91	25	201
Capitale-Nationale	464	254	210	88	376
Mauricie	224	138	86	40	184
Estrie	239	158	81	46	193
Montréal	942	478	464	264	678
Outaouais	248	155	93	39	209
Abitibi-Témiscamingue	162	116	46	17	145
Côte-Nord	80	58	22	9	71
Nord-du-Québec	46	40	6	4	42
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	118	82	36	6	112
Chaudière-Appalaches	370	259	111	39	331
Laval	173	80	93	44	129
Lanaudière	275	162	113	65	210
Laurentides	315	189	126	82	233
Montréal	818	481	337	195	623
Centre-du-Québec	203	139	64	24	179
Non classés	6	3	3	–	6
Le Québec	5 130	3 085	2 045	1 004	4 126

Source : Régie du cinéma.

Tableau 7.4

Nombre de commerces de détail de matériel vidéo, selon le stock de vidéocassettes et de DVD, par région administrative, Québec, 2006

Région administrative	De 0 à 99	De 100 à 999	De 1 000 à 4 999	5 000 et plus	Total
	n				
Bas-Saint-Laurent	95	94	15	17	221
Saguenay-Lac-Saint-Jean	98	88	28	12	226
Capitale-Nationale	225	130	68	41	464
Mauricie	121	65	23	15	224
Estrie	111	76	25	27	239
Montréal	655	93	80	114	942
Outaouais	124	77	27	20	248
Abitibi-Témiscamingue	48	89	11	14	162
Côte-Nord	26	40	7	7	80
Nord-du-Québec	33	7	5	1	46
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	44	58	16	–	118
Chaudière-Appalaches	146	154	52	18	370
Laval	109	21	21	22	173
Lanaudière	157	59	33	26	275
Laurentides	196	60	24	35	315
Montréal	468	182	93	75	818
Centre-du-Québec	80	78	35	10	203
Non classés	4	2	–	–	6
Le Québec	2 740	1 373	563	454	5 130

Source : Régie du cinéma.

Selon les données de la Régie du cinéma, 80,2 % des commerces de matériel vidéo avaient un stock de moins de 1 000 cassettes et DVD en 2006, soit la plus forte proportion depuis 2002; 2 740 d'entre eux possèdent moins de 100 cassettes et DVD, tandis que 1 373 en tiennent entre 100 et 999. De 2005 à 2006, le nombre d'établissements ayant moins de 1 000 cassettes et DVD est passé de 3 978 à 4 113, soit une augmentation de 3,4 %. Durant la même période, le nombre de commerces ayant un stock de 1 000 cassettes et DVD et plus est passé de 1 053 à 1 017, ce qui représente une réduction de 3,4 %.

Sur une plus longue période, on peut observer une évolution légèrement différente de celle des clubs vidéo concernant les établissements dont le stock est de plus de 1 000 cassettes et DVD, c'est-à-dire une période de croissance de 1992 à 1997 (8,2 % annuellement) suivie d'une décroissance, de 1997 à 2006 (– 6,1 % annuellement). Par contre, on constate des fluctuations importantes dans la distribution des petits établissements, ceux dont le stock est inférieur à 1 000 cassettes et DVD. En effet, le nombre d'établissements tenant un petit stock – moins de 100 – représentait 31,3 % de tous les établissements en 1992, mais 53,4 % en 2006. À l'inverse, la proportion des établissements tenant un stock variant de 100 à 999 cassettes et DVD est passée de 41,2 % à 26,8 %.

Après une période de forte croissance de 1992 à 1996, plus importante que celle des clubs vidéo, ces deux catégories d'établissements ont plus ou moins plafonné de 1996 à 2000. Par la suite, les établissements ayant un stock de 100 à 999 cassettes et DVD connaissent un déclin important, tandis que les petits établissements

montrent une légère baisse suivie d'une forte remontée en 2004, 2005 et 2006. En fait, cette catégorie est la seule à montrer une augmentation de son effectif par rapport aux années où le nombre d'établissements a atteint des records, soit 1996, 1997 et 1998 avec respectivement 5 886, 5 982 et 5 842 établissements de location de matériel vidéo.

LA COMMERCIALISATION DES FILMS SUR SUPPORT VIDÉO

En plus de ses activités relatives au classement des films, la Régie du cinéma a pour mandat de voir à l'application des règlements afférents à la Loi sur le cinéma au regard de la mise en marché du matériel vidéo. Cette réglementation prévoit, entre autres choses, que les titulaires d'un permis de distributeur doivent obtenir de la Régie un certificat de dépôt pour chaque titre de film et une attestation de ce certificat pour chaque exemplaire du matériel vidéo destiné à être vendu, prêté, loué ou échangé.

Précisons que les distributeurs de vidéocassettes et de DVD n'ont pas l'exclusivité d'un film, si bien que plusieurs peuvent obtenir simultanément un certificat de dépôt pour un même film. Ainsi, le nombre de certificats de dépôt délivrés au cours d'une même année est supérieur au nombre de films en question.

Au cours de 2006, 155 distributeurs étaient actifs dans la commercialisation de films sur support vidéo, soit 4 de plus qu'en 2005. Par ailleurs, le nombre de films distribués est passé de 27 908 à 28 113, c'est-à-dire une hausse de 0,7 %. En ce qui concerne le nombre de certificats de dépôt délivrés par la Régie, il est passé de 59 511 à 64 083 entre 2005 et 2006, soit une augmentation de

7,7 %. En outre, 33,5 millions d'attestations ont été délivrées en 2006, comparativement à 31,9 millions en 2005, ce qui représente une hausse de 4,8 %.

L'ORIGINE DES FILMS COMMERCIALISÉS SUR SUPPORT VIDÉO

En ce qui concerne l'origine des films commercialisés sur support vidéo en 2006, les données indiquent – comme toujours – la prédominance des films états-unien. Ainsi, 15 383 des 28 113 films commercialisés provenaient des États-Unis, soit 54,7 % du total. Par ailleurs, 67,1 % des attestations délivrées pour des films dont le certificat de dépôt a été délivré en 2006 l'ont été pour des productions états-uniennes. Autrement dit,

les films états-uniens représentaient 54,7 % des films commercialisés, mais 67,1 % des copies mises en circulation. Tout comme dans les salles de cinéma, les productions états-uniennes accaparent une grande partie du marché de la vidéo, ce qui n'est pas du tout étonnant si l'on considère que le cinéma et la vidéo ne sont en fait que des modes de diffusion différents de produits cinématographiques qui sont les mêmes dans une large proportion.

Toutefois, l'année 2006 confirme un certain recul de la domination états-unienne, puisqu'il s'agit de la deuxième année consécutive depuis 2001 où la part états-unienne des attestations délivrées descend sous les 70 %.

Tableau 7.5

Commercialisation des films et des programmes télévisés sur support vidéo¹, Québec, 2006 et avril 1989 à décembre 2006

	2006	Avril 1989 à décembre 2006
	n	
Distributeurs	155	689
Films	28 113	211 801
Certificats de dépôt délivrés	64 083	518 868
Attestations délivrées ²	33 475 710	235 511 533
Relatives à des certificats délivrés en 2006		
Cassettes	912 469	
DVD	15 894 556	
Coffrets	1 115 897	
Relatives à des certificats délivrés avant 2006		
Cassettes	1 390 181	
DVD	13 595 421	
Coffrets	567 186	

1. Un certificat de dépôt est délivré au titulaire d'un permis de distributeur sur dépôt de l'entente l'autorisant à faire la distribution d'un film sur support vidéo ou support similaire au Québec. Un certificat est délivré au distributeur pour chaque titre de film. Une attestation de ce certificat est délivrée pour chaque exemplaire du matériel vidéo destiné au commerce de détail.

2. Y compris les coffrets. Les attestations délivrées au cours d'une année peuvent se rapporter à des certificats de dépôt délivrés au cours de la même année ou au cours des années précédentes.

Source : Régie du cinéma.

Tableau 7.6

Nombre de films et de programmes télévisés commercialisés sur support vidéo à l'exception des coffrets, selon l'année de production, Québec, 2006

Année de production	Films		Certificats		Attestations ¹	
	n	%	n	%	n	%
1902-1950	946	3,4	3 530	5,5	64 217	0,4
1951-1960	523	1,9	1 366	2,1	79 208	0,5
1961-1970	800	2,8	2 253	3,5	138 032	0,8
1971-1980	1 220	4,3	3 501	5,5	341 803	2,0
1981-1985	771	2,7	2 195	3,4	324 521	1,9
1986	161	0,6	467	0,7	23 553	0,1
1987	163	0,6	446	0,7	42 862	0,3
1988	202	0,7	486	0,8	16 568	0,1
1989	229	0,8	570	0,9	39 702	0,2
1990	199	0,7	534	0,8	69 226	0,4
1991	210	0,7	560	0,9	54 221	0,3
1992	243	0,9	635	1,0	51 003	0,3
1993	301	1,1	745	1,2	57 828	0,3
1994	260	0,9	636	1,0	33 993	0,2
1995	421	1,5	1 128	1,8	81 456	0,5
1996	310	1,1	911	1,4	66 393	0,4
1997	337	1,2	845	1,3	78 184	0,5
1998	407	1,4	1 112	1,7	91 926	0,5
1999	512	1,8	1 192	1,9	61 479	0,4
2000	538	1,9	1 328	2,1	159 366	0,9
2001	616	2,2	1 530	2,4	111 860	0,7
2002	813	2,9	1 784	2,8	409 369	2,4
2003	1 345	4,8	2 902	4,5	222 153	1,3
2004	2 306	8,2	5 022	7,8	879 694	5,2
2005	6 298	22,4	11 686	18,2	4 563 988	27,2
2006	7 896	28,1	16 440	25,7	8 740 174	52,0
Données manquantes	86	0,3	279	0,4	4 246	0,03
Total	28 113	100,0	64 083	100,0	16 807 025	100,0

1. Attestations relatives à des certificats délivrés en 2006.

Source : Régie du cinéma.

Tableau 7.7

Nombre de films et de programmes télévisés commercialisés sur support vidéo à l'exception des coffrets, selon le pays d'origine et la langue, Québec, 2006

Pays d'origine	Films		Certificats		Attestations ¹			
					Langue française		Autres langues	
	n	%	n	%	n	%	n	%
États-Unis	15 383	54,7	38 203	59,6	2 777 396	42,8	8 508 132	82,4
Canada	1 415	5,0	3 175	5,0	791 992	12,2	410 257	4,0
Québec	619	2,2	797	1,2	1 717 437	26,5	209 195	2,0
Grande-Bretagne	1 040	3,7	3 598	5,6	111 961	1,7	474 268	4,6
France	647	2,3	1 414	2,2	898 830	13,9	58 160	0,6
Autre origine	9 009	32,0	16 896	26,4	188 367	2,9	661 030	6,4
Total	28 113	100,0	64 083	100,0	6 485 983	100,0	10 321 042	100,0

1. Attestations relatives à des certificats délivrés en 2006.

Source : Régie du cinéma.

Quant aux productions québécoises, elles représentaient 2,2 % des films commercialisés sur support vidéo en 2006, 1,2 % des certificats de dépôt, mais 11,5 % des attestations délivrées, soit une augmentation de 0,5 points de pourcentage par rapport à l'année précédente. Cette disproportion entre les parts québécoises du nombre de films et du nombre d'attestations se répercute sur le nombre d'attestations par film selon l'origine des films. Sur ce plan, les productions québécoises laissent loin derrière celles des autres pays. En effet, en 2006 on comptait 598 attestations par film pour l'ensemble des films, tandis que ce nombre était de 3 113 pour les productions québécoises. Par comparaison, on en comptait 734 pour les films états-uniens et 1 479 pour les films français.

CHAPITRE 8

LES DÉPENSES DES MÉNAGES

Benoit Allaire

Nous analysons dans ce chapitre l'évolution des dépenses moyennes des ménages de 1997 à 2005 pour certains produits audiovisuels : la location de vidéos, les sorties au cinéma et l'abonnement à la câblo-distribution ou à la télédistribution par satellite. Ces dépenses, réunies sous le vocable de *dépenses de services audiovisuels*, sont mises en relation

avec l'ensemble des dépenses de loisirs de même qu'avec les dépenses de loisirs culturels. Ces dépenses sont ensuite analysées selon le revenu et le statut familial des ménages en 2005.

L'objectif de cette analyse est de décrire l'évolution et la place de la consommation des services audiovisuels, films et émissions de télévisions,

dans l'ensemble des dépenses en loisirs et, de façon plus spécifique, parmi les dépenses en loisirs culturels. C'est pourquoi nous avons mis de côté les dépenses pour l'achat d'équipement télévisuel, tels les téléviseurs, cinémas maison, antennes paraboliques et autre quincaillerie, sauf pour certaines comparaisons.



Duo
Richard Ciupka
Photo : Yanick McDonald

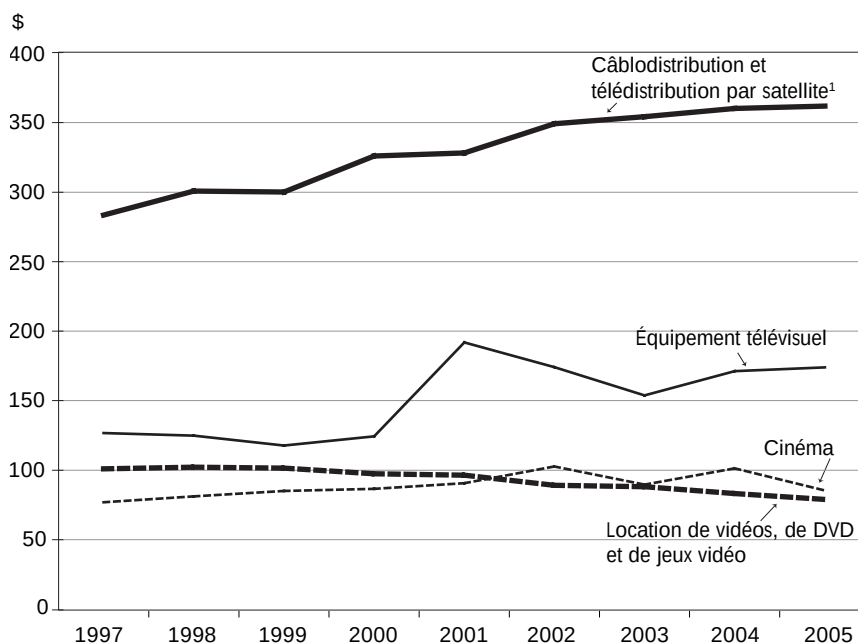
L'ÉVOLUTION DES DÉPENSES

En dollars constants de 2002, les dépenses annuelles moyennes des ménages québécois en services audiovisuels sont passées de 461 \$ en 1997 à 535 \$ en 2005. Il s'agit d'une augmentation de 16 % qui dénote une croissance légèrement inférieure à celle de l'ensemble des dépenses en loisirs pour la même période, qui est de 18 %. Toutefois, la comparaison de l'évolution des dépenses en services audiovisuels avec celle des dépenses en loisirs culturels est plus frappante. En effet, de 1997 à 2005, les dépenses en loisirs culturels ont à peine changé, passant de 1 180 \$ à 1 184 \$. Il serait cependant plus approprié d'examiner l'évolution de la part de ces dépenses dans le budget des ménages.

La part des services audiovisuels dans les dépenses en loisirs culturels a augmenté, passant de 39 % en 1997

Figure 8.1

Évolution des dépenses moyennes des ménages pour les services audiovisuels et l'achat d'équipement télévisuel, en dollars constants de 2002, Québec, 1997-2005



1. À l'exception des dépenses d'abonnement à Internet.

Source : Statistique Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales
Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 8.1

Dépenses moyennes des ménages au titre de certaines activités, en dollars constants de 2002, Québec, 1997-2005

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
	\$								
Dépenses totales	47 246	47 728	50 149	50 601	49 749	51 262	52 439	51 536	51 044
Consommation courante	33 348	33 338	35 004	35 064	35 091	36 860	36 940	36 635	36 550
Dépenses en loisirs	2 518	2 582	2 630	2 667	2 821	2 855	2 813	2 855	2 959
Dépenses en loisirs culturels	1 180	1 158	1 153	1 170	1 219	1 264	1 213	1 225	1 184
Dépenses en services audiovisuels	461	484	487	510	515	541	532	545	535
Location de vidéos, de DVD et de jeux vidéo	101	102	102	97	96	89	88	83	79
Câblodistribution et télédistribution par satellite¹	283	301	300	326	328	349	354	360	368
Cinéma	77	81	85	87	91	103	90	101	88
	n								
Échantillon	2 433	2 081	1 954	1 818	1 966	1 910	3 331	1 847	1 881
Nombre de ménages	2 782 881	2 776 813	2 831 627	2 871 247	2 889 449	2 970 300	3 009 367	3 065 519	3 103 650

1. À l'exception des dépenses d'abonnement à Internet.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses des ménages* et CANSIM, Tableau 326-0021 : Indice des prix à la consommation.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales
Observatoire de la culture et des communications du Québec.

à 45 % en 2005. Par rapport à l'ensemble des dépenses en loisirs, cette part est restée à 18 %. Par rapport aux dépenses de consommation courante, soit l'ensemble des dépenses moins l'impôt, les paiements d'assurance, les cotisations de retraite et les dons de bienfaisance, la part des services audiovisuels est restée stable à environ 1 %. Précisons toutefois, que la croissance des dépenses en loisirs culturels autres que les services audiovisuels provient surtout de l'achat de matériel télévisuel (téléviseurs, magnétoscopes, lecteurs DVD et autre matériel télévisuel). Ce poste budgétaire connaît une ascension de 37,4 % entre 1997 et 2005. La part des dépenses des ménages dévolue à ce poste, parmi les dépenses en loisirs culturels, est passée de 11 % à 15 %.

La hausse de la valeur de la consommation de services audiovisuels provient surtout de l'importante augmentation des dépenses en câblodistribution et en télédistribution par satellite. Ces dépenses ont effectivement augmenté de 29,7 % au cours de cette période, passant de 283 \$ à 368 \$. Cette augmentation se répercute sur la répartition des dépenses des ménages en services audiovisuels et la part accaparée par ce poste y grimpe de 8 points de pourcentage (61 % à 69 %).

Cela signifie un ralentissement des dépenses en location de vidéos et une croissance modérée des dépenses en billets de cinéma. En effet, les dépenses moyennes des ménages en location de vidéos sont passées de 101 \$ à 79 \$, une chute de 21,9 %, tandis que les ménages ont dépensé en moyenne 8 \$ de plus en billets de cinéma en 2005 par rapport à 1997, une hausse de 77 \$ à 88 \$. Il s'agit d'une augmentation de 14,6 %.

Tableau 8.2

Part des dépenses moyennes des ménages au titre de certaines activités, en dollars constants de 2002, Québec, 1997-2005

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
	%								
Dépenses totales	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Part des dépenses de consommation courante sur les dépenses totales	71	70	70	69	71	72	70	71	72
Part des dépenses en loisirs sur les dépenses courantes	8	8	8	8	8	8	8	8	8
Part des dépenses en loisirs culturels sur les dépenses en loisirs	47	45	44	44	43	44	43	43	40
Part des dépenses en services audiovisuels sur les dépenses en loisirs culturels	39	42	42	44	42	43	44	44	45
Part des dépenses en location de vidéos, de DVD et de jeux vidéo sur les dépenses en services audiovisuels	22	21	21	19	19	16	17	15	15
Part des dépenses en câblodistribution et en télédistribution par satellite ¹ sur les dépenses en services audiovisuels	61	62	62	64	64	65	67	66	69
Part des dépenses en billets de cinéma sur les dépenses en services audiovisuels	17	17	17	17	18	19	17	19	16

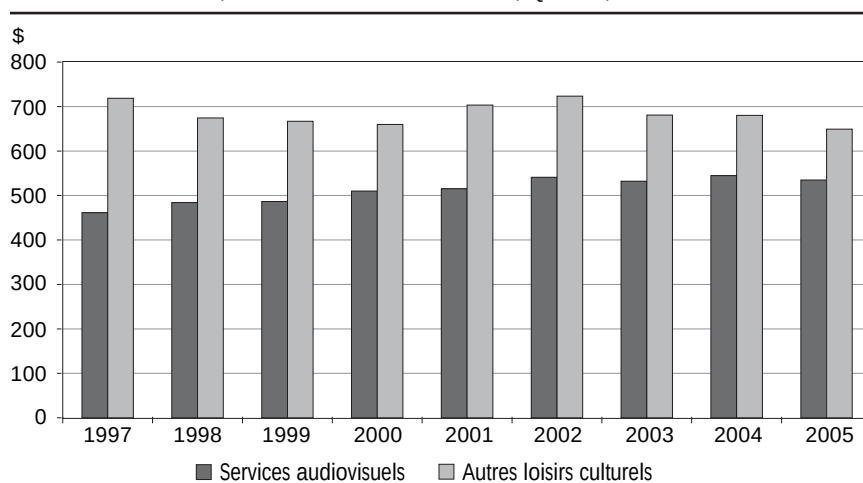
1. À l'exception des dépenses d'abonnement à Internet.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses des ménages* et CANSIM, Tableau 326-0021 : *Indice des prix à la consommation*.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales
Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 8.2

Évolution des dépenses moyennes des ménages pour les services audiovisuels et les autres loisirs culturels, en dollars constants de 2002, Québec, 1997-2005

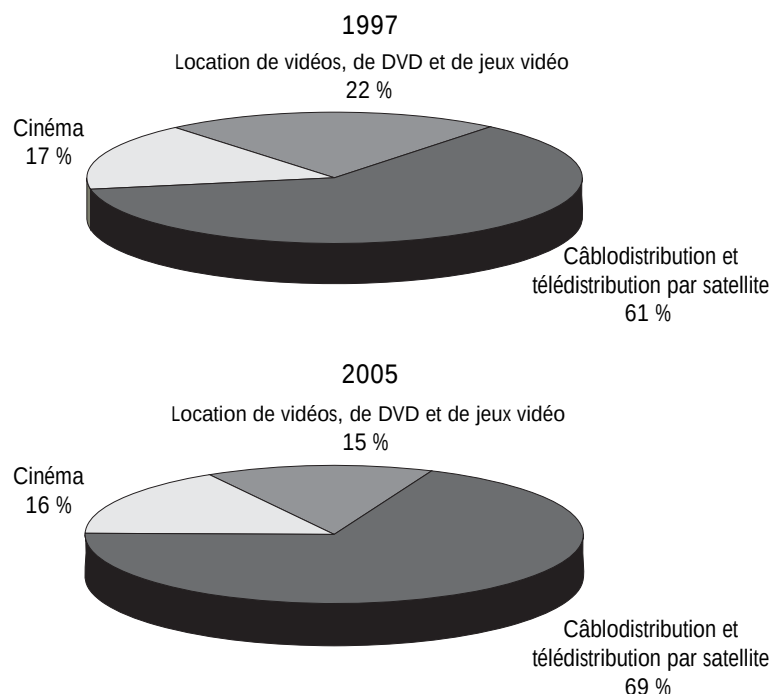


Source : Statistique Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales
Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 8.3

Répartition des dépenses en services audiovisuels selon l'activité, Québec, 1997 et 2005



Source : Statistique Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales
Observatoire de la culture et des communications du Québec.

En résumé, l'évolution des dépenses moyennes des ménages en services audiovisuels au cours de la période 1997-2005 se caractérise par une lente érosion de la valeur de la consommation de la location de produits vidéo et d'une faible progression des dépenses en billets de cinéma. Ce bilan mitigé de la consommation de produits audiovisuels est en partie compensé par l'augmentation soutenue des dépenses en câblodistribution et télédistribution par satellite. La forte augmentation des dépenses en équipement télévisuel qui accompagne ces dernières pourrait indiquer qu'il ne s'agit pas d'un signe de désintérêt des ménages québécois envers les services audiovisuels, mais plutôt d'une transformation des moyens d'accès à ces produits.

LES DÉPENSES SELON LE REVENU DES MÉNAGES

Dans cette analyse des dépenses des ménages en services audiovisuels, nous utiliserons plutôt les dollars courants, puisqu'il ne s'agit pas tant de comprendre l'évolution des dépenses que de comparer les parts dévolues à certaines catégories de dépenses selon des classes de ménages.

Ainsi, en 2005, les dépenses moyennes de l'ensemble des ménages pour les loisirs se sont élevées à 3 163 \$. Les ménages ayant un revenu supérieur (60 000 \$ et plus) ont dépensé en moyenne 5 676 pour les loisirs, tandis que ceux ayant un revenu inférieur (moins de 20 000 \$) ont dépensé 786 \$, soit 7 fois moins. Étant donné que les dépenses courantes des ménages de revenu supérieur sont près de 4 fois plus élevées que celles des ménages de revenu inférieur – respectivement 59 622 \$ et 16 803 \$ – il faut s'attendre à ce que



Journals of Knud Rasmussen
: Norman Cohn / Zacharias Kunuk
: Photo : Oana Spinu

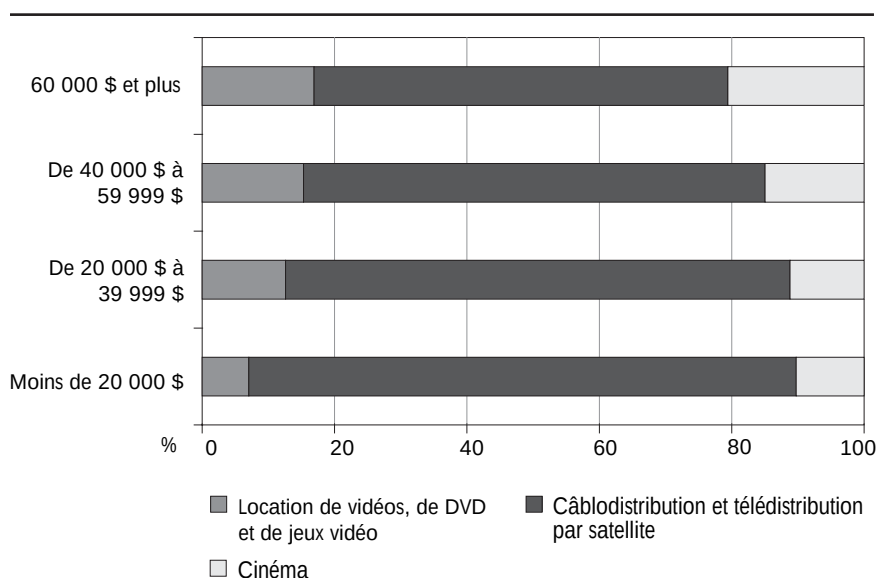
la part des dépenses de loisirs dans le budget des ménages de revenu supérieur soit plus importante que celle des ménages de revenu inférieur. Effectivement, cette part représente 5 % des dépenses courantes des ménages à faible revenu et 10 % des dépenses des ménages à revenu élevé.

En ce qui concerne la part des dépenses en loisirs culturels sur l'ensemble des dépenses en loisirs, la situation s'inverse. Les ménages à faible revenu consacrent une part 2 fois plus grande à ce type de dépenses, soit 68 % de leurs dépenses en loisirs comparativement à 34 % en ce qui concerne les ménages à revenu élevé. Une situation semblable prévaut quant aux dépenses pour les services audiovisuels, celles-ci accaparant 60 % des dépenses en loisirs culturels chez les ménages disposant d'un revenu inférieur et 41 % chez les ménages disposant d'un revenu supérieur.

Parmi les dépenses en services audiovisuels, ce sont les dépenses de câblodistribution et de diffusion par satellite qui sont les plus importantes, peu importe le niveau de revenu. Pour

Figure 8.4

Répartition des dépenses en services audiovisuels selon l'activité et le revenu du ménage, Québec, 2005



Source : Statistique Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales
Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 8.3

Dépenses moyennes des ménages au titre de certaines activités selon le revenu du ménage, Québec, 2005

Activité culturelle	Unité	Moins de 20 000 \$	De 20 000 \$ à 39 999 \$	De 40 000 \$ à 59 999 \$	60 000 \$ et plus	Ensemble des ménages
Dépenses totales	\$	17 700	31 312	49 498	92 341	54 567
Consommation courante	\$	16 803	26 615	37 900	59 622	39 072
Dépenses en loisirs	\$	786	1 555	2 848	5 676	3 163
Dépenses en loisirs culturels	\$	537	872	1 250	1 914	1 266
Dépenses en services audiovisuels	\$	321	434	602	777	572
Location de vidéos, de DVD et de jeux vidéo	\$	23	55	92	131	84
Câblodistribution et télédiffusion par satellite ¹	\$	265	331	420	486	393
Cinéma	\$	33	49	90	160	94
Échantillon	n	321	506	365	689	1 881
Nombre de ménages	n	519 203	850 762	620 012	1 113 673	3 103 650

1. À l'exception des dépenses d'abonnement à Internet.

Source : Statistique Canada, Enquête sur les dépenses des ménages.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales Observatoire de la culture et des communications du Québec.

l'ensemble des ménages cette part est de 69 %, tandis qu'elle est de 63 % pour les ménages à revenu élevé et de 83 % pour les ménages à faible revenu.

Cette part importante du budget disponible consacrée à la câblodistribution et à la diffusion par satellite laisse peu de place pour les dépenses en billets de cinéma et en locations de vidéocassettes ou de DVD. Ces dépenses représentent respectivement 10 % et 7 % des dépenses en services audiovisuels par les ménages à faible revenu et 21 % et 17 % pour les ménages à revenu élevé, soit environ 2 fois plus.

En résumé, si les ménages à revenu élevé consacrent une part plus importante de leur budget aux loisirs que les ménages à faible revenu, ces derniers réservent une part prépondérante aux loisirs culturels. Les dépenses en services audiovisuels, surtout celles allouées à la câblodistribution et la diffusion par satellite, représentent

la plus grande part en ce qui concerne ces ménages. De façon générale, plus les revenus des ménages sont élevés, plus les dépenses en services audiovisuels sont diversifiées.

LES DÉPENSES SELON LE STATUT FAMILIAL

Dans cette analyse les ménages sont classés selon 5 statuts : les personnes seules, les couples sans enfant, les couples avec enfant, les familles monoparentales et les autres ménages. Notre but ici n'est pas de décrire la consommation caractéristique de ces types de ménages, mais plutôt de montrer l'importance relative consacrée aux dépenses en services audiovisuels selon le statut familial.

Bien qu'il existe une relation entre le statut familial et le revenu – les dépenses totales des couples avec enfants étant nettement supérieures à celles des autres catégories de ménages – le statut familial a une influence moins importante que le revenu sur les

dépenses de loisirs, de loisirs culturels ou de services audiovisuels.

Nous avons vu que la part des dépenses courantes consacrées aux loisirs par les ménages québécois était de 8 % en 2005. Cette même part s'élève à 9 % chez les couples avec enfant et descend à 7 % chez les personnes seules. Toutefois, c'est ce type de ménage qui consacre la plus grande part de ses dépenses de loisirs aux loisirs culturels, soit 54 %. Les couples avec enfant y consacrent seulement 34 % de leurs dépenses en loisirs.

C'est chez les familles monoparentales que la part consacrée aux services audiovisuels, qui est de 52 %, est la plus importante. Cette proportion est de 48 % chez les personnes seules, de 43 % chez les couples sans enfant, de 44 % chez les couples avec enfant et de 49 % chez les autres ménages. La répartition des dépenses selon les types de services audiovisuels montre aussi des différences intéressantes.

Tableau 8.4

Part des dépenses moyennes des ménages au titre de certaines activités selon le revenu du ménage, Québec, 2005

	Moins de 20 000 \$	De 20 000 \$ à 39 999 \$	De 40 000 \$ à 59 999 \$	60 000 \$ et plus	Ensemble des ménages
	%				
Dépenses totales	100	100	100	100	100
Part de la consommation courante sur les dépenses totales	95	85	77	65	72
Part des dépenses en loisirs sur les dépenses courantes	5	6	8	10	8
Part des dépenses en loisirs culturels sur les dépenses en loisirs	68	56	44	34	40
Part des dépenses en services audiovisuels sur les dépenses en loisirs culturels	60	50	48	41	45
Part des dépenses en location de vidéos, de DVD et de jeux vidéo sur les dépenses en services audiovisuels	7	13	15	17	15
Part des dépenses en câblodistribution et télédistribution par satellite ¹ sur les dépenses en services audiovisuels	83	76	70	63	69
Part des dépenses en billets de cinéma sur les dépenses en services audiovisuels	10	11	15	21	16

1. À l'exception des dépenses d'abonnement à Internet

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses des ménages*.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 8.5

Dépenses moyennes des ménages au titre de certaines activités culturelles selon le statut familial du répondant, Québec, 2005

	Unité	Personne seule	Couple sans enfant	Couple avec enfants	Famille monoparentale	Autre ménage	Ensemble des ménages
Dépenses totales	\$	29 955	55 419	81 855	55 043	48 484	54 567
Consommation courante	\$	23 081	38 879	56 385	41 489	38 155	39 072
Dépenses en loisirs	\$	1 527	3 131	5 025	3 170	3 017	3 163
Dépenses en loisirs culturels	\$	821	1 274	1 723	1 333	1 293	1 266
Dépenses en services audiovisuels	\$	393	542	755	657	671	572
Location de vidéos, de DVD et de jeux vidéo	\$	46	55	136	124	134	84
Câblodistribution et télédistribution par satellite ¹	\$	298	407	483	404	375	393
Cinéma	\$	49	80	136	129	161	94
Échantillon	n	555	508	539	130	149	1 881
Nombre de ménages	n	955 002	873 510	866 501	243 882	164 755	3 103 650

1. À l'exception des dépenses d'abonnement à Internet.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses des ménages*.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 8.6

Part des dépenses moyennes des ménages au titre de certaines activités selon le statut familial du répondant, Québec, 2005

	Personne seule	Couple sans enfant	Couple avec enfants	Famille monoparentale	Autre ménage	Ensemble des ménages
	%					
Dépenses totales	100	100	100	100	100	100
Part de la consommation courante sur les dépenses totales	77	70	69	75	79	72
Part des dépenses en loisirs sur les dépenses courantes	7	8	9	8	8	8
Part des dépenses en loisirs culturels sur les dépenses en loisirs	54	41	34	42	43	40
Part des dépenses en services audiovisuels sur les dépenses en loisirs culturels	48	43	44	49	52	45
Part des dépenses en location de vidéos, de DVD et de jeux vidéo sur les dépenses en services audiovisuels	12	10	18	19	20	15
Part des dépenses en câblodistribution et télédistribution par satellite ¹ sur les dépenses en services audiovisuels	76	75	64	62	56	69
Part des dépenses en billets de cinéma sur les dépenses en services audiovisuels	12	15	18	20	24	16

1. À l'exception des dépenses d'abonnement à Internet.

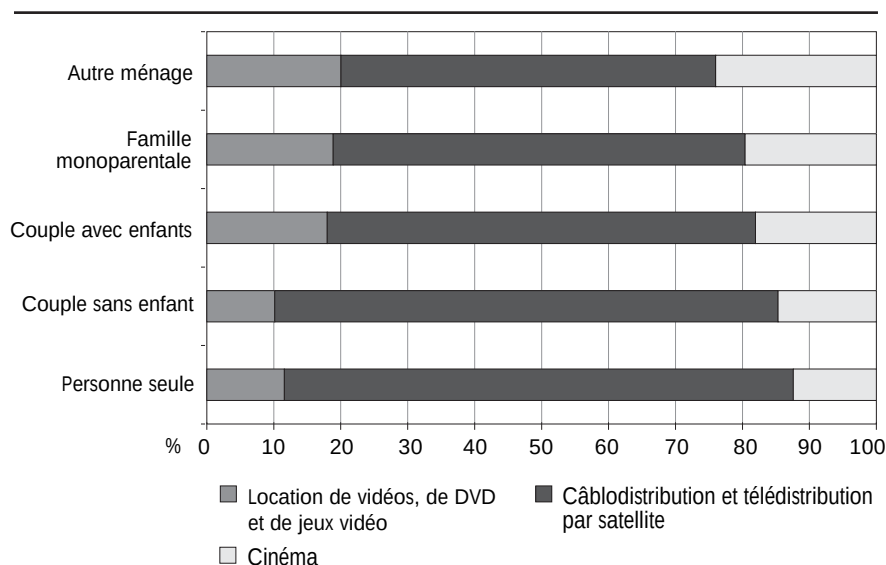
Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses des ménages*.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Bien que dans tous les types de ménages, la câblodistribution et la diffusion par satellite accapare la plus grande part des dépenses en services audiovisuels, ce sont les personnes seules et les couples sans enfant qui y consacrent le plus, soit 76 % et 75 %, respectivement. Les couples avec enfants et les autres ménages allouent respectivement 64 % et 62 %, une proportion légèrement inférieure à celle de l'ensemble des ménages (69 %). Ce sont les familles monoparentales qui se distinguent en consacrant à peine 56 % de leurs dépenses en services audiovisuels pour la câblodistribution et la diffusion par satellite. C'est ce type de ménage qui présente la consommation audiovisuelle la plus diversifiée en allouant 20 % de cette catégorie de dépenses à la location de vidéocassettes et de DVD et 24 % aux billets de cinéma.

Figure 8.5

Répartition des dépenses en services audiovisuels selon l'activité et le statut familial, Québec, 2005



Source : Statistique Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales
Observatoire de la culture et des communications du Québec.

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Ce chapitre traite des dépenses consacrées aux services audiovisuels et à leur part dans l'ensemble des dépenses des ménages québécois selon certains découpages. Les données utilisées pour cette analyse proviennent de l'*Enquête auprès des ménages* réalisée tous les ans par Statistique Canada depuis 1997. La taille de l'échantillon québécois en 2005 était de 1881 ménages, dernière année pour laquelle des données étaient disponibles au moment d'écrire ce texte.

Un ménage désigne une personne ou un groupe de personnes occupant un logement privé. La dépense moyenne pour un poste est calculée pour l'ensemble des ménages, y compris ceux qui n'ont pas effectué une telle dépense.

Les dépenses moyennes sont exprimées en dollars constant de 2002, ce qui permet d'annuler les effets de l'inflation. Chaque poste de dépenses est ajusté selon l'indice général des prix à la consommation (IPC) propre au Québec. Cette méthode respecte mieux l'évolution des parts de chaque poste de dépenses dans le budget des ménages tout en tenant compte de l'évolution des prix. Les lecteurs intéressés aux questions méthodologiques consulteront les documents suivants :

SNYDER, Bradley, 2005. *Indexation en dollars constants des données sur les dépenses tirées de l'Enquête sur les dépenses des ménages*, produit n° 62F0026MIF2005005 au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, Ontario, 36 p. http://www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/listpub_f.cgi?catno=62F0026MIF2005005 (site consulté le 27 août 2007).

YUSU, Guo et LITTLE, Don, 2006. *Le marché de consommation des services de divertissement à l'extérieur du foyer*, produit n° 63F0002XIF-050 au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, Ontario, 18 p., http://www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/listpub_f.cgi?catno=63F0002XIF2006050 (site consulté le 27 août 2007).

Par ailleurs, à la suite du recensement de 2001 et de la pondération des ménages qui en découle, Statistique Canada a révisé plusieurs données concernant les dépenses des ménages en 2002, 2003 et 2004. Il est donc possible que certaines données publiées ici diffèrent de données diffusées antérieurement.

CHAPITRE 9

LE PATRIMOINE CINÉMATOGRAPHIQUE

Conservation et diffusion

« Le présent sans passé n'a pas d'avenir »

L'équipe de la Cinémathèque

*Extraits du rapport annuel 2005-2006
de la Cinémathèque québécoise.*

LES FAITS SAILLANTS :

L'année 2005-2006 a représenté un grand défi sur le plan institutionnel pour la Cinémathèque québécoise et a été marquée principalement par la préparation et la mise en application du mandat de gestion et de conservation du dépôt légal du patrimoine cinématographique, vidéographique et télévisuel québécois, qui entrerait en vigueur le 31 janvier 2006 à la suite de l'adoption de la Loi 69.

Elle s'est aussi inscrite sous le signe du contrôle de la crise financière qui avait éclaté en 2003. Nous n'affichons aucun déficit opérationnel cette année et nous sommes en mesure de respecter nos engagements de remboursement de notre dette accumulée. Les conditions financières de travail de tous les employés se sont normalisées et certains mécanismes de contrôle des dépenses ont été réévalués, avec la participation de la nouvelle directrice de l'administration et des finances, Claude Bouffard. Un exercice de restructuration ainsi qu'un plan d'action sont en cours d'élabo-

ration, avec la collaboration des directeurs de services et des employés, à partir de l'expérience de chacun et de l'analyse organisationnelle produite par la consultante en gestion des organismes culturels, Suzanne Bilodeau, au printemps 2005.

Nous avons aussi consacré des efforts considérables à la diversification des sources de revenus. Parmi les actions prioritaires dans ce domaine figurent la tenue d'une soirée-bénéfice, le 1^{er} décembre 2005, et l'embauche, en janvier 2006, d'une directrice de la Fondation de la Cinémathèque



L'Affaire Coffin,
de Jean-Claude Labrecque.
Photographe : Warren Lipton
Collection Cinémathèque québécoise.





La Classe de Madame Lise,
de Sylvie Groulx, 2006.
Collection Cinéma québécois.



québécoise, Jocelyne-Élise Ouellet, pour assurer le développement financier de cet organisme de soutien à la Cinémathèque.

Le succès remporté par la soirée-bénéfice qui rendait hommage à deux grandes personnalités des milieux du cinéma et de la télévision, René Malo et Moses Znaimer, a été un excellent tremplin pour la Fondation de la Cinémathèque. Une somme de plus de 130 000 \$ a été amassée lors de cette activité de financement et près de 100 000 \$ nous ont été offerts en services. Cette réalisation n'aurait pas été possible sans la généreuse collaboration de plusieurs bénévoles du conseil d'administration et nous les en remercions grandement.

Dans la foulée de la soirée-bénéfice 2005, nous avons organisé deux expositions. *N'ajustez pas votre appareil!*, une exposition de longue durée qui porte sur l'histoire des téléviseurs. Elle a été réalisée en partenariat avec MZTV Museum and Archive de Toronto, à partir de la formidable collection donnée à la Cinémathèque par Moses Znaimer en 2004. L'exposition temporaire *Merci René Malo!* mettait en valeur les objets collectionnés au fil des ans par René Malo, dont l'exceptionnel *Cinématographe Lumière N° 16*. Nous avons également consacré un programme spécial aux films produits et distribués par René Malo en avril 2006.

Comme nous pouvons le constater, les efforts consentis pour mettre sur pied ces activités ont généré de solides retombées économiques et nous ont permis de consolider la renommée de la Cinémathèque et de sa Fondation ainsi que nos relations avec nos précieux et indispensables partenaires.

Je tiens aussi à souligner la qualité exceptionnelle de la programmation réalisée par le directeur de la conservation et de la programmation, Pierre Jutras, et les conservateurs, un travail admirablement soutenu par celui de l'équipe des communications et du marketing, dirigée par Diane Gladu. Cette année, nous avons augmenté notre taux de fréquentation de 20 %, malgré la mise en veilleuse des projections publiques du 11 juillet au 13 septembre 2005, période consacrée principalement aux travaux préparatoires à l'instauration du dépôt légal et aux activités et expositions liées à la soirée-bénéfice.



CONSERVATION

L'année même où l'on soulignait le 25^e anniversaire de l'adoption par l'UNESCO de la Recommandation invitant les États membres à prendre toutes les dispositions requises pour

COLLECTIONS DE FILMS ET DE PRODUCTIONS VIDÉOGRAPHIQUES ET TÉLÉVISUELLES

La Cinémathèque a enrichi ses collections des éléments suivants :

	copies de projection :	705 longs métrages; 1 355 courts métrages;
	éléments de tirage :	116 longs métrages; 331 courts métrages;
	vidéogrammes :	3 073 bandes maîtresses; 2 535 copies de visionnage.

la sauvegarde et la conservation efficaces de leur patrimoine d'images en mouvement, ici, au Québec, un grand pas était franchi par l'instauration du dépôt légal des films et des émissions de télévision. La conservation de ce patrimoine était confiée à la Cinémathèque québécoise par Bibliothèque et Archives nationales du Québec.

En 2004, la Fédération internationale des archives de télévision (FIAT) lançait l'Appel de Paris pour la sau-

vegarde du patrimoine audiovisuel mondial. En septembre 2005, au lendemain de la 28^e conférence annuelle de la FIAT à New York, la Cinémathèque a été l'une des premières institutions à répondre à l'appel. Elle invite à Montréal l'Institut national de l'audiovisuel (Ina), principal initiateur de l'Appel de Paris. L'objectif? Sensibiliser le public à l'importance éducative, culturelle, artistique, scientifique et historique des images en mouvement et aux mesures à prendre en vue

de leur sauvegarde et de leur conservation, comme l'énonce la Recommandation de l'UNESCO.

C'est dans ce contexte fort stimulant que les conservateurs, les archivistes, les techniciens et les catalogueurs ont continué à travailler à la sauvegarde de notre patrimoine en espérant que la Cinémathèque puisse, dans un avenir rapproché, augmenter ses capacités d'action pour traiter les milliers d'éléments du passé conservés au Centre de conservation et qui attendent un traitement approprié pour être mis à la disposition du public à plus grande échelle.

Nous avons fait tirer six nouvelles copies 16 mm et 35 mm de longs métrages québécois et canadiens et reproduit 23 courts et longs métrages sur supports vidéo analogique et numérique. Parmi ces titres, notons : *Faut aller parmi le monde pour le savoir*, de Fernand Dansereau, *Le Gars des vues*, de Jean Pierre Lefebvre, *Le soleil se lève en retard*, d'André Brassard, *Sonatine* de Micheline

Tableau 9.1

Progression¹ des collections de films et bandes vidéo de la Cinémathèque québécoise, 2001-2002 à 2005-2006

	Copies de projection			Éléments de tirage			Total
	Longs métrages	Courts métrages	Bandes vidéo	Bandes maîtresses	Longs métrages	Courts métrages	
	n						
2001-2002	205	1 171	147	168	61	18	1 770
2002-2003	235	1 489	168	421	67	18	2 398
2003-2004	277	249	149	59	20	21	775
2004-2005	706	931	2 636	381	56	37	4 747
2005-2006	705	1 355	2 535	3 073	116	331	8 115
Total²—1963-2006	..	..	..	..	..	..	60 923

1. Les données sont approximatives.

2. Le total ventilé par type de production n'est pas disponible.

Source : Cinémathèque québécoise.

Lanctôt, *Les Colombes*, de Jean-Claude Lord et *L'Affaire Coffin*, de Jean-Claude Labrecque. De plus, grâce à une commandite de Vision Globale, la Cinémathèque a pu numériser en haute définition le film *À tout prendre* de Claude Jutra, dont les droits lui ont été cédés par les héritiers du réalisateur.

À part ces nouvelles copies, nos collections de films et d'émissions de télévision se sont enrichies d'une manière exceptionnelle grâce à plusieurs donations (TVA Films, Robert Lantos-Serendipity Point Film, Michka Saäl, Jean Pierre Lefebvre, Pierre Valcour, Zbigniew Rybczynski, Pierre Hébert). Par ailleurs, le nombre de dépôts provenant des producteurs, des distributeurs et des laboratoires est demeuré constant. Ainsi, nous relevons comme principaux déposants les sociétés et les organismes suivants : le Laboratoire Technicolor, Services créatifs, la Société de développement des industries culturelles (SODEC), Téléfilm Canada, l'Association coopérative de productions audiovisuelles (ACPAV), la Fondation du patrimoine laurentien, les réalisateurs Mireille Dansereau, Denyse Benoît et Claude Demers, les Productions Virage et Remstar Corporation.

Le 31 janvier 2006, le dépôt légal devenait effectif et dès les jours suivants, nous avons reçu nos premiers dépôts. Du côté du film de fiction en 35 mm destiné aux salles, la palme revient à *Que Dieu bénisse l'Amérique*, de Robert Morin, tandis qu'en documentaire pour diffusion vidéo, c'est *La Classe de madame Lise*, de Sylvie Groulx, qui obtient le même honneur.

Conservation et catalogage

La création de 3 435 fiches informatiques dans notre base de données a permis de répertorier une partie des fonds volumineux de films et de vidéos non encore inventoriés.

COLLECTIONS AFFÉRENTES AU FILM

Les collections afférentes au film se sont enrichies cette année des éléments suivants :

80 affiches, 61 appareils, 64 boîtes de documents d'archives, 4 boîtes se rapportant au cinéma d'animation, 18 boîtes de photographies de plateau et de tournage, 56 boîtes de scénarios et 30 objets divers, dont une maquette et des accessoires de films.

Des donations importantes

Parmi les donations importantes, signalons le fonds du réalisateur Pierre Falardeau qui comprend, entre autres, des scénarios, des archives, photographies, des affiches et des DVD. Le photographe Bertrand Carrière a donné 75 photographies de tournage et des portraits de cinéastes. Moses Znaimer a complété sa donation en ajoutant une trentaine de téléviseurs. Le fonds Raoul Barré regroupe des dessins originaux, des scénarios et des documents photographiques et de travail ainsi que des artefacts. Le Fonds Robert Lantos/Serendipity Point Film compte 31 boîtes de documents d'archives, de scénarios, d'affiches et quelques dossiers de photographies. Plusieurs scriptes, dont Thérèse Bérubé, Marie La Haye et Francesca Waltzing, nous ont donné des scénarios et des documents de travail.

Conservation et catalogage

Cette année, 1 351 documents ont été numérisés. Nous avons catalogué, sélectionné et numérisé des centaines d'éléments en préparation de l'exposition *L'aventure cinéma (v. o. québécoise)* du Musée de la civilisation à Québec, qui ouvrira en mai 2006. Encore cette année, les archives d'Arthur Lipsett ont fait l'objet d'un tournage de ses documents, y compris de nombreuses photographies.

Catalogage, documentation et recherche

Nous avons créé 2 325 nouvelles entrées : 516 affiches et affichettes, 212 disques 33 tours, bandes et cassettes, 189 dossiers d'archives, 421 photographies, photogrammes, négatifs et planches-contacts, 24 objets, 56 appareils (caméra, magnétophone, perche et lentille) et 869 scénarios. Notons que la collection de photographies des films récents

Tableau 9.2

Progression¹ des collections afférentes au film de la Cinémathèque québécoise, 2001-2002 à 2005-2006

	Affiches	Photographies	Appareils	Scénarios	Monographies et documents
	n				
2001-2002	200	19 000	60	375	414
2002-2003	330	2 000	25	700	453
2003-2004	535	3 000	50	1 145	283
2004-2005	350	2 200	20	660	262
2005-2006	660	2 723	183	1 584	450
Total—1963-2006	30 310	603 723	2 361	18 631	41 837

1. Les données sont approximatives et peuvent avoir été révisées pour les années antérieures.

Source : Cinémathèque québécoise.

s'enrichit maintenant d'images numériques, souvent exportées à partir des sites Internet des principales maisons de distribution. Ces images sont gravées sur disques et cataloguées. Pour l'ensemble de ces collections, nous avons saisi quelque 2 500 données filmographiques dans le module Répertoire de notre base de données CINÉ-TV, qui permet de relier les copies de films et les collections afférentes au film.

Accessibilité aux collections

La Cinémathèque s'est aussi consacrée à améliorer l'accessibilité à ses diverses collections. Grâce à une subvention de Patrimoine canadien, nous avons procédé à la conception et à la mise en ligne de www.cinemathèque.qc.ca : Cinémathèque en ligne sur notre portail Internet. Depuis avril 2005, cette nouvelle interface permet aux usagers d'accéder directement à nos collections de films, de vidéos et d'œuvres télévisuelles québécoises et canadiennes ainsi qu'à la collection documentaire de la médiathèque Guy-L.-Coté.

SERVICES TECHNIQUES ET CENTRE DE CONSERVATION

Acquisitions

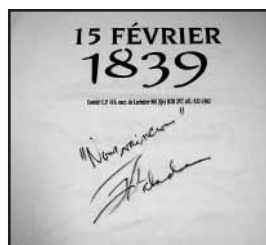
Afin de bien répondre aux exigences du dépôt légal, nous avons implanté, au Centre de conservation de Boucherville, un espace destiné à l'installation de nouveaux équipements électroniques afin de pouvoir procéder adéquatement à la vérification des supports vidéo. Cette régie technique comprend :

- des lecteurs vidéo : un Betacam capable de lire le MPEG IMX, un Betacam numérique, un Betacam SX, un Betacam SP ainsi que des lecteurs de formats DVcam, MiniDv, DVD et VHS;



Sonatine,
de Micheline Lanctôt
Photographe : Attila Dory
Collection Cinémathèque québécoise.

Cinématographe no. 16,
Les Frères Lumières, 1895.
Collection Cinémathèque québécoise.



Chandail de promotion du film
15 février 1839, de Pierre Falardeau,
2001 signé PF.
Collection Cinémathèque québécoise.



Objectif Cinéma.
Collection Cinémathèque québécoise.

- un logiciel (SpyderWeb de la compagnie Videotek) servant à analyser la qualité des rubans (cet appareil permet de déceler les problèmes éventuels relatifs aux couleurs, à la luminosité et au son);
- un ordinateur qui compile les informations recueillies par le logiciel SpyderWeb;
- un ordinateur servant au catalogage des éléments dans la base de données CINÉ-TV de la Cinémathèque;
- cinq moniteurs vidéo.

Par ailleurs, grâce à un don privé, la Cinémathèque a fait l'acquisition d'une table de visionnement supplémentaire de marque Steenbeck 16 mm pouvant lire une image avec piste de son optique et deux pistes de son magnétique. Celle-ci permet un plus grand nombre de postes pour l'inspection des copies et nous assure une certaine autonomie, étant aux prises avec des équipements qui ne cessent de vieillir et qui sont de plus en plus difficiles à réparer.

Comme il se doit chaque année, une attention particulière a été apportée à nos projecteurs 35 mm afin que leur luminosité et leur état général soient

conformes aux meilleurs standards. En outre, comme les productions sont de plus en plus souvent tournées et distribuées en vidéo, nous avons équipé la salle Claude-Jutra d'un projecteur numérique HD Mercury 5000 (grâce au soutien financier de la Fondation Imperial Tobacco Canada) et de lecteurs vidéo Betacam numérique et DVD.



CINÉMA QUÉBÉCOIS ET CANADIEN

La programmation des films québécois et canadiens répond aux objectifs suivants : proposer une encyclopédie permanente du cinéma national, mettre en valeur le travail des cinéastes et vidéastes indépendants, alimenter

la relation dynamique qui lie la Cinémathèque à son milieu de création et souligner le travail des réalisateurs, des artistes et des techniciens de notre cinéma.

Outre la présence régulière de ce cinéma à notre programme, l'année 2005-2006 a été l'occasion de souligner certaines réalisations particulières.

Jean Pierre Lefebvre l'indépendant

Quarante ans après son premier long métrage, une quasi intégrale de l'œuvre (film et vidéo) d'un cinéaste dont la carrière exceptionnelle s'est déroulée sous le signe de l'indépendance. En présence du réalisateur, avec en complément, une exposition de ses photographies.

Bernard Émond

À l'occasion de la sortie de son nouveau film *La Neuvaïne*, une rétrospective de films et de vidéos de ce cinéaste à la démarche documentaire et fictionnelle fort personnelle. En présence du réalisateur.



La Neuvaïne, de Bernard Émond, 2005.
Collection Cinémathèque québécoise.



Cinéma-révie

Pour souligner les 25 ans de la seule coopérative francophone du Nouveau-Brunswick, quatre séances de longs et de courts métrages, en présence de Rodolphe Caron, membre fondateur du groupe venu expressément d'Edmundston.

Pierre Mignot

Caméraman de Jean Beaudin, Robert Altman, Robert Favreau, Léa Pool et Robert Ménard; 15 titres pour faire ressortir la versatilité artistique et technique de l'un des plus grands directeurs photo de sa génération. En présence du directeur photo.

Programmes anniversaires

Quelques séances consacrées au 20^e anniversaire des Productions du

Rapide-Blanc, au 25^e d'Imageries et au 20^e des Productions Virage, des maisons de production bien ancrées dans le contexte montréalais et qui ont fait leur place dans le cinéma et la télévision documentaires québécois. En présence des fondateurs de ces compagnies.

Centenaire du Ouimetoscope

Une soirée exceptionnelle pour souligner l'ouverture de la première salle de cinéma permanente en janvier 1906 à Montréal et les débuts de la production cinématographique locale grâce à Léo Ernest Ouimet. Reconstitution d'un spectacle d'époque, avec bonimenteur, chanteuse et pianiste. Organisé en collaboration avec le Groupe de recherche sur l'avènement et la formation des institutions ciné-

matographiques et scéniques (GRAFICS) de l'Université de Montréal. Un excellent succès populaire.

Le 20^e anniversaire des Productions Virage

Une importante maison de production de documentaires fondée par le cinéaste Marcel Simard en 1985.

PARTENARIATS INTERCULTURELS

Jorge Sanjinés

Hommage au plus célèbre cinéaste bolivien, auteur, entre autres, du *Sang du condor* et du *Courage du peuple*. En association avec le Festival Présence autochtone.

Tableau 9.3

Bilan de la fréquentation aux projections publiques et festivals à la Cinémathèque québécoise, 2005-2006

		Séances	Spectateurs	Moyenne par séance
		n		
Projections dans les salles Claude-Jutra et Fernand Séguin		447	24 806	55
Avril 2005	Tsai Ming-Liang, Pierre Mignot, Raymond Savignac, ...	59	3 013	51
Mai 2005	Ulrich Seidl, Radio Centre-ville/30 ^e , ...	45	1 999	44
Juin 2005	Festival théâtre des amériques, Erotic Tales, J Sanjines,...	58	2 365	41
Juillet 2005	Ciné-Jazz, Relâche estivale (11 juillet au 13 septembre), ...	20	1 400	70
Septembre 2005	Salut Varda, INA, Les 20 ans des Productions Virage, ...	38	2 345	62
Octobre 2005	Bernard Émond, Journée mondiale du cinéma d'animation, ...	62	3 122	50
Novembre 2005	Sokourov, Tutto Pasolini, Zbigniew Rybczynski, ...	39	2 807	72
Décembre 2005	Sommets cinéma d'animation, 50 ^e de revue Séquence, ...	31	1 988	64
Janvier 2006	Jean-Pierre Lefebvre, Satyajit Ray, Films slovaques interdits, ...	25	1 912	76
Février 2006	Bruno Monsaingeon, ...	27	981	36
Mars 2006	Jean-Louis Trintignant, cinéma Sud-Coréen, la censure, ...	43	2 874	67
Festivals		193	14 469	75
Mai 2005	Festival du film juif de Montréal	19	2 020	106
Août 2005	Festival des films du monde	31	1 938	63
Novembre 2005	Rencontres internationales du documentaire	47	3 662	78
Février 2006	Rendez-vous du cinéma québécois	73	4 923	67
Mars 2006	Festival du film sur l'art	23	1 926	84
Total		640	39 275	61

Source Cinémathèque québécoise.

Au temps de la censure...

Dix films de toutes origines et de tous genres témoignant de l'époque où sévissait, au Québec, le terrible Bureau de surveillance du cinéma. On censurait allègrement pour des raisons de mœurs et d'idéologie politique ou religieuse. Cycle préparé en collaboration avec la Régie du cinéma.

Hors Champ présente : sur la terre

Une évocation des labeurs de la ferme et du travail de la terre vue par des cinéastes comme Iosseliani, Olmi, Rouquier et Sokourov. Une programmation de neuf films proposée par l'équipe de la revue électronique Hors Champ.

Radio Centre-ville fête ses 30 ans

Les coups de cœur de l'équipe de chroniqueurs cinéma de cette radio qui émet en cinq langues afin de rendre accessibles les informations à toutes les cultures montréalaises.

L'AQCC présente...

L'Association québécoise des critiques de cinéma nous a concocté un programme de films américains dits « de la marge », qui se sont démarqués des courants dominants de cette cinématographie.

Cinéma muet en musique

Une séance spéciale intitulée *Travéloues à la Jules Verne* a aussi été préparée et présentée par le GRAFICS de l'Université de Montréal. Les programmes de films muets sont accompagnés par notre pianiste attitré Gabriel Thibaudeau et, en son absence, par François Bourassa ou Roman Zavada.

Histoire du cinéma

Pour la première fois cette année, nous avons composé notre programme hebdomadaire sur l'histoire du ciné-

ma en collaboration avec le département d'histoire de l'art et d'études cinématographiques de l'Université de Montréal. Cette série de classiques du cinéma, présentée le dimanche soir à 17h, a été mise au programme des cours du premier cycle.

Festival de théâtre des Amériques

Nous avons proposé un important cycle sur le théâtre, constitué de documentaires et de pièces mises en scène pour la télévision.

Ciné-jazz

Nous avons poursuivi une tradition bien établie d'offrir une programmation dans le cadre du Festival international de jazz de Montréal. Nous avons déterré des trésors de l'Institut national de l'audiovisuel (Ina), dont plusieurs œuvres du réalisateur Bernard Lion.

CINÉMA D'ANIMATION

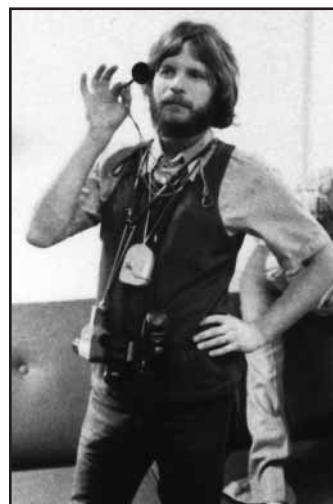
o Les **Sommets du cinéma d'animation** s'imposent dorénavant comme un incontournable des activités culturelles de Montréal et de Québec. En effet, un accueil médiatique enthousias-

te et un public nombreux et jeune ont fait honneur à ce survol annuel et international des meilleurs films d'animation.

- o Les cinéastes québécois **Martine Chartrand** et **Jacques Drouin** ont eux aussi donné des classes de maître. Celle de Martine Chartrand a eu lieu à l'occasion des Journées de la Culture, celle de Jacques Drouin, au cours des activités entourant la Journée mondiale du cinéma d'animation le 28 octobre.
- o **L'animation indépendante canadienne** a eu droit à son coup de chapeau annuel dans une séance regroupant plusieurs œuvres récentes et à laquelle les cinéastes ont assisté.
- o Nous avons mis en valeur notre collection internationale à plusieurs reprises lors de nos projections régulières. Signalons par exemple les deux programmes que nous avons composés pour le **Festival international du film d'animation d'Annecy**, qui rendait un hommage à la Cinémathèque en juin 2005, et que nous avons mis à l'affiche de notre programmation automnale.



Pierre Mignot, directeur photo.
Collection Cinémathèque québécoise.



Les invités, les cinéastes et les spécialistes québécois et canadiens qui ont rencontré le public lors des projections à la Cinémathèque :

Dimitar Altankov, Stan Asher, Michèle Bélanger, Jacinthe Boisvert, Karine Boulanger, François Boulet, Nicolas Brault, Rodolphe Caron, Michèle Cournoyer, Jérôme Delgado, Jacques Drouin, Jean-Daniel Dubois, André Dudemaine, Richard Elson, Bernard Émond, Jean-Philippe Fauteux, Claude Fournier, Philippe Gajan, Michèle Garneau, Philippe Gendreau, Katherine Giguère, Serge Giguère, Didier Gonzalez, André Habib, Marie Hamelin, Evan Kapetanakis, Germain Lacasse, Claire Lafrenière, Gérald Larose, André Lavoie, Richard Lavoie, Jean Pierre Lefebvre, Mi-Jeong Lee, Christian Lewis, Philippe Marion, Pierre Mignot, Marielle Nitoslawska, Viva Paci, Pierre Pageau, Janet Perlman, Masoud Raouf, James Roberts, Barbara Séguin, Marcel Simard, Telesforo Tajuelo, Sylvie Van Brabant, Judith Vienneau, Craig Welch, Françoise Wéra.

Par ailleurs, la Cinémathèque a accueilli les festivals suivants : les Rendez-vous du cinéma québécois, le Festival du film juif de Montréal, les Rencontres internationales du documentaire de Montréal, le Festival international du film sur l'art, le Festival de théâtre des Amériques, le Festival des films du monde, le Festival international de film de Montréal et les Sentiers polonais.

Cette tradition d'ouverture et d'appui au milieu du cinéma existe depuis les années 1970. Elle permet à ces manifestations de bénéficier d'un lieu de qualité ainsi que des services, de l'expertise, des contacts et parfois des collections de la Cinémathèque. En contrepartie de ce soutien, nos activités acquièrent une plus-value, car

elles profitent du rayonnement national et international de ces festivals qui s'adressent à des cinéastes et à des clientèles spécifiques.

EXPOSITIONS

En rapport avec les orientations du comité de programmation de la Cinémathèque et depuis la construction de nouveaux espaces de diffusion en 1997, les expositions de cette année ont contribué à la sensibilisation des différents publics à l'importance du patrimoine cinématographique et télévisuel, vu sous l'angle des éléments afférents aux œuvres que sont les photos, les affiches, les appareils et autres artefacts. Les œuvres graphiques de Raymond Savignac et d'affichistes tchèques ont occupé nos cimaises. Nous avons aussi contribué à faire connaître un aspect moins connu de la démarche artistique d'Agnès Varda et de Jean Pierre Lefebvre grâce à leurs photographies. Les visiteurs ont pu expérimenter à nouveau la polyvalence de la salle Norman-McLaren dans le domaine des installations multimédia, avec l'environnement immersif proposé par Lynne Marsh.

À l'étage, ils ont maintenant l'occasion de redécouvrir les trésors de *Formes en mouvement, regards sur*

l'animation et de parcourir *N'ajustez pas votre appareil!*, la nouvelle exposition de téléviseurs anciens provenant de la collection Moses Znaimer, dont l'acquisition et la mise en valeur résultent d'une longue et fructueuse collaboration. Nous avons ainsi consolidé nos partenariats, sans lesquels ce déploiement d'images et d'objets n'aurait pas été possible, notamment avec le Centre de design de l'UQAM, le Mois de la photo à Montréal et le Musée MZTV Museum and Archive de Toronto.

Au cours de l'année, la **salle Norman-McLaren** a accueilli les expositions suivantes :

Raymond Savignac affichiste,

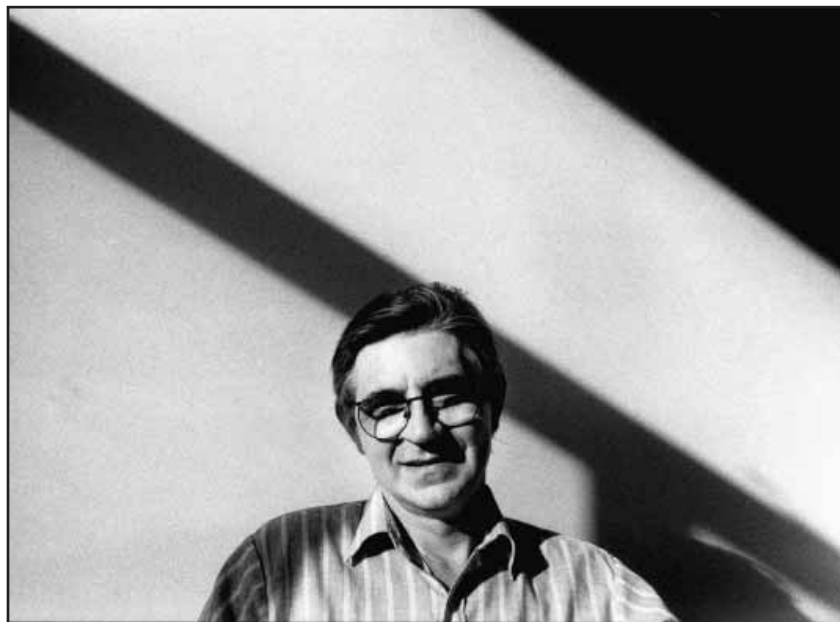
11 mars au 10 avril 2005. En collaboration avec le Centre de design de l'UQAM et la Bibliothèque Forney à Paris, une quinzaine d'œuvres graphiques remarquables que cet affichiste français a conçues pour le cinéma. L'exposition accompagnait un programme de films.

Crater,

14 septembre au 9 octobre 2005. Une installation de l'artiste canadienne Lynne Marsh basée sur une simulation 3D du cratère du mont St. Helens. En créant un espace virtuel



Téléviseur Philco, 1958.
Fonds Moses Znaimer.
Collection Cinémathèque québécoise.



Jean Pierre Lefebvre l'indépendant, cinéaste.
Photographe : Bertrand Carrière
Collection Cinémathèque québécoise.

panoramique combiné à un environnement sonore immersif, Lynn Marsh a produit une expérience sensorielle globale qui place le spectateur au centre de l'œuvre tout en évoquant les théâtres préphotographiques de spectacles de lanterne magique, les dioramas et les panoramas. Présentée en collaboration avec le Mois de la photo à Montréal.

Les cimaises du **foyer Luce-Guilbeault** ont accueilli les expositions suivantes :

Objectif : cinéma,

15 février au 29 mai 2005. Une exposition collective consacrée à la photographie de plateau nous conviant à un périple fascinant à travers diverses productions cinématographiques et

mettant en valeur le travail artistique et documentaire d'une vingtaine de photographes québécois, notamment Bertrand Carrière, Attila Dory, Pierre Dury et Takashi Seida.

Les téléviseurs,

22 juin au 4 septembre 2005. Une série photographique de Gabor Szilasi mettant en vedette ces appareils familiers dans leur environnement domestique. Collection de la Cinémathèque québécoise.

Affiches de films de Jorge Sanjinés,

22 juin au 4 septembre 2005. Présentée lors du festival Présence autochtone, l'exposition accompagnait un programme de films du cinéaste bolivien. Collection de la Cinémathèque québécoise.

Merci René Malo !,

1^{er} décembre au 10 février 2006. Une exposition d'artefacts faisant partie de nos collections grâce à ce producteur et distributeur montréalais qui a rendu possible l'acquisition, entre autres, du *Cinématographe Lumière N° 16* et d'un appareil Scopitone. Réalisée dans le cadre de la soirée-bénéfice 2005 de la Cinémathèque.

Regards immobiles,

11 janvier au 12 février 2006. Photographies de Jean Pierre Lefebvre sur des gens et des moments de cinéma entre 1962 et 1988. L'exposition accompagnait une rétrospective de ses films. Collection de la Cinémathèque québécoise.

Tableau 01/06 : portraits récents,

16 février au 5 mars 2005. Une série photographique de Jocelyn Michel, composée de mises en scène d'acteurs dans d'étranges paysages, naturels et/ou urbains. Une exposition présentée en collaboration avec les Rendez-vous du cinéma québécois, lors de cet événement.

Présentée dans le **foyer Paul-Blouin** pendant la période estivale :

À la découverte de Raoul Barré – Toujours à l'avant-garde,

30 mai au 16 novembre 2005. Dernier volet de l'exposition sur ce pionnier du cinéma d'animation (1874 à 1932). Ce volet mettait en valeur les projets développés par Barré vers la fin de sa vie.

Nouveau **parcours d'exposition à l'étage** et dans le **foyer Paul-Blouin** :

N'ajustez pas votre appareil !,

Depuis le 1^{er} décembre 2005. Une exposition majeure sur la télévision

Tableau 9.4

Bilan de la fréquentation aux autres activités de la Cinémathèque québécoise, 2005-2006

	Visites n
Expositions	31 350
Salle Raoul-Barré	
<i>Formes en mouvement, regards sur le cinéma d'animation. Cumulatif 1999 à mars 2006 : 15 551</i>	4 897
Salle Norman-McLaren	
<i>Savignac : 1655, Crater : 1561, Pasolini : 1753, Affichiste tchèque : 1120</i>	6 089
Foyer Luce-Guilbeault (estimation)	
Objectif cinéma : 2510, Les téléviseurs : 2712, Sanjines : 1950, De ci, de là : 3740, Merci René Malo : 2776, Regards immobiles : 771, Tableau 01/06 : portraits récents 3015	17 474
Parcours à l'étage et Foyer Paul-Blouin	
<i>À la découverte de Raoul Barré (estimation)</i>	578
<i>N'ajustez pas votre appareil !</i>	2 312
Événements spéciaux	59
Mai : Journée des musées montréalais	relâche
Septembre : Journées de la culture	59
Volet éducation	6 867
Programme éducatif (visites commentées et projet <i>La Cinémathèque à l'école</i>)	1 565
Programmation de la relâche scolaire (<i>Chaplin et Laurel & Hardy</i>)	472
Médiathèque Guy-L. Coté	
Visiteurs	3 676
Demandes de références et de recherches	1 154
Volet commercialisation	17 814
Activités au Café/Bar de la Cinémathèque (estimation)	
<i>Amène ta cassette, Prend ça court, Juste pour rire, lancements, RIDM, Silence on court !, FIFM, FTA</i>	10 540
Activités privées ¹	7 274
Total des visites intra-muros	56 090
Volet extra-muros	
Fréquentation virtuelle	5 579 791
Visite de l'exposition virtuelle <i>De Nanouk à L'Oumigmag</i>	48 471
Visite du site de la Cinémathèque québécoise	5 531 320
	Spectateurs
Fréquentation extra-muros	2 203
<i>Les Classiques de la Cinémathèque : Musée national des beaux-arts de Québec</i>	1 410
<i>Les Sommets du cinéma d'animation : Musée de la civilisation de Québec (en collaboration avec Antitube)</i>	573
Programmation au Kiné-Café de Sherbrooke	220

1. Comprend les invités des visionnements privés, des réceptions, des locations, etc.

Source : Cinémathèque québécoise.

dont le parcours à l'étage fait découvrir aux visiteurs 35 appareils, fabriqués entre 1928 et 1983, et donnés récemment à la Cinémathèque par le producteur canadien Moses Znaimer. Cette exposition, réalisée en collaboration avec le MZTV Museum and Archive de Toronto, actualise de manière tangible le mandat télévisuel de la Cinémathèque. Elle a été inaugurée lors de la soirée-bénéfice 2005. Il s'agit d'une exposition de longue durée.

Présentée dans la **salle Raoul-Barré** :

Formes en mouvement, regards sur le cinéma d'animation

Cette exposition de longue durée rend hommage à des créateurs célèbres et présente des appareils, des dessins et des marionnettes. Une exposition de

la Cinémathèque québécoise présentée en collaboration avec l'Office national du film du Canada.

Située dans l'aire d'accueil, la vitrine d'exposition sur les événements cinématographiques d'actualité suscite beaucoup d'intérêt chez les visiteurs. Préparée par la médiathèque, elle a traité cette année des sujets suivants :

- Juillet : Jean Lapointe
- Septembre : Cinéma et festivals
- Octobre : Go Go Go – Hockey et cinéma
- Novembre : Fernand Dansereau – Prix Albert-Tessier 2005
- Janvier : Centenaire du Quimetoscope

PRÉSENCE EXTÉRIEURE ET RAYONNEMENT INTERNATIONAL

La présence de représentants de la Cinémathèque à des manifestations extérieures est rendue possible grâce à des aides ponctuelles qui nous ont été accordées, et plus particulièrement à la Direction du développement international du ministère de la Culture et des Communications.

Missions professionnelles

- La directrice générale de la Cinémathèque québécoise, Yolande Racine, a participé, du 6 au 11 juin 2005, au congrès annuel de la FIAF à Ljubljana, en Slovénie, où elle a été élue au comité exécutif et, à ce titre, au comité d'élaboration d'un plan de développement stratégique pour la fédération. Elle s'est rendue par la suite à la Cinémathèque française afin de rencontrer Serge Toubiana, le directeur général, qui lui a fait visiter la cinémathèque en chantier. Son séjour lui a aussi permis de rencontrer Michelle Aubert, du Centre national de la cinématographie (CNC), afin de comparer les activités de conservation et de prendre connaissance des pratiques de restauration numérique. Yolande Racine s'est aussi entretenue du dépôt légal avec Emmanuel Hogue, président directeur général de l'Institut national de l'audiovisuel (Ina), et a profité de l'occasion pour l'inviter officiellement à l'hommage rendu par la Cinémathèque à cette institution sur le thème Télévision, médiatrice des arts, avec un programme de conférences et de tables rondes autour d'enjeux liés à la conservation et à la numérisation d'archives audiovisuelles, une activité en rapport avec l'avènement au Québec du dépôt légal des films.



À tout prendre, de Claude Jutra, 1963.
Collection Cinémathèque québécoise.

Yolande Racine a présenté l'ébauche du Plan de développement stratégique lors de la réunion du comité exécutif de la FIAF qui s'est tenue du 8 au 10 décembre à Canberra en Australie.

Du 22 au 28 mars 2006, Yolande Racine a participé à la réunion annuelle du Council of North American Film Archives à Guadalajara au Mexique. Cette rencontre des archives du film nord-américaines avait pour objectif de préparer des projets communs, de faire un rapport sur les activités de l'année écoulée et d'enclencher des discussions sur le thème de la prochaine rencontre des membres de la FIAF. Cette rencontre a également été l'occasion de discuter du Plan de développement stratégique avant d'en faire un rapport d'étape aux membres de la FIAF lors du congrès annuel d'avril 2006 à Sao Paulo. Yolande Racine a aussi fait une présentation du dépôt légal québécois. Son texte sera publié dans le *Journal of Film Preservation* l'hiver prochain.

- René Beauclair, directeur de la médiathèque, a participé aux travaux de la Commission de catalogage et de documentation et à sa réunion annuelle, qui s'est tenue parallèlement au congrès de la FIAF, à Ljubljana, du 4 au 10 juin 2005. Il a de nouveau assuré la codirection de la publication *Bibliographie : publications des membres de la FIAF*, qui est un outil de base en matière de recherche en cinéma.
- Le conservateur du cinéma québécois et canadien et coordonnateur du dépôt légal, Pierre Véronneau, a traité des *Premières nations dans les films tournés au Québec au temps du muet* lors du colloque annuel de l'Association canadien-

ne des études cinématographiques qui avait lieu en mai 2005 à London, University of Western Ontario. En novembre, il est intervenu sur *La propagande de guerre de l'État canadien : le cas de l'ONF* lors du Onzième colloque d'histoire militaire qui s'est tenu à l'Université du Québec à Montréal.

- Marco de Blois, conservateur du cinéma d'animation, a participé, du 6 au 11 juin 2005, au Festival d'Annecy, où il a présenté une rétrospective regroupant des trésors de notre collection canadienne et internationale de films d'animation à l'occasion d'un hommage à la Cinémathèque. Il a également inauguré l'exposition préparée par la Cinémathèque, *Co Hoedeman – Les jardins de l'enfance*, en compagnie du réalisateur et de Marcel Jean, directeur de l'animation française à l'ONF. Il a de plus participé, en septembre 2005, au Festival du film d'animation d'Ottawa, où il a animé une table ronde sur le thème « Abstracting the Hyper-Real » avec des cinéastes d'animation abstraite du Canada et des États-Unis. En collaboration avec Antitube, Marco de Blois a aussi présenté, en novembre l'édition 2005, des *Sommets du cinéma d'animation* au Musée de la civilisation de Québec et a répondu aux questions des spectateurs.
- Dominique Dugas, conservateur de la télévision et de la vidéo, a participé, du 16 au 19 septembre 2005, au congrès de la Fédération internationale des archives de la télévision (FIAT) à New York, d'où il a ramené à Montréal M. Emmanuel Hoog, PDG de l'Institut national de l'audiovisuel (Ina) et une délégation de cet organisme dans le but de leur rendre hommage et de

souligner leur travail exemplaire en matière de sauvegarde du patrimoine audiovisuel. Cet événement est relié à l'entrée en vigueur du dépôt légal du film au Québec. Il a également été invité aux Rencontres internationales de télévision de Reims (RITV), qui se sont tenues du 22 au 26 mars 2006. Il en revient avec deux projets : une collaboration avec le Groupe 25 images pour programmer, en octobre 2006, un événement autour de la fiction télévisuelle française et un coup de chapeau aux RITV pour leur 20^e anniversaire en 2007.

- Serge Desaulniers, technicien à la conservation, a été délégué à la conférence annuelle de l'Association of Moving Image Archivists (AMIA), qui s'est tenue du 30 novembre au 3 décembre 2005 à Austin, au Texas, où il a recueilli des informations importantes en vue d'une mise à niveau technique continue dans le domaine de la conservation du patrimoine audiovisuel.

CINÉMATHEQUE EXTRA-MUROS

La présente section fait mention des films de notre collection ayant été prêtés à différentes institutions locales, nationales et internationales.

QUÉBEC

Montréal : Comédia (Festival Juste pour rire) : 2 films québécois; Festival du film juif : 1 film canadien; Festival du nouveau cinéma : 2 films québécois; Festival international de films de Montréal : 6 films; Les Rendez-vous du cinéma québécois : 7 films; Musée des beaux-arts de Montréal : 2 films; Office national du film du Canada : 2 films québécois; Université Concordia : 1 film québécois; Vues d'Afrique : 1 film; Soirée commémorative Charles Gagnon : 1 film québécois.

Oka : Société d'histoire d'Oka : 1 film québécois.

Québec : Antitube (Musée de la Civilisation) : 3 films; Musée national des beaux-arts du Québec : 16 films.

Rimouski : Paraloeil : 3 films.

Sherbrooke : Kiné-Café : 3 films.

CANADA

Edmonton : Metro Cinema Society : 1 film québécois.

Ottawa : Canadian Film Institute : 1 film canadien.

Toronto : Cinematheque Ontario : 4 films.

Vancouver : Terminal City Film Festival : 1 film canadien; Moving Pictures: Canadian Films On Tour : 1 film québécois.

Winnipeg : Winnipeg Film Group : 2 films québécois.

Yorkton : Yorkton Short Film & Video Festival : 1 film canadien.

ALLEMAGNE

Hambourg : Maple Movie On Tour : 3 films canadiens.

AUSTRALIE

Sydney : Sydney Film Festival : 1 film canadien.

BELGIQUE

Namur : Festival du film francophone de Namur : 1 film québécois.

ESPAGNE

Madrid : Filmoteca española : 1 film.

ÉTATS-UNIS

Berkeley, CA : Pacific Film Archive : 2 films.

Cambridge, MA : Harvard Film Archive : 1 film.

New York, NY : Museum of Modern Art : 12 films d'animation muets.

FRANCE

Annecy : Festival international du film d'animation : 25 films d'animation.

Lyon : Institut Lumière : 1 film québécois.

ISRAËL

Haifa : Haifa Cinematheque : 3 films canadiens.

Jerusalem : Jerusalem Cinematheque : 3 films canadiens.

Rehovot : International Women's Film Festival : 2 films québécois.

Tel-Aviv : Tel-Aviv Cinematheque : 3 films canadiens.

ITALIE

Naples : Napoli Film Festival : 1 film québécois.

Turin : Museo Nazionale del Cinema/Torino Film Festival : 1 film québécois.

PORTUGAL

Lisbonne : Cinemateca portuguesa – Museu do Cinema : 5 films canadiens.

RUSSIE

Moscou : Hommage à Claude Jutra : 4 films québécois.

St-Pétersbourg : Hommage à Claude Jutra : 4 films québécois.

Nizhni Novgorod : Hommage à Claude Jutra : 4 films québécois.

SUISSE

Baden : Fantoche International Animation Festival : 2 films d'animation muets.

À cette liste, il faut ajouter les 105 éléments de la collection qui ont servi à des reproductions complètes ou partielles de films, principalement pour des maisons de production ou des événements spéciaux.

Notons également que 102 films ont été visionnés par des groupes scolaires ou par des chercheurs, dont la moitié pour des repérages d'extraits en vue de l'exposition *L'aventure cinéma (v.o. québécoise)* au Musée de la civilisation de Québec et pour le projet de la série sur le cinéma québécois produit par Océan Diffusion.

REGARD SUR UNE PREMIÈRE ANNÉE DE DÉPÔT LÉGAL

Mireille Laforce de Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Le 31 janvier 2006, les dispositions législatives relatives au dépôt légal des films sont entrées en vigueur. À l'instar du dépôt légal des documents publiés, cette nouvelle obligation est décrite dans la *Loi sur Bibliothèque et Archives nationales du Québec* (L.R.Q., c. B-1.2). En vertu de l'article 20.9.1 de celle-ci, « [...] le producteur d'un film québécois doit, dans les six mois de la première présentation au public de sa version définitive, en déposer gratuitement une copie auprès de Bibliothèque et Archives nationales du Québec ». Cette obligation générale est encadrée par le Règlement sur le dépôt légal des films, qui édicte d'abord quels sont les films soustraits à l'obligation de dépôt légal, soit les films produits sans soutien financier de l'État québécois ainsi que les films diffusés sur support photochimique supérieur à 35 millimètres. Sont donc principalement inclus, les films ayant obtenu le soutien de la SODEC et du CALQ par l'entremise de leurs différents programmes. Le Règlement spécifie aussi que le film déposé sur support photochimique doit être une *copie neuve* tirée dans des conditions optimales d'étalonnage. Si le film est plutôt diffusé à partir d'un autre support, ce dernier doit être celui qui en assure la qualité maximale de diffusion parmi ceux que le producteur a choisis pour diffuser l'œuvre.

Le dépôt légal des émissions de télévision se fait selon un échantillonnage qui varie en fonction de la catégorie d'émission (fiction, documentaire, magazine, jeu, variété, etc.) et de la fréquence de diffusion. Le Règlement définit ces paramètres d'échantillonnage.

Bien que Bibliothèque et Archives nationales du Québec soit l'organisme responsable du dépôt légal, elle a confié à la Cinémathèque québécoise le mandat de conserver les films déposés. C'est donc la Cinémathèque qui, dans les faits, reçoit, traite et conserve les films déposés.

Les premiers films déposés ont été *Que Dieu bénisse l'Amérique* de Robert Morin et *La Classe de Madame Lise* de Sylvie Groulx.

LE DÉPÔT LÉGAL : STATISTIQUES POUR L'ANNÉE 2006

Les statistiques pour 2006 ne couvrent que les onze derniers mois de l'année, étant donné la date d'entrée

en vigueur de la nouvelle obligation. Puisqu'il s'agissait d'une année de mise en œuvre, des efforts ont été déployés pour faire connaître cette nouvelle obligation aux producteurs, qui devront, pour leur part, intégrer à leur procédure de travail l'habitude de tirer et de déposer une copie neuve de leurs œuvres. Les statistiques présentées ici concernent les titres reçus et qui ont obtenu le certificat de conformité attestant que les documents répondent aux exigences du dépôt légal. Ces titres ont donc fait l'objet des vérifications techniques préalables à la confirmation du dépôt. Selon la Loi, les producteurs ont six mois pour déposer leurs œuvres à compter de la date de leur première présentation publique. En cette année d'ins-

Tableau 9.5
Nombre de films reçus au dépôt légal, Québec, 2006

	Titres reçus	Éléments physiques
		n
Œuvres uniques	56	120
Fiction	23	86
Documentaire	24	25
Variété	6	7
Autre	3	2
Productions à épisodes multiples ou séries	73	587
Fiction hebdomadaire	26	239
Fiction quotidienne	3	41
Documentaire	19	151
Magazine hebdomadaire	15	82
Magazine quotidien	3	38
Émission de variété hebdomadaire	5	24
Émission de variété quotidienne	1	8
Émission à contenu éducatif	—	—
Autre	1	4

Source : Bibliothèque et Archives nationales du Québec

tauration, ce délai a certainement eu un effet sur le nombre de titres reçus. Les statistiques ne doivent pas être interprétées comme correspondant au nombre de films produits en 2006.

Ces statistiques démontrent la place prépondérante occupée par les productions à épisodes multiples ou les séries, qui sont majoritairement produites pour la télévision. Parce qu'elles font l'objet d'un dépôt par saison, chaque saison est comptée comme un titre en soit dans les statistiques. Les catégories d'émissions correspondent aux catégories énoncées dans le Règlement. Des 56 œuvres uniques reçues, les documentaires et les fictions sont largement majoritaires. On compte 35 longs métrages, 14 moyens métrages et 7 courts métrages. Ces œuvres sont toutes de langue française à l'exception de 11, qui sont de langue anglaise, et d'un titre multilingue (français, anglais et inuktitut). Pour ce qui est des œuvres à épisodes multiples, 43 sont constituées de courts métrages, 26, de moyens métrages et 4, de longs métrages. Toutes les séries déposées sont en français, sauf 3 titres en anglais.

Le tableau présentant les éléments physiques par format donne un portrait des types de supports sur lesquels les documents sont reçus. Vu la proportion importante d'éléments qui se trouvent dans la catégorie « Autre », celle-ci sera détaillée plus tard. Il s'agit majoritairement de DVC-Pro et, dans une moindre mesure, de support HD.

Tableau 9.6

Nombre d'éléments physiques reçus au dépôt légal selon le format, Québec, 2006

	Éléments physiques
	n
Betacam numérique	291
Betacam SP	208
35 mm	80
16 mm	—
Mini DV	—
Autre	128
Total	707

Source : Bibliothèque et Archives nationales du Québec



Le gars des vues ou
Œdipe roi au pays du Québec,
de Jean Pierre Lefebvre, 1976
Collection Cinémathèque québécoise.



CHAPITRE 10

LE CINÉMA DANS LE MONDE

Marielle Audet

Le présent chapitre offre des chiffres clés sur la production et l'exploitation cinématographiques de quelques pays, permettant ainsi de mettre en perspective les résultats obtenus au Québec.

L'*Annuaire 2006* de l'Observatoire européen de l'audiovisuel, l'une de nos principales sources de données, n'était toujours pas publié lors de la rédaction de ces lignes, d'où l'absence de chiffres récents pour des pays dont le marché cinématographique est similaire au nôtre, soit la Belgique et la Suède.

QUÉBEC

Le Québec a produit 33 longs métrages destinés aux salles de cinéma en 2006. C'est la meilleure année depuis 1998, où 37 longs métrages ont été produits. Le nombre de films distribués en primeur continue de croître, l'offre étant de 393 productions



The Passenger
François Rotger

Tableau 10.1

Production de longs métrages destinés au cinéma¹, 2002-2006

	2002	2003	2004	2005	2006
	n				
Québec	31	27	29 ^r	29 ^r	33
Canada ²	30	70	64	64 ^r	..
Australie	26	17 ^r	17	22	25
Belgique	15	14	20	..	..
Danemark	23	29	22	22	..
États-Unis	543	593	611	699	480
France	200	212	203	240	203
Pays-Bas	29	33	28 ^r	..	..
Royaume-Uni	103	173	133	131 ^r	134
Suède	21	27	36	..	..

1. Plusieurs données ont été révisées au cours de la dernière année.

2. Données de Statistique Canada y compris le Québec pour les années 2001-2002 à 2004-2005.

Source : Recherche – SODEC.

Tableau 10.2

Nombre d'écrans de cinéma et de ciné-parc¹, 2002-2006

	2002	2003	2004	2005	2006
	n				
Québec	773	769	777	777	808
Canada ²	..	2 979	2 980	2 933	..
Australie	1 872	1 907	1 909	1 943	1 964
Belgique	505	503	..	..	..
Danemark	358	379	380	386	385
États-Unis	35 280	35 786	35 993	38 143	39 668
France ³	5 264	5 299	5 347	5 366	5 362
Pays-Bas	558 ^r	596 ^r	602 ^r	616 ^r	625
Royaume-Uni	3 248	3 402	3 342	3 357	3 440
Suède	1 176	1 170	1 178	..	..

1. Plusieurs données ont été révisées au cours de la dernière année.

2. Y compris le Québec.

3. Il s'agit d'écrans de salles actives et non de salles autorisées.

Source : Recherche – SODEC.

cette année comparativement à 355 en 2005, soit une augmentation de 10,7 %. L'assistance a dégringolé de 5,7 %, allant de 26,2 millions en 2005 à 24,7 millions en 2006. Malgré une chute constante de l'assistance depuis 2002, le nombre d'écrans a augmenté de 4 % cette année, atteignant 808 écrans. Les entrées annuelles par écran sont passées de

33 716 en 2005 à 30 620 en 2006, avec un indice de fréquentation glissant de 3,4 à 3,2.

Les recettes ont chuté de 5,6 %, passant de 174,3 M\$ en 2005 à 164,5 M\$ en 2006. La part des recettes des films québécois qui avait culminé à 18,1 % en 2005 est revenue à une part de marché plus

modeste en 2006 avec 11,4 % des recettes. Le succès du film *Bon Cop, Bad Cop*, dont les recettes atteignaient 8 969 702 \$ au 31 décembre 2006, soit 5,5 % des rentrées au box office, y a largement contribué.

CANADA

En 2005, le Canada a produit 64 longs métrages pour les salles, soit le même nombre qu'en 2004. Le parc de salles canadien a perdu 47 écrans en 2005, pour atteindre 2 933 écrans. L'assistance a augmenté de 0,6 %, passant de 119,6 millions de spectateurs en 2004 à 120,3 millions en 2005, pour atteindre un indice de fréquentation de 3,7. Le nombre d'entrées annuelles par écran est passé de 40 147 en 2005 à 41 016 en 2006, soit une augmentation de 2,2 %. En 2006, la part de marché des films canadiens a atteint 4,2 % et celle des films américains, 88,3 %.

AUSTRALIE

En 2006, 25 longs métrages pour le cinéma ont été produits, soit 3 de plus que l'année précédente. De ce nombre, 3 titres ont été tournés avec des budgets inférieurs à 1 M\$. Le parc de salles australien a été pourvu de 21 nouveaux écrans, pour atteindre un total de 1 964 en 2006. Le nombre de primeurs qui y ont été projetées s'élève à 333 films, comparativement à 329 en 2005. L'indice de fréquentation est passé de 4,0 en 2005 à 4,1 en 2006, soit une assistance de 83,6 millions de spectateurs. Le nombre d'entrées annuelles par écran s'élève à 42 566 en 2006, alors qu'il était de 42 306 en 2005. Réparti par écran, cet écart représente une croissance de 0,6 %. L'augmentation des recettes se chiffre à 6 %, passant de 817,5 M\$ à 866,6 M\$. La part des recettes des films nationaux a grimpé de 2,8 % à 4,6 %, et celle des films

américains a bondi de 81,2 % à 85,9 %. Ce sont surtout les films asiatiques qui ont vu leur part de marché diminuer.

BELGIQUE

L'assistance a connu une augmentation de 8 % en 2006, passant de 22,1 millions à 23,8 millions de spectateurs. Les recettes réalisées par les films d'origine belge représentent une part de marché de 6 % en 2006.

DANEMARK

Le nombre de films distribués en premier est demeuré stable en 2006, avec une offre de 233 productions. Le Danemark se retrouve avec un seul écran de moins que l'année précédente, soit 385 écrans en 2006. L'assistance a progressé de 12,2 millions à 12,6 millions de spectateurs. La moyenne d'entrées par écran a crû de 3,6 %, passant de 31 580 entrées en 2005 à 32 727 entrées en 2006. Les recettes ont fait un bond de 7,3 % en 2006, atteignant 113,2 M€. Après une année exceptionnelle en 2005, où le Danemark accaparait 32 % de la part de marché grâce à la sortie de 31 films danois, la part de recettes des films nationaux, avec la sortie de 21 films, a chuté de 28 % pour se positionner à 25 %. Les films américains sont venus chercher 58 % de la part des recettes, soit 2 % de plus qu'en 2005, avec 8 productions de moins qu'en 2005.

Tableau 10.3

Assistance dans les salles de cinéma et les ciné-parcs¹, 2002-2006

	2002	2003	2004	2005	2006
	M				
Québec	29,9	29,0	28,2	26,2	24,7
Canada ²	..	125,4	119,6	120,3	..
Australie	92,5	90,0	91,5	82,2	83,6
Belgique	24,4	22,7	23,0	22,1 ^r	23,8
Danemark	12,9	12,3	12,8	12,2	12,6
États-Unis	1 639,3	1 574,0	1 536,1	1 402,7	1 448,5
France	184,4	173,5	194,5	174,2	188,6
Pays-Bas	24,1	24,9	23,0	20,7 ^r	22,5
Royaume-Uni	175,9	167,3	171,3	164,7	156,6
Suède	18,3	18,2	16,6	14,6	15,3

1. Plusieurs données ont été révisées au cours de la dernière année.

2. Y compris le Québec.

Source : Recherche – SODEC.

Tableau 10.4

Indice de fréquentation des salles de cinéma, 2002-2006

	2002	2003	2004	2005	2006
	n				
Québec	4,0	3,9	3,7	3,4	3,2
Canada ¹	..	4,0	3,8	3,7 ^r	..
Australie	4,8	4,5	4,5	4,0	4,1
Belgique	2,4	2,2	2,2	..	..
Danemark	2,4	2,3	2,4	2,3	2,3
États-Unis	5,7	5,4	5,2	4,7	4,8
France	3,2	3,0	3,2	2,8	2,9
Pays-Bas	1,5	1,5	1,4	1,3 ^r	1,4
Royaume-Uni	2,9	2,8	2,8	2,7	2,6
Suède	2,0	2,0	1,8	1,6 ^r	..

1. Y compris le Québec.

Source : Recherche – SODEC.

Tableau 10.5

Part des recettes des films nationaux dans leur propre marché¹, 2002-2006

	2002	2003	2004	2005	2006
	%				
Québec	8,4	12,8	13,1	18,1	11,4
Canada ²	2,6	3,5	..	..	4,2
Australie	4,9	3,5	1,3	2,8	4,6
Belgique	1,4	2,4	5,1	5,7 ^r	6,0
Danemark	27,0	26,0	24,0	32,0	25,0
États-Unis	95,6	96,7	..	..	90,7
France	34,8	34,7	39,0	36,6 ^r	44,7
Pays-Bas	10,5	13,3	9,2	12,3 ^r	11,1
Royaume-Uni	8,3	10,2	23,4	33,0	19,0
Suède	16,8	19,9	23,3	22,6	20,0

1. Plusieurs données ont été révisées au cours de la dernière année.

2. Y compris le Québec.

Source : Recherche – SODEC.

ÉTATS-UNIS

La production aux États-Unis a fait une chute importante de 31 %. Ainsi, de 699 longs métrages destinés aux salles de cinéma en 2005, seulement 480 films ont été produits pour le même marché en 2006. Au total, 599 films étaient distribués en primeur en 2006, comparativement à 535 en 2005, ce qui représente une croissance de 12 %. Les exploitants de salles ont mis 1 525 nouveaux écrans à la disposition des spectateurs en 2006. Ainsi, de 38 143 qu'il était en 2005, le nombre d'écrans a atteint 39 668 en 2006. Cette offre a eu une répercussion positive sur l'assistance et sur les recettes. De 1 402,7 millions de spectateurs en 2005, l'assistance a

atteint 1 448,5 millions en 2006, soit une progression de 4,4 %. L'indice de fréquentation a oscillé de 4,7 à 4,8 et les recettes ont crû de 5,5 % en 2006. Elles sont ainsi passées de 8 991,2 M\$ en 2005 à 9 487,8 M\$ en 2006. Le nombre d'entrées annuelles par écran, vu l'augmentation significative du nombre d'écrans, a chuté de 0,7 %, passant de 36 775 en 2005 à 36 516 en 2006.

FRANCE

La France a produit 203 longs métrages pour les salles de cinéma en 2006, ce qui représente une baisse de 15,4 % par rapport à 2005. Au total, 589 films ont été distribués en primeur en 2006, soit 39 de plus que l'année

précédente. En 2006, le parc de salles comportait 4 écrans de moins qu'en 2005, soit un total 5 362 écrans. Après une année où les spectateurs avaient boudé les salles obscures, on observe une reprise de la fréquentation en 2006. Ainsi, l'assistance, qui se chiffrait à 174,2 millions de spectateurs en 2005, atteint 188,6 millions en 2006, soit une augmentation de 8,3 %. L'indice de fréquentation a grimpé d'un cran, passant de 2,8 à 2,9. La moyenne des entrées par écran atteint 35 173 en 2006, comparativement à 32 454 en 2005, soit une hausse de 8,4 %. Les recettes ont suivi la même tangente avec un accroissement de 9,5 %. Ainsi, les recettes s'élevaient à 1 023,1 M€ en 2005 et à 1 120,3 M€ en 2006. La

Tableau 10.6

Panorama statistique de l'industrie cinématographique, 2006

	Unité	Québec	Canada ¹	Australie	Belgique	Danemark	États-Unis	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Suède
Production											
Longs métrages (cinéma) ²	n	33	..	25	..	..	480	203	..	134	..
Exploitation											
Films distribués (primeurs)	n	393	..	333	..	233	599	589	..	505	..
Écrans	n	808	..	1 964	..	385	39 668	5 362	625	3 440	..
Assistance	M	24,7	..	83,6	23,8	12,6	1 448,5	188,6	22,5	156,6	15,3
Population totale	M	7,7	32,8	20,6	..	5,4	300,9	64,1	16,3	59,9	9,0
Fréquentation	indice	3,2	..	4,1	..	2,3	4,8	2,9	1,4	2,6	..
Entrées annuelles par écran	n	30 620	..	42 566	..	32 727	36 516	35 173	36 000	45 523	..
Recettes (unités locales)	M	164,5	..	866,6	..	113,2	9 487,8	1 120,3	154,4	840,0	..
Part des recettes des films nationaux	%	11,4	4,2	4,6	6,0	25,0	90,7	44,7	11,1	19,0	20,0
Part des recettes des films états-uniens	%	77,2	88,3	85,9	..	58,0	90,7	44,2	79,4	77,0	..

1. Données de Statistique Canada, y compris le Québec.

2. Films de 60 minutes et plus (y compris les coproductions).

Sources : Recherche – SODEC.

Institut de la statistique du Québec.

Statistique Canada.

Sources officielles des pays concernés.

part de marché des films français a bondi de 36,6 % à 44,7 % cette année, un gain de 22,1 % par rapport à 2005. Quant aux films américains, ils accusent un recul de 4,3 %. Leur part de marché atteignait 46,1 % en 2005; elle était de 44,2 % en 2006. Selon le CNC, 7 films français se retrouvaient dans le Top 10 de 2006. *Les Bronzés 3 – amis pour la vie* cumulait à lui seul 10,22 millions d'entrées. Le film québécois *C.R.A.Z.Y.* a été le plus performant des films non européens et non américains, avec moins de 420 000 entrées.

PAYS-BAS

Le nombre de films distribués en premier s'élève à 324 en 2005, soit 17 de plus qu'en 2004. Le nombre d'écrans est en progression constante depuis 5 ans, pour atteindre 625 en 2006. Après avoir connu une baisse de l'assistance en 2005, avec 20,7 millions de spectateurs, celle-ci est remontée à 22,5 millions, un bond de 8,7 %. L'indice de fréquentation a ainsi sauté de 1,3 à 1,4. Le nombre d'entrées annuelles par écran s'élevait à 33 604 en 2005; il a augmenté

de 8,4 % pour atteindre 36 000 entrées en 2006. Les recettes ont atteint 154,4 M€ en 2006, soit 14,2 % de plus qu'en 2005 (135,2 M€). Toutefois, la part des recettes des films néerlandais a baissé de 10,8 %, passant de 11,1 % en 2005 à 12,3 % en 2006. Durant la même période, la part des recettes des films américains est remontée de 7,2 % pour atteindre 79,4 %.

ROYAUME-UNI

Le Royaume-Uni a produit 3 films de plus qu'en 2005 pour les salles de cinéma, soit 134 longs métrages. La distribution des primeurs a bondi de 8,1 % pour atteindre 505 films en 2006. Le Royaume-Uni a ajouté 83 écrans aux 3 357 écrans existants en 2005. Le parc de salles comporte ainsi 3 440 écrans en 2006. Malgré une offre plus importante de films et l'ajout de plusieurs écrans, l'assistance a poursuivi sa décroissance. En 2006, elle atteignait 156,6 millions de spectateurs, une baisse de 4,9 %. L'indice de fréquentation a par ailleurs glissé de 2,7 à 2,6. L'accroissement du nombre d'écrans et

la diminution de la fréquentation entraînent une baisse de 7,8 % du nombre d'entrées annuelles par écran. En 2005, il se chiffrait à 49 059 et en 2006, à 45 523. Les recettes ont atteint 840,0 M€ en 2006, et elles sont demeurées presque au même niveau qu'en 2005 (840,4 M€), grâce à une hausse du prix du billet de cinéma.

UN ENGOUEMENT PLUS MARQUÉ POUR LES SALLES OBSCURES ET LE CINÉMA AMÉRICAIN

Seuls le Québec et le Royaume-Uni ont connu une baisse de l'assistance en 2006, alors que tous les autres pays de notre échantillon ont assisté à une reprise de la fréquentation de leurs salles. Le cinéma américain a suscité plus d'intérêt en 2006 en offrant aux spectateurs des titres tels que *Da Vinci Code*, *Pirates des Caraïbes : le coffre du mort*, *Casino Royale*, *Mission impossible III* et *L'ère de glace 2 : la fonte*. L'offre de films est de plus en plus importante chaque année, contribuant à susciter l'intérêt des cinéphiles.



L'esprit des lieux
Catherine Martin





Dans les villes
Catherine Martin
Photo : Bernard Fougère



CHAPITRE

11

LES MESURES FISCALES RELATIVES À L'INDUSTRIE DU FILM

Marielle Audet

Les deux mesures fiscales traitées dans le présent chapitre ont été annoncées, pour ce qui est du crédit d'impôt pour le doublage, dans un bulletin d'information du ministère des Finances en 1997 et, en ce qui a trait au crédit d'impôt pour services de production, dans le *Discours sur le budget de 1998-1999*. La SODEC, gestionnaire de ces mesures, a rendu ses premières décisions en 1999-2000.

LE DOUBLAGE

Le crédit d'impôt remboursable pour le doublage de films vise exclusivement les activités de doublage réalisées au Québec, qu'elles soient destinées au marché des salles, à



Puffball
Nicholas Roeg

Tableau 11.1

Productions¹ cinématographiques et télévisuelles doublées selon le premier marché et le format, Québec, 2006-2007

Premier marché	Oeuvre unique	Minisérie	Série	Total
		(2 à 6 épisodes)	(7 épisodes et plus)	
		n		
Cinéma ²	131	—	—	131
Télévision	49	48	68	165
Vidéoclub	54	8	1	63
Total	234	56	69	359

1. Productions ayant bénéficié du Programme de crédit d'impôt remboursable pour le doublage de films.

2. Comprend une production en format géant.

Source : SODEC.

celui de la télévision ou à celui de la vente au détail. Le crédit d'impôt représente 29,1667 % des dépenses totales admissibles, ces dernières ne pouvant excéder 40,5 % de la valeur du contrat de doublage.

En 2006-2007, la SODEC a certifié 359 productions doublées, dont la valeur estimée des crédits d'impôt s'élève à 2 306 944 \$. Les dépenses admissibles atteignent 9 759 653 \$, dont 5 659 750 \$ ont été attribués à la rémunération des comédiens

et 9 199 903 \$, à la prestation des autres services.

Le volume de dossiers certifiés en 2006-2007 est moins important que celui des deux années précédentes, soit 406 dossiers en 2005-2006 et 389 dossiers en 2004-2005. Or, des données préliminaires basées sur la date de fin des travaux nous permettent de croire que le volume de production annuel est plutôt stable. Vous trouverez un aperçu de ces résultats à la fin de cette analyse.

Le premier marché auquel les productions sont destinées

Selon les données 2006-2007, 131 productions doublées étaient destinées au marché des salles de cinéma, contre 162 l'année précédente, soit une baisse de 19,1 %. Le nombre de certification de doublages pour la télévision est passé de 176 en 2005-2006 à 165 en 2006-2007, soit 11 productions de moins. Le marché du vidéoclub a connu lui aussi une diminution, 63 doublages ayant été certifiés en 2006-2007, contre 68 en 2005-2006.

Les doublages destinés aux salles représentent 36,5 % de l'ensemble des dossiers traités en 2006-2007 et ils ont obtenu 941 641 \$ en crédits d'impôt. Ceux destinés au marché de la télévision constituent 46 % des dossiers, récoltant 1 097 571 \$ en crédits d'impôt, et les productions doublées destinées au marché des vidéoclubs représentent 17,5 % du volume traité, soit des crédits d'impôt prévus de 267 732 \$.

Tableau 11.2

Productions¹ cinématographiques et télévisuelles doublées selon la valeur des contrats, les dépenses admissibles, le crédit d'impôt et le premier marché, Québec, 2006-2007

	Cinéma ²		Télévision		Vidéoclub		Total	
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%
Valeur totale des contrats de doublage	8 443 651		9 486 576		2 278 171		20 208 398	
Total des dépenses admissibles	3 762 032	44,6	4 786 984	50,5	1 210 637	53,1	9 759 653	48,3
Prestations des comédiens	2 138 852	56,9	2 911 565	60,8	609 333	50,3	5 659 750	58,0
Adaptation	565 473	15,0	1 011 487	21,1	241 511	19,9	1 818 471	18,6
Détection	262 293	7,0	251 661	5,3	99 750	8,2	613 704	6,3
Calligraphie, grille, dactylo, production de titres et transfert optique	229 566	6,1	101 818	2,1	64 341	5,3	395 725	4,1
Direction de plateau	565 848	15,0	510 453	10,7	195 702	16,2	1 272 003	13,0
Plafond des dépenses admissibles	3 419 679	40,5	3 843 460	40,5	922 569	40,5	8 185 708	40,5
Montant du crédit d'impôt autorisé	941 641	27,5	1 097 571	28,6	267 732	29,0	2 306 944	28,2
Nombre total de projets	131		165		63		359	

1. Productions ayant bénéficié du programme de crédit d'impôt remboursable pour le doublage de films.

2. Comprend une production en format géant.

Source : SODEC.

Le format et la langue des productions doublées

Les œuvres uniques constituent la majorité des productions certifiées en 2006-2007, soit un total de 234 productions, dont 131 étaient destinées au cinéma, 49, à la télévision et 54, aux vidéoclubs. Elles accusent une baisse de 17,9 % comparativement à 2005-2006.

Le nombre de certifications de miniséries doublées (2 à 6 épisodes) a crû de 80,7 % en 2006-2007. Au total, 194 épisodes provenant de 48 mini-

séries ont été doublés pour la télévision et 8 miniséries doublées étaient destinées aux vidéoclubs.

Le doublage de 68 séries (7 épisodes et plus), composées de 1 158 épisodes, ont été certifiées pour la télévision. Une seule série était destinée au marché du vidéoclub. En 2005-2006, il y a eu un volume exceptionnel de 90 séries certifiées; cette année, affichant une baisse 23,3 %, les séries sont tout de même plus nombreuses qu'en 2004-2005 (35 séries) et qu'en 2002-2003 (39 séries).

Des 359 dossiers traités en 2006-2007, 349 concernaient des doublages de l'anglais au français et 10 portaient sur des productions dont la langue originale était le français, dont la version a été doublée en anglais.

Les catégories de production

En 2006-2007, les films doublés destinés aux salles de cinéma étaient tous des fictions. Les doublages destinés à la télévision étaient constitués à 61,2 % de documentaires (100 productions) et de magazine (1 production) et à 38,8 % de fictions (64 productions).

Tableau 11.3

Ventilation des dépenses de doublage selon le premier marché des productions¹ cinématographiques et télévisuelles et la catégorie de contrat, Québec, 2006-2007

Premier marché et catégories de contrats	Productions doublées		Coût moyen des contrats	Prestation des comédiens	Autres dépenses	Total dépenses admissibles	Crédit d'impôt	Total des épisodes
	n	%						
					\$			n
Cinéma ²	131		64 455	2 138 852	1 623 180	3 762 032	941 641	...
29 999 \$ et moins	5	3,8	22 341	30 990	33 374	64 365	12 657	...
30 000 \$ à 59 999 \$	54	41,2	44 420	631 686	575 258	1 206 943	280 134	...
60 000 \$ à 99 999 \$	66	50,4	79 026	1 313 100	910 098	2 223 198	576 395	...
100 000 \$ et plus	6	4,6	119 586	163 076	104 450	267 526	72 455	...
Télévision – œuvre unique	49		15 836	206 092	181 169	387 261	89 158	...
29 999 \$ et moins	39	79,6	9 339	86 382	69 696	156 078	40 518	...
30 000 \$ à 99 999 \$	10	20,4	41 177	119 710	111 474	231 183	48 640	...
Télévision – minisérie (2 à 6 épisodes)	48		28 585	480 674	248 094	728 768	158 479	194
29 999 \$ et moins	28	58,3	19 352	200 819	98 608	299 427	62 379	102
30 000 \$ à 99 999 \$	20	41,7	41 510	279 855	149 486	429 341	96 100	92
Télévision – série (7 épisodes et plus)	68		107 920	2 224 799	1 446 156	3 670 955	849 934	1 158
29 999 \$ et moins	–	–	–	–	–	–	–	–
30 000 \$ à 59 999 \$	17	25,0	46 297	260 858	140 532	401 390	90 541	157
60 000 \$ à 99 999 \$	27	39,7	77 272	653 881	349 117	1 002 998	237 683	440
100 000 \$ et plus	24	35,3	186 048	1 310 060	956 507	2 266 567	521 710	561
Vidéoclub	63		36 161	609 333	601 304	1 210 637	267 732	32
29 999 \$ et moins	13	20,6	13 617	44 697	48 214	92 911	19 992	15
30 000 \$ à 99 999 \$	50	79,4	42 023	564 636	553 090	1 117 726	247 740	17
Total	359		56 291	5 659 750	4 099 903	9 759 653	2 306 944	1 384

1. Productions ayant bénéficié du programme de crédit d'impôt remboursable pour le doublage de films.

2. Comprend une production en format géant.

Source : SODEC.

La valeur moyenne des contrats des œuvres de fiction (88 356 \$) dépasse largement celle des documentaires et magazine (37 938 \$), et les crédits d'impôt prévus sont de 49,9 % supérieurs, soit 658 307 \$ pour les fictions

et 439 264 \$ pour les documentaires et magazine. Quant aux œuvres destinées au marché des vidéoclubs, elles sont constituées de 55 fictions et de 8 documentaires.

Tableau 11.4

Ventilation des dépenses de doublage selon le premier marché et la catégorie des productions¹ cinématographiques et télévisuelles, Québec, 2006-2007

Premier marché et catégorie de production	Productions doublées	Coût moyen des contrats	Total des dépenses de main-d'œuvre admissibles	Crédit d'impôt	Total des épisodes
	n		\$		n
Cinéma ²	131	64 455	3 762 032	941 641	...
Télévision	165	57 494	4 786 984	1 097 571	1 352
Documentaire et magazine ³	101	37 938	1 958 043	439 264	706
Fiction	64	88 356	2 828 941	658 307	646
Vidéoclub ⁴	63	36 161	1 210 637	267 732	32
Total	359	56 291	9 759 653	2 306 944	1 384

1. Productions ayant bénéficié du programme de crédit d'impôt remboursable pour le doublage de films.

2. Œuvres de fiction dont une production en format géant.

3. Comprend un seul magazine.

4. Comprend huit documentaires.

Source : SODEC.

Tableau 11.5

Productions¹ cinématographiques et télévisuelles doublées selon l'année de doublage et l'année financière de la certification, Québec, de 1998 à 2007

Année financière	Année de doublage										Total
	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007 ²	
	n										
1999-2000	27	6	—	—	—	—	—	—	—	—	33
2000-2001	67	83	53	—	—	—	—	—	—	—	203
2001-2002	22	38	129	57	1	—	—	—	—	—	247
2002-2003	10	19	15	134	141	—	—	—	—	—	319
2003-2004	—	15	16	16	112	73	—	—	—	—	232
2004-2005	—	—	4	1	43	197	144	—	—	—	389
2005-2006	1	4	1	—	—	6	143	240	11	—	406
2006-2007	1	1	—	—	—	—	5	56	280	16	359
Total	128	166	218	208	297	276	292	296	291	16	2 188³

1. Productions ayant bénéficié du programme de crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique et télévisuelle.

2. Données disponibles au 31 mars 2007.

3. Comprend sept productions en format géant.

Source : SODEC.

Les dépenses de doublage

La valeur des contrats de doublage traités en 2006-2007 totalise 20,2 M\$, soit une moyenne de 56 291 \$ par contrat. Pour une deuxième année consécutive, cette moyenne accuse une baisse. En 2005-2006, elle se chiffrait à 10 %; cette année, elle est de 4,9 %. Tous les marchés ont été touchés, mais celui de la télévision l'a été moins, accusant une baisse de seulement 1 %, grâce à l'augmentation de 18,6 % de la valeur moyenne des contrats des séries (107 920 \$ en 2006-2007 pour 1 158 épisodes contre 90 964 \$ en 2005-2006 pour 1 454 épisodes).

Le doublage de 68 séries télévisées totalisant 1 158 épisodes a procuré 2 224 799 \$ aux comédiens pour leurs services, ce qui représente une moyenne de 32 718 \$ par série et 1 921 \$ par épisode. Ils ont obtenu 480 674 \$ pour avoir doublé 48 miniséries de 194 épisodes, soit une moyenne de 10 014 \$ par miniserie et 2 478 \$ par épisode. Les doublages des films destinés aux salles de cinéma leur ont fourni un revenu moyen de 16 327 \$ pour 131 films, ceux des œuvres uniques destinées à la télévision, 4 206 \$ pour 49 productions, et finalement, les doublages des productions pour vidéoclubs, une moyenne de 9 672 \$ pour 63 œuvres comportant au total 32 épisodes.

Les films destinés aux salles de cinéma ont totalisé 3,8 M\$ en dépenses admissibles. La majorité d'entre eux (120 films, soit 91,6 %) étaient l'objet de contrats oscillant entre 30 000 \$ et 100 000 \$, les dépenses admissibles atteignant 3,4 M\$ et les crédits d'impôt, 856 529 \$. La valeur des contrats des œuvres uniques pour le marché de la télévision était inférieure à 30 000 \$ dans 79,6 % des cas, soit 39 titres, entraînant des dépenses

admissibles de 387 261 \$ et des crédits d'impôt de 89 158 \$. Par ailleurs, 51 séries télévisées (75 %) généraient des contrats de doublage de 60 000 \$ et plus, entraînant des dépenses admissibles de 3,3 M\$ et des crédits d'impôt de 759 393 \$. Quant aux contrats pour les productions destinées aux vidéoclubs, ils étaient dans 79,4 % des cas (50 productions) de 30 000 \$ et plus. Ils ont ainsi cumulé 1,1 M\$ de dépenses admissibles et ils ont reçu 247 740 \$ en crédits d'impôt.

Répartition selon l'année du doublage

Des données préliminaires permettent l'introduction de deux nouveaux tableaux dans ce chapitre. Le tableau 11.5 répartit les productions certifiées selon l'année financière du traitement des dossiers et selon l'année du doublage. Il démontre que les résultats des années civiles pourront être ultérieurement majorés. Toute demande de certification relative à une production dont la copie maîtresse doublée a été complétée après le 20 octobre 2000 doit être déposée selon le délai de prescription, ce qui n'est pas le cas des productions dont le contrat de doublage a été conclu après le 18 décembre 1997 et dont la copie maîtresse doublée a été complétée avant le 20 octobre 2000.

Afin de refléter fidèlement la chronologie des activités de doublage, le tableau 11.6 répartit les dossiers certifiés selon la date de fin des travaux et selon le marché auquel le doublage est destiné. Il établit que, dans l'ensemble, le volume annuel des doublages a varié légèrement ces dernières années, sauf en 2003 où il a accusé un recul de 7,1 %. Selon le premier marché déclaré par les requérants, le nombre de doublages destinés aux salles de cinéma a peu fluctué d'une année à l'autre, à l'exception de 2005

où il a connu une baisse de 14,4 % (113 films), puis une remontée de 10,6 % (125 films) en 2006. Le volume des doublages destinés au marché de la télévision a subi deux chutes importantes, soit en 2003 (27,2 %),

passant de 147 à 107 productions et en 2006 (19,4 %), passant de 134 à 108 productions. Les années 2004 et 2005 se sont déroulées sous le signe de la croissance pour atteindre 130 et 134 productions. Après une baisse

Tableau 11.6

Premier marché des productions¹ cinématographiques et télévisuelles doublées selon l'année de doublage, Québec, 2006-2007

Année de doublage	Cinéma ²	Télévision	Vidéoclub	Total
	n			
1998	83	41	4	128
1999	97	59	10	166
2000	104	111	3	218
2001	96	90	22	208
2002	128	147	22	297
2003	123	107	46	276
2004	132	130	30	292
2005	113	134	49	296
2006	125	108	58	291
2007 ³	6	3	7	16
Total	1 007	930	251	2 188

1. Productions ayant bénéficié du programme de crédit d'impôt remboursable pour le doublage de films.

2. Comprend sept productions en format géant.

3. Données disponibles au 31 mars 2007.

Source : SODEC.

Tableau 11.7

Productions¹ cinématographiques et télévisuelles et montant du crédit d'impôt attribué selon l'année de tournage, Québec, de 1998 à 2007

Année	Projets	Part québécoise du devis	Dépenses de main-d'œuvre admissibles	Crédit d'impôt attribué
	n		\$	
1998	14	89 600 701	31 084 130	3 419 257
1999	19	92 420 734	36 095 313	4 541 329
2000	23	190 594 719	56 286 293	6 659 649
2001	24	185 920 490	61 026 062	6 978 219
2002	28	202 989 713	68 891 407	8 650 432
2003	30 ^r	x	x	x
2004	22	87 744 562	34 830 049	6 271 570
2005	16 ^r	88 773 597 ^r	49 366 231 ^r	12 417 819 ^r
2006	12 ^r	59 804 429 ^r	17 108 128 ^r	4 392 575 ^r
2007	4	x	x	x
Total	192	1 261 216 588	458 081 147	68 653 908

1. Productions ayant bénéficié du Programme de crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique et télévisuelle.

Source : SODEC.

Tableau 11.8

Productions¹ cinématographiques et télévisuelles visées, par année de tournage selon le pays d'origine, Québec, de 1998 à 2007

Pays	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Total	
	n										n	%
Allemagne	1	–	1	4	3	2	4	–	1 ^r	–	16	8,3
Australie	–	1	–	–	–	–	–	–	–	–	1	0,5
Canada	5	6	4	3	5	4	5	4 ^r	1 ^r	–	37	19,3
Corée	–	–	–	–	–	1	–	–	–	–	1	0,5
Danemark	–	1	–	–	–	–	–	–	–	–	1	0,5
États-Unis	8	9	15	16	17	23 ^r	11	10 ^r	8 ^r	4	121	63,0
France	–	2	1	–	1	–	1	2	1 ^r	–	8	4,2
Hongrie	–	–	1	–	–	–	–	–	–	–	1	0,5
Luxembourg	–	–	–	–	1	–	–	–	–	–	1	0,5
Pays-Bas	–	–	–	1	–	–	–	–	–	–	1	0,5
Royaume-Uni	–	–	–	–	1	–	1	–	1 ^r	–	3	1,6
Royaume-Uni et Danemark	–	–	1	–	–	–	–	–	–	–	1	0,5
Total	14	19	23	24	28	30	22	16	12	4	192	100,0

1. Productions ayant bénéficié du Programme de crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique et télévisuelle.

Source : SODEC.

de 34,8 % en 2004, le volume des productions destinées au marché des vidéoclubs n'a plus cessé de croître, pour atteindre 58 doublages en 2006.

Depuis 1998

Le crédit d'impôt remboursable pour le doublage de films s'applique à l'égard des dépenses admissibles engagées après le 18 décembre 1997, conformément à un contrat conclu après cette date. Il couvre donc, en 2006, 9 années d'activités de doublage. Au total, grâce à cette mesure, 2 188 productions ont pu bénéficier de 15,6 M\$ en crédits d'impôt pour la main-d'œuvre dans l'industrie du doublage, totalisant 130 M\$ en contrats, dont 33,3 M\$ ont été octroyés à des comédiens et 27,2 M\$, aux autres postes de main-d'œuvre admissibles. Deux entreprises se partagent 72,9 % des 2 188 titres qui ont reçu une certification depuis 1998.

En 2007, la mesure fiscale complètera un cycle de dix années d'application. Afin de souligner l'événement,

ce chapitre fera peau neuve et présentera les résultats à partir de l'année effective du doublage.

LES SERVICES DE PRODUCTION

Le crédit d'impôt pour services de production est une mesure fiscale destinée à favoriser le Québec comme plateau de tournage et comme lieu de réalisation de services techniques tels la postproduction et les effets spéciaux. Depuis le 31 décembre 2004, le crédit d'impôt s'élève à 20 % des dépenses de main-d'œuvre admissibles.

Stabilité du volume des demandes

Le volume des demandes est demeuré stable en 2006-2007, avec un dépôt de 23 projets. Toutefois, 3 productions à gros budgets ont entraîné des dépenses importantes au Québec. Avec uniquement une production de plus cette année, les dépenses de main-d'œuvre admissibles sont passées de 37,7 M\$ en 2005-2006 à 63,6 M\$, un accroissement de 69 %, et le crédit d'impôt attribué a crû de 105 %, passant de 8,2 M\$ à 16,8 M\$. Cette

croissance vertigineuse s'explique par le nombre de productions des deux années comparées, dont les dépenses de main-d'œuvre admissibles ont été engagées avant le 30 décembre 2004. En 2006-2007, plus qu'une seule production respectait ce critère et obtenait un taux de base de 11 %.

La part québécoise des devis a atteint 125 M\$ comparativement à 98,5 M\$ en 2005-2006, soit une augmentation de 26,9 %. Ainsi, les projets déposés en 2006-2007 auront été plus lucratifs pour la main-d'œuvre québécoise que ceux déposés l'année précédente. Les effets spéciaux ont représenté 36,4 % de la main-d'œuvre admissible.

Répartition selon l'année de tournage

Une répartition des projets selon l'année de tournage permet d'obtenir un portrait chronologique de la valeur des services de production ou de postproduction générés par les productions étrangères. Les demandes de

crédits d'impôt pour services de production sont généralement déposées après les tournages, lesquels se déroulent le plus souvent durant la saison estivale, et plus tardivement dans le cas des services de postproduction. Donc, les résultats d'une année civile peuvent être rétroactivement modifiés et les plus récents, demeurer fragmentaires.

Les projets déposés en 2007-2008 se répartissent sur quatre années civiles, soit 2003, et de 2005 à 2007. Les trois productions à gros budgets qui ont été les plus lucratives pour la main-d'œuvre québécoise, et dont les dossiers ont été traités en 2006-2007, ont été tournées en 2005. En ajoutant à ce facteur l'augmentation du taux de la mesure fiscale de 11 % à 20 %, le crédit d'impôt attribué en 2005 a ainsi augmenté de 98 % par rapport

à 2004, et ce, avec six productions de moins. La part québécoise du devis a crû de 1,2 % et les dépenses admissibles de 41,7 %.

En 2006, 12 productions ont généré 4,4 M\$ en crédits d'impôt, soit 65 % de moins qu'en 2005. En moyenne par production, le crédit d'impôt attribué en 2006 est inférieur de 47 % à celui de 2005 et les dépenses de main-d'œuvre admissibles, de 54 %.

La provenance des films

Depuis 2003, les productions américaines se prévalant de la mesure fiscale ne cessent de diminuer, passant de 23 à 8 en 2006. L'Allemagne est de retour en 2006 avec 1 production. Quant aux productions canadiennes, elles sont passées de 4 en 2005 à 1 en 2006. La France et le Royaume-Uni ont chacune 1 production.

Depuis 1999-2000

Depuis l'entrée en vigueur du crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique ou télévisuelle, 192 productions étrangères, dont une part québécoise du devis atteint 1 261 M\$ et 458 M\$ de dépenses de main-d'œuvre admissibles, ont obtenu 68,7 M\$ en crédits d'impôt. En moyenne, par production, cela représente une part québécoise des devis de 6,6 M\$, des dépenses de main-d'œuvre admissibles de 2,4 M\$ et un crédit d'impôt s'élevant à 357 572 \$.



The Point
Joshua Dorsey



La vie secrète des gens heureux

Stéphane Lapointe

Photo : Philippe Bossé et Pierre Dury

L'Annexe statistique

un complément à
la publication

Statistiques sur l'industrie du film et de la production télévisuelle indépendante, édition 2007

Pour compléter la publication intitulée *Statistiques sur l'industrie du film et de la production télévisuelle indépendante*, l'Institut de la statistique du Québec offre *L'Annexe statistique* qui contient la totalité des données disponibles sur l'évolution récente de ce secteur d'activité culturelle.

L'information y est présentée dans l'ordre du cycle de vie d'un film, c'est-à-dire de la création jusqu'à l'étape de la conservation. On y trouve donc aussi des données sur la distribution, l'exploitation en salles et même certaines données sur les clubs vidéo.

Institut
de la statistique

Québec



L'Annexe statistique

Bon de commande

À remplir en lettres moulées S.V.P.

Nom : _____

Fonction/direction/service : _____

Organisme/entreprise : _____

Adresse : _____

Municipalité : _____

Province : _____

Code postal : _____

Téléphone : _____

Télécopieur : _____

L'Annexe statistique, 2007

Quantité Total

18,95 \$

\$

+ TPS (6 %)

142 890 300

\$

+ TVQ (7,5 %)

1022232424

\$

Total

\$

Toute commande est payable par chèque ou
mandat-poste à l'ordre de l'Institut à
l'adresse suivante :

Institut de la statistique du Québec
Centre d'information et de documentation
200, chemin Sainte-Foy, 3^e étage
Québec (Québec) G1R 5T4

Réalisé par l'Institut de la statistique du Québec, avec la collaboration de plusieurs organismes intéressés à l'activité cinématographique, ce document réunit les informations et les analyses nécessaires pour en saisir toute l'ampleur.

Ainsi, on y trouve la liste des longs métrages réalisés, la valeur de la production québécoise, le nombre de films examinés et classés, de même que le nombre des titulaires d'un permis spécial de distributeur.

On y apprend également que, compte tenu de la population et du degré de développement, l'activité relative à l'industrie du film au Québec soutient avantageusement la comparaison avec les résultats obtenus ailleurs.

Cette publication fait non seulement le tour complet de l'industrie du film mais elle permet aussi, grâce à la pertinence des sujets choisis, de bien saisir toute la réalité de cette partie importante de la vie socioculturelle québécoise.



Institut
de la statistique

Québec



Avec la participation de :

- Régie du cinéma
- Société de développement des entreprises culturelles

ISBN : 978-2-551-23591-9



9 782551 235919

18,95 \$

Site Web : www.stat.gouv.qc.ca
Imprimé au Québec, Canada